AN. LXXXII SERIES VII FASC. I. AN. 1957

MONITOR ECCLESIASTICUS

Fundatus a. 1876 ab E.mo Card. Casimiro GENNARI
peculiari S. Sedis adprobatione continuatur

MODERANTIBUS

ARCADIO LARRAONA
Secretario S. C. De Religiosis

FLORENTIO ROMITA
A Studiis S. C. Concili

ADIUVANTIBUS

ANTONELLI F., O. F. M., Relator. Gener. Sect. Hist. S. C. Rituum — BARTOCCETTI V., Subsecr. S. C. De Disciplina Sacramentorum — BENDER L., O. P., in Pont. Athenaeo *Angelicum* Professore Juris Canonici — BIDAGOR R., S. J., Cons. S. C. De Disciplina Sacramentorum — CAPPELLO F. M., S. J., Cons. S. C. Concilii — CASTELLANO M., Arp.o Colossen. — DE ANGELIS S., Substit. S. Paenitentiariae Apostolicae — GUTIERREZ A., A Studiis S. C. De Religiosis — HERMAN Ae. S. J., Cons. S. C. Pro Ecclesia Orientali — LENTI PROF. J., Adv. S. Romanae Rotae — OESTERLE G., O. S. B., Cons. S. C. Pro Ecclesia Orientali — PAVENTI X., A Studiis S. C. De Propaganda Fide — ROMANI S., Promotor. Fidei S. C. Rituum — ROMEO A., A Studiis S. C. De Semin. et Univers. Stud. — ZERBA C., Subsecr. S. C. De Disciplina Sacramentorum

Aliisque S. Romanae Curiae Officialibus, Consultoribus et Advocatis.

DESCLÉE & C[i] — EDITORES PONTIFICII

ROMAE (117) PIAZZA GRAZIOLI N. 4 — TEL. 64.395 — C. C. P. 1-4270

OFFICIUM REDACTIONIS ET ADMINISTRATIONIS - PIAZZA GRAZIOLI N. 4. TEL. 63.931

Periodico Trimestrale - *Sped. in Abb. Post.* - Gruppo IV

IMPRIMATUR

1957

Sorae, 15 - III - 1957.

† BLASIUS MUSTO
Episcopus Aquini, Sorae et Pontiscurvi

OMNIA IURA PROPRIETATIS VINDICABUNTUR

TIPOGRAFIA EDITRICE M. PISANI - ISOLA DEL LIRI

SUMMARIUM

ADNOTATIONES IN ACTA S. SEDIS

Acta Pii PP. XII.

ALLOCUTIO. Emis PP. DD. Cardinalibus Exc.mis PP. DD. Archiepiscopis et Episcopis, ceterisque Antistitibus, Sacerdotibus ac Religiosis, qui Conventui internationali de Liturgia Pastorali, Assisii habito, interfuerunt. (Adn. ROMITA, F.). . . . Pag. 7

ACTA SS. CONGREGATIONUM

Suprema Sacra Congregatio S. Officii.

DECRETUM. De Affinitate. Die 31. I. 1957. (Adn. OESTERLE, G.). » 51

S. Congregatio De Sacramentis.

Instructio S. Congregationis De Sacramentis ad locorum Ordinarios pro postulandis Apostolicis Indultis
2) Altaris Portatilis. (Adn. ZERBA, C). . . . . » 64

JURISPRUDENTIA SACRAE ROMANAE ROTAE ALIORUMQUE TRIBUNALIUM ECCLESIASTICORUM

Sacra Romana Rota.

Coram R. P. D. Arturo WYNEN, Ponente, MATRITEN. (*Separationis*). » 91
Coram R. P. D. Petro MATTIOLI, Ponente, (*De impotentia viri*) Sententia diei 29 martii 1950. . . . . » 106
Coram R. P. D. Dino STAFFA, Ponente. Nullitatis matrimonii (*De gravitate metus*). Sententia definitiva diei 6 iulii 1956 . . » 111

Vicariatus Urbis Tribunal Primae Instantiae.

CANZONERI, E. Ponente. ROMANA. Nullitatis matrimonii. (*Ex capite impotentiae*). Sententia diei 29 nov. 1956. . . » 117

STUDIA ET CONSULTATIONES

ROMITA, F. De lingua et catechesi liturgica iuxta Litteras Encyclicas « Musicae sacrae disciplina ». . . . . » 123
BENDER, L. Matrimonium putativum seu celebratum coram Ecclesia (c. 1015, § 4). . . . . » 146

RECENSIONES

DIZIONARIO DI TEOLOGIA MORALE, diretto da F. ROBERTI. Segretario di redazione P. Palazzini. Con la collaborazione di illustri docenti universitari, Roma. Editrice Studium, 1954. (r. p.). . » 159
JULLIEN, A. - Cultura cristiana nella luce di Roma per giudicare umanamente. Desclée. Ed. 1956. L. 600. (ROMITA, F.) . . » 161
BORTOLOTTI, R. S. J. - La formazione degli effetti civili del matrimonio nel regime concordatario italiano. - « Analecta Gregoriana », vol. 84, Roma, 1956 (ROMITA. F.) . . . . . » 164

DOCUMENTA

Pii PP. XII. ALLOCUTIO: Iis qui interfuerunt Conventui internationali Moderatorum Sodalitatis ab Apostolatu Orationis. . » 167
— NUNTIUS RADIOPHONICUS: Mulieribus peregrinationis causa ad Sanctuarium Lauretanum B. Mariae Virginis e tota Italia coadunatis, ad fausta anniversaria Summi Pontificis Pii XII celebranda. » 169

CHRONICA

Acta Pii PP. PII. - Acta SS. Congregationum (***). . . . » 177
Index Bibliographicus.

ADNOTATIONES
IN
ACTA SANCTÆ SEDIS

ACTA PII PP. XII

ALLOCUTIO

E.mis PP. DD. Cardinalibus Exc.mis PP. DD. Archiepiscopis et Episcopis, ceterisque Antistitibus, Sacerdotibus ac Religiosis, qui Conventui internationali de Liturgia Pastorali, Assisii habito, interfuerunt. *

Vous Nous avez demandé de vous adresser la parole pour clôturer le Congrès International de Liturgie Pastorale, qui vient de se tenir à Assise. C'est de tout coeur que Nous répondons à votre demande et que Nous vous souhaitons la bienvenue.

Si l'on compare la situation actuelle du mouvement liturgique avec ce qu'il était, il a trente ans, on constate qu'il a accompli un progrès indéniable tant en extension qu'en profondeur. L'intérêt porté à la liturgie, les réalisations pratiques et la participation active des fidèles ont pris un developpement qu'il eût été difficile de pressentir à ce moment. L'impulsion principale, tant en matière doctrinale que dans les applications pratiques, vint de la Hiérarchie et, en particulier, de Notre saint Prédécesseur Pie X, qui par son *Motu Proprio* « *Abhinc duos annos* » du 23 octobre 1913 [1] donna au mouvement liturgique un élan décisif. Le peuple croyant accueillit ces directives avec reconnaissance et se montra prêt à y répondre; les liturgistes se mirent à l'oeuvre avec zèle, et bientôt s'épanouirent des initiatives intéressantes et fécondes, même si parfois certaines déviations appelèrent un redressement de la part de l'Autorité ecclésiastique. Parmi les nombreux Documents publiés récemment à ce sujet, qu'il Nous suffise d'en mentionner trois: l'Encyclique « *Mediator Dei* » *De sacra liturgia* du 20 Novembre 1947 [2], le dispositif nouveau de la Semaine Sainte, en date du 16 Novembre 1953 [3], qui a aidé les fidèles à mieux comprendre et à participer davantage à l'amour, aux souffrances et à la glorification de Notre Seigneur, et finalement l'Encyclique *De musica*

---

* Habita Romae die 22 Septembris mensis a. 1956.

[1] *Acta Ap. Sedis*, a. 5, 1913, pag. 449-451.

[2] *Acta Ap. Sedis*, a. 39, 1947, pag. 522-595.

[3] *Acta Ap. Sedis*, a. 47, 1955, p. 838-847.

sacra du 25 Décembre 1955 [4]. Le mouvement liturgique est apparu ainsi comme un signe des dispositions providentielles de Dieu sur le temps présent, comme un passage du Saint-Esprit dans son Eglise, pour rapprocher davantage les hommes des mystères de la foi et des richesses de la grâce, qui découlent de la participation active des fidèles à la vie liturgique.

Le Congrès, qui se termine actuellement, avait précisément pour but de montrer l'inappréciable valeur de la liturgie pour la sanctification des âmes et donc pour l'action pastorale de l'Eglise. Vous avez étudié cet aspect de la liturgie, tel qu'il se manifeste dans l'histoire et continue actuellement à se déployer; vous avez examiné aussi comment il est fondé sur la nature des choses, c'est-à-dire comment il découle des éléments constitutifs de la liturgie. Votre Congrès comportait donc une étude du développement historique, des réflexions sur la situation actuelle et un examen des objectifs à atteindre dans l'avenir et des moyens propres à y conduire. Après avoir considéré attentivement votre programme de travail, Nous formulons des voeux pour que cette nouvelle semence, ajoutée à celles du passé, produise de riches moissons au profit des individus et de toute l'Eglise.

Dans cette Allocution, au lieu de vous présenter des normes plus détaillées, sur lesquelles le Saint Siège s'est déjà suffisamment prononcé, Nous avons jugé utile d'aborder quelques points importants que l'on discute actuellement en matière liturgique-dogmatique et qui Nous tiennent plus à coeur. Nous grouperons ces considérations sous deux titres, qui seront de simples indications plutôt que les thèmes mêmes de Nos développements: la Liturgie et l'Eglise, la Liturgie et le Seigneur.

I - La Liturgie et l'Eglise

Comme Nous l'avons dit dans l'Encyclique « *Mediator Dei* », la liturgie constitue une fonction vitale de toute l'Eglise, et non seulement d'un groupe ou d'un mouvement déterminé. « Sacra Liturgia integrum constituit publicum cultum mystici Iesu Christi Corporis, capitis nempe membrorumque eius » [5]. Le Corps Mystique du Seigneur vit de la vérité du Christ et des grâces qui se répandent dans les membres, les animent et les unissent entre eux

[4] *Acta Ap. Sedis*, a. 48, 1956, pag. 5-25.
[5] *Acta Ap. Sedis*, a. 39, 1947, p. 528-529.

et avec leur Chef. Telle est l'idée de Saint Paul, quand il dit dans sa première Epître aux Corinthiens: « *Omnia vestra sunt, vos autem Christi, Christus autem Dei* » [6]. Tout est donc dirigé vers Dieu, son service et sa gloire. L'Eglise, remplie des dons et de la vie de Dieu, se livre d'un mouvement intime et spontané à l'adoration et à la louange du Dieu infini et, par liturgie, lui rend comme société le culte qu'elle lui doit.

A cette liturgie unique, chacun des membres, ceux qui sont revêtus du pouvoir hiérarchique comme la foule des fidèles apporte tout ce qu'il a recu de Dieu, toutes les ressources de son esprit, de son coeur, et de ses oeuvres. La Hiérarchie d'abord, qui détient le « *depositum fidei* » et le « *depositum gratiae* ». Au « *depositum fidei* », à la vérité du Christ contenue dans l'Ecriture et la Tradition, elle puise les grands mystères de la foi et les fait passer dans la liturgie, en particulier ceux de la Trinité, de l'Incarnation et de la Rédemption. Mais on trouverait difficilement une vérité de foi chrétienne, qui ne soit exprimée en quelque manière dans la liturgie, qu'il s'agisse des lectures de l'Ancien et du Nouveau Testament, pendant la Sainte Messe et dans l'Office divin, ou des richesses, que l'esprit et le coeur découvrent dans les Psaumes. Les cérémonies liturgiques solennelles sont d'ailleurs une profession de foi en acte; elles réalisent les grandes vérités de la foi sur les desseins impénétrables de la générosité de Dieu et ses faveurs inépuisables à l'égard des hommes, sur l'amour et la miséricorde du Père céleste envers le monde, pour le salut duquel il envoya son Fils et le livra à la mort. C'est ainsi que l'Eglise communique en abondance dans la liturgie les trésors du « *depositum fidei* », de la vérité du Christ. — Par la liturgie aussi se répandent les trésors du « *depositum gratiae* », que le Seigneur a transmis à ses Apôtres: la grâce sanctifiante, les vertus, les dons, le pouvoir de baptiser, de conférer le Saint-Esprit, de remettre les péchés par la pénitence, de consacrer des prêtres. C'est au coeur de la liturgie que se déroule la célébration de l'Eucharistie, sacrifice et repas; c'est en elle aussi que se confèrent tous les sacrements et que, par les sacramentaux, l'Eglise multiplie largement les bienfaits de la grâce dans les circonstances les plus diverses. La Hiérarchie étend encore sa sollicitude à tout ce qui contribue à rendre plus belles et plus dignes les cérémonies liturgiques, qu'il s'agisse des lieux

[6] *1 Cor.* 3, 23.

de culte, du mobilier, des vêtements liturgiques, de la musique sacrée ou de l'art sacré.

Si la Hiérarchie communique par la liturgie la vérité et la grâce du Chirst, les fidèles de leur côté ont pour tâche de les recevoir, d'y consentir de toute leur âme, de les transformer en valeurs de vie. Tout ce qui leur est offert, les grâces du sacrifice de l'autel, des sacrements et des sacramentaux, ils les acceptent, non d'une manière passive, en les laissant simplement s'écouler en eux, mais en y collaborant de toute leur volonté et de toutes leurs forces, et surtout en participant aux offices liturgiques ou du moins en suivant leur déroulement avec ferveur. Ils ont contribué dans une large mesure et continuent à contribuer par un effort constant à accroître l'apparat extérieur du culte, à construire des églises et des chapelles, à les décorer, à rehausser la beauté des cérémonies liturgiques par toutes les splendeurs de l'art sacré.

La contribution que la Hiérarchie et celle que les fidèles apportent à la liturgie ne s'additionnent pas comme deux quantités séparées, mais représentent la collaboration des membres d'un même organisme, qui agit comme un seul être vivant. Les pasteurs et le troupeau, l'Eglise enseignante et l'Eglise enseignée ne forment qu'un seul et unique corps du Christ. Aussi n'y a-t-il aucune raison d'entretenir de la méfiance, des rivalités, des oppositions ouvertes ou latentes, soit dans les pensées, soit dans la façon de parler ou d'agir. Entre les membres d'un même corps, doivent régner avant tout la concorde, l'union, la collaboration. C'est dans cette unité que l'Eglise prie, offre, se sanctifie, et l'on peut donc affirmer à bon droit que la liturgie est l'oeuvre de l'*Eglise tout entière.*

Mais Nous devons ajouter: la liturgie n'est cependant pas *toute l'Eglise;* elle n'épuise pas le champ de ses activités. Déjà, à côté du culte public, celui de la communauté, il y a place pour le culte privé, que l'individu rend à Dieu dans le secret de son coeur ou exprime par des actes extérieurs, et qui possède autant de variantes qu'il y a de chrétiens, bien qu'il procède de la même foi et de la même grâce du Christ. Cette forme du culte, non seulement l'Eglise la tolère, mais Elle la reconnaît pleinement et la recommande, sans toutefois rien enlever à la prééminence du culte liturgique.

Mais lorsque Nous disons que la liturgie n'épuise pas le champ des activités de l'Eglise, Nous pensons surtout à ses tâches d'enseignement et de pastorale, au « *Pascite qui in vobis est gregem*

Dei » [7]. Nous avons rappelé le rôle que le Magistère dépositaire de la vérité du Christ exerce par la liturgie; l'influence du pouvoir de gouvernement sur elle est aussi évident, puisqu'il appartient aux Papes de reconnaître les rites en vigueur, d'en introduire de nouveaux et de régler l'ordonnance du culte, et aux Evêques de veiller avec soin à ce qu'on observe les prescriptions canoniques concernant le culte divin [8]. Mais les fonctions d'enseignement et de gouvernement s'ètendent encore bien au delà. Il suffit pour s'en rendre compte de jeter un coup d'oeil sur le Droit Canon et ce qu'il dit du Pape, des Congrégations romaines, des Evêques, des Conciles, du Magistère et de la discipline ecclésiastiques. On arrive à la même conclusion en observant la vie de l'Eglise, et, dans Nos deux Allocutions du 31 mai et du 2 novembre 1954 sur la triple fonction de l'Evêque, Nous avons expressément insisté sur l'étendue de ses charges, qui ne se limitent pas à l'enseignement et au gouvernement, mais comprennent aussi tout le reste de l'activité humaine dans la mesure où des intérêts religieux et moraux sont en jeu [9].

Si donc les tâches et les intérêts de l'Eglise sont à ce point universels, les prêtres et les fidèles se garderont dans leur façon de penser et d'agir de tomber dans l'étroitesse de vue ou l'incompréhension. Notre Encyclique « *Mediator Dei* » avait déjà redressé certaines affirmations erronées, qui tendaient soit à orienter l'enseignement religieux et la pastorale dans un sens exclusivement liturgique, soit à susciter des entraves au mouvement liturgique qu'on ne comprenait pas. En fait, il n'existe aucune divergence objective entre le but poursuivi par la liturgie et celui des autres fonctions de l'Eglise; quant à la diversité des opinions, elle est réelle, mais toutefois ne présente pas d'obstacles insurmontables. Ces considérations suffiront à montrer, Nous l'espérons, que la liturgie est l'oeuvre de toute l'Eglise, et que tous les fidèles comme membres du Corps Mystique doivent l'aimer, et y prendre part, en comprenant toutefois que les tâches de l'Eglise s'étendent bien au delà.

---

[7] *1 Petr.* 5, 2.
[8] *Acta Ap. Sedis*, a. 39, 1947, pag. 544.
[9] *Acta Ap. Sedis*, a. 46, 1954, p. 313-317 ; 666-677.

II - La Liturgie et le Seigneur

Nous voudrions maintenant considérer spécialement la liturgie de la Messe et le Seigneur qui en est à la fois le prêtre et l'offrande. Comme des imprécisions et des incompréhensions se font jour ça et là à propos de points particuliers, Nous dirons un mot de l'« *actio Christi* », de la « *praesentia Christi* » et de l'« *infinita et divina maiestas Christi* ».

1. « *Actio Christi* »

La liturgie de la Messe a comme but d'exprimer sensiblement la grandeur du mystère qui s'y accomplit, et les efforts actuels tendent à y faire participer les fidèles d'une manière aussi active et intelligente que possible. Bien que cet objectif soit justifié, on risque de provoquer une baisse du respect, si l'on détourne l'attention de l'action principale, pour la diriger vers l'éclat d'autres cérémonies.

Quelle est cette action principale du sacrifice eucharistique? Nous en avons parlé explicitement dans l'Allocution du 2 novembre 1954 [10]. Nous y citions d'abord l'enseignement du Concile de Trente: « *In divino hoc sacrificio, quod in Missa peragitur, idem ille Christus continetur et incruente immolatur, qui in ara crucis semel se ipsum cruente obtulit... Una enim eademque est hostia, idem nunc offerens sacerdotum ministerio, qui se ipsum tunc in cruce obtulit, sola offerendi ratione diversa* » [11]. Et Nous poursuivions en ces termes: « *Itaque sacerdos celebrans, personam Christi gerens, sacrificat, isque solus, non populus, non clerici, ne sacerdotes quidem, pie religioseque qui sacris operanti inserviunt; quamvis hi omnes in sacrificio activas quasdam partes habere possint et habeant* » [12]. Nous soulignions ensuite que, faute de distinguer entre la question de la participation du célébrant aux fruits du sacrifice de la Messe et celle de la nature de l'action qu'il pose, on était arrivé à la conclusion: « *Idem esse unius Missae celebrationem, cui centum sacerdotes religioso cum obsequio adstent atque centum Missas a centum sacerdotibus celebratas* ». De cette affirmation, Nous disions: « *Tamquam opinionis error reici debet* ».

---

[10] *Acta Ap. Sedis*, a. 46, 1954, pag. 668-670.
[11] *Conc. Trid.*, Sessio XXII, cap. 2.
[12] *Acta Ap. Sedis, l. c.* pag. 668.

Et Nous ajoutions en guise d'explication: « *Quoad sacrificii Eucharistici oblationem tot sunt actiones Christi Summi Sacerdotis, quot sunt sacerdotes celebrantes, minime vero quot sunt sacerdotes Missam episcopi aut sacri presbyteri celebrantis pie audientes; hi enim, cum sacro intersunt, nequaquam Christi sacrificantis personam sustinent et agunt, sed comparandi sunt christifidelibus laicis, qui sacrificio adsunt* » [13]. Au sujet des congrès liturgiques, Nous avons dit en cette même occasion: « *Hi coetus interdum propriam sequuntur regulam, ita scilicet, ut unus tantum sacrum peragat, alii vero (sive omnes sive plurimi) hiuc uni sacro intersint in eoque sacram synaxim e manu celebrantis sumant. Quod si hoc ex iusta et rationabili causa fiat, ...obnitendum non est, dummodo huic modo agendi ne subsit error iam supra a Nobis memoratus* »; c'est-à-dire l'erreur sur l'équivalence entre la célébration de cent prêtres et celle d'une Messe à laquelle cent prêtres assistent pieusement.

D'après ceci l'élement central du sacrifice eucharistique est celui où le Christ intervient comme « *se ipsum offerens* », pour reprendre les termes mêmes du Concile de Trente [14]. Cela se passe à la consécration où, dans l'acte de la transsubstantiation opérée par le Seigneur [15], le prêtre célébrant est « *personam Christi gerens* ». Même si la consécration se déroule sans faste et dans la simplicité, elle est le point central de toute la liturgie du sacrifice, le point central de l'« *actio Christi cuius personam gerit sacerdos celebrans* », ou les « *sacerdotes concelebrantes* » en cas de véritable concélébration.

Des événements récents Nous donnent l'occasion de préciser certains points à ce propos. Quand la consécration du pain et du vin est opérée validement, toute l'action du Christ lui-même est accomplie. Même si tout ce qui suit ne pouvait être accompli, rien d'essentiel cependant ne manquerait à l'offrande du Seigneur.

Quand la consécration est achevée, l'« *oblatio hostiae super altare positae* » peut être faite et est faite par le prêtre célébrant, par l'Eglise, par les autres prêtres, par chaque fidèle. Mais cette action n'est pas « *actio ipsius Christi per sacerdotem ipsius personam sustinentem et gerentem* ». En réalité l'action du prêtre

---

[13] *Acta Ap. Sedis, l. c.* pag. 669.
[14] Sess. XXII, cap. 2.
[15] Cfr. *Conc. Trit.* Sessio XIII, cap. 4 et 3.

consacrant est celle même du Christ, qui agit par son ministre. Dans le cas d'une concélébration au sens propre du mot, le Christ, au lieu d'agir par un seul ministre, agit par plusieurs. Par contre, dans la concélébration de pure cérémonie, qui pourrait être aussi le fait d'un laïc, il n'y a point de consécration simultanée, et l'on soulève alors une question importante: « Quelle intention et quelle action extérieure sont requises, pour qu'il y ait vraiment concélébration et consécration simultanée? ».

Rappelons à ce propos se que Nous disions dans Natre Constitution Apostolique « *Episcopalis Consecrationis* » du 30 Novembre 1944 [16]. Nous y déterminions que dans la consécration épiscopale les deux Evêques, qui accompagnent le Consécrateur, doivent avoir l'intention de consacrer l'Elu, et qu'il doivent par conséquent poser les actions extérieures et prononcer les paroles, par lesquelles le pouvoir et la grâce à transmettre sont signifiés et transmis. Il ne suffit donc pas qu'ils unissent leur volonté avec celle du consécrateur principal et déclarent qu'ils font leurs ses paroles et ses actions. Ils doivent eux-mêmes poser ces actions et prononcer les paroles essentielles.

Il en va de même dans la concélébration au sens propre. Il ne suffit pas d'avoir et de manifester la volonté de faire siennes les paroles et les actions du célébrant. Les concélébrants doivent eux-mêmes dire sur le pain et le vin: « Ceci est mon Corpus », « Ceci est mon Sang »; sinon, leur concélébration est de pure cérémonie.

Aussi n'est-il pas permis d'affirmer que « la seule question décisive en dernière analyse est de savoir dans quelle mesure la participation personnelle, soutenue par la grâce, que l'on prend à cette offrande cultuelle, accroît la participation à la croix et à la grâce du Christ, qui nous unit à Lui et entre nous ». Cette manière inexacte de poser la question, Nous l'avons déjà repoussée dans l'Allocution du 2 Novembre 1954; mais certains théologiens ne peuvent pas encore y acquiescer. Nous le répétons donc: la question décisive (pour la concélébration, comme pour la Messe d'un prêtre unique) n'est pas de savoir quel fruit l'âme en retire, mais quelle est la nature de l'acte qui est posé: le prêtre, comme ministre du Christ, fait-il ou non l'« *actio Christi se ipsum sacrificantis et offerentis* ». De même pour les sacrements, il ne s'agit pas de savoir quel est le fruit produit par eux, mais si les élé-

[16] *Acta Ap. Sedis*, a. 37, 1945, pag. 131-132.

ments essentiels du signe sacramentel (la position du signe par le ministre lui-même, qui accomplit les gestes et prononce les paroles avec l'intention *saltem faciendi quod facit Ecclesia*) ont été validement posés. De même dans la célébration et la concélébration, il faut voir si, avec l'intention intérieure nécessaire, le célébrant accomplit l'action extérieure et surtout prononce les paroles, qui constituent l'« *actio Christi se ipsum sacrificantis et offerentis* ». Cela ne se vérifie pas, quand le prêtre ne prononce pas sur le pain et le vin les paroles du Seigneur : « Ceci est mon Corpus », « Ceci est mon Sang ».

2. « *Praesentia Christi* »

Tout comme l'autel et le sacrifice dominent le culte liturgique, on doit dire de la vie du Christ, qu'elle est tout entière commandée par le sacrifice de la croix. Les paroles de l'Ange à son père nourricier : « *Salvum faciet populum suum a peccatis eorum* » [17], celles de Jean-Baptiste : « *Ecce Agnus Dei, ecce qui tollit peccatum mundi* » [18], celles du Christ lui-même à Nicodème : « *Exaltari oportet Filium hominis, ut omnis qui credit in ipsum, ... habeat vitam aeternam* » [19], à ses disciples : « *Baptismo... habeo baptizari, et quomodo coarctor usquedum perficiatur?* » [20], et celles surtout de la dernière Cène et du Calvaire, tout indique le centre de la pensée et de la vie du Seigneur, c'était la croix et l'offrande de lui-même au Père pour réconcilier les hommes avec Dieu et les sauver.

Mais Celui qui offre le sacrifice, n'est-il pas en quelque sorte plus grand encore que le sacrifice lui-même? Aussi voudrions-Nous à présent vous entretenir du Seigneur lui-même, et d'abord attirer votre attention sur le fait que dans l'Eucharistie l'Eglise possède le Seigneur avec sa chair et son sang, son corps et son âme, et sa divinité. Ce concile de Trente l'a défini solennellement dans la XIII^e^ Session can 1 ; il suffit d'ailleurs de prendre dans leur sens littéral, clair et sans équivoque les paroles prononcées par Jésus, pour arriver à la même conclusion : « Prenez et mangez! Ceci est mon Corps, qui va être donné pour vous! Prenez et buvez, ceci est mon Sang,

---

[17] Matth. 1, 21.
[18] Io. 1, 29.
[19] Io. 3, 14-15.
[20] Luc., 12, 50.

qui va être versé pour vous ». Et St Paul dans sa première lettre aux Corinthiens [21] reprend les mêmes termes aussi simples et clairs.

Chez les catholiques, il n'y a, à ce sujet, aucun doute, aucune diversité d'opinion. Mais, dès que la spéculation théologique entreprend de discuter sur la manière dont le Christ est présent dans l'Eucharistie, apparaisssent sur nombre de points de sérieuses divergences de vues. Nous ne voulons pas entrer dans ces controverses spécultatives; mais Nous désirerions indiquer certaines limites et insister sur un principe fondamental d'interprétation, dont l'oubli Nous cause quelques préoccupations.

La spéculation doit prendre comme règle que le sens littéral des textes de l'Ecriture, la foi et l'enseignement de l'Eglise ont le pas sur le système scientifique et les considérations théoriques; c'est la science qui doit se conformer à la révélation, et non l'inverse. Quand une conception philosophique déforme le sens naturel d'une vérité révélée, c'est qu'elle n'est pas exacte, ou qu'on ne l'utilise pas correctement. Ce principe trouve son application dans la doctrine de la présence réelle. Certains théologiens, tout en acceptant la doctrine du Concile sur la présence réelle et la transsubstantiation, interprètent les paroles du Christ et celles du Concile de telle sorte, qu'il ne subsiste de la présence du Christ qu'une sorte d'enveloppe vidée de son contenu naturel. A leur avis, le contenu essentiel actuel des espèces du pain et du vin est « le Seigneur au ciel », avec lequel les espèces ont une relation soi-disant réelle et essentielle de contenance et de présence. Cette interprétation spéculative soulève de sérieuses objections, lorsqu'on la présente comme pleinement suffisante, car le sens chrétien du peuple fidéle, l'enseignement catéchétique constant de l'Eglise, les termes du Concile, surtout les paroles du Seigneur exigent que l'Eucharistie contienne le Seigneur lui-même. Les espèces sacramentelles ne sont pas le Seigneur, même si elles ont avec la substance du Christ au ciel une soi-disant relation essentielle de contenance et de présence. Le Seigneur a dit: « Ceci est mon Corps! Ceci est mon Sang! ». Il n'a pas dit: « Ceci est une apparence sensible qui signifie la présence de mon Sang ». Sans doute, il pouvait faire que les signes sensibles d'une relation réelle de présence soient des signes sensibles et efficaces de la grâce sacramentelle; mais il s'agit ici du contenu essentiel des « *species eucharisticae* », non de leur efficacité sacramen-

[21] *1 Cor.* 11, 23-25.

telle. On ne peut donc admettre que la théorie, dont Nous venons de parler, fasse pleinement droit aux paroles du Christ, que la présence du Christ dans l'Eucharistie ne signifie rien de plus et que cela suffisse pour pouvoir dire en toute vérité de l'Eucharistie : « *Dominus est* » [22].

Sans doute la masse des fidèles n'est pas en état de comprendre les problèmes spéculatifs difficiles et les essais d'explication concernant la nature de la présence du Christ. Le Catéchisme Romain d'ailleurs invite à ne pas discuter de ces questions devant eux [23], mais il ne mentionne ni ne propose la théorie esquissée ci-dessus; encore moins affirme-t-il qu'elle épuise le sens des paroles du Christ et les explique pleinement. On peut continuer à chercher des explications et des interprétations scientifiques, mais elles ne doivent pas faire sortir, pour ainsi dire, le Christ de l'Eucharistie et ne laisser dans le tabernacle que des espèces eucharistiques conservant une relation soi-disant réelle et essentielle avec le Seigneur véritable qui est au ciel.

Il est étonnant que ceux, qui ne se contentent pas de la théorie exposée ci-dessus, soient rangés au nombre des adversaires parmi les « physicistes » non-scientifiques, ou que l'on n'hésite pas à déclarer à propos de la conception soi-disant scientifique de la présence du Christ : « Cette vérité n'est pas pour les masses ».

A ces considérations, Nous devons ajouter quelques remarques sur le tabernacle. De même que Nous disions tantôt : « le Seigneur est en quelque sorte plus grand que l'autel et le sacrifice », pourrions-Nous dire maintenant : « Le tabernacle, où habite le Seigneur descendu parmi son peuple, est-il supérieur à l'autel et au sacrifice? ». L'autel l'emporte sur le tabernacle, parce qu'on y offre le sacrifice du Seigneur. Le tabernacle possède sans doute le « *Sacramentum permanens* »; mais il n'est pas un « *altare permanens* », parce que le Seigneur ne s'offre en sacrifice que sur l'autel pendant la célébration de la sainte Messe, mais non après ni hors de la Messe. Au tabernacle, par contre, il est présente aussi long-tempus que durent les espèces consacrées, sans cependant s'offrir en permanence. On a pleinement le droit de distinguer entre l'offrande du sacrifice de la Messe et le « *cultus latreuticus* » offert à l'Homme-Dieu caché dans l'Eucharistie. Une décision de la S. Congrégation des Rites

[22] Cfr. Io. 21, 7.
[23] Cfr. *Catech. Rom.* pars II, cap. IV, n. 43 sq.

en date du 27 juillet 1927 limite au minimum l'exposition du Saint-Sacrement pendant la Messe [24]; mais elle s'explique aisément par le souci de maintenir habituellement séparés l'acte du sacrifice et le culte de simple adoration, pour que les fidèles en comprennent clairement le caractère propre.

Toutefois, plus importante que la conscience de cette diversité est celle de l'unité: c'est un seul et même Seigneur, qui est immolé à l'autel et honoré au tabernacle et qui de là répand ses bénédictions. Si on en était bien convaincu, on éviterait maintes difficultés, on se garderait d'exagérer la signification de l'un au détriment de l'autre et de s'opposer aux décisions du Saint-Siège.

Le Concile de Trente a expliqué quelles dispositions d'âme on devait avoir vis-à-vis du Saint Sacrement: « *Si quis dixerit, in sancto Eucharistiae sacramento Christum unigenitum Dei Filium non esse cultu latreutico, etiam externo, adorandum, atque ideo nec festiva peculiari celebritate venerandum, neque in processionibus, secundum laudabilem et universalem Ecclesiae sanctae ritum et consuetudinm, sollemniter circumgestandum, vel non publice, ut adoretur, populo proponendum, et eius adoratores eses idololatras: anathema sit* » [25]. « *Si quis dixerit, non licere sacram Eucharistiam in sacrario reservari, sed statim post consecrationem necessario adstantibus distribuendam, aut non licere, ut illa ad infirmos honorifice deferatur: anathema sit* » [26]. Qui adhère de cœur à cette doctrine, ne pense pas à formuler des objections contre la présence du tabernacle sur l'autel. Dans l'Instruction du Saint-Office « *De arte sacra* » du 30 Juin 1952 [27], le Saint-Siège insiste, entre autres, sur ce point: « *Districte mandat haec Suprema S. Congregatio ut sancte serventur praescripta canonum 1268, § 2 et 1269, § 1: Ss.ma Eucharistia custodiatur in praecellentissimo ac nobilissimo ecclesiae loco ac proinde regulariter in altari maiore, nisi aliud venerationi et cultui tanti sacramenti commodius et decentius videatur... Ss.ma Eucharistia servari debet in tabernaculo inamovibili in media parte altaris posito* » [28].

Il ne s'agit pas tant de la présence matérielle du tabernacle sur l'autel, que d'une tendance, sur laquelle Nous voudrions attirer

---

[24] *Acta Ap.Sedis*. a. 19, 1927, pag. 289.
[25] *Conc. Trid.*, Sessio XIII, can. 6.
[26] *Conc. Trid.*, l. c,, can. 7.
[27] *Acta Ap. Sedis*, a. 44, 1952, pag. 542-546.
[28] *Acta Ap. Sedis*, l. c., p. 544.

votre attention, celle d'une moindre estime pour la présence et l'action du Christ au tabernacle. On se contente du sacrifice de l'autel, et l'on diminue l'importance de Celui qui l'accomplit. Or la personne du Seigneur doit occuper le centre du culte, car c'est elle qui unifie les relations de l'autel et du tabernacle et leur donne leur sens.

C'est d'abord par le sacrifice de l'autel que le Seigneur se rend présent dans l'Eucharistie et Il n'est au tabernacle que comme « *memoria sacrificii et passionis suae* ». Séparer le tabernacle de l'autel, c'est séparer deux choses, qui doivent rester unies par leur origine et leur nature. La manière, dont on pourrait placer le tabernacle sur l'autel sans empêcher la célébration face au peuple, peut recevoir diverses solutions, sur lesquelles les spécialistes donneront leur avis. L'essentiel est d'avoir compris que c'est le même Seigneur, qui est présent sur l'autel et au tabernacle.

On pourrait aussi souligner l'attitude de l'Eglise à l'égard de certaines pratiques de piété: les visites au Saint-Sacrament, qu'elle recommande vivement, la prière des quarante heures ou « adoration perpétuelle », l'heure sainte, le transport solennel de la communion aux malades, les processions du Saint-Sacrement. Le liturgiste le plus enthousiaste et le plus convaincu doit pouvoir comprendre et deviner ce que représente le Seigneur au tabernacle pour les fidèles profondément pieux, que ce soient des gens simples ou instruits. Il est leur conseiller, leur consolateur, leur force, leur recours, leur espérance dans la vie comme dans la mort. Non content de laisser venir les fidèles vers le Seigneur au tabernacle, le mouvement liturgique s'efforcera donc de les y attirer toujours davantage.

3. « *Infinita et divina Maiestas Christi* »

Le troisième et dernier point, que Nous voudrions traiter, est celui de l'« *infinita et divina maiestas* » du Christ, que traduisent les mots: « *Christus Deus* ». Certes le Verbe incarné est Seigneur et Sauveur des hommes; mais il est et reste le Verbe, le Dieu infini. Dans le symbole de Saint Athanase on dit: « *Dominus noster Iesus Christus Dei Filius, Deus et homo est* ». L'humanité du Christ a droit aussi au culte de latrie à cause de son union hypostatique avec le Verbe, mais sa divinité est la raison et la source de ce culte. Aussi la divinité du Christ ne peut-elle rester en quelque sorte à la périphérie de la pensée liturgique. Il est normal que l'on aille « *ad Patrem per Christum* », puisque le Christ est Médiateur entre Dieu

et les hommes. Mais Il n'est pas seulement Médiateur; il est aussi, dans la Trinité, égal tu Père et au Saint-Esprit. Qu'il suffise de rappeler le prologue grandiose de l'Evangile de St. Jean: « Le Verbe était Dieu... Tout a été fait par Lui. Et rien de ce qui a été fait, ne l'a été sans Lui » [29]. Le Christ est le Premier et le Dernier, l'Alpha et l'Omega. A la fin du monde, quand tous les ennemis auront été vaincus et la mort en dernier lieu, le Christ, c'est-à-dire le Verbe subsistant dans la nature humaine, remettra le Royaume à Dieu son Père, et le Fils lui-même se soumettra à Celui qui lui a tout soumis pour que « Dieu soit tout en tous » [30]. La méditation de l'« *infinita*, *summa*, *divina Maiestas* » du Christ peut certainement contribuer à l'approfondissement du sens liturgique, et c'est pourquoi Nous avons voulu attirer sur elle votre attention.

Nous voudrions ajouter pour terminer deux remarques sur « la liturgie et le passé », « la liturgie et le temps présent ».

La liturgie et le passé. En matière de liturgie, comme en beaucoup d'autres domaines, il faut éviter à l'égard du passé deux attitudes excessives: un attachement aveugle et un mépris total. On trouve dans la liturgie des éléments immuables, un contenu sacré qui transcende le temps, mais aussi des éléments variables, transitoires, parfois même défectueux. L'attitude actuelle des milieux liturgiques à l'égard du passé Nous semble en général tout-à-fait juste: on cherche, on étudie sérieusement, on s'attache à ce qui le mérite vraiment, sans par ailleurs tomber dans l'excès. Ça et là pourtant. apparaissent des idées et des tendances aberrantes, des résistances, des enthousiasmes ou des condamnations, dont les formes concrètes vous sont bien connues et dont Nous avons dit un mot plus haut.

La liturgie et le temps présent. La liturgie confère à la vie de l'Eglise, et même à toute l'attitude religieuse d'aujourd'hui, une empreinte caractéristique. On remarque surtout une participation active et consciente des fidèles aux actions liturgiques. De la part de l'Eglise, la liturgie actuelle comporte un souci de progrès, mais aussi de conservation et de défense. Elle retourne au passé sans le copier servilement, et crée du nouveau dans les cérémonies elles-mêmes, dans l'usage de la langue vulgaire, dans le chant populaire et la construction des églises. Il serait néanmoins superflu de rap-

---

[29] Io. 1, 1-3.
[30] *1 Cor.* 15. 28.

peler encore une fois que l'Eglise a de graves motifs de maintenir fermement dans le rite latin l'obligation inconditionnée pour le prêtre célébrant d'employer la langue latine, et de même, quand le chant grégorien accompagne le saint Sacrifice, que cela se fasse dans la langue de l'Eglise. Les fidèles de leur côté se préoccupent de répondre aux mesures prises par l'Eglise, mais ils adoptent en cela des attitudes profondément différentes: certains montreront de la promptitude, de l'enthousiasme, parfois même une passion trop vive qui motive des interventions de l'autorité; d'autres témoigneront de l'indifférence et même de l'opposition. Ainsi se manifeste la diversité des tempéraments, comme aussi des préférences pour la piété individuelle ou pour le culte communautaire.

La liturgie actuelle se préoccupe aussi de nombreux problèmes particuliers concernant par exemple: les rapports de la liturgie avec les idées religieuses du monde actuel, la culture contemporaine, les questions sociales, la psychologie des profondeurs.

Cette simple mention suffira à vous montrer que les divers aspects de la liturgie d'aujourd'hui, non seulement suscitent Notre intérêt, mais tiennent Notre vigilance en éveil. Nous désirons sincèrement que le mouvement liturgique progresse et Nous voulons l'y aider; mais il Nous appartient aussi de prévenir tout ce qui serait une source d'erreurs et de dangers. Ce Nous est d'ailleurs une consolation et une joie de savoir que Nous pouvons en cela compter sur votre aide et votre compréhension.

Que ces considérations puissent, avec les travaux qui vous ont occupés les jours précédents, porter des fruits abondants et contribuer à atteindre plus sûrement le but auquel tend la liturgie sacrée. Comme gage des bénédictions divines, que Nous implorons pour vous-mêmes et pour les âmes qui vous sont confiées, Nous vous accordons de tout cœur Notre Bénédiction Apostolique.

(*A.A.S.*, vol. 48, pag. 711-725).

COMMENTAIRE

1. Du 18 au 22 septembre 1956 s'est déroulé à Assise et s'est conclu à Rome (par l'Audience Pontificale, au cours de laquelle le Saint-Père a précisément prononcé l'Allocution reproduite plus haut) le Premier Congrès International de Pastorale liturgique.

Pour comprendre les motifs et la portée des divers points touchés par le Souverain Pontife, il est nécessaire de rappeler les antécédents proches et lointains du Congrès lui-même; l'atmosphère dans laquelle il s'est déroulé; le thème général et les thèmes particuliers qui y ont été traités; les courants qui ont affleuré au Congrès et en marge du Congrès.

Antécédents éloignés du Congrès d'Assise.

2. Le mouvement liturgico-pastoral, qui avait reçu de saint Pie X une impulsion décisive, et s'était ensuite graduellement développé en profondeur et en extension, mais toujours cependant dans le cadre du droit liturgique en vigueur, commença après la seconde guerre mondiale à présenter des premiers signes de tendances inquiétantes et de mouvements qui reflétaient — bien qu'avec quelque atténuation — l'inquiétude profonde répandue dans les consciences des individus et dans de larges couches des divers milieux sociaux, qui se portaient avec impatience vers de radicales réformes de structure, de méthode et de vie.

Pareille situation ne manqua pas de préoccuper le Clergé et la Hiérarchie ecclésiastique, qui devaient malheureusement constanter avec une douleur bien compréhensible — dans certains pays particulièrement travaillés — l'alarmante coupure, qui s'était faite et devenait de jour en jour plus nette et plus profonde, entre les masses et la pratique de la vie chrétienne, entre les fidèles et la Liturgie de l'Église.

Savants et pasteurs d'âmes (les premiers plus que les seconds, mais ceux-ci plus efficacement que les premiers) s'employèrent alors à remédier à cette coupure; les pasteurs d'âmes en cherchant, avec l'aide de la grâce et du zèle pastoral, à guérir par un travail minutieux les consciences blessées et exacerbées par les horreurs et les conséquences de la guerre; les savants, en entreprenant un ample travail de critique, quelquefois ouvertement corrosive et destructrice, avec des préjugés révisionistes, mais aussi — par bonheur — avec des propositions sages et pondérées en vue d'une prudente mise à jour, ou, plus exactement, d'une sage restauration de ce vénérable monument de piété qui est la liturgie catholique.

L'Encyclique *Mediator Dei* vint faire le point de la situation; elle exposa avec force les principes de base en matière, séparant ensuite ce qui, dans tant d'expériences et de tendances qui se profilaient en théorie et en pratique, était parfait, bon, passable ou moins passable; permis ou défendu.

Mais même après l'Encyclique *Mediator Dei*, le mouvement liturgico-pastoral ne s'arrêta pas; il ne pouvait d'ailleurs s'arrêter, étant donné que l'Encyclique, plus qu'un point d'arrivée, constituait et constitue le point de départ de l'apostolat liturgique de notre temps.

Il faut signaler entre autres le mouvement lancé par le Centre Liturgique de Trêves, qui en 1951 prit l'initiative d'inviter à Maria-Laach, autour de Mgr Albert Stohr, évêque de Mayence, et rapporteur de la Commission liturgique de la Conférence épiscopale de Fulda, une cinquantaine de savants de dix nations, pour favoriser un échange de vues sur l'*Ordo Sabbati Sancti* et sur la réforme du *Missale Romanum* [1]. A cette occasion, outre le voeu (exaucé depuis, et du reste déjà à l'étude depuis un certain temps à la Congrégation des Rites) d'une restauration complète de la liturgie de la Semaine Sainte, fut exprimé « le vif désir de voir étendu l'usage de la langue vulgaire dans la liturgie » [2].

Suivit en 1952 à Sainte-Odile (diocèse de Strasbourg) un second Congrès, organisé, en plus de l'Institut liturgique de Trêves, par le « Centre de Pastorale liturgique » (C. P. L.) de Paris, sur le thème: « L'homme moderne et la célébration de la Messe ».

Excluant une réforme de la liturgie de la Messe, selon l'esprit, le sentiment, les exigences de l'homme moderne, les congressistes s'orientèrent avec une louable sagesse dans le sens d'un effort pour « redonner au prêtre et au pasteur d'âmes la possibilité de mettre en valeur et de faire fructifier au maximum les trésors contenus dans la liturgie telle que la donne l'Église, chose qui n'excluait pas une réforme prudente, toujours respectueuse de l'authentique tradition de l'Église, et tendant à mettre plus en évidence la structure essentielle de la liturgie du saint Sacrifice » [3].

---

[1] Pour toutes les références à ces précédents historiques, cfr. « Partecipazione attiva alla Liturgia », par les soins de L. Agustoni et J. Wagner, Lugano 1953, p. 11 sqq.

[2] « Partecipazione attiva... » Op. cit. p. 14. Le texte intégral du voeu était le suivant: « A l'unanimité fut accueilli le voeu exprimé par la majorité des rapporteurs des diverses nations, qu'il soit permis, avec le consentement de l'Ordinaire du lieu, de lire directement et uniquement en langue vulgaire les textes sacrés, selon une traduction autorisée: *de Ordinarii loci consensu, lectiones lingua vulgari legi possint secundum versionem approbatam* ». Il a ensuite été discuté sur l'opportunité d'ajouter « *ad hoc* » pour mieux spécifier « *approbatam* ».

« C'est seulement à condition que les lectures soient faites en une langue directement comprise par le peuple qu'il est possible d'observer parfaitement - *adamussim* - la très heureuse et très opportune rubrique n° 15 de l'*Ordo Sabbati Sancti*, à savoir; « Le célébrant, les ministres, le clergé et le peuple écoutent assis: *sedentes auscultant* ». (Ibid. p. 234),

[3] Op. cit. p. 15.

A cette occasion ont été mis plusieurs fois en relief dans la discussion les immenses avantages pastoraux — comme on lit dans les Actes de ce Congrès [4] — de la « Missa cantata juncta cum populi cantu in lingua materna », qui, toujours d'après la même source, serait, par concession de la Secrétairerie d'État, « benignissime tolerata » pour l'Allemagne [5], et qui ne manquerait pas de porter bien d'autres fruits si elle venait à être également accordée pour d'autres langues.

Une particulière attention fut aussi portée par les congressistes à la « Liturgie de la parole » pour en établir l'importance et le rôle pendant la messe; et l'on souhaita que pendant la messe où le chrètien est obligé d'assister (dimanches et fêtes de précepte), il puisse, au moyen des péricopes de l'Écriture qui lui seraient proposées, prendre connaissance de tout l'Évangile, des passages essentiels de saint Paul, et des passages les plus importants, en relation avec les mystères de notre salut, de l'Ancien Testament.

Un troisième Congrès sur le thème « Participation active à la Liturgie » se tint en 1953 à Lugano, toujours par les soins de l'Institut liturgique de Trêves et du Centre de Pastorale liturgique de Paris, auxquels cette année s'étaient joints le Centre d'Action liturgique (C. A. L.) d'Italie et le Centre diocésain de Liturgie de Lugano.

Partant du principe établi par saint Pie X dans le *Motu proprio* sur la musique sacrée, et confirmé par Pie XII dans l'Encyclique *Mediator Dei*, de la fructueuse participation des fidèles à la célébration des divins Mystères, les congressistes formulèrent les deux voeux suivants:

« 2. Apostolicas Summorum Pontificum curas recolens, tum Beati Pii X decretis, tum recentiori Sanctissimi Papae Nostri Pii XII constitutione proditas, ut frequenti Sacrae Mensae participatione eucharistico Pane fideles nutriantur, est in votis ut etiam divini Verbi nutrimentum facilius tradatur, quod obtineri posse videtur si familia Dei directe et immediate ex ore sacerdotis lectiones in Missa vernacula lingua audire possit, cum christiani populi frequentia id suadeat.

---

[4] Op. cit. ibid.

[5] Cette référence n'est pas exacte. Sur la nature et les limites de la concession à laquelle il est fait allusion, voir ce qui est dit à cet égard au n° 5 de notre article « *De lingua et catechesi liturgica juxta Litt. Enc. Musicae sacrae disciplina* ».

« 3. Humillime Coetus rogat, quo facilius et fructuosius liturgiae populus participet, ut Ordinariis locorum potestas fiat, qua pro rerum adjunctis utantur, permittendi ipsi populo non modo Verbum Dei sua lingua audire, sed etiam eadem lingua orando canendoque, infra Missam quoque cantatam, quasi respondere ».

Enfin, les congressistes souhaitaient, après les précieux fruits obtenus par la restauration de la Vigile Pascale, la réforme entière de la liturgie de la Semaine sainte [6].

En plus des séances d'étude, le Congrès comprenait aussi dans son programme de la liturgie vécue. Chaque jour avait lieu une messe pontificale solennelle, à laquelle participaient tous les prêtres revêtus de l'amict, de l'aube et de l'étole [7]. Assurément, il ne s'agissait pas d'une vraie concélébration proprement dite, mais d'une pure cérémonie non consécratoire qui fut justement critiquée en séance d'étude par le P. Schmidt S. J. [8], et qui, sur le plan pratique, suscita l'étonnement et les protestations de quelques congressistes particulièrement autorisés, parmi lesquels S. Exc. Mgr. Carlo Rossi, alors Vice-Président du Centre d'Action liturgique (C. A. L.).

3. A propos des deux voeux rapportés ci-dessus, sur l'usage de la langue vulgaire dans la liturgie même solennelle et chantée, il faut noter la chaleur et l'emphase avec laquelle, dans l'édition des Actes de ce Congrès, fut illustré l'accueil fait à ces voeux [9].

Ils furent d'ailleurs, avant que le Saint-Siège se fût prononcé à leur égard, mis sans plus attendre à exécution sur une vaste échelle, non seulement à la messe lue, mais aussi à la messe solennelle ou chantée; on imprima des éditions de chant grégorien sur un téxte liturgique en langue vulgaire: et à l'exposition des éditions liturgiques, organisée à Assise à l'occasion du récent Congrès, ces nouveautés furent mises en belle évidence.

Comme il arrive pour toutes les innovations, un enthousiasme qui en certains cas, frisait le fanatisme, s'empara d'un nombre d'ecclésiastiques, surtout parmi les jeunes; lesquels (en toute bonne foi, il faut le supposer) croyaient avoir trouvé enfin, dans l'usage de la langue vulgaire dans la liturgie, le moyen magique de ramener les masses à l'Église, et à la participation active aux divins mystères.

---

[6] Op. cit. p. 38.

[7] Op. cit. p. 22.

[8] Cfr Schmidt E. S. J. « Spirito e storia del Giovedi Santo... La concelebrazione » in « Partecipazione attiva alla liturgia » o. c.; p. 150, 154 s.; nº 4, D.

[9] Op. cit. p. 40-44.

Une manifestation solennelle de cette *forma mentis* eut lieu au II° Congrès International de Musique sacrée tenu à Vienne du 4 au 10 octobre 1954, où les congressistes purent assister à Klosterneubourg à une messe de rite solennel, pontifical même, chantée *recto tono* par le Célébrant pour les parties qui lui étaient réservées, tandis que la Schola exécutait l'Ordinaire et le Propre en polyphonie sur le texte liturgique en langue vulgaire (que personne, pas même les congressistes de langue allemande, ne réussit à comprendre).

De telles innovations (que leurs promoteurs prétendaient fonder sur une concession toute particulière de la Secrétairie d'État au Card. Bertram en 1943) fit l'objet d'un examen attentif la Suprême Congrégation du Saint-Office, qui adressa ensuite une lettre à l'Épiscopat allemand sur la nature et les limites de cette concession [10].

Mais pour mettre une fois pour toutes un terme au débat sur la langue, parut, le 25 décembre 1955, l'Encyclique *Musicae sacrae disciplina*, dans la quelle Pie XII, après avoir confirmé le principe du latin comme langue liturgique dans le rite latin, montrait que la catéchèse était le moyen d'assurer une fructueuse participation des fidèles à la célébration des divins mystères [11].

Les antécédents immédiats du Congrès d'Assise.

4. Devant l'enseignement pontifical qui confirmait en une forme si solennelle — celle d'une Encyclique — la doctrine des Pères du Concile de Trente et de S. Pie X, le grand initiateur de la liturgie pastorale, tous pensaient que la question de la langue liturgique ne devait et ne pouvait plus être désormais remise en discussion: *Roma locuta est, causa finita est.*

Mais, malheureusement, il n'en fut pas ainsi. Certains représentants de tendances innovatrices bien connues en matière liturgique se mirent d'accord pour proposer à nouveau, au Congrès International de liturgie pastorale, les revendications habituelles pour l'admission de la langue vulgaire dans la liturgie, afin d'obtenir une révision des normes pontificales en la matière.

Le thème général du Congrès (*La Liturgie pastorale*) se prêtait fort bien à la mise à exécution de ce dessein. De fait, en faisant

---

[10] Sur toute la question, cfr Dom Jean Claire O. S. B. *Un décret du Saint-Office à propos des concessions faites aux diocèses allemands concernant l'usage de la langue vulgaire dans la liturgie* in *Revue Grégorienne*, vol. 34 (1955), p. 231-238.

[11] Cet enseignement pontifical est précisément mis en lumière dans notre Rapport: *De lingua et catechesi liturgica juxta Litt. Enc. Musicae sacrae disciplina* ».

levier sur les exigences pastorales de la liturgie, on pensait qu'il serait facile d'entamer (si non à proprement parler de détruire) le principe si fermement confirmé par le Souverain Pontife du latin comme langue liturgique.

A vrai dire, aucun Rapport n'avait cette question pour sujet. Car il était évident que le Rapporteur, quel qu'il fût, à qui ce sujet eût été éventuellement confié, aurait dû dire honnêtement quelles étaient les normes pontificales définitivement fixées en matière; à moins de se mettre en contradiction ouverte avec ces normes et d'être par la même désavoué et condamné, comme s'écartant de la plus élémentaire discipline ecclésiastique.

Aussi tourna-t-on l'obstacle en cherchant à orienter et à coordonner dans ce sens quelques Rapports de façon qu'il y eut à la fin un puissant faisceau de forces capable de déraciner la tradition séculaire du latin comme langue liturgique, et de donner l'assaut en criant victoire sur tout le front de la liturgie, avec la langue vulgaire toutes bannières déployées! [12].

Il serait très curieux de mettre en lumière le travail complexe qui fut entrepris pour aboutir à cela. Mais il s'agit d'anecdotes qui ne font pas l'histoire...

En fait, malgré tout, chez les congressistes, même chez ceux qui étaient d'abord hésitants, prévalut nettement (sauf quelques exceptions négligeables) le « *sentire cum Ecclesia* ». Il faut relever à ce propos que les solennelles Fonctions liturgiques dans la Basilique resteront parmi les souvenirs les plus suggestifs du Congrès. Outre la magnificence extraordinaire du rite et la beauté spirituelle du chant grégorien, l'unité de la langue liturgique (comme dans les prières communes avant les séances d'étude) conférait à une assemblée, variée et disparate comme celle-là, une expression d'union et de fusion que les diverses langues nationales n'auraient jamais pu produire.

Si jamais il se présenta une occasion de démontrer — même sur le plan pratique — combien providentielle est l'unité de la langue liturgique, c'est celle qui fut fournie par le Congrès d'Assise.

Tandis que la succession et l'enchevêtrement (pas toujours facile

---

[12] La question de la langue liturgique constitua, ainsi que le remarque Dom Vandenbroucke O. S. B. dans les *Questions liturgiques et paroissiales*, « comme le thème souterain du Congrès, alors que l'action pastorale de S. S, Pie XII en était le thème annoncé ». (1956, p. 274.)

« L'introduction de la langue vulgaire dans la liturgie était à l'arrière plan de beaucoup de rapports ». « The undertones to many of the lectures related to the introductions of the vernacular into the Liturgy, » remarque aussi le chroniqueur du *Tablet* (London, nº 6071 du 28 sept. 1956, p. 245).

ni commode) des diverses langues nationales créaient des obstacles notables à l'échange des idées entre les congressistes, dans la prière la langue liturgique réalisait entre eux la plus complète unité au sein de la plus disparate diversité.

L'atmosphère du Congrès.

5. On a mis justement en relief la « catholicité » de ce Congrès où le monde entier était représenté. C'est dire clairement combien le clergé comprend aujourd'hui l'importance de la liturgie dans la vie de l'Église.

Quelqu'un a parlé aussi de l'atmosphère de Concile oecuménique par la participation de cinq cardinaux (et parmi eux le Préfet de la S. Congrégation des Rites, *et quidem* en tant que Président du Congrès lui-même), de quarante archevêque, évêques et abbés, d'Officiers et de consulteurs de la Curie romaine (et parmi les premiers, le Relateur général de la Section historique de la S. Congrégation des Rites, le P. Antonelli O. F. M. qui a eu tant de part dans la réforme liturgique opérée par le Saint-Siège). C'est dire non moins clairement combien la Hiérarchie catholique, au milieu même des multiples soucis pastoraux et de gouvernement qui l'assaillent, suit de près le mouvement liturgique et répond avec le maximum d'intérêt aux initiatives prises dans ce secteur.

Tout ceci certainement, la notable affluence des congressistes (en nombre, provenance et qualité) constitue pour le Congrès un premier résultat positif et fondamental.

Deux choses pourtant n'avaient pas été étrangères à cette imposante levée en masse: d'un côté l'attente impatiente et comme maladive, de la part de certains, de quelque chose de sensationnel qui devait se produire au Congrès ou le suivre; de l'autre, la sérieuse préoccupation de beaucoup de liturgistes qui craignaient qu'au Congrès d'Assise, on ne tentât comme un coup d'État pour renverser et bouleverser les positions traditionnelles fondées sur le dogme et enracinées dans la vie spirituelle du clergé et des fidèles.

« Le Congrès du frisson », disait plaisamment un évêque, faisant allusion aux fréquentes pointes progressistes qui de temps à autre échappaient à quelques Rapporteurs, ou aux réactions fiévreuses de certains congressistes aux propositions de réforme, qui étaient immédiatement saisies au vol comme cri de guerre révolutionnaire.

C'est pourquoi ce fut grande sagesse et mesure nécessaire de prudence que d'avoir exclu les discussions dans la salle après les rapports, en laissant les groupes de spécialistes se réunir et discuter en dehors des séances d'étude.

Mais ceci ne plut pas à certains qui, ne pouvant intervenir avec la langue, intervinrent avec les mains, soulignant par leurs applaudissements ce qui — du moins selon eux — était favorable à leurs idées et à leurs tendances extrémistes.

Les autres écoutaient, observaient, réfléchissaient; et les pensées n'étaient pas — ne pouvaient pas être — toujours gaies.

Les travaux du Congrès.

6. Dans son Discours d'ouverture, prononcé le soir du 18 septembre 1956, S. E. le Cardinal Cicognani, en tant que Préfet de la S. C. des Rites et Président du Congrès, illustra amplement les directives générales qui devaient inspirer les travaux du Congrès [13]. Entre autres choses, le Cardinal Cicognani tint à préciser que le Congrès d'Assise n'avait pas pour but de proposer de nouvelles réformes liturgiques, mais d'étudier comment mettre en pratique avec fruits, tant en extension qu'en profondeur, les directives liturgico-pastorales émanées du Saint-Siège depuis le temps de S. Pie X jusqu'à aujourd'hui, en se référant particulièrement à l'oeuvre imposante accomplie à cet égard par Pie XII, dont en voulait ainsi honorer le 80e anniversaire. En outre, Son Éminence (n'ignorant pas le penchant qu'avaient certains pour la concélébration de pure cérémonie, et les efforts faits pour l'obtenir aussi au Congrès d'Assise) mit l'accent sur le fait que le prêtre qui ne célèbre pas la messe mais se contente de communier, rétrograde au rang de simple fidèle [14].

---

[13] Dans ce Discours d'ouverture du Président du Congrès, certains n'ont vu que des « paroles de bienvenue » (*Questions lit. et par.* loc. cit. p. 273); mais d'autres y ont vu le contraire de la réalité: « Le Cardinal Cicognani se leva aux applaudissements de l'assemblée, et lut son discours d'ouverture. Il appéla l'Encyclique Mediator Dei la « Magna Carta » de la liturgie de l'Eglise, et déclara que nous étions assemblés pour la discuter. Son enseignement serait examiné: des idées nouvelles pourraient se faire jour; des suggestions pourraient être faites. Le tout serait présenté au Saint-Père, qui suivait le cours des débats avec intérêt, et accueillerait avec empressement les résultats de nos délibérations (« Cardinal Cicognani stood to acknowledge the audience's applause. Then he read his opening address. He called *Mediator Dei* the « *Magna Carta* » of the Church's Liturgy and he said that we had come together to discuss it. Its teaching woud be examined; new ideas might emerge; suggestions might be made. All woud be laid before the Holy Father, who was following the course of the proceeds with interest and would eagerly hear the outcome of our deliberations. ») (*Tablet*, London, n° 6073, p. 392).

[14] On ne semble pas toujours avoir compris le sens de l'interdiction portée contre la communion publique des prêtres à la messe solennelle: « . . . Concession fut faite en cette circonstance du privilège de la « Chapelle papale » qui rehaussa l'aspect extérieur de la liturgie. Malheureusement, le protocole qui interdit toute

Il fit enfin un fervent éloge de la langue latine qui a été, est et sera toujours la langue officielle de l'Église.

Malheureusement, les divers rapporteurs ne respectèrent pas tous et toujours ces directives, comme il apparaîtra de ce que nous dirons sur quelques points traités en séances d'étude, et comme il résultera des Actes mêmes du Congrès qui seront publiés — à ce qu'on assure — intégralement et fidèlement. Malgré cela, les paroles du Cardinal Cicognani servirent a donner à tous les congressistes l'étalon selon lequel devaient être mesurées et pesées les idées qui seraient exposées au Congrès, et ceci a conféré aux travaux un caractère de « romanità », qui est ce qui compte et ce qui demeure du Congrès lui-même.

7. La première conférence (celle qui, dans l'intention de certains, devait donner le « la » à tout le Congrès) fut prononcé par le P. Jungmann, S. J. sur « La Pastorale, cléf de l'histoire liturgique ». C'est avec une profonde tristesse que la grande majorité des congressistes relevèrent le ton aggressif de certaines affirmations. Ainsi, l'exclusion souhaitée du latin et l'admission de la langue vulgaire dans la liturgie furent comparées à la chute du pouvoir temporel des Papes; et de même que ceci a profité alors grandement à la mission spirituelle des Pontifes romains, de même cela profiterait maintenant à la vie spirituelle de l'Église; le latin fut présenté comme un « nuage » qui empêche les fidèles de participer aux divins mystères; il fallait par conséquent combattre pour éliminer ce « rideau de nuages », comme s'il se fût agi du sinistre « rideau de fer ».

De nombreuses réserves furent suscitées par la thèse, proposée par l'illustre Auteur, selon laquelle l'Église au cours des siècles a adopté dans la liturgie la langue des peuples convertis à la foi. A la vérité, à Rome dans les trois premiers siècles, la langue liturgique fut la langue grecque (la langue des gens instruits, cultivés); après le III° siècle (quand le grec ne fut plus pratiqué par les gens instruits), en usa du latin; mais pas du latin vulgaire, pas de celui du peuple; si bien le latin des formules de prière, le latin liturgique, qui est différent du latin vulgaire de la communauté chrétienne (qui, vivant dans le monde de tous, parlait d'une manière particulière, parce qu'elle avait un mode propre de penser et de

---

communion autre que celle du célébrant à pareille cérémonie ne permit pas à l'assistance de prendre la part active souhaitée à chacune de ces célébrations. D'aucuns ont pensé que si le cérémonial de la liturgie papale était revisé - et il le sera sans doute un jour, lui aussi, dans l'esprit des autres réformes - cette clause qui témoigne si étrangement d'un autre âge en une époque où tout évolue en sens contraire, aurait grande chance de disparaître. » (Dom Olivier Rousseau, O. S. B. dans *La Revue Nouvelle*, Bruxelles, 15 nov. 1956, p. 452)

s'exprimer) et du latin d'Église (qui était le latin chrétien officiel, celui des versions de la Bible, des lettres des Papes et des évêques, des actes conciliaires, des actes des martyrs etc.) [15]. A l'apparition des langues romanes et néo-latines, l'Église n'eut pas l'idée d'en user dans la liturgie.

On connaît ensuite la position des Pères du Concile de Trente contre les Protestants qui voulaient la messe en langue vulgaire [16].

On connaît également les condamnations qui furent portées après le Concile di Trente contre les partisans de la langue vulgaire dans da liturgie [17].

Il est vrai qu'à Trente comme après, on voulait frapper les erreurs dogmatiques sur lesquelles les Protestants et les Jansénistes fondaient la thèse de la langue vulgaire dans la liturgie; tandis qu'aujourd'hui cette thèse n'a pas l'intention d'attaquer le dogme, mais se fonde seulement sur les exigences pastorales.

Même dans cette prespective, elles sont pourtant bien claires les prescriptions si précises en cette matière, tant du grand initiateur de la liturgie pastorale (S. Pie X) que du plus hardi instaurateur

---

[15] Cfr Cattaneo C. « *Lingua latina e liturgia* » in « Ambrosius », vol XXV (1949) p, 78, et les Auteurs qui y sont cités.

[16] Le P. Schmidt S. J. dans son volume « Liturgie et langue vulgaire ». Le problème de la langue liturgique chez les premiers Réformateurs et au Concile de Trente » (Roma, 1950) estime qué la pensée des Pères doit être entendue d'une autre façon. Mis à part le caractère tendancieux des arguments de l'illustre Auteur, nous nous en tenons à l'interprêtation donnée - au moins indirectement - à la pensée des Pères de Trente par Pie XII, qui, dans l'Encyclique « *Musicae sacrae disciplina* », pour confirmer le principe du latin comme langue liturgique, se réfère précisément à la pensée et à l'enseignement des Pères de Trente, lesquels conseillent la catéchèse liturgique - non la langue vulgaire dans la liturgie - pour assurer l'intelligence des textes liturgiques de part des fidèles.

[17] « *Eripere simplici populo hoc solatium jungendi vocem suam voci totius Ecclesiae est usus contrarius praxi apostolicae et intentioni Dei* ». Cette proposition, comme les autres de Quesnel, furent condamnée dans la Costitution Apostolique « *Unigenitus* » de Clement XI (Cfr. Denz. *Enchiridion Symbolorum*, n° 1436).

Quant au Synode de Pistoie (l'infatigable promoteur et défenseur du Jansénisme en Italie), Pie VI a déclaré: « *Propositio Synodi qua cupere se ostendit ut causae tollerentur, per quas ex parte inducta est oblivio principiorum ad liturgiae ordinem spectantium, revocando illam ad majorem rituum simplicitatem, eam vulgari lingua exponendo et elata voce proferendo; quasi vigens ordo liturgiae ab Ecclesia receptus et probatus aliqua ex parte manasset ex oblivione principiorum, quibus illa regi debet: temeraria, piarum aurium offensiva, in Ecclesiam contumeliosa, favens haereticorum in eam conviciis* ». Ibid. n° 1533.

« *Propositio asserens fore contra apostolicam praxim et Dei consilia, nisi populo faciliores viae pararentur vocem suam jungendi cum voce totius Ecclesiae, intellecta de usu vulgaris linguae in liturgicas preces inducendae: falsa, temeraria, ordinis pro mysteriorum celebratione praescripti perturbativa, plurium malorum facile productrix* ». Ibid. n° 1566.

de la plus vaste réforme liturgico-pastorale (Pie XII). Qu'aujourd'hui les partisans de la langue vulgaire ne veuillent pas attaquer le dogme, nous le croyons volontiers. Mais il reste encore bien vrai que la question de la langue liturgique est intimement connexe avec le maintien de l'unité et de la pureté du dogme catholique, comme nous le disons en autre part [18].

Dans le même sens que le P. Jungmann, encore que pas sur le même ton, parlèrent à d'autres séances Mgr Stohr, évêque de Mayence (qui s'étendit particulièrement sur la fameuse question de l'introduction des chants en langue vulgaire dans la liturgie solennelle ou chantée, comme en Allemagne) [19], Mgr van Bekkum, Préfet Apostolique de Ruteng en Indonésie (qui proposa des réformes hardies et audacieuses, vu la situation exceptionnelle des pays de mission) [20]; Dom Rousseau O. S. B. (sur « La pastorale liturgique dans les Églises d'Orient », qui mit volontairement l'accent sur les avantages des liturgies nationales, oubliant que c'était justement ce qui avait créé et qui créait encore à l'heure actuelle pas mal de difficultés à l'unité de l'Église) [21]; Mgr Dworschak, evêque américain

---

[18] Cfr. notre article « *De lingua et catechesi liturgica... etc.* » *cit.*

[19] « S. Exc. Mgr Stohr, évêque de Mayence, mit une institance particulière, en commentant l'Encyclique *Musicae sacrae disciplina*, sur la conservation des privilèges reconnus dans les pays de langue allemande. Sa parole frappa l'auditoire par son caractère décidé, attitude rassurante pour un peuple que de voir ainsi un de ses pasteurs s'attacher à son Église et en épouser les besoins profonds. » (*La Revue Nouvelle*, cit. p. 451). Voici, d'après la traduction française officielle (« Maison-Dieu », 1956, n° 47-48, p. 285) les propres paroles de Mgr Stohr, qui, après avoir mentionné le Décret du Saint-Office du 29 avril 1955, « délimitant et restreignant » la *consuetudo* allemande, ajoutait : « Il faut avoir vécu de pareilles célébrations au milieu d'une paroisse, et avoir subi l'impression de vigueur entraînante que donne le chant unanime de la communauté, pour se rendre compte de la valeur pastorale de ce genre de célébration et pour comprendre que nous, évêques allemands, nous ne voulons à aucun prix en être privés ».

[20] C'est à propos du Rapport de Mgr van Bekkum que le P. Doncoeur (*Les Etudes*, Paris, 1956 décembre, p. 392) a cru pouvoir càractériser l'action des missionnaires catholiques, telle qu'elle s'est exercée jusqu'à présent, de « colonialisme spirituel ».

[21] C'est le jeudi 20 après midi, que le chanoine Martimort, l'un des directeurs du C. P. L. de Paris, enchaînant sur le Rapport de Dom Rousseau, fit une déclaration traduite dans toutes les langues officielles du Congrès. Il fit remarquer que la Salle des séances présentait l'aspect d'une assemblée liturgique, avec d'un côté, dans l' « abside », l'Église enseignante, représentée non par un Pontife, mais par un Collège de Pontifes, et de l'autre, dans la « nef », l'Église « qui se sent enseignée ». Cependant, continua-t-il, dans un Congrès international, il est inévitable, il est même normal que des tendances très diverses soient représentées et qu'elles cherchent à exprimer leur opinion et leurs voeux. Et il déclara que les applaudissements (qui duraient depuis un jour et demie, et finissaient, a cause de leur fré-

(qui demanda l'extension à son pays des concessions faites à l'Allemagne en matière de langue liturgique); et Mgr Spülbeck, évêque allemand derrière le rideau de fer, qui sollicita encore plus que ce qui est actuellement accordé).

8. Il y eut au contraire d'autres rapports remarquables par leur doctrine et par leur équilibre.

Le Cardinal Gerlier traita avec tact et finesse le très délicat sujet: « Renouveau d'efficacité pastorale dans la liturgie sacramentaire grâce aux rituels bi-lingues ».

Le Cardinal Lecarco parla sur « La simplification des rubriques et la réforme du bréviaire », et, avec un sens pastoral profond et beaucoup d'esprit, il montra comment on pouvait être ouvert à toutes les exigences modernes en gardant pourtant le respect des principes essentiels de la liturgie traditionnelle.

Mgr Garrone, archevêque-coadjuteur de Toulouse, traita de « La portée pastorale de la Constitution *Christus Dominus* », et Mgr Miranda Vicente, auxiliaire de Tolède, de la « Constitution Apostolique *Sacramentum Ordinis* ».

Le P. Bea, S. I., insista avec beaucoup de sens surnaturel sur l'importance de la catéchése biblique, liturgique et extra-liturgique.

Le rapport du P. Antonelli O. F. M., Relateur général de la Section Historique de la S. Congrégation des Rites, sur « L'*Ordo Hebdomadae Sanctae instauratus:* importance, exécution, projets » fut un bel exemple de clarté, de franchise et de sérénité de jugement; ce qui n'empêcha pas cependant quelques uns d'interpréter de façon tendancieuse certaines affirmations de l'illustre rapporteur.

Dom Capelle O. S. B., Abbé du Mont-César de Louvain, illustra « La théologie pastorale des Encycliques *Mystici Corporis Christi* et *Mediator Dei* », faisant un parallèle entre la notion d'Église telle qu'elle est définie dans « *Mystici Corporis* » et appliquée dans « *Mediator Dei* »: aux erreurs sur la nature de l'Église correspondent des déviations en matière liturgique. A la fin, l'illustre savant adressa de graves paroles, bien pesées, à ceux qui prètendent que

---

quence et leur insistance, par devenir vraiment gênants) n'étaient, à bien les entendre, que l'expression des « angoisses pastorales » d'une partie de l'assemblée.

En ce qui concerne les différences entre lÉglise Orientale et l'Église latine, voici ce qu'écrit le P. Doncoeur (Ibid, p. 393): « La Providence de Dieu avait sans doute voulue que les tempéraments des pleuples de l'Orient et de l'Occident se complètent, en sorte que les uns ne se raidissent pas dans un juridisme où triomphent la raison et la loi, et que les autres ne s'abandonnent pas à un mysticisme mal défini... Les uns et les autres apprendraient utilement à se connaître, pour discerner en quoi leur caractères de race demandent à être corrigés ou surveillés pour conserver un bel équilibre humain ». C'est évidemment cet équilibre entre le « mysticisme mal défini » et le triomphe trop complet « de la raison et de la loi », que cherchent à faire prévaloir certains liturgistes modernes.

l'Église ne comprend pas et qu'elle ne sait pas s'adapter... Et il montra que l'oubli de la « *Pia Mater communis* » était au principe de beaucoup d'innovations liturgiques actuelles. Ici, les progressistes n'applaudirent pas, tandis que lors d'autres rapports qui, pour quelques prudentes ouvertures au *jus condendum*, se tenaient cependant parfaitement attachées au *jus conditum*, il suffisait d'un rien qui semblât de près ou de loin faire allusion aux innovations ou aux réformes (spécialement en matière de langue liturgique) pour qu'aussitôt une partie bien reconnaissable et bien reconnue des congressistes, comme si elle obéissait à un mot d'ordre, soulignât ce rien d'applaudissements à la fois violents et pointilleux [22].

---

[22] Certains observateurs ont cherché comme nous à savoir d'où venaient ces applaudissements. Le *Tablet* de Londres écrit : Il faut dire que très vite on eut l'impression qu'il y avait certains sujets sur lesquels nombre de congressistes réagissaient très fortement. Des applaudissements nourris saluaient tous les passages qui parlaient de la participation des fidèles, tandis que tout plaidoyer en faveur de l'usage de la langue maternelle était reçu avec acclamations. De quelque manière que cela fût arrivé, le Congrès avait attiré des réformateurs de l'Ancien comme du Nouveau monde.

Ce fut le Cardinal Frings qui, parlant en latin, montra à ceux qui avaient des yeux pour voir d'ou venaient les applaudissements. Il y avait des groupes qui, ayant enlevé les écouteurs, suivaient facilement le « royal langage » de l'Eglise », comme devait dire le Saint-Père le samedi suivant. Ce n'étaient pas ces groupes-là qui avaient applaudi. (« It must be said that there were some matters about which a number of those present felt very strongly. Loud applause greeted any passage which spoke of the participation of the faithful, while any plea for the use of the mother-tongue was received with acclamation. However it had come about, the congress had altracted reformers from the Old World and the New.

It was Cardinal Frings, speaking in Latin, who showed those with eyes to see where the applause was coming from. There were groups with their earphones off, listening easily to the Church's royal language, as the Holy Father was to call it on following Saturday. They werse not the ones who had applauded «). (n° 6073, du 13 octobre 1956, p. 293). Comme le disait quelqu'un, avec beaucoup de bon sens : Si les prêtres ne comprennent plus le latin, ce n'est pas la liturgie qu'il faut réformer, mais les séminaires !

Notons aussi que ces « reformers » qui étaint venus en foule du Nouveau Monde avaient été recrutés sur invitation, et bien entendu, on n'avit invité que les amis « Etant donné que les facilités de logement à Assise sont limitées, le recrutement se fera uniquement sur invitation. » (« Since the lodging facilities in Assisi are limited, attendance there will be by invitation only ».) (*Amen*, organe de la Vernacular Society, association américaine pour l'extension de la langue vulgaire dans la liturgie. vol. 11, n° 1-2, Juin 1956, Chicago, U. S. A.)

« On ne saurait tirer argument des applaudissements dé l'assemblée d'Assise pour affirmer que l'extension de l'usange de la langue vulgaire dans la liturgie est réclamée par la masse du peuple. Beaucoup d'applaudissements en effet étaient lancér par de tout jeunes ecclésiastiques et par d'outres qui ne peuvent réèllement passer pour de sérieux spécialistes de la liturgie. »

(« No weight of popular support for the extended use of the vernacular in the liturgy can be deduced from the facte the audience in Assisi frequently applau-

QUELQUES COURANTS DE PENSÉE QUI SE MANIFESTÈRENT AU CONGRÈS.

9. Comme nous l'avons déjà signalé, la « romanità » du Congrès, affirmée avec autorité par le Cardinal Cicognani, par la Hiérarchie catholique si amplement représentée et par la majeure partie (et disons-le aussi, par la partie la plus saine) des congressistes, fut la note dominante (sinon la plus bruyante et la plus voyante) du Congrès d'Assise.

Cependant, a côté des congressistes fidèles à la tradition et en même temps ouverts à de sages progrès en matière de liturgie pastorale, il y en eut d'autres qui manifestèrent d'alarmantes sympathies envers des tendances qui méritent des réserves.

Une première tendance, qui dans l'esprit de certains de ses représentants devait être la tendance prédominante au Congrès, était l'introduction de la langue vulgaire dans la liturgie: sur les prodromes d'une telle tendance, sur ses symptômes, son expression, ses moyens tactiques, ses realisations et sa valeur exacte, on pourrait dire bien des choses; mais comme je l'ai dit plus haut, il s'agirait d'anecdotes qui ne font pas l'histoire; aussi n'est-ce pas la peine d'en parler ici.

Une seconde tendance, qui pourraitt être appelée « existentialiste », était représentée par quelques uns qui, pour appuyer leurs idées progressistes, parlaient à tout bout de champ des « angoisses pastorales ». Après le « Congrès du frisson », voici le « Congrès de l'angoisse »! Mais, même dans la Pastorale, l'angoisse n'est pas une attitude chrétienne. Parlons d'anxiété pastorale, de zèle pastoral, de soif des âmes: et alors nous serons tous d'accord, progressistes et tenants de la tradition, dans la certitude que notre auguste Mère l'Église, fondée par le Christ, gouvernée par son Vicaire et par les évêques en communion avec lui, saura bien trouver (comme elle l'a fait pendant tant de sècles et en tant de circonstances) les moyens authentiquement valides pour apaiser cette anxiété, faire fructifier ce zèle, satisfaire cette soif.

Il n'y a point besoin d'imaginer de sombres drames de conscience pour justifier certains remèdes qui peuvent être pires que le mal. En réalité, les fidèles, non par indifférence ou par manque d'intellingece, mais simplement à cause de leur même diversité, qui résulte d'éléments multiples (tempérament, culture, traditions, etc.) ne pensent pas à ramener leurs problèmes spirituels à un seul qui serait celui de la piété liturgique.

---

ded such references; much of the applause was initiated by very young clerics and by others who could not really be described as serious students of the liturgy »). (*The Irish Ecclesiastical Record* », Dublin, vol. LXXXVI, (1956), p. 342).

Voici pourquoi la troisième tendance qui s'est manifestée au Congrès, celle que nous pourrions appeler « communautaire », si, au sens affirmatif, elle appartient à tous, au sens exclusif cependant, elle est loin d'être le fait de tous. En fait, à côté de la piété « communautaire », qu'elle soit liturgique ou de dévotion, il y a une piété individuelle que l'Église approuve et favorise.

Ce qu'on devrait avoir à coeur avant tout, c'est le substantif (la piété) ensuite viendrait l'adjectif (liturgique, individuelle, de dévotion).

Et quant au « communautarisme » à tout prix (qui rappelle, bien que de loin, les postulats et les méthodes de certaines idéologies bien connues qui ne respectent en rien la dignité de la personne humaine), il ne sera pas superflu de relever que, si objectivement on peut établir une hiérarchie entre les diverses formes de piété et assigner la première place à la piété liturgique et la dernière aux dévotions, subjectivement les choses peuvent se passer autrement; il est bien connu en effet que la piété individuelle a conduit à la perfection des mystiques et des saints qui jamais n'ont pratiquè la piété liturgique au sens communautaire; et les dévotions ont une emprise et une efficacité extraordinaires dans certaines circonstances et auprès de certains peuples, que n'a malheureusement pas la piété liturgique.

Nous reviendrons ailleurs sur cette question d'une extrême importance pastorale.

Une quatrième tendance, qu'on pourrait appeler « renonciatrice », s'il ne faut pas dire proprement du « suicide », a été manifestée par certains prêtres séculiers et réguliers dans la dépréciation des prérogatives sacerdotales et dans l'exaltation des exigences du laïcat; tendance qui s'est révélé d'une part dans la renonciation à célébrer la messe pour se présenter à la communion comme de simples fidèles; d'autre part dans le nivellement sur le même plan du Clergé et des laïcs en ce qui concerne la langue liturgique, l'interprétation des textes sacrés, etc.

10. Plus graves et donnant sujet a de plus sérieuses préoccupations furent les attitudes de certains prêtres, sinon pendant les séances d'étude officielles (et encore certaines réflexions faites à mi-voix ou certaines conversations pendant les interruptions de seance, étaient vraiement déplacées), du moins au cours des discussions privées entre liturgistes pendant les trois jours du Congrès.

On ne peu nier qu'il ait là des indices alarmants d'un flottement dans les idées en matière de dogme comme en matière de liturgie. En particulier, il faut relever combien la notion d'une Église hiérarchique, ayant le droit et le devoir d'imposer des lois aux prêtres comme aux fidèles, est obscurcie dans la pen-

sée de plusieurs. Aux prescriptions les plus solennelles de l'Église, il n'est pas rare d'entendre opposer de prétendus ordres du Christ, comme si le Christ n'avait pas dit: « Qui vous écoute, m'écoute »; ou bien encore les intérêts spirituels du peuple, comme si le peuple avait des droits qui seraient ignorés par l'Église! Bref, tous les prétextes sont bons pour échapper à la loi de l'Église, qui seule pourtant organise le « bien commun », à la hauteur duquel certains esprits sont incapables de s'élever.

Ces dispositions d'indépendance vis-à-vis de l'autoirté hiérarchique constituent déja une tendance au libre-examen, au protestantisme, qui se trouve renforcée par les revendications en faveur de la langue vulgaire. On sait qu'un évêque allemand, Mgr Gröber archèvêque de Fribourg, a pu écrire: « Ce qui aurait dû mettre [les catholiques] en éveil, c'est de penser que l'exigence d'une messe en langue vulgaire fait pour ainsi dire partie du fonds invariable de presque toutes les hèrésies ». (Lettre adressée au Vénérable Episcopat de la grande Allemagne, 1943. Cfr. *Révue Gregorienne* 1946 p. 107 s.). Si jadis, en Allemagne, au temps de la Reforme, les chorals en langue vulgaire furent en partie introduits, *ad duritiam cordis*, dans la liturgie catholique à la place des chants traditionnels, c'était, comme l'écrivait en 1625 Gregorius Corner O.S.B. dans son « Livre de Chant », pour satisfaire au désir qu'avaient les mouveaux convertis à la foi catholique de continuer à chanter leur mélodies ». (*Tribune de Saint-Gervais*, 1897, p. 50 not. 1), Aujord'hui, il semble que la situation soit renversée: il ne s'agit plus de tolérer la langue vulgaire dans la liturgie catholique comme un moindre mal capable d'attirer certains protestants, mais on réclame son introduction généralisée parce qu'on l'envie aux protestants qui semblent avoir le monopole des vraies traditions liturgiques, de la liturgie vivante et compréhensible, et à l'école de qui les catholiques doivent se mettre. Je n'en veux pour témoignage que les complaisances mutuelles entre les protestants et nos progressistes, qui sont publiques, tant dans la presse liturgique catholique que dans les publications protestantes [23]. Ne pourrait-on pas dire de cet « oecuménisme » aber-

---

[23] Cfr « Paroisse et Liturgie » vol. 38 (1956), n° 5, p. 337: « Choix de litanies de prières empruntées à la tradition de l'Église. » « Pour la constitution de ce répertoire, *nous avons été aidés à la fois par les frères de la Communauté protestante de Taizé* et par un groupe de séminaristes belges priant déja sous cette forme dans leurs réunions. On n'est pas sans connaître et estimer l'effort liturgique des « frères » de Taizé, qui ont repensé une vie de prières journalières sur la base des plus authentiques traditions de l'Église. Le disque « *Soli Deo gloria* » (Studio S. M. 3319) qui a lancé leur office dans le public catholique a contribué sans aucun doute à la diffusion de cette forme traditionnelle de prières. C'est

rant ce que Mgr Montini disait récemment de certains tentatives imprudentes d'apostolat en milieu communiste par des méthodes nouvelles non approuvées par la Hiérarchie: « On ne con-

---

à ce disque en particulier que les séminaristes qui nous ont aidé à rassembler ici quelques éléments, doivent d'avoir pénétré davantage dans la structure des offices liturgiques de prière ainsi que dans la profondeur spirituelle de ceux-ci. Nous croyons nous faire l'écho d'un authentique mouvement d'Église en nous entourant de cette double collaboration pour la constitution de ces éléments ». Et encore (p. 340): « Les textes que nous donnons ici sont tous traditionnels mais ils connaissent vite une version qui n'est pas absolument fidèle à l'original, mais conforme aux préoccupations de l'Eglise d'aujourd'hui ».

En fait, les textes sont presque tous présentés selon la « version » de Taizé (la communauté protestante) alors qu'il existe pour tous des traductions catholiques irréprochables. Bien plus: sur le même plan que les textes traditionnels sont placés (p. 351, n° 15): une « Litanie luthérienne » (Office de Taizé), et (p. 353, n° 16) des « Litanies du Saint-Esprit » dues au Pasteur W. Tritschy, de l'Église Réformée du Canton de Berne.

Il faut relever que la traduction citée des antiques prières tronque et modifie volontairement le texte original, supprimant tout ce que ces pièces pouvaient contenir de spècifiquement catholique et de contraire à la doctrine protestante.

En particulier, a été omise non seulement la mention des Ordres mineurs de la Hiérarchie ecclésiastique, mais encore celle des évêques, des prêtres, des diacres, chaque fois que cette mention se trouvait dans le texte original; a également disparue toute allusion aux hérésies et aux erreurs dans la foi; ont été omis ou modifiés tous les textes qui contiennent une prière pour les défunts, qui expriment l'offrande des fidèles et le caractère sacrificiel de la messe, qui font mention des bonnes oeuvre accomplies par les fidèles, ou font allusion à une invocation de la Sainte Vierge ou des saints; a été en outre supprimé l'usage du mot « âme »; dans l'énumération des diverses catégories de fidèles, la classe des Vierges a été omise ou placée après celle des femmes mariées, contrairement à l'ordre toujours suivi dans les textes originaux; le mot « catholique » a toujours été traduit par « universel », ou bien a été tout simplement éliminé. (On sait que le Saint. Office a recemment rèpouvé la traduction de « catholicam Ecclesiam » pas « Eglise universelle » letre á l'Archevéque de Bourges).

Les fidèles ou les lecteurs peu avertis seront donc ansi portés a croire que seule la doctrine protestante est l'écho de l'Église primitive, et que c'est la Théologie catholique qui a ajouté de nouveaux dogmes.

Ajoutons encore que, de l'avis de Dom Vandenbroucke dans les « *Questions Liturgiques et Paroissiales* » (1956, p. 277), ce serait les théories aberrantes du Pasteur Max Thurian, « Supérieur » de la « Communauté » de Taizé, sur la transsubstantiation, qui auraient été visès non sans raisons, pas le Saint-Père dans son Allocution.

Après cela (et bien d'autres choses que nous ne rapportons pas ici), personne ne s'étonnera que les représentants du Protestantisme français parlent avec sympathie des tendances hardiment novatrices en matiére liturgique, en particulier de la liturgie pratiquée par la Communauté de Saint-Séverin, (cfr l'ample recension de leur ouvrage: « La Messe; les chrétiens autour de l'autel » dans » *Revue Gregorienne* » vol. 35 (1056), p. 166-173). Le Pasteur Albert GILLARD, chargé de présenter au Synode nationale de 1955, un rapport sur le thème: « Visages et tendances du Catholicisme français » (cfr. « L'Église Réformée de France et le Ca-

vertit pas, on se laisse convertir... On ne conquiert pas, on se rend » [24].

Aussi venait-elle fort à propos, à la fin du Congrès, la conclusion du Cardinal Lercaro qui (en l'absence du Cardinal Cicognani, indisposé et revenu à Rome) exhorta paternellement tous les congressistes à s'en remettre en toute confiance et filialement aux mains de l'Église, notre Sainte Mère.

Ce sont vraiment ces dispositions, il est juste de le dire, qui étaient en définitive au fond des âmes de tous les congressistes indistinctement, même de ceux qui avaient exprimé des idées ou pris des attitudes assez choquantes. Il faut se rappeler que les Congrès sont comme le vin nouveau: il bout et rebout pendant qu'il cuve, mais ensuite quand il est bien fermenté, il se purifie, se clarifie et devient du bon vin, à condition cependant que le tonneau soit bon et qu'il y ait quelqu'un qui sache opérer sagement. Ce quelqu'un, dans notre cas, ne peut être que l'Autorité ecclésiastique

---

tholicisme français en 1955, « Éditions « Église Réformée de France », 47, rue de Clichy, Paris), a fait de l'ouvrage des Prêtres de Saint-Séverin, le plus complet éloge.

« Parfois, écrit le Pasteur Gaillard, dans son rapport (p. 11-12), l'audace va beaucoup plus loin, sur le plan théologique autant que liturgique. Il faut lire à ce propos le livre publié il y a trois mois par les prêtres de la communauté de Saint-Séverin sous ce titre: « La messe: les chrétiens autour de l'autel ». Je ne puis allonger ce rapport par trop de citations. Ecoutez cependant ces quelques déclarations glânées de-ci de-la dans cette plaquette: « La messe est un repas: nous y sommes nourris pour commencer de la parole de Dieu (p. 23 du livre de Saint-Séverin)... C'est précisément cette parole de Dieu, proclamée et entendue qui, avant le pain et le vin eucharistiques, établit entre nous la communion et l'unité. Sans la foi en elle, notre communion serait vaine. « (p. 27). Et ceci, qui va plus loin encore, jusqu'aux confins de l'hérésie protestante: « Le pain eucharistique contient le corps du Christ comme sa parole évangélique, elle aussi réalité matérielle, le contient spirituellement. Seuls reçoivent le Christ *ceux qui perçoivent par la foi la réalité spirituelle signifiée par ce pain* - c'est le Pasteur Gaillard qui souligne - come elle est portée à notre connaissance par l'annonce de sa Parole. Écouter la Parole et manger le Pain réalisent pareillement notre union au Christ, comme il nous a expliqué lui-méme dans ce discours sur le Pain de Vie que nous rapporte saint Jean dans le chapitre VI de son Évangile. Or ce discours se termine par ces mots à l'adresse des disciples hésitants: « Les paroles que je vous ai dites sont esprit et elles sont vie ». Elles sont vie pour cenx qui les comprennent en esprit... Bref, que la réalité du Christ nous soit proposée sous le signe de la Parole ou celui du Pain, qu'elle nous parvienne par l'oreille ou par la bouche, il faut de toutes façons qu'elle aille en nous jusqu'au coeur; c'est là seulement que la Foi consomme au plus profond de nous-mêmes, dans la vie de l'Esprit, le mystère de notre communion au Christ. (p. 67-68)».

[24] Allocution à Venise, le 4 septembre 1956, cfr. *Voce di San Marco* (Venezia) 8 sett. 1956.

elle-même qui assume le contrôle des Congrès liturgiques, comme des Congrès bibliques [25], et de ceux des états de perfection [26].

La parole du Souverain Pontife.

11. Pour dissiper les quelques appréhensions qui s'élevaient parmi les congressistes, l'Église enseignante, en la personne auguste du Maître Infaillible, le Pape, fit entendre sa parole en une matière — la liturgie-pastorale — qui, par son intime connexion avec le dogme, est de la compétence exclusive du Magistère Suprême de l'Église.

En fait, le Pape dans son Allocution n'a pas voulu « présenter en la matière des normes plus détaillées sur lesquelles le Saint-Siege s'est déjà suffisament prononcé », mais il a voulu « aborder quelques points importants qu'on discute aujourd'hui en matière liturgique-dogmatique, et qui lui tiennent plus à coeur ».

Il faut donc remarquer avant tout le contenu dogmatique de l'Allocution Pontificale, qui, précisément pour cela, surprit quelques congressistes, même parmi les plus avertis et les plus prévoyants [27]. En réalité (comme j'ai déjà eu l'occasion de le signaler au Congrès de Versailles [28] — cette remarque suscita alors un vif intérêt et m'obligea à m'expliquer ensuite en détail sur ce point que je n'avais qu'effleuré) — à la base de certaines controverses liturgico-musicales (et, également, liturgico-pastorales) il y a des problèmes dogmatiques qui doivent être étudiés attentivement et résolus avec rectitude, si on veut arriver à des conclusions justes.

---

[25] Cfr *A. A. S.* vol. 48, p. 61-64; *Monitor Eccl.* vol. 81 (1956), p. 240-246, avec les annotations de F. Spadafora.

[26] Ibid.

[27] D'outres ont remarqué combien les principes théologiques rappelés par le Saint-Père étaient élémentaires : « Quelle est donc l'action principale du Sacrifice eucharistique ? On s'étonne d'avoir à poser, ou d'entendre poser la question en plen XX° siècle et en pays chrétien ! Le Saint-Père, avec une patience toute paternelle que ne lasse rien ni personne, va répéter ce que déjà il avait rappelé dans son Allocution, si grave, du 2 novembre 1954.... N'est-ce pas le cas de le dire : c'est là une simple leçon de catéchisme, une exposé d'élémentaire théologie... ? Oui, mais parce que nos contemporains si pressés de tout repenser, en viennent souvent à oublier ce qui est élémentaire, à négliger l'essentiel, le Saint-Père se fait pour eux comme pour tous, et aujourd'hui comme en tous les temps, le Docteur Souverain, le Maître Souverain, et osons dire aussi : le simple catéchiste, qu'il nous faut écouter humblement et filialement ». (Luc. J. Lefèvre dans la *Pensée Catholique*, Paris, n° 45-46, p. 21 et 25).

[28] Cfr. Romita F. « *Les voeux du II° Congrès International de Musique sacrée* ». Rapport lu au Congrès des Maîtres de Chappelle de France, tenu à Versailles (13-15 avril 1955), dans le *Bollettino degli Amici del Pont. Istituto di Musica sacra*, a. VII (1955) n° 1, p. 1 Sqq.-Traduction française dans « Revue Grégorienne » vol. 34, (1955), p. 122-124.

Ainsi, pour établir quelles doivent être les limites et les méthodes de la participation des fidèles à la célébration des divins mystères, il faut avant tout préciser quels sont les rapports de la Hiérarchie ecclésiastique et des laïcs dans la vie du Corps mystique. Pie XII, contre certaines exagérations laïcistes a eu l'occasion de fixer clairement quels étaient ces rapports dans l'Encyclique *Mediator Dei* [29], et de les confirmer ensuite dans son Discours prononcé à l'occasion de la proclamation de la Royauté de Marie [30].

Dans ces deux textes, il a tenu à distinguer clairement les prérogatives du Clergé, en vertu du Sacrement de l'Ordre, et celles du laïcat, en conséquence de Sacrement de Baptême.

Dans la présente Allocution, le Pape revient sur ce sujet pour mettre en evidence les fonctions substantiellement distinctes de la Hiérarchie ecclésiastique et des fidèles; la première ayant reçu du Christ le « *depositum fidei* » et le « *depositum gratiae* », les verse dans la liturgie et les administre par le moyen de la liturgie; les seconds les reçoivent, y consentent de toute leur âme, les transforment en valeurs de vie, et tout ceci non d'une manière passive, mais en y collaborant de toute leur volonté et de toutes leurs forces, et surtout, en participant aux offices liturgiques ou, au moins, en suivant avec ferveur leur déroulement.

Outre cette participation de nature intérieure, il y a une participation extérieure que les fidèles ont donnée et doivent continuer à donner, pour accroître l'apparat extérieur du culte, pour construire et décorer les églises et les chapelles, pour rehausser la beauté des cérémonies liturgiques par toutes les splendeurs de l'art sacré.

En résumé: la Hiérarchie ecclésiastique a en dépôt, administre et dispense les trésors de la foi et de la grâce; les fidèles les reçoivent, non passivement, mais d'une manière vitale, les font fructifier, y participent de diverses façons, tant intérieurement qu'extérieurement [31].

---

[29] Cfr. Bugnini. *Documenta* ... etc. p. 121, n° 81-83.

[30] Cfr. A. A. S.

[31] Prônant la « théologie du laïcat », le P. Doncoeur n'hésite pourtant pas à brouiller la terminologie en usage en prétendant qu'il « n'y a pas de laïcat dans l'Église puisque tous sont consacrés par le triple sacrement de l'initation, baptême, confirmation et Eucharistie » (*Etudes*, cit. p. 390).

Et la mesure à laquelle, selon lui, doit s'adapter la liturgie, c'est la mesure exacte du monde ouvrier et paysan contemporain: « Est-il possibile de ne pas voir que notre liturgie dans ses formes d'expression, est une liturgie de Classe ? Monastique d'origine, cléricale - on veut dire savante - elle doit à des siècles de préfiguration juive et orientale, à des siècles de littérature gréco-latine, des formes de pensée, quoiqu'elle le désavoue, ésotériques.

Que l'atmosphère de nos églises bourgeoises déplaise (aux ouvriers et aux pay-

Mais pour que la distinction des prérogatives et des fonctions entre la Hiérarchie et les fidèles ne dégénère pas en conflit aux dépenses de l'une comme des autres, et qu'elle ne soit pas comprise comme une simple addition de deux quantités séparées, le Pape a tenu à préciser qu'elles représentent à elles deux la collaboration des membres d'un même organisme qui agit comme un seul être vivant.

Aucune opposition, par conséquent, dans la liturgie, entre la Hiérarchie ecclésiastique et le laïcat; mais aucune confusion non plus entre l'une et l'autre. En d'autres termes: solidarité de tous les membres du Corps mystique qui est un; mais non un « solidarisme » qui nivelle monstrueusement tous les membres, comme si les prérogatives et les fonctions étaient identiques. Intégrité du culte dans la liturgie, mais pas « intégralisme »; la liturgie est précisément le culte public du Corps mystique de Jésus-Christ, du Chef et de ses membres; mais un tel culte public suit une voie hiérarchique: notre Rédempteur, Chef de l'Église, l'offre au Père céleste; la société des chrétiens à son Fondateur, et, par lui, au Père éternel [32].

12. Un autre point de portée générale dans l'Allocution Pontificale regarde les rapports entre la liturgie et l'Église.

Pour calmer l'enthousiasme excessif de certains liturgistes qui ne voient autre chose dans l'Église que la liturgie ou qui veulent tout enfermer, réduire et concentrer dans la liturgie, le Pape tient à affirmer que la liturgie n'est pas toute l'Église.

Avant tout, sans rien enlever à la prééminence du culte liturgique, le Souverain Pontife rappelle que l'Église non seulement tolère mais reconnaît pleinement et recommande aussi le culte privé, soit intérieur soit extérieur, lequel présente autant de variétés qu'il y a d'individus, bien qu'il procède de la même grâce du Christ.

Cet avertissement devrait faire réfléchir ceux qui, au nom d'un zèle liturgique mal compris, déprécient et combattent le culte extra-

---

sans), et en tout cas les déroute, ce n'est pas tant les prie-dieu de velours qui sont en cause, que ce dont on y traite et le langage qu'on y emploie.

La confrontation loyale avec ces chrètiens (qu'on voudra bien supposer tout aussi capables d'aimer Dieu que nous), n'est-elle pas nécessaire pour éviter que se creuse, infranchissable, dans l'Église un fossé qui n'aura pas ému notre conscience? Il y va pour tout ce monde de connaître ou d'ignorer le Crist. Mais peut-être, pour nous-mêmes, ne serait-ce pas le moyen providentiel de reconnaître ce qui est caduc dans des formes qui, étant d'un temps et d'un lieu, sont marquées de contingence? Le cérémonial de la cour de Byzance n'a reçu de Dieu ni privilége ni promesse d'éternité. Il y a par contre dans le coeur du monde ouvrier certaines exigences de sincérité, d'authenticité, de rudesse même qui ne sont pas si éloignées de ce dont brûlait la parole des prophètes. » (Ibid. p. 391-342)

[32] Cfr. *Mediator Dei*, nº 21.

liturgique qu'il soit individuel (comme il est dit expressément dans l'Allocution), ou qu'il s'agisse des dévotions populaires (qui rentrent précisément dans cette grande variété du culte non-liturgique dont parle l'Allocution) [33].

Et il est significatif à cet égard de constater la contradiction dans laquelle tombent certains « passionnés » de la liturgie pastorale, lesquels tandis qu'ils proclament qu'ils veulent satisfaire de la manière la plus complète qu'il soit possible les exigences spirituelles des simples fidèles sont pourtant les premiers à critiquer et à mettre de côté la piété individuelle et spécialement les dévotions populaires; ceci fait naître un doute et on pourrait croire que certain zèle liturgique, qui se dit motivé par l'angoisse pastorale du salut des âmes des simples fidèles, ne soit au contraire déterminé par les tendances intellectualistes de tout petits cénacles, qui prétendent de parler au nom de peuple pour donner à leurs tendances particulières l'apparence d'un mouvement de masse.

Liturgie et culte liturgique, donc, à la place d'honneur, et c'est très bien; mais culture aussi de la piété individuelle de chacun, culture des dévotions populaires de la masse, naturellement en rectifiant, corrigeant, mettant à jour les formes d'une telle piété, pour leur ôter ce qu'elles pourraient avoir de superstitieux; mais sans jamais les éliminer ou les déprécier. Comme je l'ai fait remarquer plus haut (v. n° 12), s'il y a objectivement une hiérarchie de valeur entre la piété liturgique, individuelle et les dévotions, subjectivement au contraire, *ex opere operantis*, la chose varie à cause des réactions que produit sur chacun des fidèles l'une ou l'autre forme de piété.

Il faut en outre se rendre compte que certaines difficultés qui s'élèvent à propos de la nature et de la mesure de la participation du peuple à la liturgie, viennent du fait qu'on a voulu mettre de côté la piété individuelle et les dévotions populaires (dans lesquelles la part du peuple est prédominante), pour concentrer toutes ou à peu près toutes les formes de piété dans la culte liturgique (où au contraire la part principale revient à ceux qui sont honorés du Sacrement de l'Ordre).

En particulier, pour ce qui concerne l'usage de la langue vulgaire, il est clair qu'elle est bien la langue propre de la piété individuelle et des dévotions populaires; et c'est pourquoi nous souhaitons que les pratiques de cette piété se fassent en langue

---

[33] Cfr. Romano Guardini. « Initiation à la priere » Ed. Alsatia, Colmar. Dans le dernier chapitre (reproduit dans la « Revue Saint-Crodegang » (a. 31, 1956, fasc. II, Temps pascal, p. 26 sqq), auquel nous renvoyons le lecteur, sont étudiés avec grand équilibre les rapports entre la piété personnelle, liturgique et populaire.

vulgaire plutôt qu'en latin, dont on use encore en quelques lieux; ainsi la récitation du Rosaire, des litanies, des prières après la messe lue, le chant des hymnes à l'occasion des Triduum et des Neuvaines, etc.

Dans ces formes de piété, la langue vulgaire se trouve parfaitement à sa place, et le peuple a de quoi en être satisfait; mais dans la liturgie, oeuvre propre de la Hiérarchie, il sera donné également satisfaction aux fidèles en les faisant participer (chacun selon ses capacités et ses possibilités) à ce que les ministres sacrés diront ou chanteront dans la célébration des divins mystères.

Il importe donc de favoriser toutes les formes de piété, et dans chacune d'elles de maintenir la juste place qui revient au prêtre et au peuple, sans tenter d'outrepasser les limites, ce qui engendre nécessairement des confusions et des erreurs.

Le Souverain Pontife relève encore dans son Allocution que la liturgie n'est pas toute l'Église non seulement dans le domaine du culte, mais spécialement dans le domaine de l'enseignement et de la pastorale, du magistère et du gouvernement: autant de chose que Pie XII avait déjà amplement illustré dans les précédents Documents (cités dans cette Allocution), et qu'il confirme encore une fois.

Une telle insistance a ses raisons. De fait, il ne manque pas de liturgistes qui professent — non seulement de manière affirmative, mais de façon tout à fait exclusive — qu'enseignement et pastorale, Magistère et Gouvernement de l'Église, doivent être entièrement contenus dans la liturgie. De cette exagération naît ensuite la forte tendance à transformer la liturgie (qui est culte) en catéchèse (qui n'est pas culte). Qu'il y ait certes dans la liturgie une part didactique (qui doit être ensuite illustrée, développée et appliquée aux fidèles dans l'homélie ou dans une didascalie appropriée), personne ne le conteste; mais que cette partie didactique et homilétique doive constituer la raison d'être de la liturgie, cela n'est pas exact. C'est pourquoi il n'est pas exact de ramener à cet unique point tout l'apostolat liturgique en multipliant les initiatives pour concentrer — exclusivement ou presque — la catéchèse dans la liturgie. La catéchèse doit avoir toujours une place bien distincte dans la vie de l'Église, car si Jésus-Christ a dit à ses disciples à la dernière Cène: « *Hoc facite in meam commemorationem* », c'est en bien d'autres circonstances qu'il leur a dit: « *Euntes, docete omnes gentes* » [34].

---

[34] On demeure surpris, après le Discours du Saint-Père, des efforts manifestés pour ramener, par une voie ou une autre, la catéchèse à la liturgie: « Cette pastorale liturgique ayant reculé depuis des siècles dans son efficacité, surtout à cause

Et puis, limiter l'activité du gouvernement de l'Église à la seule liturgie est signe qu'on incline — en toute bonne foi, s'entend — vers la distinction bien connue, 'origine protestante, entre l'Église comme société purement spirituelle fondée par le Christ, et l'Église comme entité juridique qui se serait formée postérieurement par la volonté des hommes.

13. D'après ce qui a été dit plus haut des antécédents du Congrès d'Assise on comprend clairement pourquoi le Souverain Pontife a jugé nécessaire encore une fois [35] de mettre en lumière, au point de vue dogmatique, que la concélébration de pure cérémonie ne pouvait se mettre sur le même plan que la concélébration consécratoire; et que par conséquent, le prêtre qui assiste à la messe et y communie se place au rang de simple fidèle. Et qu'on ne dise pas qu'on retire plus de fruit spirituel de la pieuse assistance à la messe et de la communion qu'on y reçoit avec ferveur, que de la célébration distraite et négligée du saint Sacrifice.

Il ne s'agit pas, précise le Souverain Pontife, du fruit d'un acte liturgique, mais de sa nature.

Et voila encore une distinction que les « passionnés » de la liturgie pastorale oublient souvent.

Du point de vue disciplinaire, ensuite, on comprend bien pourquoi l'Église, tandis qu'elle maintient dans certains cas la concélébration consécratoire, ne permet pas au contraire la concélébration de pure cérémonie, ou ce qui (comme la communion des prêtres parés à une messe solennelle) pourrait y ressembler.

De même, on comprend pourquoi le Souverain Pontife, après avoir réclamé la vérité de la présence réelle du Christ dans l'Eucharistie comme Sacrifice, insiste sur l'unité de l'Autel et du Tabernacle, critiquant la tendance (que certains Centres liturgiques au contraire défendent et appliquent avec ténacité) à séparer le Tabernacle de l'Autel.

Il ne s'agit pas de condamner la « chapelle du Saint-Sacrement », c'est-à-dire une chapelle distincte, dans une église, avec

---

de la langue liturgique qui n'est plus celle des auditeurs, d'autres moyens de pastorale ont dû être inventés en suppléance. Mais peut-on encore se contenter de suppléances, quand il apparaît que le tuf primitif n'a pas perdu son efficacité, à condition de pouvoir lui rendre sa liberté enchaînée? Peut-on même négliger ce tuf et se contenter de moyens plus modernes, à l'heure où tout doit être mis en oeuvre pour qu'arrive le Royaume de Dieu? Ceci ne condamne pas les oeuvres diverses, d'action catholique ou d'enseignement, mais tend à rendre à ces divers moyens par lesquels la Vérité et la Grâce du Christ arrivent aux hommes, leur véritable hiérarchie. » (*Question lit. et par.* cit. p. 272).

[35] Comme il l'a rappelé dans l'Allocution, Pie XII en avait déjà parlé dans le Discours du 2 novembre 1954; cfr. *Monitor Eccl.* a. 79 (1954), fasc. IV, p. 693.

un autel, dans le tabernacle duquel est conservé le Saint-Sacrement); mais est condamnée la mode, qui s'est introduite en quelques régions, de placer le Tabernacle non sur un autel, mais sur une petite table (qui n'est pas une table d'autel et sur laquelle on ne peut donc célébrer le saint Sacrifice), laquelle le plus souvent est placée dans des lieux moins propres à favoriser l'adoration eucharistique et, en général, le culte de l'Eucharistie comme Sacrement. Une telle mode peut aujourd'hui faire naître un doute, en signifiant qu'on croit à la présence réelle du Christ seulement dans le saint Sacrifice de la messe, et non à la permanence de cette même présence sous les Espèces eucharistiques conservées dans le tabernacle; ou au moins, qu'on veut restreindre le culte seulement à la sainte Eucharistie comme sacrifice, et négliger (si encore on ne le nie pas en propres termes) le culte de la sainte Eucharistie comme sacrement.

Il faut donc espérer que tous reviendront à la discipline en vigueur dans l'Église, de l'union du Tabernacle et de l'Autel, afin qu'il apparaisse, même au regard, que c'est le même Seigneur qui est présent sur l'autel et au tabernacle.

Ce sera ensuite aux artistes, conseillés par les liturgistes, de trouver en pratique des solutions adéquates qui permettront l'union de l'autel et du tabernacle sans empêcher les fidèles de voir le prêtre quand il célèbre face au peuple [36].

14. Un autre point d'importance fondamentale que le Souverain Pontife a traité dans son Allocution, concerne l'« *Infinita et divina Majestas Christi* », bien exprimée dans les mots « *Christus Deus* ».

Dans les perspectives de la liturgie pastorale, il est bien facile de ne regarder qu'aux fruits d'un acte liturgique en perdant de vue -- et par conséquent en compromettant — sa nature essentielle, avec le danger de déviations doctrinales (dont certaines ont été relevées ci-dessus); il est facile également de ne regarder surtout qu'à la fin sotériologique du culte, sans s'arrêter autant qu'il se doit à sa fin latreutique. Ainsi se produit un renversement des valeurs, dans la mesure où la fin latreutique (qui est première dans la liturgie) se trouve subordonnée ou exclue.

Contre cette tendance, le Souverain Pontife a rappelé que le

---

[36] Comment a-t-on pu voir dans les paroles du Souverain Pontife une invite à dissocier, ne fût-ce que dans certains cas, le tabernacle et l'autel? « *Paroisse et liturgie* » (1956, p. 487) écrit : » On a accueilli avec gratitude l'exposé du Souverain Pontife sur les liens étroits entre le tabernacle et l'autel, mais également sur leur distinction. Exposé qui ouvre des possibilités de dissocier les deux dans des cas précis ».

Christ est indubitablement le Seigneur et le Sauveur des hommes; mais il demeure le Verbe, Dieu infini. Aussi « la divinité du Christ ne peut-elle rester en quelque sorte à la périphérie de la pensée liturgique. Il est normal qu'on aille « *ad Patrem per Christum* », puisque le Christ est le Médiateur entre Dieu et les hommes. Mais il n'est pas seulement Médiateur; il est aussi, dans la Trinité, égal à son Père et au Saint-Esprit ».

Il découle de là que les exigences pastorales dans la liturgie doivent être toujours et en tout inspirées, guidées et contrôlées par les exigences dogmatiques [37]. C'est pourquoi Pie XII avait déjà proclamé dans *Mediator Dei:* « *Lex credendi legem statuat supplicandi* » [38].

A ce propos, il est plus que jamais nécessaire d'établir et de maintenir — comme du reste cela a déjà été heureusement commencé — une intime et profonde collaboration entre les liturgistes, spécialement les apôtres de la liturgie pastorale (lesquels se tiennent surtout sur le terrain pratique et de l'action) et les théologiens (qui, se tenant au contraire sur le plan de la plus haute spéculation, se trouvent dans les conditions les plus favorables pour signaler aux premiers les routes sûres à suivre et les écueils dangereux à éviter).

Ainsi, par exemple, éviterait-on certaines exagérations dont les sectateurs de la tendance « communautaire » dans la liturgie se sont faits les théoriciens et qu'ils ont mises en pratique, même au Congrès d'Assise [39].

Voilà pourquoi le Souverain Pontife a tenu à préciser que l'*Actio Christi* s'accomplit par la pure et simple consécration, même si elle se déroule sans faste et en toute simplicité, à condition cependant d'être opérée validement.

Il est certainement bien clair que la gloire attribuée à Dieu dans la liturgie sera d'autant plus grande que la participation à cette même liturgie sera de la part des fidèles plus intelligente et

---

[37] Cfr « *De lingua et catechesi liturgica* ... » etc. o. c.

[38] Cfr. Bugnini. *Documenta* etc o. c. p. 114, n° 46 sq.

[39] A ce propos, Dom Jean Claire O. S. B. fait observer judicieusement dans la « Revue Grégorienne » vol. 35 (1956) Supplément p. 36.: « Trop souvent en effet, on présente la messe comme un prêche, entrecoupé de cantiques et assorti de quatre processions, ou encore comme un repas fraternel avec toast du président! Il est clair que dans ces conditions, l'absence de l'assemblée rend inutile la proclamation dans le vide de la Sainte Ecriture, de même qu'elle rend impossibles les processions, déserte la table de famille, et oiseux le monologue d'un président sans administrés. La messe était pour l'assemblée; plus d'assemblée, plus de messe. *Je ne célèbre pas,* avons-nous entendu expliquer, *parce que ma communauté n'est pas avec moi...* »

plus volontaire: c'est ce qu'obtiendra précisément la catéchèse liturgique.

15. Traitant enfin de « La liturgie et le passé », le Souverain Pontife, après avoir déploré les deux excès à éviter (c'est-à-dire un attachement aveugle ou un mépris total, parce que dans la liturgie se trouvent des éléments immuables, un contenu divin qui transcende le temps, mais aussi des éléments variables, transitoires, quelquefois même défectueux), s'est félicité de l'attitude que tiennent actuellement les milieux liturgiques vis à vis du passé. Mais il a dû pourtant ajouter que « ça et là apparaissent des idées et des tendances aberrantes, des résistances, des enthousiasmes ou des condamnations dont les formes concrètes vous sont bien connues et dont Nous avons dit un mot plus haut »; il n'est pas besoin de les rappeler ni de les passer en revue ici.

16. Quant à « La liturgie et le temps présent », le Souverain Pontife s'est montré plus réservé et comme préoccupé. Après avoir souligné avec satisfaction « une participation active et consciente des fidèles aux actions liturgiques », et avoir bien auguré des progrès en ce sens, le Souverain Pontife a ajouté que la liturgie actuelle exige aussi une préoccupation de conservation et de défense.

Il est bien vrai que l'Église se tourne vers le passé, sans le copier servilement. Entre autres, elle crée du nouveau dans les cérémonies elles-mêmes, dans l'usage de la langue vulgaire, dans le chant populaire et dans la construction des églises: la référence à la grande oeuvre de réforme liturgique récemment opérée est évidente.

Il faut noter, de fait, dans le domaine pastoral, l'usage de la langue vulgaire dans quelques parties du Rituel, dans les lectures, après le chant, de l'épître et de l'évangile à la messe solennelle, dans le chant populaire auquel le Pontife actuel a ouvert un très vaste champ. Mais, en même temps, le Souverain Pontife confirme une nouvelle fois, pour de sérieux motifs, l'obligation inconditionnée (notez bien!) pour le prêtre célébrant dans le rite latin d'user de la langue latine [40].

Ceux donc qui, à la suite des concessions mentionnées plus haut, ont cru à l'effondrement du principe séculaire du latin comme langue liturgique dans le rite latin, se sont trompés. Croire que l'Église, mise devant le fait accompli de l'introduction arbitraire de la langue vulgaire dans la liturgie, finira un jour ou l'autre par en prendre acte et céder, c'est non seulement faire une erreur, mais c'est faire une faute. La théorie du fait accompli n'a jamais été

---

[40] Sur toute la question, cfr. « *De lingua et catechesi liturgica juxta Litt. Enc. Musicae sacrae disciplina* » cit.

reçue dans l'Église; elle le sera moins que jamais dans des questions connexes avec le dogme.

Une dernière remarque a été faite par le Souverain Pontife sur des questions de nature intellectuelle, traitées par des savants, ecclésiastiques et laïques, concernant les rapports de la liturgie et les idées religieuses du monde moderne, la culture contemporaine, les questions sociales, la psychologie des profondeurs.

De telles remarques indiquent que le Pape n'ignore pas ces questions qui, si elles suscitent son intérêt, tiennent aussi sa vigilance en éveil.

Il est à craindre en effet que de telles discussions soient instituées d'un point de vue purement humain et intellectuel, en oubliant que la liturgie est une matière essentiellement sacrée.

17. En considérant maintenant d'un regard d'ensemble, d'un côté les travaux du Congrès d'Assise et ses antécédents, de l'autre l'Allocution qui a permis au Souverain Pontife de faire le point de la situation, il ressort clairement combien a été nécessaire cette lumière projetée avec autorité par le Maître Infaillible, qui ne s'est pas limité à répéter ou à préciser des normes particulières (d'ailleurs déjà promulguées et par le fait même bien connues), mais qui, avec l'autorité suprême que lui a conférée le Christ, s'est élevé à la méditation sereine et équilibrée des principes dogmatiques sur lesquels sont fondées ces normes, pour les confirmer ainsi encore plus fermement.

Ceci ne semble pas avoir été compris e quelques uns qui ont manifesté une certaine désillusion du fait que l'Allocution avait été, oui vraiment, une haute leçon de théologie dogmatique, alors qu'ils attendaient un discours de pastorale liturgique... comme si le Pape était « sorti du sujet »! [41].

Ce sont ensuite les mêmes qui, ne trouvant pas dans les paroles du Souverain Pontife les ouvertures qu'ils espéraient vers d'impossibles bouleversements liturgiques, ont parlé de cette force d'inertie de la tradition que le Pape représente, et qu'il devait par

---

[41] « Sans s'inscrire dans la trame du congrès proprement dit, le discours du Pape... » (*La Revue Nouvelle,* cit. p. 451). Plus explicitement, on lit dans les « *Questions lit. et par.* » (cit. p. 276) : « Certains attendaient sûrement que le Souverain Pontife fît de ces encouragements le thème unique de ses paroles. De ce fait, ils ont été quelque peu déçus d'entendre des éclaircissements d'ordre théologique. En fait, ils réalisèrent plus tard que, recevant le congrès, le Souverain Pontife jugea utile de donner des paroles de bienvenue et d'encouragement, mais aussi de faire quelques mises au point quoique celles-ci ne portassent guère sur des sujets traités à Assise. Le Saint-Père ne donna pas les conclusions du Congrès ; ceci fut la tâche du Cardinal Lercaro au cours de la dernière réunion ».

conséquence maintenir et défendre mais sur un plan purement théorique, tandis qu'ensuite, sur le plan pratique, il laisserait faire [42].

Précisément par son contenu essentiellement dogmatique, l'Allicution ne se prête pas à une semblable équivoque, et encore moins à certaines interprétations absurdes (déjà signalées par nous en autre part) [43].

A personne n'échappera le ton paisiblemtnt paternel avec lequel le Souverain Pontife a relevé certaines tendances dangereuses et donc inadmissibles.

« Nous désirons sincèrment — a-t-il dit — que le mouvement liturgique progresse et nous voulons l'y aider; mais il Nous appartient aussi de prévenir tout ce qui serait une source d'erreurs et de dangers. Nous est d'ailleurs une consolation et une joie de savoir que Nous pouvons en cela compter sur votre aide et votre compréhension ».

Telles sont en effet les dispositions des liturgistes, et aussi de la majeure partie, et de la partie la plus saine, de ceux qui ont participé au Congrès d'Assise.

FIORENZO ROMITA

---

[42] Après avoir cité les graves paroles du Saint-Père sur le latin et le chant grégorien, le chroniquer des « *Questions lit. et par.* » ne conclut-il pas : « On le voit, ces deux directives sages laissent la voie libre à bien des initiatives » ? (cit. p. 278).

[43] Cfr. « *De lingua et catechesi liturgica* » etc. n° 5, note (8)

ACTA SS. CONGREGATIONUM

SUPREMA SACRA CONGREGATIO S. OFFICII

I

DUBIUM

DE AFFINITATE

Quaesitum est ab hac Suprema Sacra Congregatione an affinitas, in infidelitate contracta, impedimentum evadat pro matrimoniis, quae ineantur post baptismum, etsi unius partis tantum.

Feria IV, die 16 Ianuarii 1957

E.mi ac Rev.mi DD. Cardinales, rebus fidei ac morum tutandis praepositi, praehabito Consultorum voto, proposito dubio responderi decreverunt: *Affirmative.*

Feria autem V, die 24 eiusdem mensis et anni, Ss.mus D. N. D. Pius divina Providentia Papa XII, in Audientia E.mo ac Rev.mo D.no Cardinali Pro-Secretario S. Officii concessa, relatam Sibi E.morum Patrum resolutionem adprobavit atque publicari iussit.

Datum Romae, ex Aedibus S. Officii, die 31 Ianuarii 1957.

ARCTURUS DE JORIO, *Notarius*

ADNOTATIONES

I. *Fundamentum Dubii.*

Fundamentum dubitandi praebuit can. 97 § 1. huius tenoris: « affinitas oritur ex matrimonio valido sive rato tantum sive rato et consummato »; canon 1015 § 1. autem matrimonium *baptizatorum* validum nominat ratum, si nondum consummatione completum est; ratum et consummatum, si inter coniuges locum habuerit coniugalis actus [1].

[1] De historica evolutione huius impedimenti loquitur copiose KNECHT, Handbuch des Katholischen Eherechts p. 500-512.

II. *Definitio radicis affinitatis in canone 97 § 1.*

Iuste mirabitur quis de definitione radicis affinitatis in can. 97 § 1. collato cum can. 1015 § 1. Priora Codicis Schemata de Personis abstinent in tractatu de Personis a definitione radicis affinitatis; Schema a. 1909 lib. I. de Personis, can. 12 § 1.: « affinitas viget tantum inter virum et consanguineos mulieris et inter mulierem et consanguineos viri »; Schema a. 1914 lib. II. de Personis, can. 97 § 1. haec ad rem: « affinitas viget inter virum dumtaxat et consanguineos mulieris, itemque mulierem inter et viri consanguineos ». Schema autem a. 1916 lib. II. de Personis, can. 97 § 1. tenet: « affinitas oritur ex matrimonio valido sive rato tantum sive rato et consummato ». Schema lib. III de Sacramentis, can. 382 de impedimento affinitatis hanc normam subministrat: « Affinitas orta ex valido aut putativo coniugio consummato in linea recta dirimit matrimonium in quolibet gradu; in linea collaterali usque ad secundum gradum inclusive iuxta canonicam computationem [3]. § 2. Orta ex commercio illicito in linea sive recta sive collaterali matrimonium dirimit in solo primo gradu ». Schema vero 1916 can. 1081 eundem tenorem exhibet ac can. 1077 C.I.C.; solummodo post vocem « inclusive » addit: « secundum canonicam computationem ». Prius ergo Schema adhuc retinet ex iure antiquo aut matrimonium *consummatum*, sive validum sive putativum aut *commercium illicitum* [3].

III. Momentum practicum soluti huius Dubii expressit missionarius quidam scribens ad ill. Boudinhon haec verba [4]:

« Qu. - 1° L'affinité contractée dans le paganisme devient-elle un empêchement de mariage, pour un mariage à contracter après le baptême? La réponse du Saint-Office du 26 août 1891 est-elle abrogée par le Code ou non?

2° Si cette réponse conserve encore sa valeur, il me semble qu'il faut dire aussi qu'elle s'applique à l'honnêteté publique du nouveau Code, c'est-à-dire que le concubinage (et le mariage invalide) des païens produit aussi l'empêchement d'honnêteté publique après leur baptême. Si la question ne peut être tranchée que par une réponse de Rome, ne pourriez-vous pas demander cette répon-

---

[2] C. 8, X, *de consanguin.*, IV, 14. S. Inqu. 21 aug. 1861; 26 aug. 1891; mense iul. 1895; 14 dec; 1898; S. C. C., Brixien., 3 dec. 1667; Valent., 15 april. 1752; S. Poenit., 15 ian. 1865; 2. iul. 1885.

[3] Codex abstinet a definitione affinitatis et circa radicem affinitatis sese accommodavit iuri Romano et modernis Codicibus civilibus.

[4] Le canoniste contemporaire 1924 p. 236 sq.

se? C'est une question très pratique pour les Missions. La Revue *Sacerdos in Sinis*, Aertnys semblent dire que l'affinité contractée dans le paganisme ne devient pas empêchement après le baptême pour un mariage à contracter: Noldin, Prümmer, Toso, Blat, rappellent la décision du Saint-Office de 1891. Vous rendriez service aux Missionnaires si vous vouliez bien traiter ces deux questions ». Boudinhon censuit: « Cette modification ne peut comporter et ne comporte pas une abrogation totale du décret de 1891, mais seulement une abrogation partielle, à savoir pour l'affinité illicite, sauf le maintien très réduit de l'antique affinité illicite sous la forme dite d'honnêteté publique, c'est-à-dire en ligne directe, après mariage nul ou concubinage public.

Il semble que la réponse ne prête pas au moindre doute, et qu'il n'y ait pas lieu de poser à Rome de question officielle à ce sujet ».

IV. *Auctores.*

Data definitione affinitatis in can. 97 § 1. collato cum can. 1015 § 1. nemo mirabitur, quod Canonistae circa definitionem affinitatis saltem in tria castra abierint.

A. *Prima classis auctorum* applicat definitionem matrimonii *rati* in can. 1015 § 1. normae can. 97 § 1.: « affinitas oritur ex matrimonio valido sive *rato* tantum sive *rato* et consummato » i. e. ex matrimonio ascramentali.

1) Toso [5] scribit « Hinc: *affinitas oritur ex matrimonio valido sive rato tantum sive rato et consummato.* - Ratum est matrimonium baptizatorum tantum (can. 1015 § 1), et ideo lex matrimonium infidelium aut cum impedimento disparitatis cultus contractum non comprehendit, idque, quia affinitas ex iure tantummodo ecclesiastico contrahitur. Validum autem est matrimonium, quod ad iuris normam initum est, ac proinde non contrahitur affinitas ex matrimonio invalido, quamvis putativo (cfr. can. 1015 § 4.): fundamentum namque affinitatis, iure nunc vigenti, est contractus matrimonialis; at qui invalide, etsi putative contrahit, minime contrahit »; eandem sententiam tenent:

2) Vermeersch-Creusen [6]; haec habent: « Itaque, fundamentum affinitatis quae in iure consideratur, non iam ponitur, ut olim, carnalis copula; sed, sicut in plerisque legibus civilibus, ipsum matrimonium, idque ratum, vel ratum et consummatum. Tollitur ergo affinitas quae ex copula illicita inter non coniuges manare dicebatur; inter coniuges autem et coniugis consanguineos affinitas,

---

[5] Commentaria minor, can. 97 ad 2; loco can. 1015 § 4 erronee habet 1515 § 4.

non a copula perfecta, sed ab initio matrimonii validi, saltem inter *baptizatos* contracti, exoritur.

Saltem, inquam, *inter baptizatos* contracti. Matrimonium enim quod inter infideles contrahitur *certo*, quod autem inter baptizatum et infidelem contrahitur, secundum sententiam quae iam moraliter certa est, non est sacramentum nec proin *ratum* esse potest (c. 7 *De divortiis*, X, IV, 19 et c. 1015, § 1 et 3).

Quare qui in C. 97, § 1., urgent proprietatem verborum, negant ex tali matrimonio oriri affinitatem. Sunt complures: v. g. De Smet, De sponsalibus et matrimonio, ed. 3, n. 431 et 622; Cerato, Matrimonium a Codice iuris can. integre desumptum, n. 72; Cappello, De Sacramentis, III, n. 538, 4; Chelodi, Ius de personis, n. 95; Claeys-Simenon, Manuale Iuris can., n. 249, 2.

3) Salsmans S. I. - Gortebecke S. I. [7];

4) Romani [8];

5) Leitner [9];

6) Payen [10];

7) Herman [11].

---

[6] Epitome ed. 5, vol. I. n. 219 p. 186; Vermeersch, Theologia moralis ed. 3 vol. III. n. 278 citat can. 97 § 1.

[7] Institutiones Theologiae Moralis ed. 17, vol. II. n. 583 p. 403.

[8] De matrimonio n. 894; auctor scribit: « Hodie igitur affinitas canonica suam habet causam ex « matrimonio » uti in prisco iure romano; obsolevit igitur affinitas legalis ex copula illicita, et merito plane: nec e quovis matrimonio sed e « valido »: validum autem quodnam heic accipiendum sit, definit lex ipsa cum subdit « sive *rato* tantum sive *rato et consummato* », hoc est, uti can. 1015 § 1 diserte definit, « matrimonium *baptizatorum* validum » seu si *nondum* seu si *iam* consummatione completum sit. Et quia « leges ecclesiasticae intelligendae sunt secundum propriam verborum significationem in textu et contextu consideratam » (e can. 18), nefas nobis est super verbis hariolari; et quia « leges quae... liberum iurium exercitium coarctant », ut leges omnes inhabilitantes, « strictae subsunt interpretationi » (e can. 93 lege: 19), pro certo teneo hanc affinitatem non oriri e matrimonio baptizatorum invalido, etiamsi putativo, neque e matrimonio inter non baptizatos valide inito, quod neque « ratum » lege nostra dicitur neque « ratum et consummatum » sed simpliciter « legitimum » (can. 1015 § 3). Neque est cur alia opponamus opinantibus ob congruentiae rationes validum matrimonium de quo hic agitur esse etiam matrimonium mere « legitimum ». At si coniuges ambo baptismum valide suscipiant, matrimonium fit eo ipso sacramentum, ideoque, ratum, ideoque affinitatis canonicae causa iuridica; e diverso si alteruter tantum baptizetur, cum verius non subsistat sacramentum, affinitatis impedimentum (e can. 15) non oritur; nec oritur ex matrimonio inito, etsi post dispensationem super dispari cultu, inter baptizatam partem et non baptizatam ».

[9] Lehrbuch des Katholischen Eherechts [3] (1920) p. 159; anno 1921 publicavit idem auctor « Handbuch des Katholischen Kirchenrechts, vierte Lieferung Sakramente »; p. 214: *omne matrimonium* creat affinitatem.

[10] De matrimonio, ed. 2, vol. I, n. 1485; in eodem numero exponitur copiose controversia.

[11] Monitor ecclesiasticus vol. 77 (1952) p. 428 nota 2.

P. G. Michiels O.F.M. Cap. scripsit in « Ius Pontificium » vol. V (1925) p. 142-159 tractatum « de vera impedimenti affinitatis natura »; p. 146 allegat pro hac opinione duodecim auctores; pro secunda opinione quinque; pro tertia solum quattuor. Ipse tenet primam sententiam, quam non solum probabiliorem habet, sed *certam*, nixus *authentica* definitione can. 1015 § 1.; deinde intrat in refutandas alias opiniones; mirandum est, quod M. non obstante *authentica* definitione can. 1015 § 1 etiam ex matrimonio inter baptizatum et non bapizatam oriri sinit affinitatem. Conclusio doctae dissertationis data diversa auctorum doctrina haec est: vi can. 15 concludimus, quod in praxi nullum in casibus citatis incurritur impedimentum, donec dubium authentica S. Sedis declaratione fuerit solutum.

B. *Secunda classis auctorum.*

Epitome l. c. scribit: « Alii existimant affinitatem oriri ex omni matrimonio valido. Ita Noldin, De Sacramentis, n. 576 vel, in nova editione, Noldin-Schmitt, n. 594; Schaefer, O.M.C. Das Eherecht nach dem Codex I. C. p. 210; Ojetti, S. I., in Ius Pont. V, 71-76 ». Ojetti l. c. respondit ad quaestionem: « ex infidelium matrimonio an affinitas oriatur »; primo allegat utramque sententiam cum argumentis; pro opinione negante oriri impedimentum, si duo ex his, vir et mulier baptizati fuerint, affert quattuor argumenta quae sub finem repudiantur. Ojetti stat pro affirmativa. Scribit enim: « His tamen non obstantibus videtur potius adhaerendum sententiae affirmanti. Nam difficile admodum est persuadere sibi, Codicem voluisse uno tractu atramenti, quasi clandestine, delere vim affinitatis inter infideles, christianos factos: simulque voluisse destruere vulgatum conceptum omnium viventium in matrimonio etiam infidelium fundamentum cuiusdam ligaminis, quod, morte ipsa unius partis intercedente, non omnino cessat.

Id viderunt etiam ipsi pagani iurisconsulti. Certe Paulus in l. 14, § 2 de ritu nupt. D. (XXIII. 2) dicit 'Idem tamen quod in servilibus cognationibus constitutum est (quod scilicet manumissus non possit ducere matrem suam, aut sororem aut sororis filiam - Cfr. § 1. h. 1.), etiam in servilibus affinitatibus servandum est, veluti ut eam, quae in contubernio patris fuerit, quasi novercam non possim ducere, et contra eam, quae in contubernio filii fuerit, patrem quasi nurum non ducere, aeque nec matrem eius, quam quis in servitute uxorem habuit, quasi socrum; quum enim cognatio servilis intelligitur, quare non et affinitas intelligetur'? ». Deinde O. citat Ulpianum (l. c. § 8 de concubinis D. XXV. 7); Iustinianum (Inst. tit. de nuptiis I. 10. § 9 et § 6) pergitque: « Quod

ergo antiqui iuristae, pagani quoque, viderunt improbandum, illud a Codice permitti non est dicendum. Et quum nullum aliud impedimentum in Codice sit quod contra haec matrimonia afferri possit, dicendum verba Codicis in c. 97 ita intelligenda esse, ut etiam hos casus comprehendant, et proinde statuere hic Codicem ex matrimonio valido, etiam inter infideles, exsurgere vinculum aliquod quod perpetuo durat et numquam extinguitur ». Ad « validissimum » argumentum ex can. 97 § 1 collato cum can. 1015 sumptum respondet: « Verum iam Chelodi in suo 'de matrimonio', adhuc de re ipsa dubitans, non immerito advertebat: 'exploratum equidem est in latinitate veterum canonistarum voces *ratum* atque *ratum et non consummatum* usurpari etiam pro matrimonio infidelium'. Nec solum in latinitate veterum canonistarum sed in ipso iure; in quo habemus etiam duriora, quia matrimonium infidelium vocatur etiam sacramentum, uti ab Honorio III in cap. 11° de transact. X (I. 36) et ab Inn. III in c. 8 de divortiis X (IX. 19) »; deinde O. pergit: « Verum suppositis iis, quae supra dixi, adhuc mihi videtur contrarium dicendum, quia revera usus accipiendi vocem *ratum* etiam pro matrimonio infidelium eamque synonimam habendi phrasi 'legitimi sed non consummati' non est tantummodo antiquorum canonistarum, sed etiam recentiorum. Certe Gasparri de matr. 3. ed. 3. I. 41 postquam dixit: 'ratum, idest receptum, dici *solet* matrimonium inter fideles', et distinxit sensus magis vel minus proprios, quibus haec vox 'ratum' sumitur, concludit: 'Tandem matrimonium ratum *saepe* dicitur in oppositionem ad matrimonium consummatum'. Ex quo mihi videtur potius adhaerendum Chelodi (de matr. 99) dubitanti et scribenti: 'At hoc incongruum videtur (quod dicitur ab adversariis). Praeterea si C. rediit in statuenda affinitate ad conceptum Romanum, quem etiam omnia moderna iura habent, non apparet cur matrimonium legitimum, quod etiam pro Ecclesia validum matrimonium est, et iuxta leges ac communem hominum aestimationem facit affines, non debeat, quoad hunc effectum, in iure canonico considerari. Si una pars eidem subsit... interim aliquam negligentiam in redactione can. 97 supponimus...; attamen optandum esset ut in Codice accurata terminologia fideliter retineretur'.

Annotetur tamen negligentiam, cuius arguitur Codex, non adeo, forte, magnam esse. Quando enim Codex in can. 97 definit affinitatem vel potius statuit eius fundamenum, dicit eam oriri ex matrimonio *valido* sive rato tantum sive rato et consummato. Porro quaero num verbum illud *rato* vere supponit pro matrimonio-sacramento? Sed in isto casu et si verba sumenda sunt ad normam can. 1015, aliud illud verbum *valido* omnino redundat. Qualitas enim validitatis iam continetur in voce *rato*, quum ratum ex illo canone

dicatur' matrimonium baptizatorum validum, si nondum consummatione completum est'. Si igitur dici non potest, nisi aliter evidentissime constet, verbum aliquod in lege inutile esse et superfluum, quia 'verba aliquid operari debeant', ut dicit Bonifacius VIII in c. 8 *de privilegiis* (V. 7) in 6°, sequitur evidenter verbum illud *rato* non esse sumendum in sensu stricto vocis, qui refertur in c. 1015, sed in sensu latiori in quantum se opponit consummato.

Id autem non semel fecit Codex sumendo illas voces non quidem in sensu stricto can. 1015, sed latiori quadam significatione secundum vulgarem usum. Sufficiat attendere ad can. 1075, ubi agitur de impedimento criminis et tum in num. 1° quando de prima huius impedimenti figura (ex adulterio), tum in num. 2° quando de secunda (ex utroque simul) sermo est, dicitur in Codice: 'Qui perdurante eodem *legitimo* matrimonio'. Porro evidenter hic legitimum non sumitur in sensu can. 1015; illa enim lex non pro infidelibus, sed pro fidelibus tantum lata est, et unice ferri potuit. Quare evidenter legitimum hic dicit matrimonium inter fideles verum; quemadmodum in can. 1077 ratum sumitur pro non consummato.

Idque eo magis apparebit, quo magis quis non prima facie sed attenta consideratione canonem examinaverit, illudque non unice respexerit verba expendendo avulsa, ut ita dicam, a circumstantiis quibus in Codice vestiuntur, sed simul cum iis. Scilicet hic in Codice agitur de personis in Ecclesia et proinde de baptizatis. Ea omnia, quae postea dicuntur de variis causis ex quibus mutationem quamdam subire potest capacitas agendi in persona, in ordine ad baptizatos considerantur: confer ea quae de domicilio ex. gr. dicuntur. Eodem modo quando de affinitate sermo est, Codex directe sollicitus est de matrimonio bapizatorum, non de matrimonio infidelium, de quibus indirecte tantum curat. Quod et generatim facit, nisi de re agatur, quae ipsos unice respicit, ut de privilegio Paulino.

Et si ita est, sensus canonis 97 est obvius et secundum eum affinitas oritur ex matrimonio valido quocumque, tum fidelium tum infidelium, sive sit consummatum sive non.

Quare puto Chelodi melius rem explicasse in suo de matrimonio quam postea in suo de personis. Blat autem optime canonem explicat dicens: 'Affinitas ad normam can. 97, seu quae oritur ex matrimonio valido (idest in infidelibus legitimo) sive rato tantum sive rato et consummao, etc.'; supposito tamen quod in illo valido comprehendantur non solum matrimonium legitimum infidelium sed etiam ratum fidelium » [12].

[12] Moersdorf, die Rechtssprache des Codex I. C. loquitur de matrimonio legitimo et rato p. 37, 218, 221 sq; p. 219 notat: nixi definitione legali (can. 1015 § 1)

C. *Tertia classis auctorum.*

Epitome l. c. horum sententiam sequenti modo exprimit: « Alii distinguunt, sive contendant oriri affinitatem cum ex matrimonio sacramento, tum ex *omni* matrimonio valido: ita WERNZ-VIDAL, Ius. can., II, n. 19; V, n. 367; sive admittant oriri ex matrimonio sacramento et ex matrimonio inter baptizatum et non baptizatum, non autem ex matrimonio duorum infidelium; ita TANQUEREY, Synopsis Theol. mor. et past., 1, 991, atque etiam P. G. MICHIELS, O.M.C., Ius Pont., V, 158, existimans theoretice fundamentum impedimenti affinitatis esse omne matrimonium validum *legibus seu iurisdictioni Ecclesiae subiectum.* Ipse hac ratione nititur, quod si huiusmodi matrimonium *invalidum* foret, induceret impedimentum publicae honestatis, atque absurdum foret ut nullum impedimentum oriretur ex matrimonio valido in iisdem circustantiis.

Utcumque se res habeat, donec S. Sedes dubium non authentice diremerit, tuto negari potest affinitatem oriri ex matrimonio quod non sit sacramentum, ita ut vi can. 15 impedimentum affinitatis practice nullum pariatur.

Quia, ut affinitas oriatur, matrimonium *validum* requiritur, non sufficit *putativum* ».

Andreas Russo [13] ita habet: « Altri infine, mentre concordano nell'affermare che da ogni matrimonio sacramento sorge l'affinità, ammettono che essa sorge anche nel caso di matrimonio valido non sacramentale, solo, però, che sia stato consumato »; citantur pro opinione WERNZ-VIDAL, Ius canonicum, tom. V Ius matrimoniale n. 357. VLAMING, Praelectiones iuris matrimonialis ed. 3, Bussum 1919 I, n. 353 ed altri.

P. Vidal suam doctrinam proponit in Tractatu de personis n. 19; imprimis autem in iure matrimoniali n. 267. V. ponit quaestionem, utrum impedimentum comprehendat infideles a momento suscepti baptismatis. In nota 44 intrat in terminologiam: matrimonium legitimum, ratum et consummatum notatque auctores, prout Gasparri, Wernz, usurpasse pro matrimonio infidelium etiam terminum « ratum ». Tandem asserit post baptimum saltem unius

---

plurimi auctores - citantur nominatim - censuerunt impedimentum affinitatis originem ex matrimonio sacramentali: alii autem - nominatim allegantur - tenuerunt axioma: ex omni matrimonio valido procedit affinitas; alii tandem putaverunt: ex matrimonio sacramentali semper affinitas originem sumit, ex matrimonio infidelium solummodo si est consummatum. De incertitudine terminologiae in C. I. C. cf. EICHMANN-MOERSDORF, ed. 7, Lehrbuch des Kirchenrechts, vol. I. p. 91; FALCO, Introduzione allo studio del « Codex Iuris Canonici » p. 41.

[13] Il Diritto Ecclesiastico, vol. 54 (1943) p. 250.

partis creari impedimentum affinitatis, si matrimonium fuerit in infidelitate consummatum, non autem, si remanserit inconsummatum. Esmein-Génestal, le mariage en Droit canonique, vol. II, p. 447: « l'empêchement resulte désormais du *matrimonium ratum*, dès qu'il est formé par le consentement de présent ».

V. *Decisio S. C. S. O.*

Iam nate Codicem S. C. S. O. doctrinam in Decreto propositam firmiter tenuit. Utique obiciet quis: illae decisiones respexerunt affinitatem iuris antiqui, provenientem ex copula licita aut illicita Respondeo: affinitas ut affinitas in omnibus gentibus est relatio *naturalis*, creata ex *matrimonio*. Si ergo C.I.C. iterum statuit matrimonium validum abstrahendo a consummatione uti radicem affinitatis, rediit ad conceptum *originalem* ipsius affinitatis [14], et applicat doctrinam Codicis condicionibus apud infideles semper existentibus, sc. relationi affinitatis *naturali*. Decretum S. O ergo nihil aliud est nisi consequentia disciplinae iam in iure antiquo tum a S.C.S.O. tum a S. C. de Prop. Fide observatae. Optime declarat hanc relationem S.C.S.O. 16 sept. 1824 [15]: « Contrarium autem dicendum est in secundo casu, nempe si Paulus contraxit cum Balbina absque Apostolica dispensatione super disparitate cultus; tunc enim nullum et irritum fuit matrimonium, ac si contractum non fuisset, et ipsa Balbina post baptismum impedimento ligaretur affinitatis. Nec refert quod Balbina, cum carnaliter cognita fuit a Demetrio, adhuc in infidelitate versaretur, atque idcirco ecclesiastico non subiiceretur impedimento; distingui namque debet affinitas, in se ac physice spectata, ab impedimento affinitatis. Porro affinitas etiam ab infidelibus contrahitur, quia etiam inter infideles verum est quod vir et mulier per carnalem copulam una caro efficiunur. Itaque ut habetur in Cap. *Fraternitatis* 35, quaest. 10: 'si una caro fuerint, quomodo poterit aliquis eorum propinquus

---

[14] Esmein-Génestal, l. c., vol. I. p. 414-426 evolvit conceptum affinitatis; p. 416 notat: « mais jusque-là (usque ad saec. VIII)... la notion même de l'*affinitas* n'avait pas été transformé. Cette transformation se produisit au VIIIe siècle »: cf. Freisen, Geschichte des Kanonischen Eherechts ed. 2, p. 439-497; fundamentum affinitatis fuit primitus matrimonium; deinde matrimonium completum per unionem carnalem; postea disiunxit doctrina copulam ab ipso matrimonio et statuit axioma; copula qua talis creat affinitatem; cf. S. Thomam. Suppl. qu. 65 art. 4: « Sed matrimonium affinitatem causat non solum ratione carnalis copulae, sed etiam ratione societatis coniugalis, secundum quam matrimonium naturale est. Unde et affinitas contrahitur ex ipso contractu matrimonii per verba de praesenti ante carnalem copulam »; cf. Sanchez, de matrimonio lib. VII disp. 65 n. 4.

[15] Fontes C. I. C. vol. IV n. 866 ad 2 p. 149; Leitner, Eherecht p. 159 citat falso 3. III. 1825, etiam in ed. a. 1902 nota 1.

uni pertinere, nisi pertineat alteri?'. Igitur quia Paulus pater pertinet ad Demetrium filium, pertinere dicendus est et ad Balbinam, ac Balbina quia una caro effecta est cum Demetrio, pertinere Paulo. Id tantum est discriminis, quod affinitas ecclesiasticum non parit infidelibus impedimentum: fidelibus autem parit. Quapropter cum per baptismum non tollatur a Balbina eius iam physice contracta cum Paulo affinitas, haec ipsa affinitas radicaliter in ea inhaerens, quae eidem infideli impedimento non erat ad contrahendum, impedimentum evadit post baptismum quo subdita fit Ecclesiae, eiusque proinde legibus subiecta; impedimentum autem utique in primo gradu, et quidem in linea recta, quia in tali se gradu et linea Paulus pater et Demetrius filius, et affinitatis gradus a gradibus desumuntur consanguinitatis ». Species facti haec fuit: « Paulus viduus christianus Balbinam infidelem duxit in uxorem, quae in numero christianorum cooptari cupit, ut cum ipso matrimonium christiano more contrahat. Interim Demetrius Pauli filius ex priore uxore proveniens declarat se rem habuisse cum Balbina. Quaeritur an ex huiusmodi copula cum muliere infideli resultet impedimentum affinitatis in primo gradu ». Eandem mentem habuit S.C.S.O. in C. Yunnan 20 sept. 1854 [16]. S.C.S.O. 9 dec. 1874 (S. Alberti) [17]; clara est instructio S.C.S.O. de 26 aug. 1891 [18]. Textus hic est: « Caius adhuc in infidelitate vivens fornicarium commercium habet cum femina; deinde facti poenitens et idolatriae renuntians, rite instructus baptizatur. Accepto baptismo, Caius potestne sibi in legitimam uxorem ducere sororem germanam illius feminae cum qua, in infidelitate vivens, peccavit?

R. Affinitatem quae in infidelitate naturaliter contrahitur ex copula tum licita tum illicita, non esse impedimentum pro matrimoniis quae in infidelitate ineuntur; evadere tamen impedimentum post baptismum, quo suscepto, infideles fiunt subditi Ecclesiae, eiusque proinde legibus subiecti ». S. C. de Prop. 23. VIII, 1852 [19].

VI. *Auctores ante Codicem viventes.*

Auctores ante Codicem viventes tenuerunt axioma: conversi ad fidem christianam tenentur impedimentis ecclesiasticis matrimonialibus, fundatis in relationibus naturalibus consanguinitatis et affinitatis; cf. citatas decisiones S.C.S.O. et S. C. de Prop. Fide; insuper Van Hove, de legibus p. 197 nota 1. Infideles teneri post conversionem ad impedimentum affinitatis asseruerunt v. gr. San-

[16] l. c. n. 928: « praevia dispensatione ab impedimento affinitatis primi gradus ».
[17] l. c. n. 1036 n. 18 p. 353 § Ad quae.
[18] l. c. n. 1145.
[19] l. c. vol. VII n. 4835 ad 3.

chez l. c. disp. 65 n. 5. Gasparri, de matrimonio ed. 3, vol. I. n. 793; citat n. 794 Queben. falso 3. III. 1825 loco 16 IX. 1824; Leitner, Eherecht ed. 1902 p. 235; p. seq. citatur S.C.S.O. 14 (16). XII. 1898: « si ambo sponsi, in infidelitate affines, post susceptum baptisma matrimonio coniungi petant, supplicandum Ss.mo pro dispensatione » [20]; Schnitzer-Weber: die Kanonischen Ehehindernisse p. 410. Wernz, Ius Decretalium (ed. 1912) vol. II. n. 429 scribit: « Cum affinitas ex matrimonio orta *naturale* quoddam vinculum constituat cum consanguineis alterius coniugis, tum antiquorum populorum moribus atque legibus tum recentiorum quoque codicum civilium statutis maiore minoreve ambitu tamquam impedimentum dirimens matrimonii est sancita »; vol. I. n. 40; vol. II. n. 430 cum notis 43 et 47; Vlaming, Praelectiones iuris matrimonii ed. 3 n. 353. Laemmer « affinitas nata in infidelitate als Ehehinderniss ». (Archiv f. K. KR. 11, 1864, 150 sq.).

VII. *Auctores Codicis interpretes.*

Vlaming-Bender, Praelectiones iuris matrimonii (ed. 4) p. 258 scribit: « Moveri potest quaestio utrum affinitas in infidelitate contracta, suscepto baptismate impedimentum esse incipiat. Quaestio evidenter respicit personas, quae fuerunt infideles quando orta est inter eas relatio affinitatis, quae pro baptizatis est simul impedimentum matrimoniale, et quarum saltem una postea est baptizata, sed nonnisi postquam matrimonium quod est fundamentum relationis iam morte cessaverat. Nam si Titius infidelis contraxerit cum Caia infideli et durante hoc matrimonio sive Titius sive Sempronia, soror Caiae, recipiat baptismum, casus non differt ab aliis casibus communibus. Quaeritur ergo utrum, si Titius aut Sempronia aut ambo recipiant baptismum sed post mortem Caiae, inter ipsos affinitas fiat impedimentum matrimoniale ecclesiasticum.

Nobis videtur etiam in tali casu impedimentum oriri. Ubi enim affinitas existit ut relatio naturalis, sufficit ut unus baptismate recepto fiat christianus ut habeatur impedimentum. Haec sententia prout contemplatur casus in quibus matrimonium est consummatum, confirmatur decreto S. Off., quo statuitur: 'affinitatem quae in infidelitate naturaliter contrahitur ex copula tum licita, tum illicita non esse impedimentum pro matrimoniis quae in infidelitate ineuntur; *evadere tamen impedimentum pro matrimoniis quae ineuntur post*

[20] Casus non quotidianus hic fuit: Andreas, olim infidelis, nunc conversus ad fidem catholicam vult ducere in matrimonium Paulam post ipsius baptisma; ipsa fuit secunda uxor patris, quem habuit, Andreas; unde noverca Andreae; insuper illegitima utpote non prima uxor avunculi, tandem illegitima uxor avi. Unde agebatur de primo, de primo tangente secundum, secundo gradu affinitatis in linea recta.

baptismum, quo suscepto, infideles sunt subditi Ecclesiae, eiusque proinde legibus subiecti' [21]. Haec quidem decisio, licet nunc ceciderit quoad affinitatem ex copula illicita — quia can. 97, § 1, impedimentum canonicum a propinquitate naturali per eam inducta penitus abstulit — firma tamen manet quoad affinitatem ex copula matrimoniali. Primo quidem quia can. 97, § 1, quatenus affinitatem e matrimonio consummato oriri decernit, cum veteri iure ex parte congruit, ideoque, qua ita congruit, ex iure antiquo adhuc aestimandus est (can. 6, 3°). Dein etiam quia, quum naturalia sint perpetua, non est cur Ecclesia, licet affinitatis conceptum ex parte mutaverit, naturalem illam relationem in parte non mutata non aeque ac antea cosideraret, simulac qui naturaliter sunt affines etiam canonice tales fieri possunt, i. e. simulac per bapismum Ecclesiae subditi sunt effecti.

Quamvis decretum S. Off., cum de iure veteri hodie mutato agit, directe applicari non possit nisi affinitati ex matrimonio consummato, ex modo quo Codex nunc determinat ipsam affinitatem (in ordine non solummodo ad matrimonium ineundum sed etiam in ordine ad plures alios effectus iuridicos extra rem matrimonialem, vide supra, p. 260), dubitari rationabiliter non potest illud indirecte etiam confirmare sententiam nostram in quantum respicit affinitatem ortam ex matrimonio non consummato » [22]; P. Dib in « Dictionnaire canonique vol. I col. 284.

Chelodi-Dalpiaz, Ius matrimoniale n. 99 scribit ad doctrinam ipsius Chelodi: « an vero... matrimonium *legitimum quoque* eumdem producat effectum, controvertitur ». In nota 1. sequentia verba: « In rigore iuris, attenta significatione verborum in can. 1015 § 1 et § 3 firmata, dicendum esset affinitatem non exurgere nisi ex matrimonio *christiano* et fundamentum habere in *sacramento*. Non sufficeret proinde matrimonium *legitimum* (cfr. textum can. 1078 cum textu can. 97, 1). Qua admissa interpretatione, sequeretur infideles affinitate in sensu canonico non teneri: tantummodo utroque coniuge baptizato simul cum sacramento eam oriri, non vero si *unus* converteretur aut si fidelis, super cultus disparitate dispensatus, cum non baptizato contraheret (cf. supra n. 6).

At hoc incongruum videtur. Praeterea, si C. rediit in statuenda affinitate ad conceptum Romanum, quem etiam omnia moderna iura habent, non apparet cur matrimonium legitimum, quod etiam pro Ecclesia validum matrimonium est et iuxta leges ac communem hominum aestimationem facit affines, non debeat, quoad hunc effectum, in iure canonico considerari si una pars eidem subsit. Cfr.

[21] 26 Aug. 1891 in *Collect.*, n. 2180. Alia eiusdem sensus responsa vide *Canoniste*, 1897, p. 697 (S. C. de Prop. F., 19 Iun. 1895) et 1899, p. 300 (S. C. S. Off., 14 Dec. 1898).

[22] P. Bender in hoc sensu solvit casum matrimonialem in « Periodica de re morale canonica liturgica », tom. 46 p. 66-78.

Wernz-Vidil, 367; Cappello, 538; Gasparri, 723; Tbiebs, p. 404 ss; Creusen, qui n. 357 recte animadvertit: « In tanta doctorum controversia, cum extra casum matrimonii inter duos fideles impedimentum dubium sit, vi can. 15 nullum est' ». Andreas Russo publicavit in periodico « Il diritto ecclesiastico » vol. 54 (1943) p. 250-254 « osservazioni circa l'interpretazione del canone 97 § 1 del Codice di diritto canonico ». Auctor primo allegat tres classes auctorum, qui subministrant interpretationem can. 97 § 1. Primo diiudicat opinionem Michiels, Principia generalia de Personis in Ecclesia, 1932 pag. 237, ove dice: « ... malo adhaerere certis iuris publici principiis, quae sunt totius iuris ecclesiastici privati fundamenta inconcussa omnino intacta servanda et derelinquere interpretationem strictam can. 97 § 1 supra propugnatam »; in nota 9 circa terminum « ratum » scribit: « Il Vidal, a questo proposito ricorda le espressioni usate da alcuni fra i canonisti contemporanei più noti, i quali, pur affermando in modo esplicito che la parola « ratum » in senso stretto significhi « sacramentum », tuttavia nelle loro opere così si esprimono: il Gasparri nel suo « De Marimonio » n. 41 dice: 'Matrimonium *infidelium* seu *ratum* tantum, seu *ratum et consummatum*...' il Wernz, Ius Decret. IV, n. 701, dice: « Matrimonium *ratum et consummatum* aut *ratum* tantum duorum coniugum *non baptizatorum...;* e così altri ancora ». Russo stat pro larga interpretatione can. 97 § 1 et concludit; « Dopo quanto s'é detto riteniamo poter concludere, con coloro coi quali concordiamo per le ragioni sopra esposte, affermando che l'impedimento dell'affinità sorge oltre che dal matrimonio sacramentale anche da ogni matrimonio valido non sacramento che sia stato, però, consumato » [23]. Linneborn, Grundriss des Eherechts, ed. 4-5 p. 282 ad 2; Knecht l. c. p. 516 sq.; Gasparri, de matrimonio (ed. nova) vol. I., n. 724; sed citatur S.C.S.O. ad archiep. Queben. falso cum data 3. III. 1825; insuper contra decl. S.C.S.O. 20. III, 1931 tenet: S. Sedes dispensando super impedimento disparitatis cultus intelligitur dispensare ab impedimentis a quibus exempta est pars acatholica; l. c. n. 549 Gasparri tenet declarationem S. O.; ad vicissitudinem huius declarationis confer Oesterle, Theol.-prakt. Quartalschrift. vol. 82. 343; vol. 90. 660.

Data hac diversitate opinionum in interpretatione can. 1077, non exclusa invocatione can. 15, declaratio S.C.S.O. sat opportune publicata est.

D. G. Oesterle O.S.B.

[23] Difficulter intelligitur, cur matrimonium apud infideles debeat esse consummatum; eo minus, quo certius auctor p. 250 nota 2 declarat: « la dottrina canonica vigente concorda in questa materia con il diritto romano e con il diritto antichissimo nonchè con tutti i diritti civili codificati contemporanei ». Iamvero hae legislationes ponunt radicem affinitatis in matrimonio valido, non in consummatione.

SACRA CONGREGATIO DE SACRAMENTIS

INSTRUCTIO S. CONGREGATIONIS DE SACRAMENTIS AD LOCORUM ORDINARIOS PRO POSTULANDIS APOSTOLICIS INDULTIS ..... 2) ALTARIS PORTATILIS.

§ 3. *Instructionis S. C. de Sacramentis (II partis) de postulando privilegio altaris portatilis explanatio.*

1. Privilegii arae viaticae geminum fontem a canone 822 § 2 memoratum, *ius* nempe et *indultum*, expresse recolit ac describit Instructio sub n. 2 partis II. Ius vero ibi sub duplici aspectu accipitur, *ius* nempe *commune* Codicis I. C., et *ius privilegiatum*, quod a privilegio emanat quo gaudent de Apostolicae Sedis beneplacito quaedam taxative designatae ecclesiasticae personae in hierarchiae eminentioribus gradibus constitutae. Et ita vi communis iuris Codicis hoc privilegio fruuntur dumtaxat: a) *S. R. E. Cardinales* (can. 239 § 1 n. 7); b) *Exc.mi Episcopi tum residentiales tum titulares* (can. 349 § 1 n. 1); c) *Vicarii et Praefecti Apostolici* (can. 294 § 1; 308); d) *Abbates et Praelati nullius* (can. 323 § 1); necnon e) *Administratores Apostolici* (can. 315).

Equidem magnopere decet valdeque praestat ut hi praestantissimi Praesules, in tam ampla ecclesiastica dignitate collocati, qui gravioribus officiis incumbunt potioresque in Ecclesiae regimine partes explent, hoc privilegio ipso communi iure polleant, etsi non omnes sint charactere episcopali aucti; spectata praesertim sacri ministerii necessitate vel utilitate, quod pro munere suo exercere tenentur. Celerum id cautum fuerat inde a perantiqua ecclesiastica traditione, ipsi Concilio Tridentino praevia, uti fuse in superioribus numeris vidimus. Insuper idoneas cautiones pro discreto huius privilegii moderamine atque abusuum remotione perhibent ipsa istorum Praelatorum dignitas muneraque ipsis credita.

2. Ex iure privilegiato nonnulli Romanae Curiae Praelati excellenti itidem ecclesiastica dignitate conspicuisque muneribus instructi et ipsi pauciori numero praefiniti, altari portatili gaudent: nempe vi Const. « *Ad incrementum* » Pii Pp. XI, diei 15 m. augusti 1934 (I et II), quos singillatim recenset Instructio. Sunt a) Exc.mi Praelati qui in SS. RR. Congregationibus Assessoris vel Secretarii munere funguntur; b) Magister seu Praefectus Cubiculi Secreti Summi Pontificis; c) Secretarius Tribunalis Signaturae

Apostolicae; d) Decanus S. R. Rotae; e) Substitutus Secretariae Status; f) Rev.mi Protonotarii Apostolici de numero Participantium; g) Praelati Auditores S. R. Rotae; h) Clerici Reverendae Camerae Apostolicae; i) Praelati Votantes et Referendarii Signaturae Apostolicae.

3. Porro Praelati omnes sub nn. 1 et 2 recensiti praeterea privilegio pollent *oratorii privati*, quibus proinde ius competit quotidie Sacrum litandi, iis tantum exceptis diebus, qui proprio sacerdotis ritu excluduntur (can. 820); et omnes fideles, qui ipsorum Missae adsistunt, praecepto de audiendo Sacro rite planeque semper satisfaciunt (Instr. II n. 2).

Itaque a) *Patres Cardinales* vi can. 239 § 1 n. 4° facultate fruuntur « *celebrandi vel alii permittendi ut coram se celebret Missam in feria V maioris hebdomadae ac tres Missas in nocte Nativitatis Domini* »; et n. 7° « *celebrandi super aram portatilem non solum in domo propriae habitationis, sed ubicumque degunt: et permittendi ut alia Missa, ipsis adstantibus, celebretur* »; ac n. 8°; « *celebrandi in mari, debitis cautelis adhibitis* »; b) *Episcopi* sive *residentiales* sive *titulares* facultate gaudent facta Cardinalibus a cit. can. 239 § 1 nn. 7 et 8, necnon facultate enunciata sub relato n. 4 « *dummodo non teneantur celebrare in cathedrali* » (can. 349 § 1 n. 1); c) *Vicarii et Praefecti Apostolici*, charactere episcopali aucti, pollent iisdem privilegiis honorificis, quae ius concedit Episcopis titularibus, ac proinde privilegio utuntur tum arae viaticae tum oratorii domestici ad normam cit. can. 239 § 1 n. 4 « *dummodo non teneantur celebrare in Cathedrali* » et n. 7 atque 8; si autem charactere episcopali careant, habent tantum, durante munere et in proprio territorio, privilegia Protonotariorum Apostolicorum de numero Participantium, inter quae adcensetur privilegium altaris portatilis et domestici sacelli (can. 308) (cfr. Const. *Ad incrementum* n. XXX et n. XLVI; d) *Abbates* et *Praelati Nullius* dicendi sunt et ipsi pollere iisdem privilegiis honorificis Vicariorum et Praefectorum Apostolicorum, prout charactere episcopali sint insigniti necne (can. 323); e) *Administratores Apostolici* sicuti iura ita et officia ac privilegia recipiunt, quae in litteris apostolicis eis conferuntur, sed nisi in eisdem aliud caveatur expresse, ea desumuntur ex cann. 315-318 (can. 314); vi autem can. 315 Administratores Apostolici, quamvis charactere episcopali careant, permanenter constituti fruuntur iisdem iuribus et honoribus ac Episcopi residentiales; quod si ad tempus dati sint, circa honorifica privilegia valet praescriptum can. 308, uti diximus sub litt. c) (cfr. Const. *Ad incrementum*, n. XXX).

4. Animadvertere non erit abs re memoratam Constitutionem « *Ad incrementum* », quae inscribitur « *De quibusdam Praelatis*

Romanae Curiae et variis eorum ordinibus » subsecutam esse Apostolicas Litteras *Motu proprio* « *Inter multiplices* » a S. Pio X datas die 21 febr. 1905, quae agunt « *De Protonotariis Apostolicis, Praelatis Urbanis et aliis qui nonnullis privilegiis Praelatorum propriis fruuntur* ». Insignia igitur, munera, facultates et privilegia etc. quibus nonnulli Romanae Curiae Praelati honestantur, ad novam formam ac rationem revocata sunt in memorata Constitutione « *Ad incrementum* », quae omnia huiusmodi in antecessum vigentia penitus abolevit atque proscripsit sequenti tam peremptoria atque amplissima forma ut nullum amplius dubium supersit quin eadem in suo robore maneant nisi in eadem Constitutione contineantur: « *Non obstantibus, quatenus opus sit cann. 4, 10, 70 ss., 102 § 2 Codicis I. C., privilegiis hucusque qualibet forma et quovis modo Collegiis concessis, quae, si et quatenus hac Constitutione non continentur, ut a limine diximus, plene revocamus, aliisque constitutionibus et ordinationibus et rescriptis Apostolicis, viva quoque voce datis aut propria manu signatis, vel qualibet firmitate alia roboratis et clausula quacumque vallatis, statutis, consuetudinibusque, ceterisque contrariis, quibuscumque, etiam specialissima et individua mentione dignis, iis non exceptis, quibus forsan cavetur ne data privilegia ulla derogatoria clausula cessent* ». (Const. Ap. « *Ad incrementum* » sub finem).

Huiusmodi praescripta suo practico momento non carent ex infra dicendis.

5. Quaestio equidem non otiosa solvenda proposita fuit a Canonico Poenitentiario Ecclesiae Metropolitanae X Sacrae Congregationi de Sacramentis, quae respiciebat nonnullarum Ecclesiarum Metropolitanarum in Italia extra Urbem Canonicos, quibus privilegia Protonotariorum de numero Apostolica Sedes temporibus praefatae Const. « *Ad incrementum* » praeviis concesserat ubique fruenda. Post editam Instructionem nostram rogata igitur fuit eadem S. Congregatio: « *Competitne in praesentiarum istis Canonicis praeter alia privilegia etiam privilegium oratorii domestici?* »

Sacra Congregatio ad quaestionem dirimendam opere usa est cuiusdam lectissimi Consultoris, cui sequentia animadvertere placuit.

Certum est Canonicos Basilicarum Patriarchalium Romanarum ex *Motu Proprio* « *Inter multiplices* » adnumeratos esse explicite inter Protonotarios Apostolicos Supranumerarios. Idem dici debet et de Canonicis quarundam Ecclesiarum Metropolitanarum extra Urbem in Italia exsistentium, quas memorat liber italice nuncupatus « *Annuario Pontificio* »: scil. *Concordien.*, *Florentinae*, *Goritien.*, *Patavinae*, *Panormitanae* (tum Metropolitanae tum Cappellae Palatinae), *Tarvisinae*, *Utinen.*, *Venetiarum;* quibus Protonota-

riorum de numero privilegia Apostolica Sedes concesserat *Motu Proprio* « *Inter multiplices* », ubique fruenda.

Praeterea Canonici Capitulorum Basilicarum Patriarchalium Romanarum, *si consecuti sunt Apostolicum Breve Praelati domestici*, sunt Protonotarii Apostolici Supranumerarii « *ad vitam* », ceteri dumtaxat tales habendi sunt « *durante munere* ».

6. Porro *Motu proprio* « *Inter multiplices* » quatuor numerat Ordines Protonotariorum, qui recensentur: 1) Protonotarii Apostolici de numero Participantium, qui proprie Collegium constituunt et sunt numero septem statuti; 2) Protonotarii Apostolici Supranumerarii; 3) Protonotarii Apostolici ad instar Participantium; 4) Protonotarii Apostolici titulares et honorarii.

Proinde dum omnes Protonotarii 1^i, 3^i et 4^i ordinis sunt nominati ad personam, solum Protonotarii Supranumerarii tales efficiuntur per aggregationem ad Capitulum quoddam.

Hinc consequitur quod dum omnes alii Protonotarii, qui sunt nominati personaliter, gaudent ipso facto, inde a nominatione, emissa Fidei professione ac praestito fidelitatis iuramento, omnibus iuribus et privilegiis classis Protonotariorum, ad quam pertinent; Protonotarii Apostolici Supranumerarii personaliter non fruuntur omnibus et singulis privilegiis recensitis a M. P. « *Inter multiplices* » pro ipsorum classe, sed tantummodo *si sint nominati Praelati Domestici Summi Pontificis* (cfr. M. P., nn. 14, 34 et Const. *Ad incrementum*, n. XXVI).

Hinc patet Protonotarios Apostolicos Supranumerarios, utpote tales effectos ob factum pertinentiae ad quoddam Collegium, pollere solis privilegiis quibus collegialiter uti possunt. At privilegium oratorii domestici est privilegium personale: proinde isti Protonotarii Apostolici Supranumerarii, qui non sunt etiam Praelati et non satisfecerunt praescriptionibus n. 34 MP. « *Inter multiplices* », eodem privilegio frui non possunt [1].

---

[1] « N. 14. Canonici omnes, etiam Honorarii tum Patriarchalium Urbis, tum aliarum Ecclesiarum, de quibus supra, tanquam singuli, insignibus et iuribus Protonotariorum ne fruantur, nec gaudeant nomine et honore Praelatorum, nisi prius a Summo Pontifice inter Praelatos Domesticos per Breve adscripti sint, et alia servaverint quae infra num. 34 dicuntur. Protonotarius autem *ad instar*, qui Canonicis eiusmodi accenseatur, eo ipso privilegia Protonotarii Supranumerarii acquiret. » (M. P. « *Inter multiplices*) ».

« N. 34. Recensita hactenus privilegia illa sunt quibus dumtaxat Protonotarii Apostolici Supranumerarii fruuntur. Verum, cum eadem collective coetui Canonicorum conferantur, Canonici ipsi, tamquam singuli, iis uti nequibunt, nisi Praelati Urbani fuerint nominati et antea suae ad Canonicatum vel dignitatem promotionis et auspicatae iam possessionis, atque inter Praelatos aggregationis, ut n. 14 dicitur, testimonium Collegio Protonotariorum Participantium exhibuerint; ac de his

Haec logica interpretatio *Motu proprio* confirmatur ab eodem *Motu proprio*, n. 20, ubi conceditur omnibus Protonotariis facultas interveniendi Cappellis Papalibus, et praecise excluduntur ii Protonotarii, qui Praelati non sunt, et quidem hac de ratione, uti textus adnotat, « *non vero omnibus iuribus gaudent* » [2].

Nec iuvat provocatio ad Const. Ap.cam « *Ad incrementum* » Pii PP. XI, ipsa enim dumtaxat confirmat ea quae S. Pius X sanxit suo *Motu Proprio*, ad quod expresse provocat (cfr. nn. 54, 55).

7. Ast Canonicus Poenitentiarius Ecclesiae Metropolitanae X, qui quaestionem S. Congregationi de Sacramentis solvendam detulerat ad thesim suam roborandam, scil. ad vindicandum privilegium sibi competens oratorii domestici qua Canonicus Capituli Metropolitani X, provocabat ad Const. Apost. Leonis PP. X, diei 8 m. ian. 1516, quae confirmata fuerat a Clemente XII per Breve 2 m. ian. 1731 et in qua intra alia expresse statuebatur Canonicos Metropolitanae Ecclesiae X esse Protonotarios Apostolicos Supranumerarios; quod insuper confirmatum fuerat duobus Decretis Sacrae Rituum Congregationis, diei 20 m. mart. 1886 et 14 m. nov. 1906.

Hinc ad sequentes conclusiones devenerat praefatus Canonicus Poenitentiarius, voto cuiusdam probati canonistae, (uti aiebat), confisus:

a) Canonicos Metropolitanae Ecclesiae X in Italia (extra Urbem) esse Protonotarios Apostolicos Supranumerarios;

b) Ipsos frui omnibus iuribus, privilegiis et praerogativis, quae spectant ad supradictos Prot. Ap.cos Supranumerarios, inter quae facultate oratorii domestici;

c) Singulos Canonicos, ut gaudere possint atque frui enunciatis iuribus et privilegiis et praerogativis non teneri ad postulandum et personaliter impetrandum Breve Apostolicum Praelati Domestici;

d) Quae proinde praecipiuntur in *Motu proprio* « *Inter multiplices* » S. Pii X nn. 14 et 34, applicari non posse quaestioni, quae respicit Canonicos Ecclesiae Metropolitanae X.

---

postea, exhibito documento, proprium Ordinarium certiorem fecerint. Quibus expletis eorum nomen in sylloge Protonotariorum recensebitur » (M. P. « *Inter multiplices* »).

[2] « N. 20. Cappam laneam violaceam, pellibus ermellini hiberno tempore, aestivi autem rubini coloris serico ornatam, induent in Cappellis Pontificiis, in quibus locum habebunt post Protonotarios Participantes. Ii vero Canonici Protonotarii, qui Praelati non sunt, seu nomine tantum Protonotariorum, non vero omnibus iuribus gaudent, ut numeris 13 et 14 dictum est, in Cappellis locum non habebunt, neque ultra limites pontificiae concessionis habitu praelatitio et piano de quibus n. 16 et 17, uti nunquam poterunt » (M. P. « *Inter multiplices* »).

8. Ad refellenda argumenta adducta a Canonico Poenitentiario oratore probe attendendum est ad ea quae praescribuntur in parte introductiva *Motu proprio* S. Pii X « *Inter multiplices* ». « *Nostrum ergo est* (aiebat Sanctus Pontifex) *illorum* (Episcoporum) *excelsae dignitati sedulo prospicere, eamque pro viribus coram christiano populo extollere* ». Et quoniam Praelati Episcopo inferiores ob varias concessiones, abusus, falsas interpretationes, usurpassent privilegia et iura ad solos Episcopos spectantia, ita Sanctus Pontifex suo *Motu proprio* abolevit quamcumque anteriorem concessionem, etiam pontificiam, et voluit quod privilegia et insignia Protonotariorum Apostolicorum unice regerentur nova lege [3].

Recursus igitur, quem orator interponit, ad concessiones Leonis X et Clementis XII omnino extra locum est ponendus.

Restat igitur ut tamquam unicus fons, iure quo nunc regimur, permaneat *Motu proprio* « *Inter muliplices* », quod est norma taxativa privilegiorum et insignium Protonotariorum Apostolicorum. Constitutio autem « *Ad incrementum* » Pii PP. XI et posteriores responsiones S. Rituum Congregationis, quae diximus plane confirmant.

Porro Canonicos Ecclesiae Metropolitanae X gaudere privilegiis Prot. Ap.rum Supranumerariorum palam est. Litterae *Motu proprio* « *Inter multiplices* » explicite admittunt inter numeratos Protonotarios Supranumerarios, praeter Canonicos Patriarchalium Basilicarum Romanarum, etiam Canonicos quarundam Ecclesiarum extra Urbem, uti diximus, « quibus privilegia Protonotariorum de numero Apostolica Sedes concesserit, ubique fruenda ». Quas quidem Ecclesias taxative recenset memoratus liber qui « *Annuario Pontificio* » inscribitur. Haec Capitula habebant ex praecedentibus concessionibus privilegia Protonotariorum de numero; at nunc tem-

---

[3] « Quamobrem, ne antiquiora posthabeantur sapienter a Praedecessoribus Nostris edita documenta, quin imo, ut iis novum robur et efficacia adiiciatur, atque insuper praesentis aevi indoli mos iuste geratur, sublatis omnibus consuetudinibus in contrarium, nec non amplioribus privilegiis, praerogativis, exemptionibus, indultis, concessionibus, a quibusvis personis, etiam speciali vel specialissima mentione dignis, nominatim, collective, quovis titulo et iure, acquisitis, assertis aut praetensis, etiam Praedecessorum Nostrorum et Apostolicae Sedis Constitutionibus, Decretis aut Rescriptis confirmatis, ac de quibus, ad hoc ut infirmentur, necesse sit peculiariter mentionem fieri, exquisito voto aliquot virorum in Canonico iure et liturgica scientia peritorum, reque mature perpensa, motu proprio, certa scientia ad de Apostolicae potestatis plenitudine, declaramus, constituimus, praecipimus, ut in posterum, Praelati Episcopis inferiores aliique, de quibus infra, qua tales, non alia insignia, privilegia, praerogativas audeant sibi vindicare nisi quae hoc in Nostro Documento, Motu proprio dato, continentur, eademque et ratione et forma hic subiiciuntur. « (M. P. « *Inter multiplices* » pars introductiva).

poris eadem amiserunt quia eorum Canonici distincti sunt a primis et positi in categoriam Prot. Ap.rum Supranumerariorum.

Ceterum argumentum in favorem suae thesis a Canonico oratore depromptum a Decreto S. Rituum C. diei 14 m. nov. 1906 tantummodo probat Canonicos memoratae Eccl. Metropolitanae esse Protonotarios ac proinde frui eorum privilegiis.

At idem est expresse declaratum a *Motu proprio* « *Inter multiplices* », quod agnoscit titulum Protonotarii etiam « iis qui dignitate aut canonicatu potiuntur in Capitulis aliarum quarundam extra Urbem Ecclesiarum, quibus privilegia Protonotariorum de numero Apostolica Sedes concesserit ubique fruenda ».

Et iste est casus recensitae Ecclesiae Metropolitanae X, cuius Canonici facti fuerunt Protonotarii a Leone X. Sed cuinam ordini seu categoriae pertinere debeant et quibusnam frui privilegiis, id determinatum fuit a *Motu proprio* « *Inter multiplices* »; quod reformavit et privilegia Protonotariorum.

Argumentum desumptum a Const. Ap.ca « *Ad incrementum* » Pii PP. XI n. 54 non est ad rem.

Conclusio proinde haec est: Canonici dictae Eccl. Metropolitanae X non gaudent personaliter iuribus, privilegiis et praerogativis Prot. Ap.rum Supranumerariorum independenter a titulo Praelati Domestici, et consequenter Canonicum Poenitentiarium oratorem non pollere privilegio oratorii privati, utpote destitutum Brevi Praelati Domestici.

Haec fuit responsio tradita quaestioni dirimendae ab eodem Canonico oratore S. Congregationi de Sacramentis propositae, quae ceterum, inspectis ipsius praeclaris meritis et commendatione Ecc.mi Archiepiscopi eius Ordinarii, eidem facultatem indulsit erigendi oratorium domesticum et asservandi in eodem SS. Eucharistiam.

9. Eandem quaestionem resolvendam proposuerunt S. Congregationi de Sacramentis RR.mi Canonici alius Ecclesiae Metropolitanae M., qui obtento privilegio Protonotariorum Apostolicorum *ad instar* [4], *collegialiter* poterant uti omnibus privilegiis concessis eorum categoriae, at ut iisdem gaudere valerent *personaliter* indigebant nominatione Praelati Domestici per Breve Apostolicae Sedis.

Hi canonici affirmabant se in ambitu dioecesis, posse tamquam privatas personas frui omnibus privilegiis concessis Capitulo *collegialiter* sumpto, et ideo privilegio oratorii domestici, etsi Breve

---

[4] Tales sunt durante munere Canonici Ecclesiae Collegiatae *S. Mariae ad Martyres in Urbe* et Ecclesiarum Metropolitanarum *Bononien., Calaritanae, Meliten., Mutinen.* et *Strigonien.* (cfr. italice: *Annuario Pontificio*).

Praelati Domestici non essent consecuti; et dumtaxat ut iisdem uterentur tamquam privatae personae extra dioecesim indigerent praefato Brevi. Eadem vero S. Congregatio super hac altera proposita quaestione votum requisivit eiusdem peritissimi Consultoris, qui in priori scripserat, quique sequentia animadvertenda censuit.

Interpretatio data a praefatis Canonicis est contraria spiritui et litterae *M. P.* « *Inter multiplices* », constanti interpretationi ac praxi Sacrae Rituum C. atque praxi Basilicarum Romanarum.

Re enim vera titulus Protonotarii Apostolici Supranumerari nunquam conceditur privatae personae, sed tantum talis quis efficitur per aggregationem cuidam Capitulo Basilicae Patriarchalis aut alius Ecclesiae extra Urbem, quae privilegium istud obtinuit. Conferatur M. P. « *Inter multiplices* » ad n. 13, 14 et 34, ex quibus colligitur Legislatorem voluisse concedere cuidam Capitulo, sed intuitu Capituli, quaedam privilegia ut iisdem frueretur *collegialiter;* sed noluit concedere ea privilegia singulis canonicis uti personis privatis (M. P. n. 80).

Quae autem dicuntur de Prot. Apost. Supranumerariis, praedicanda sunt et pro Protonotariis *ad instar*, nam Motu Proprio pro istis utitur iisdem verbis. Ita ad n. 42: « Inter Prot.rios Apost.cos *ad instar* Participantium illi viri ecclesiastici adnumerantur, quibus Apostolica Sedes hunc honorem conferre voluerit, ac praeterea Dignitates et Canonici alicuius Capituli praestantioris, quibus collegialiter titulus et privilegia Protonotariorum cum addito *ad instar*, ubique utenda, fuerint ab eadem Apostolica Sede collata. Canonici enim, qui aut propria tantum ecclesia vel dioecesi titulo Protonotarii aucti sunt, aut nonnullis tantum Protonotariorum privilegiis fuerint honestati, neque Protonotariis aliisve Praelatis Urbanis accensebuntur neque secus habebuntur ac illi de quibus hoc in Nostro documento n. 80 et 81 erit sermo ». Et post enumerationem privilegiorum concessorum *ad instar* nominatis collegialiter, quia pertinentibus ad Capitulum, Motu Proprio affirmat ad n. 50 « Qui Canonicorum coetui adscriptus, cui hactenus recensita Protonotariorum *ad instar* privilegia concessa sint, tamquam privata persona iisdem uti velit, prius Breve Pontificium, uti dicitur nn. 14 et 43, de sua inter Praelatos Domesticos aggregatione, servatis servandis, obtineat, simulque suae ad Canonicatum vel Dignitatem promotionis, initaeque possessionis ac inter Praelatos aggregationis testimonium Collegio Protonotariorum Participantium exhibeant ».

Ceterum elocutio « *tamquam singuli* », quod debeat intelligi uti *persona privata* et ideo afficiat Canonicum non solum extra suam Dioecesim aut suae Ecclesiae, sed etiam in eadem sua Dioecesi aut Ecclesia, patet evidenter a dispositione punitiva eisdem Motu Proprio ad n. 56 « Qui secus facere, aliisve, praeter memorata, privi-

legiis et iuribus uti praesumpserint, si ab Ordinario semel et bis admoniti non paruerint, eo ipso Protonotariatus titulo, honore, iuribus et privilegiis, tamquam singuli, privatos se noverint »: ubi locutio *tamquam singuli* evidenter respicit personas in ambitu propriae Dioecesis et non, uti vellet contraria thesis, extra Dioecesim.

S. R. Congregatio semper censuit quod ut Canonicus uti valeret personaliter frui privilegiis Protonotariorum Ap.corum concessis eius Capitulo collegialiter, deberet obtinere Breve Praelati Domestici.

Praxis observata a Basilicis Romanis concordat cum hac interpretatione.

Unicum argumentum allegatum a Canonicis oratoribus Eccl. Metrop. M. est epistula quaedam Rev.mi Domini Bressan, Cappellani Secreti S. Pii X, quam affirmant nomine eiusdem Pontificis ad Praefectum S. R. Congregationis missam quae interpretabatur n. 34 Motu Proprio « *Inter multiplices* ». Porro haec epistula, etsi diligentissime requisita in Archivo memoratae S. C., reperta non fuit.

Ista epistula diei 2 m. iunii 1911, quae reproducta est a Sac. Carcavilla, Canonico Metrop. Eccl. Panormitanae in quadam monographia edita a. 1912 sequentia referebat: « Si interpreti ufficialmente il n. 34 del M. P. « Inter multiplices » dichiarando che i privilegi tutti accordati ai Canonici Prot. Apostolici possono usarsi in Cattedrale e nelle Diocesi rispettive; e che il poterne usufruire *tamquam singuli* s'intende fuori della Diocesi, che ha avuto tali privilegi ».

Obiter adnotamus aequivocam et obscuram expositionem in ipsa relatam, sed quid ipsa affirmet fusius videamus.

Quaesitum propositum Rev.mo Bressan generale erat: nempe « Ubi et quando dicti Canonici possunt uti suis privilegiis »? Et responsio pariter generalis prodiit: « privilegiis dictorum Canonicorum... collective Capitulo concessis, uti possunt Canonici omnes collegialiter, etiam non Praelati, in propria Cathedrali Ecclesia et in tota Dioecesi ». Quod postea confirmatum fuit canone 409 Codicis I. C.

Privilegiis e contra concessis singulis personis hi Canonici frui possunt etiam extra Dioecesim, quia talia privilegia personalia data sunt directe ab Apostolica Sede per Breve v. g. quando quis nominatur Protonotarius vel Praelatus.

Quod iste sit sensus tribuendus locutioni « e che il poterne usufruire *tamquam singuli* si intende fuori della diocesi, che ha avuto tali privilegi » clarum apparet, quia responsio refertur ad n. 34 M. P. Nam evidenter absurdum esset affirmare quod Canonicus non Praelatus, at qui pars est Capituli, quod gaudet v. g.

privilegiis Prot. Apost.rum ad *instar*, possit extra Dioecesim gaudere privilegiis, quibus ne in sua quidem Dioecesi tamquam singulus frui valet.

Et ideo *privilegium oratorii privati*, etsi adcenseatur inter privilegia Prot. Apost.rum *ad instar*, non competit iis Canonicis qui personaliter non impetraverint nominationem Apostolicam Praelati Domestici.

Responsio igitur prodita a S. C. de Sacramentis fuit: « *Canonici Ecclesiae Metropolitanae M., qui Praelati non sint, frui nequeunt privilegio oratorii privati* ».

Aliquandiu sumus immorati in his quaestionibus explanandis ad errorem propulsandum sat late vulgatum, in quem lapsi sunt et « probatus Canonista » a praefato Canonico Poenitentiario consultus et Canonici Eccl. Metrop. M. Sane mirum est hunc errorem adhuc perseverare post tot elapsos annos ab edito M. P. « *Inter multiplices* ». Forsan locus magis proprius de hac quaestione disserendi erat in commentario de privati oratorii disciplina noviter invecta a S. C. de Sacramentis desuper confecto; occasio tamen favens nobis nunc porrigita est de illa loquendi nempe in enucleanda disciplina de altari portatili, quo nonnulli praestantiores Romanae Curiae Praelati ex privilegio pollent una cum facultate erigendi in privatis aedibus domesticum sacellum.

§ 4. *Regulae noviter per Instructionem inductae quibus S. C. de Sacramentis moderatur indulta altaris portatilis.*

1. Procul dubio peculiari animadversione indiget indultum *arae portatilis*, quod *per rescriptum Apostolicae Sedis* concedi'tur, ut nonnulla praecaveantur incommoda, scil. ex una parte ne ex nimio instaurato rigore detrimentum inferatur aequae christiani populi devotioni aut etiam nonnullarum personarum necessitati aut evidenti utilitati, et ex altera ne nova facilis perhibeatur ansa abusibus ex immodica instaurata licentia.

Utrique excessui naviter mederi studet Instructio in parte II nn. 3-8, ubi rationes et procedendi modum clare ostendit in moderandis indultis altaris portatilis.

2. Sub n. 4 Instructionis edicitur S. Congregationem solere privilegium huiusmodi elargiri: a) *ob causam verae necessitatis evidentisve utilitatis;* b) *in finem exclusivum aut praevalens religiosi cultus;* c) *solis presbyteris, quippe qui perhibeant recti exercitii indulti argumenta maiora.*

In talibus statuendis disciplinae normis S. Congregatio evidenter ad germanum tridentinum ius se conformavit, quod abusibus iam pridem inolitis in subiecta materia aditum praecluserat, vesti-

giisque institit disciplinae a S. C. Concilii tridentini iuris unica interprete instauratae. Profecto hanc fuisse univocam mentem Apostolicae Sedis luculenter vidimus in brevi historia huius privilegii (p. II § 1) inde a primis christiani aevi temporibus, quum facultas super ara viatica litandi indulgeri coepta est: largior enim indulti concessio quae temporis decursu sensim sine sensu usuvenit rationibusque determinata longe alienis a germanis normis quibus antiquitus indultum hoc regebatur, potius quam divinorum Mysteriorum ordinatum ac rationabile exercitium, verius corruptelam eiusdem merito convenit nuncupari uberemque fontem lamentabilium incommodorum.

Instructio praecipuos frequentioresque casus enunciat, exemplorum instar, qui ordinarie S. Congregationem inducunt ad hoc indultum concedendum: plane singularis est casus:

a) sacerdotum quos animarum ministerium exercere contingit inter fideles dissita loca incolentes, in quibus ecclesiae vel desunt omnino vel longe distant, uti in amplissimis Asiae vel Americae regionibus aut in regionibus haereticorum aut schismaticorum (diaspora).

In priori casu plerumque agitur de territoriis et camporum in infinium patentium planitiis a civili consortione segregatis, ubi ne consociatae quidem humanae vitae invenitur vestigium: porro coloni in ista loca se conferunt tempore sationis, segetes colligendi et pabulum secandi, atque aliquandiu iidem ibi consistunt, ubi non solum ecclesiae desunt, sed nec aedes aut conclave reperitur Sacro litando idoneum. Pastoralis necessitas consulendi animabus istorum ruricolarum postulat ut saltem aliquando iisdem possibilitas perhibeatur Sacrum audiendi ad ecclesiasticum et non semel ad ipsum paschale praeceptum adimplendum, et tunc solummodo eorum necessitati subveniri potest per Missam litandam super altari portatili et quidem sub dio. Tali occasione ceteros etiam sacri ministerii actus explere valet sacerdos celebrans, uti praedicationem verbi Dei, catechesis institutionem, sacramentorum administrationem et similia; etenim territoria ista aeque possunt comparari cum catholicarum Missionum regionibus, in quibus animarum curae prospiciatur oportet per media, quae communem disciplinam excedunt.

Reverentiae autem Sacris Mysteriis sub dio celebrandis debitae tunc consulitur per obligationem presbytero litaturo impositam tentorium erigendi ad tria latera altaris descendens, tabernaculi seu aulaei instar, etiam ad praecavendam dispersionem sacrarum Specierum panis ope ventorum (cfr. *Litt. Apost. Pii PP. XI*, 30 m. april. 1929, A. A. S., a. XXI, pag. 554-557).

In altero casu, quum agitur de spirituali assistentia praestanda catholicis fidelibus numero paucioribus cum acatholicis longe maiori numero admixtis, quos vivere contingit in locis, ubi catholicae ecclesiae desunt aut ad invicem procul distant, consulitur fidei servandae ac solidandae fidelium per actus divini cultus et sacramentorum administrationem, cum iidem in constanti periculo versentur catholicae fidei amittendae, saepe enim circumveniuntur erroribus et insidiis acatholicorum. Frequenter accidit ut istis casibus actui catholici cultus praeclarissimo, qualis est Missae sacrificium, provideri debeat per illius celebrationem super altari portatili, quamvis non sub dio sed in privatis aedibus.

b) Alterum casum recenset Instructio l. c. in quo indulti necessitas postulatur ab aliqua sollemnitate religiosa aut etiam civili magno cum populi concursu celebranda quem ecclesiae, licet in loco exsistentes, capere non valent.

De hac necessitate vel minus litandi extra ecclesias occasione civilium caeremoniarum superius (§ 2 n. 2) [5] locuti sumus idque sufficiat; quodsi indultum postulatur pro aliqua sollemnitate religiosa, res iam per se patet: tunc enim usus indulti cedit in publicum bonum fidelium et servatis servandis quoad obsequium divino Sacrificio praestandum, tum antiqua tum nova disciplina rationabilis ratio suppetit eodem utendi.

c) Alia sat frequens occasio impetrandi indultum arae viaticae provenit ab usu qui nostro tempore late invalescit, videlicet honeste animi recreandi causa adulescentulorum masculini sexus, qui suis Cappellanis ducibus et auctoribus, feriarum tempore per campos et montes discurrunt locis sacris carentes. Tunc possibilitas audiendi Sacrum eis non facile porrigitur ob vel omnimodum ecclesiarum defectum vel earum longum intervallum interiectum, et ceterum si opportunitas ipsis perhibeatur audiendi Missam etiam diebus non de praecepto litandam super altari viatico, multum conferret ad pietatem eucharisticam in eis fovendam per sacramentorum susceptionem: sacerdotes enim ipsos comitantes de more facultatibus gaudent sacras confessiones recipiendi etiam extra suam dioecesim sacrasque contiones habendi. Ne et in hisce adiunctis abusus alicuius occasio intercedat, indulto adici solet clausula « *si desint ecclesiae aut oratoria vel longe dissita sint et sine gravi incommodo adiri nequeant* », secus indultum non solum vitio subreptionis laborat, cum clausula adiecta sit substantialis, corruatque necesse est, sed bona occasio adimitur praebendi fidelibus in loca sacra convenientibus optimum exemplum si iuvenes catholicarum associationum illuc veluti catervatim ad Sacrum audiendum se conferant.

[5] Cfr. Monitor Ecclesiasticus a. LXXXI, Fasc. II, an. 1956 pag. 235 seq.

Ad rem quum de indulto dissereret, quo ob ecclesiarum carentiam fruebantur itinerantes, iam suo tempore scite animadvertebat Gatticus (o. c., cap. XV n. 7): « Cum facultas circumscripta est locis, ubi ecclesiae vel oratoria desint et proinde itinerantibus non suppetit *commoditas ecclesiarum*, si commode ecclesia possit adiri legitima causa pro usu indulti careret prorsus et tamquam subrepticium nullius roboris haberetur. Ut sustineatur plenus privilegii vigor sufficit quod accessus ad ecclesiam sit itineranti *causa molestiae ac incommodi gravis:* nam si distantia ecclesiae per unicum aut duplex miliare saepe non sufficit ad dispensationem a praecepto audiendi Missam, attamen aliquando huiusmodi distantia nimium gravis videtur itinerantibus, qui non sine gravi incommodo ad eandem ecclesiam possunt accedere: puta si iter perageretur per montes aut vias impervias aut asperas; sive quia molestum valde foret ipsis tantam temporis moram insumere, sive aliis plurimis similibus ex causis, quibus iter agentes non raro sunt obnoxii. Igitur commoditas ecclesiarum inspici debet non solum quoad specialem privilegiatum sed etiam aliorum itineris comitum nempe ipsius curae ac regimini concreditorum, et ex alia parte istorum comitum incommodum redundet in ipsum privilegiatum quoties cogatur ecclesiam accedere aliquantulum distantem pro S. Sacrificio ».

d) Demum aliquando indultum largitur S. Congregatio in commodum sacerdotum, qui numerosiores interveniunt ad solemnes eucharisticos conventus, ubi ob infrequentiam ecclesiarum et necessitatem adstandi caeremoniis istorum conventuum nec tempus nec locus conveniens suppetit celebrandi Missam in publicis locis sacris. Agitur sane de casu vere singulari, qui valde raro accidit, quique exigit ut satisfiat per derogationem communis legis.

Hi sunt praecipui casus ab Instructione memorati, in quibus indulti concessioni locus fit: cum vero hi taxativi non sint necessario non excluditur ut et alii iisdem similes intercedant, quorum tamen iudicium, utrum idonei sint ad impetrandum indultum, S. Congregatio sibi reservat.

3. Remanet ut pauca dicamus de casu sacerdotis, qui indultum postulat unice *in sui commodum*. Instructio docet (l. c., n. 5), illud concedi dumaxat *ratione infirmitatis* ipsius indultarii, scil. cum ipse aegrotat et quidem ita graviter ut sine indulto Missam celebrare non valeat. Sane nimis durum foret isti sacerdoti, qui ob infirmam valetudinem ecclesiam aut oratorium, etiam domesticum, adire nequeat ad Sacrum litandum, diuturno tempore a celebratione se abstinere. Valida equidem ratio recurrit ut facultatem litandi domi ipse pro se imploret; quod et potiori de causa petere

valet si v. g. huc illuc discurrere cogatur pro valetudine recuperanda.

Ad abusus autem praecavendos, qui ab exercitio indulti oriri queant, S. Congregatio quasdam clausulas inserere solet apostolico indulto, et praecipere oratori ut pro usu dicti altaris consensum obtineat Ordinarii locorum, quum diversas peragrat dioeceses recuperandae valetudinis causa.

Ne incommoda autem, quae suppressionem huius privilegii suaserunt per Concilium Tridentinum, denuo reviviscant, praesertim cum indultarii privilegii sui publicam ostentationem perhibeant, aut si appetitum inanis gloriae captandae indicent, Ordinarii locorum iubentur, si minus rectum ac honestum indulti ipsius usum et exercitium comperiant, S. Congregationem edocere, quae evidenter indultum ipsum revocare festinabit, quolibet reiecto recursu in suspensivo ex parte indultariorum.

Profecto a priori excludi nequit quandoque intercedere temporum et locorum adiuncta, in quibus urgens causa suppetat pro concessione huius indulti sacerdotibus etiam extra casum infirmitatis itinerantibus per varia loca, ubi vel ecclesiae desint vel sint inaccessibiles: puta in regionibus paganorum, haereticorum aut schismaticorum. Instructio de hisce adiunctis silet omnino: attamen censemus, si quis vere extraordinarius casus recurrat, in quo indulti concessio necessaria appareat et abusui occasionem non praebeat, Beatissimo Patri posse supplicari ut gratiam indulgere dignetur.

Pariter notatu dignum est Instructionem mentionem omittere de concessione indulti facienda *oratoribus laicis*, secus ac antiquo iure, uti ex historia relata superius constat quum non solum personae imperatoria aut regia auctoritate praeditae sed et in conspicua dignitate constitutae, iustis accedentibus causis, huiusmodi facultate de benignitate Summorum Pontificum pollebant.

Sacra tamen Congregatio alio modo providere solet necessitati audiendi sacrum pro laicis ceteroqui erga Ecclesiam benemerentibus quum ratione infirmitatis in suum oratorium, quo gaudent, se nequeunt conferre, aut quamvis privato sacello careant, ut suam pietatem explere valeant. Scilicet indultum concedere solet litandi Missam in conclavi contiguo cubiculo, in quo aegrotans decumbit impar factus ab eodem egrediendo, e quidem ita aptato et collocato altari ut infirmus illud sacerdotemque celebrantem conspicere possit.

Ceterum id consonat cum iis quae retulit Gattico (o. c., cap. XIV, n. 9): « Causa infirmitatis raro... facultas in domibus laicorum celebrandi conceditur extra domesticum ipsorum oratorium

antea ex apostolico indulto ab Ordinariis locorum concesso. Si tamen aliquibus magnae nobilitatis ac dignitatis viris e proprio cubiculo propter gravem infirmitatem exire non valentibus datur, nunquam tamen eisdem permittitur intra cubiculum ipsum offerri, in quo lecto decumbunt. Tam ampla facultas, si aliquando conceditur, unice reservatur ad uberiorem spiritualem consolationem magnorum principum... ». Et exemplum affert unius concessionis factae a Benedicto XIV, die 10 m. maii 1741 cuidam magnae principissae.

Idem Auctor formulam exhibet adhibitam a memorato Summo Pontifice pro concessione huius privilegii causa infirmitatis, in qua sequentes reperiuntur clausulae » ...Tu, qui, ut asseris, nobilis... existis, propter nonnullas gravissimas et periculosas corporis infirmitates, quas pateris, e cubiculo tuo in civitate N. egredi et ad cappellam tuam palatii tui, in quo sacrosanctum Missae Sacrificium de Sedis Apostolicae licentia celebratur, accedere nequeas; nos spirituali consolationi tuae, quantum cum Domino possumus, benigne consulti teque specialis favoris gratia persequi volentes... Tibi, ut in aliqua mansione cubiculo tuo vicina, decenter ornata et ab omnibus domesticis usibus libera *unam Missam* pro unoquoque die, quo propter corporis infirmitatem huiusmodi cubiculo tuo egredi non poteris, super altari portatili per quemcumque sacerdotem... quanta maiori fieri poterit reverentia, celebrare facere illamque per fenestram seu cancellos audire ...libere et licite valeas... concedimus et indulgemus ».

Quod quidem indultum, celebrandi Sacrum in aliqua mansione domus iisdem fere clausulis communitum hodie concedit S. C. de Sacramentis laicis aegrotantibus, qui tam insigne privilegium ob egregia peracta opera in Ecclesiae bonum merentur, qui e cubiculo egredi non valent ob infirmitatem.

Spectata tamen temporum, morum aliorumque adiunctorum diversitate, hodie multo minus quam antiqua aetate necessitas suppetit *domi* celebrandi Sacrum in commodum privatorum et ipsius celebrantis etsi copia ecclesiarum non adsit pro itinerantibus sive presbyteris sive laicis; excepto casu quo iter peragatur per nationes paganas aut maiori ex parte acatholicas, in quibus ecclesiae vel desunt omnino vel aliae ab aliis longe distant. De more enim necessitati celebrandi extra ecclesias consulitur concedendo *sacerdoti itineranti* facultatem litandi in privato oratorio domus, in qua reperitur, loco tamen honesto atque decenti erigendo privatarum aedium etiam extra suam dioecesim ubicumque ipsum consistere contigerit.

4. Ne autem ex noviter instaurata disciplina inepte ac temere

egisse videatur S. Congregatio, sufficiat recolere quaedam incommoda quibus altaris portatilis abusus occasionem praebuit.

Delatum enim fuit eidem S. Congregationi in quadam Natione presbyteros nonnullos, sive saeculares sive religiosos, indulto arae viaticae praeditos, aestivo tempore rusticationis causa cursitare loca longe ab urbibus et pagis dissita etiam extra diocesim et Missam celebrare in sui commodum ubicumque sese reperiebant, in locis haud congruis et decentibus et sine observantia legum liturgicarum; nempe etiam in parvis tuguriis (italice: *capanne*, *baite*) ubi pernoctandi causa iidem consistebant et quo etiam pervenerant petulantes coetus peregrinorum (vulgo: *turisti*), quin sibi conscirent se tali modo avertere fideles complures ab adsistendo Sacro in publicis ecclesiis et ab audienda praedicatione verbi Dei, quae in iisdem traditur.

Alias sensim sine sensu res eo devenit ut instauraretur usus litandi Sacrum in silvis, nemoribus, lacuum litoribus, inter venandum et piscandum, uti secumferebant peregrinationi proposita praestituta illorum presbyterorum.

Quibus igitur similibusque incommodis tractu temporis edocta S. Congregatio usum altaris portatilis ad severiorem disciplinam coërcuit difficilioremque se praebuit huiusmodi indultum dilargiendo, quod nimiam praebet ansam delinquendo in sui exercitio, nisi concedatur personis prudentia et discretione praeditis.

Uti igitur supra diximus, quoties legitimis postulationibus arae viaticae ex parte sacerdotum aeque satisfieri potest per concessionem indulti oratorii domestici, aut facultatis celebrandi *domi*, in privatis aedibus loco clauso honesto ac decenti, si conclave ad litandum exclusive destinari nequeat, eadem S. Congregatio pro altari portatili alterutrum rescriptum indulget, quippe quod aeque consulat necessitati celebrationis et simul minus sit obnoxium abusibus inducendis.

5. Monitum equidem magni ponderis continet Instructio sub n. 6: memorat enim atque carpit malam consuetudinem nostris praesertim temporibus exortam post confectum postremum bellum, quaeque sat longe ac late grassatur, celebrandi nempe, extra necessitatem consulendi publico fidelium spirituali bono, caeremonias religiosi cultus ipsaque divina Mysteria extra ecclesias aut oratoria, quae nativa sunt loca eorum celebrationis, quibus ritibus explendis per consecratione aut benedictionem specialiter deputantur. Inibi praecipitur Ordinariis ut totis viribus hanc pravam consuetudinem oppugnent utpote iuris corruptelam gravemque conatum subvertendi ad profanum usum augustissima Ecclesiae Sacramenta sacrasque caeremonias et ritus.

Ecquis potest praestare vadimonium de congrua reverentia ac devotione exhibenda ritibus, caeremoniis ipsique S. Missae Sacrificio quando sub dio peragantur ex parte personarum eisdem adstantium? Si in publicis plateis locisque omnibus patentibus praefatae caeremoniae aguntur, non raro potest accidere ut homines irreligiosi aut impii nedum reverentia in res sacras destituti sed de proposito ab iisdem aversi illos irrideant ritus, indecora perpetrent, concrepent, fideles deturbent in suo secessu, profanos sermones proferant, ephemerides legant, vaporem emittant (italice: *fumino*); uno verbo Sacra profanent et ceterorum animum avertant a tranquilla piaque adsistentia actioni sacrae quae sub ipsorum oculis peragitur.

6. Maximi momenti haberi debet *locus* in quo ara viatica pro Missae celebratione est collocanda, ut quaelibet praecaveatur iniuria et irreverentia. Canon 822 § 3 praecipit ut iste locus sit *honestus* ac *decens;* Instructio sub n. 7 fere eadem verba usurpans iubet ut « *congruus* et *decens* », seu « *opportunus* et *honestus* » exsistat.

Quid vero requiratur ut locus talis habendus sit, perspicue l. c. ab Instructione edicitur.

Ex eo quod vi indulti arae gestatoriae Missa *ubique* celebrari potest, profecto non sequitur qualemcumque locum, nullo excepto, idoneum esse divinis Mysteriis litandis. Immo naviter erit curandum ut loci decentia et honestas deligatur, quae maiestati ac sanctimoniae eorundem Mysteriorum apte respondeat; seu eam perhibeat naturam et qualitates quae decorem conferant sacrosanctis Mysteriis, ipsorum securitati consulant atque congruentem commoditatem in celebratione praebeant ut arceatur periculum profanationis et effusionis sacrarum Specierum e Calice et dispersionis fragmentorum sacrae Hostiae ope ventorum; eiusque locus debet esse talis nitoris ut quidquid non sapiat sordidi et indecori: quare ex hoc capite excluditur *cubiculum* (italice: *camera da letto*), in quo aliquem dormire contingat.

Decentia autem propius respicit etiam mensam ipsam, quae petram sacram sustinet: ipsa omnimodam munditiam exhibeat necesse est et profanis usibus sit subducta; insuper ea latitudine ac longitudine praedita esse debet ut lapidem, calicem, missale rite sustinendi sit capax tutamque permittat Missae celebrationem ceteraque capere valeat SS. Sacrificii necessaria utensilia.

Inspecta igitur causa congruitatis locorum pro S. Sacrificio litando, ex mera concessione altaris viatici, non licet *sub dio* Missam peragere; cum saepe periculis atque incommodis plurimis exponatur Hostia Sancta, si passim sub aperto coelo Sacrificium permittatur:

v. g. si deerit tentorium quod altare protegat a ventis et intemperie.

Reapse S. Congregatio de Sacramentis indulto altaris portatilis semper sequentes inserit clausulas « *dummodo locus celebrationis Missae sit decens atque honestus et nullum adsit irreverentiae periculum; adhibito, si Sacrum sub dio litetur, tentorio ad tria altaris latera in formam aediculae descendente quo ipsum altare a ventis protegatur ne fragmenta disperdantur* ».

Antiquis temporibus dumtaxat Ministris Apostolicis iter arripientibus per regiones paganas atque haereticas, et Cappellanis militum concedebatur indultum celebrandi *sub dio* hac formula: « eos celebrare posse quocumque loco decenti etiam *sub dio et sub terra*... si aliter celebrari non possit ».

Loci congruitati respondere debet demum ipsa domus in qua litatur: nam si ob infideles et haereticos eam incolentes aliquod inconveniens et nulla rverentia sint pertimescenda a Sacro faciendo erit abstinendum.

Ratione decentiae loci in itineribus non potest celebrari in communibus vilibusque hospitiis atque tabernis, valde enim indecorum esset ut in deformi et ab omnibus etiam abiectissimis vectoribus frequentato diversorio Sacra conficiantur [6].

7. Aliud incommodorum fontem Instructio sub n. 8 repetit a non germana huius privilegii notione. Indultum arae portatilis sacerdoti, aut laico, concessum est *stricte personale*, seu uni indultarii personae suffragatur; ideoque si presbytero concessum ipse solus valet Sacrum facere, ceteris presbyteris exclusis; et pariter si laico datum huic uni inservit, atque fideles Missae adstantes in utroque casu legi de audiendo Sacro satisfacere non queunt, nisi aliud in indulto caveatur. Uti iam diximus, excipitur casus dumtaxat quo Missa *sub dio* celebretur, ex statuto canonis 1249.

Non deest aliquis Auctor [7], qui saltem probabiliter censeat posse sustineri etiam sub regimine Codicis I. C. omnes Sacro adstantes, quod super altari portatili litatur, si nihil in contrarium caveat indultum, festivum praeceptum implere. Et hac de allata ratione, quia in Codice unica exceptio praecepti satisfactionem praecludens respicit oratorium stricte domesticum vi canonis 1249.

Sententia huiusmodi nobis non arridet: etenim in citato canone 1249 praecise, quod attinet ad Missam *sub dio*, *expresse* statuitur satisfacere legi de audiendo Sacro qui Missae adest sub dio celebratae; proinde legitime videtur inferri quod, qui adest Missae aliunde litandae super eadem ara, praefatam legem non adimplet.

---

[6] Gattico, o. c., cap. XV, nn. 10 et 11.

[7] P. Matthaeus a Coronata, *De alt part., Sect. I, lib. II*, n. *123*.

Insuper cl. *Gatticus*, ab Instructione relatus, qui tempore Benedicti XIV suum opusculum « *de usu altaris portatilis* » scribebat atque optime noverat S. C. Concilii disciplinam, districte edocet alios, praeter indultarium aut indultarios, Sacro adstantes, quod in altari portatili litatur, « *nullatenus ecclesiastico praecepto auditionis Missae satisfacere, nisi expresse ad illos privilegii communicatio extendatur* ».

Cum Gattico concordat Card. P. Gasparri, *De SS.ma Eucharistia*, art. IV, § 1, n. 272, qui sequentia tradit: « *Missa celebrari non potest* (super altari portatili), *nisi praesente privilegiati persona, quae sola satisfacit praecepto* (de audiendo Sacro), *nisi aliud ex Brevi constet* ».

Ceterum Motu Proprio « *Inter multiplices* » n. 11, loquendo de coetu Protonotariorum Apostolicorum Participantium, iisdem facultatem confert: « declarandi omnibus qui Missae ipsorum intererunt, ubivis celebrandae, sive in oratoriis privatis, sive in *altari portatili, per eiusdem Missae auditionem diei festi praecepto rite planeque satisfieri* ».

Et in Const. « *Ad incrementum* » n. XLVI de iisdem Protonotariis edicitur: privilegio gaudent oratorii privati et altaris portatilis ad normam sacrorum canonum. *Omnes autem fideles, qui ipsorum Missae assistant, praecepto de Missa audienda rite planeque satisfaciunt* ».

Eadem vero verba usurpantur, quum agitur de Collegio Praelatorum Auditorum S. R. Rotae (*Ad incrementum*, n. LXXIV); de Collegio Clericorum Rev.dae Camerae Apostolicae (ibi, n. CVIII); de Collegio Praelatorum Votantium Signaturae Apostolicae et de Praelatis Referendariis eiusdem (ibi, n. CXXVII, d. et n. CXLV). Quae quidem verba non mere declarativa dicenda sunt, sed vere dispositiva.

Ex allatis exemplis liquido confirmari videtur iuris principium quo lex « *quod noluit tacuit, quod voluit expressit* »; et ideo si in indulto arae viaticae expressa non continetur facultas pro Missae adstantibus satisfaciendi praecepto, nullimode iidem tale praeceptum adimplent. Quod ceterum confirmatur ex praxi iam ante Instructionem servata a S. Congr.ne de Sacramentis indulgendi praefatam facultatem quandoque pro Missae adstantibus oratoribus nonnullis, qui fruebantur privilegio altaris portatilis, quod quidem privilegium expressam non referebat facultatem ad rem.

Unus excipitur casus, quo Episcopus Sacrum litet super ara viatica et aliud in sui commodum ibi celebrare faciat; tunc fideles omnes adstantes alterutri Missae praeceptum adimplent (cfr.

Gasparri, o. c., n. 269; Cappello, *De sacramentis in genere* etc., n. 759, 5) ex Decreto S. R. C. n. 3903 diei 19-V-1896 a Leone XIII probato quodque adhuc in suo robore, saltem pro hac parte, manere dicendum est.

Quidquid sit de Auctorum sententiis in contrarium ante Instructionem proditis, quaestio hodie resoluta dicenda est nullumque superesse dubium quin auditio Missae super altari portatili litatae non *sub dio* uni indultario inserviat pro satisfactione praecepti, nisi aliud in indulto caveatur; et cum Instructio a Beatissimo Patre in forma specifica fuerit adprobata, eidem derogare valet sola Apostolica Sedes.

8. Finem imponentibus commentario de altari portatili postremo enucleandus nobis occurrit numerus 9 Instructionis, qui sapientes amplectitur normas et cautiones locorum Ordinariis suppeditat, quibus hi uti tenentur quando agitur de postulandis talibus indultis. Tam perspicue hae normae cautionesque enunciantur ut paucis indigeant explicationibus. Hae id prae primis aperte ostendunt: nempe quanta cum parsimonia hoc indultum sit postulandum et quanta cum difficultate S. Congregatio idem largiatur, si praesertim in privatorum commodum vertat. Sobrie de iisdem quaedam tantum delibemus.

Sub littera a) Episcopi monentur, priusquam preces porrigant ad hoc apostolicum implorandum indultum, ut scite animadvertant utrum necessitati *sacerdotis infirmi* aeque consuli possit per rescriptum Missam litandi *domi*, loco honesto ac decenti, excluso cubiculo (italice: *camera da letto*); quod quidem indultum non prohibet quominus Sacrum litetur in aliqua mansione, seu conclavi domus, etsi profanis usibus destinata, dummodo nihil indecori aut minus honesti praeseferat. Ad rem non requiritur praevia adprobatio aut visitatio Ordinarii, cum in casu institui nequeat paritas cum indulto oratorii domestici, quod stabiliter divino Sacrificio deputatur. Hoc casu uti licet *armario* pro Sacro litando, de quo locuti sumus sub § 3 n. 16 Commentarii « *de oratorio domestico* ». Et quatenus Episcopi compererint infirmi sacerdotis necessitati hoc remedium sufficere, supplicari debent pro indulto dumtaxat « *litandi Missam domi loco honesto atque decenti* », mentione omissa altaris portatilis.

Quatenus vero idem sacerdos pro recuperanda valetudine fines suae dioecesis egredi debeat, postulare poterit extensionem eiusdem indulti ad plures dioeceses.

Sub littera b) Instructio cavere studet ne Missa litetur in *cubiculo* tum si sacerdos rescriptum impetraverit celebrandi loco honesto ac decenti, tum si verum indultum altaris portatilis in eius

propria et completa significatione acceptum; quisque enim per se videt quantum dedeceat ut Sacrum celebretur in cubiculis, quae ad dormiendum sunt destinata. Equidem magnopere addecet et requiritur ut divino Sacrificio aliqua honesta decenterque ornata domus mansio deputetur.

Sub littera c) erudiuntur locorum Ordinarii quomodo sese gerere debeant in suscipiendis precibus pro implorando tanto privilegio: ad rem caute hi procedant necesse est, cum istud plerumque vertere debeat in publicum fidelium bonum, quare accurate est inquirendum utrum in singulis casibus canonica causa *verae necessitatis* aut *evidentis utilitatis* reapse suppetat. At cura inquirendi non est minuenda etiam si indultum poscatur in privatum bonum alicuius presbyteri aegroti. Super infirmitatis causa erit studiose investigandum utrum revera ipsa in casu exsistat, nec Ordinarii acquiescendum putent soli oratori eandem alleganti, sed per peritum medicum ex officio deputandum inquisitionem peragant de exsistentia, gravitate, diuturnitate atque natura, utrum nempe ea sit, quae necessario requirat concessionem indulti. Cautiones huiusmodi forsan prima fronte nimiae possunt videri: at, inspectis huius indulti gravitate periculoque abusus cui exponitur, intemperantiae arguendae non sunt.

Neque preces suscipiant iidem Ordinarii antequam certiores fiant sacerdotem hoc privilegio augendum sive in publicum sive in privatum commodum certum vadimonium praestare de discreto et legitimo usu privilegii, et de amotione cuiuslibet incommodi et irreverentiae ergo sacrosancta Mysteria celebranda.

Quo vero S. Congregatio securior evadat de simultaneo concursu conditionum omnium in unoquoque casu, *Ordinarii* tenentur *adiuncta omnia in precibus subministrare* ut ipsa decernere possit utrum ad indulgendum sufficiat easque preces in Audientia SS.mi deferat, Cui semper reservatum manet iudicium de sufficientia causae et idoneitate ad gratiam elargiendam.

Demum, excluso interventu ceterorum dioecesanae Curiae Officialium, *Episcopi ipsi* aut *Praelati*, *qui eis in munere succedunt*, quales sunt Vicarii Capitulares et Administratores Apostolici (cfr. § 4 n. 2 in nostro commentario « *de oratorio privato* »), minime vero Vicarius Generalis aut Delegatus Episcopalis, preces commendare tenentur, ne ex indulgentia Praelatorum inferiorum favor aut gratia humana potius quam vera necessitas tam praeclari privilegii concessionem provocet.

Sub littera d) Instructio edocet huius indulti adici solere alterutram clausulam « *de consensu Ordinariorum* » vel « *praemonito loci Ordinario* »: nempe quum indultarii in diversas dioeceses se

conferunt (puta: presbyter pro recuperanda valetudine, aut iuvenes actionis catholicae in comitatu congregati, qui recreandi animi causa per varia loca discurrant) et in diversis dioecesibus suo indulto funguntur. Ratio cur una prae altera clausula rescripto apponitur est reponenda in maiori facilitate adeundi Ordinarium proprium loci ad assensum impetrandum Sacrum litandi super ara viatica; ratio alterius clausulae e contra est collocanda in difficultate aut gravi incommodo impetrandi Ordinarii assensum ex nimio temporis spatio, quod decurrere deberet, dum interim urgeat Missae celebratio in loco.

Ad eundem tamen finem utraque clausula conspirat: nempe imprimis Ordinarios, quorum territorium indultarius ingreditur, edocendi de suo privilegio legitime impetrato, cuius documentum eis porrigere debet, iure enim meritoque Episcopi agnoscere debent advenas in suo territorio degentes hoc privilegio utentes; et deinde ipsis Ordinariis committendi officium vigilandi ne ab exercitio privilegii in suo territorio abusus aut inconveniens aliquod oriatur.

Ab hoc vigilandi onere Ordinariis commisso consectarium deducitur magni momenti: hi enim si quam comperiant gravem irreverentiam in divina Mysteria redundantem ab indultario commissam aut immoderatum indulti usum iure officioque pollent statim suspendendi exercitium privilegii et certiorem faciendi Ordinarium indultarii proprium de admissis excessibus, qui sua vice suspendere tenetur usum altaris portatilis et S. Congregationem commonefacere praestolans quid sibi faciendum ulterius supersit. Recursus contra hanc agendi rationem Ordinariorum non erit in suspensivo sed in devolutivo tantum: quapropter indultario illico erit abstinendum ab usu privilegii, etsi suas animadversiones valeat in sui excusationem, si se gravatum idcirco sentiat, Ordinario significare.

Sub littera e) recolitur obligatio commissa Ordinario loci indultarii proprio S. Congregationem edocendi de usu privilegii ab oratore facto quando, exspirato indulto antea impetrato, huius renovationem implorat, si rationes anteactae concessionis perseverent aut alia iusta causa intercedat. Id plurimum interest ut dignoscatur si orator praecedenti facultate debito cum moderamine, discretione ac reverentia gavisus sit, et vadimonium perhibeat ipsum etiam in posterum esse usurum eadem agendi ratione.

Demum sub littera f) continetur sat grave monitum, quod attinet ad honorem ac reverentiam quibus custodiri debeat ab indultario ipsum altare portatile, ratione habita consecrationis petrae sacrae, quam proinde debito cum decore et honestate prosequi te-

netur. Exinde et officium sequitur diligenter altare transferendi in itineribus et caute custodiendi, collocandi in decenti ac a sordibus munda capsula, ut quodlibet arceatur profanationis periculum. Instructio concludit revocando necessitatem ea omnia comparandi, quae Missae sacrificio stricte inserviunt, inspectis legibus liturgicis: vestes, vasa sacra, tres mappulas mundas ceteraque, a quibus nemo per indultum huiusmodi dispensatur iuxta Missalis Romani rubricas.

9. Binas formulas altaris portatilis a S. Congr. de Sacramentis adhibitas heic praestat referre in commodum Exc.rum locorum Ordinariorum quando legitimae succurrunt causae pro indulto ab Apostolica Sede postulando.

a) Formula rescripti altaris portatilis in publicum fidelium bonum pro locis valituri ubi ecclesiae vel oratoria publica desunt, at Missa in aliquo conclavi celebrari possit.

« Beatissime Pater,

Parochus loci ...Dioecesis... ad pedes S. V. provolutus humiliter postulat indultum altaris portatilis in commodum fidelium ab ecclesia paroeciali longe commorantium, ubi ecclesiae vel oratoria desunt.

S. Congregatio de disciplina Sacramentorum, vigore facultatum in Audientia SS.mi diei... infrascripto Cardinali Praefecto tributarum (vel vigore specialium facultatum a SS. Domino Nostro ...tributarum), attentis expositis et commendatione Exc.mi Ordinarii... eidem committit ut oratori gratiam indulgeat iuxta preces, dummodo locus Missae celebrationis sit decens atque honestus, nullum adsit erga S. Mysteria irreverentiae periculum, aliisque servatis de iure servandis. Contrariis quibuslibet minime obstantibus. Praesentibus valituris ad *triennium*, (vel *quinquennium*) ».

b) Formula rescripti altaris portatilis in commodum fidelium cum facultate praedicandi divinum verbum atque recipiendi sacras confessiones, quod conceditur moderatoribus quarundam congregationum catholicorum iuvenum animi recreandi causa loca ab ecclesiis dissita peragrantium, cum potestate litandi Sacrum etiam sub dio.

« Beatissime Pater,

Moderator Foederationis (aut Coetus) iuvenum catholicorum, dioecesis..., ad pedes S. V. provolutus, humiliter postulat facultatem permittendi sacerdoti, qui comitatur iuvenes masculini sexus ratione vacationum in montes, in agros vel in similia loca, indultum altaris portatilis, si ecclesiae desunt aut procul sunt, necnon indultum praedicandi verbum Dei atque confessiones excipiendi,

etiam extra dioecesim, sive sodalium sive aliorum iuvenum forte accedentium.

Sacra Congregatio de disciplina Sacramentorum, vigore facultatum in Audientia SS.mi diei... infrascripto Cardinali Praefecto tributarum (vel vigore specialium facultatum a SS.mo Domino Nostro ...tributarum), attentis expositis, et commendatione Ordinarii..., Oratori gratiam indulget iuxta preces, dummodo locus celebrationis Missae sit decens atque honestus; nullumque adsit irreverentiae periculum erga S. Mysteria, et cauto quoties Missa sub dio litetur ut adhibeatur tentorium quo altare a ventis protegatur ne fragmenta disperdantur, et sacerdotes sint adprobati ad confessiones audiendas a proprio Ordinario, aliisque servatis de iure servandis.

Praesentibus valituris ad *triennium* (vel *quinquennium*) de consensu Ordinariorum, vel si id fieri nequeat sine gravi incommodo, praemonitis Ordinariis locorum ».

Analoga praecedentibus usurpatur formula rescripti quando agitur *de presbytero oratore aegroto*, qui domo egredi non valet ad Sacrum litandum, aut ratione recuperandae valetudinis dioecesim suam aut diversas dioeceses lustrare cogatur; nisi ipse petat ut licentia detur litandi in conclavi, loco honesto ac decenti, quo in casu vide specimen formulae relatae sub n. 23 § 3 in nostro Commentario « *de oratorio privato* ».

CAESAR ZERBA

JURISPRUDENTIA
SACRÆ ROMANÆ ROTÆ
ALIORUMQUE TRIBUNALIUM ECCLESIASTICORUM

SACRA ROMANA ROTA

I°

Coram R. P. D. Arcturo Wynen, *Ponente*

Matriten.

(*Separationis*)

1. - Dñus Petrus, 32 annos natus, in oppido A. habitans, et Dña Laura, 22 aetatis suae annum agens, cum suis parentibus in oppido B. domiciliata, die 24 septembris 1945 in ecclesia paroeciali loci C. matrimonium inter se inierunt. Itinere nuptiali peracto et, propinquos invisendi causa, pluribus civitatibus peragratis, coniuges suum domicilium statuerunt in oppido A. Quattuordecim mensibus post nuptias, seu die 19 novembris 1946, ex hoc matrimonio natus est filius. Exitus vero huius coniugii ab initio valde infaustus erat; Laura nempe virum accusabat de non recto usu matrimonii, et Petrus uxorem arguebat quod publice fumabat et leviter se gerebat. Mense novembri anni 1947 Laura Matritum profecta est, ubi diversis Religiosis difficultates sui matrimonii exposuit eosque consultavit de modo, quo se gerere deberet. Matriti Laura per mensem commorata est, atque deinde non ad domicilium coniugale, sed ad domum paternam rediit, separationem a suo marito de facto constituens. Iuxta consilium suorum parentum et illorum sacerdotum, quos Matriti consultaverat, Laura decrevit causam separationis instituere.

2. - Ante omnia procedere debuit iuxta legem civilem suae patriae, cuius observatio a Tribunalibus ecclesiasticis postulatur. Disponit autem Codex de procedura civili hispaniensis in Titolo IV *Del deposito delle persone:* « Potrà ordinarsi il deposito: 1) di una donna sposata che si proponga di iniziare o abbia iniziato giudizio di divorzio (scl. « semipleno » manente vinculo, quoniam legislatio hispaniensis non cognoscit divortium plenum)... o l'azione di nullità di matrimonio » (art. 1880). Insuper statuit art. 1881: « Per decretare il deposito nel caso del paragrafo 1) dell'articolo precedente dovrà precedere una richiesta scritta della donna o di altra persona a cui ella lo ha richiesto ». Denique art. 1890 cavet: « Costituito il deposito, il Giudice emanerà il provvedimento intimando al marito di non molestare nè la moglie nè il depositario, previa ammonizione che si procederà contro di lui se egli venisse meno a tale disposizione; e alla moglie che, se dentro un mese non non risulterà che ella abbia intentato la domanda di separazione o

di nullià di matrimonio..., resterà senza effetto il deposito, ed essa avrà l'ordine di ritornare alla casa del marito ».

Quare Laura die 25 maii 1948 institit ut ipsa fieret « depositata » et ut suus pater constitueretur « depositario ». Sed iam ante hanc suam « depositionem » Laura providerat ut causam suam apud Tribunal Rotae Nuntiaturae Apostolicae introducere posset. Cum nempe sciret maritum in suo domicilio multos amicos habere, cumque timeret ne in parvo oppido A. inutiles rumores et scandala orirentur, die 28 aprilis 1948 petiit et die 8 maii obtinuit, ut Ordinarius dioecesis X. ab Exc.mo Nuntio Apostolico peteret facultatem introducendi causam separationis iam in prima instantia apud Tribunal Matritense Rotae Nuntiaturae Apostolicae; quae licentia die 3 iunii 1948 data fuit, « ob rationes, quas graves iudicavimus », sicuti in respectivo decreto declaratur.

3. - Laura proinde die 7 iunii 1948 adiit Tribunal Rotae Nuntiaturae Apostolicae, supplicem porrigens libellum, quo ob periculum suae animae et saevitias sui mariti petiit separationem quoad torum et cohabitationem, simulque animadvertit: « Essendo donna Laura stata depositata il giorno 25 maggio ultimo scorso in casa di suo padre, perchè il deposito non diventi senza effetto e perchè sia ratificato, si deve dimostrare, nel termine di un mese — come é disposto nell'art. 1890 della Legge di procedura civile — che é stata presentata domanda di separazione », seu expostulavit actum notarilem de exhibitione et acceptatione huius libelli.

Libello actricis exhibito et acceptato atque reiecta exceptione incompetentiae Tribunalis a viri patronis promota, Petrus die 27 septembris 1948 fecit actionem reconventionalem, postulans separationem ob vitam ignominiosam uxoris. Instituta et absoluta causae instructione, die 24 februarii 1950 prodiit sententia, quae ad dubia, partibus consentientibus, de mandato Praesidis Tribunalis statuta: I. « Se si deve concedere a donna Laura la separazione coniugale contro suo marito, don Pietro, per pericolo di anima e sevizie ». II. « Se si deve concedere a don Pietro la separazione coniugale contro sua moglie per causa di vita ignominiosa », sic respondit: *Negative ad utrumque dubium.* Ab hac sententia actrix appellavit ad Summum Pontificem, Qui Sacrae Romanae Rotae commisit causam in secunda instantia definiendam.

4. - Durante ampla causae instructione suppletiva, vir apud Tribunal tutelae pupillaris X. promovit causam incidentalem, postulans ut custodia et educatio filii, qui apud matrem commorabatur, delegaretur patri, et « che donna Laura sia considerata decaduta dal suo deposito per avere abbandonato volontariamente il domicilio del depositario ». Tribunal X. sua sententia diei 29 octobris 1951 custodiam et educationem filii partium attribuit patri, qui

deinde filiam concredidit curae eius avae maternae. Tribunal vero Y. in secunda instantia die 27 decembris 1951 infirmavit sententiam appellatam et restituit filium custodiae matris, inter alia animadvertens: « Essendo stato provato che la detta Signora si recò a Madrid con autorizzazione e sotto la responsabilità di suo padre, non si può parlare di disobbedienza al depositario, nè di abbandono del deposito ».

5. - Instructione causae separationis absoluta, exhibitis a Patronis partium defensionibus, et audito voto Promotoris iustitiae deputato, hodie tandem aliquando causa definiri potest respondendo ad bina dubia interveniente Promotore iustitiae rite concordata:

I. « An concedenda sit separatio Dñae Laurae contra maritum, ob periculum animae et saevitias ».

II. « An concedenda sit separatio Dño Petro contra uxorem, ob vitam ignominiosam ».

6. - In Iure. - Iuxta can. 1128: « Coniuges servare debent vitae coniugalis communionem, nisi iusta causa eos excuset ». Unica causa iusta, ob quam vitae communio, manente vinculo, in perpetuum solvi potest, est adulterium, debitis qualitatibus positivis et negativis praeditum (cfr. can. 1129 s.); de qua tamen causa non agitur in casu. Inter causas iustas temporaneae separationis, a can. 1131, § 1, non taxative sed exemplicative enumeratas, habentur: « Si alter coniux... vitam criminosam et ignominiosam ducat; si grave seu animae seu corporis periculum alteri facessat; si saevitiis vitam communem nimis difficilem reddat ».

« Verba 'vitam criminosam et ignominiosam ducat' intelligi debent non de aliquo facto peculiari criminoso vel ignominoso, sed potius de statu seu condicione habituali, de coniuge nempe qui habitualiter seu ad longum tempus huiusmodi vitam ducat » (Cappello, *De sacramentis*, vol. III, ed. 3, n. 828). « Periculum animae inducitur continua aut saltem frequenti provocatione ad gravia peccata, v. g. contra fidem, contra castitatem coniugalem, etc. » (Cappello, loc. cit., n. 829). Saevitiae denique, quibus vita communis nimis difficilis redditur, possunt esse: « a) Saeva et dura tractatio, in qua ponderanda ratio haberi debet aetatis, indolis et condicionis. Quae enim ab uxoribus plebeiis levia habentur, honoratioris condicionis uxori intolerabilia videri possunt. b) Iurgia continua, rixae, inveterata aversio et odium, quo una pars fertur in alteram » (ibi).

« Haec aliaque id genus — prosequitur can. 1131, § 2 — sunt pro altero coniuge totidem legitimae causae discedendi, auctoritate Ordinarii loci, et etiam propria auctoritate, si de eis certo constet, et periculum sit in mora ».

7. - Recte autem animadvertit De Smet (*De spons. et matr.*, ed. 4, n. 259): « Posita causa separationis, pars innocens (salvo in-

terventu Ordinarii, extra casum urgentis necessitatis) *per se potest* recedere a comparte eamve dimittere; passim autem *non debet*, nisi casu exceptionali quo compartis consortium, pro ipsa vel prolibus, proximo esset periculo perversionis aut scandalum pareret. *Per accidens* nonnunquam potest coniux innoxius, saltem excluso adulterii casu, ad non utendum iure suo obligari *ex charitate*, sive erga compartem resipiscentem, sive erga proles, puta ne in paupertatem redigantur vel notam infamiae incurrant; imo, etiam ubi deest charitatis obligatio, plerumque praestat ut ad separationem non deveniatur, cum tot ac tanta mala soleant exinde oriri, tum pro coniugibus, tum pro prolibus et integra utriusque coniugis cognatione ».

De restauranda autem vitae communione can. 1131, § 2, statuit: « In omnibus his casibus (scl. iustarum causarum temporaneae separationis), causa separationis cessante, vitae consuetudo restauranda est; sed si separatio ab Ordinario pronuntiata fuerit ad certum incertumve tempus, coniux innocens ad id non obligatur, nisi ex decreto Ordinarii vel exacto tempore ». Per se patet, etiam in hoc postremo casu adesse posse obligationem ex charitate restituendi vitae unionem.

8. - Proceduram in causis separationis coniugum adhibendam quod spectat, can. 1131, § 1, statuit separationem decernendam esse « auctoritate Ordinarii loci », vel « propria auctoritate », quando de respectiva causa discedendi certo constat et periculum est in mora. Sed Pontificia Commissio ad Codicis canones authentice interpretandos ad dubia sibi proposita: I. « An separatio coniugum ob causas, de quibus in canone 1131 § 1, forma administrativa decernenda sit ». II. « An in causa separationis coniugum, de quibus in canone 1131 § 1, in secundo gradu eadem servanda sit forma ac in primo gradu », die 25 iunii 1932 respondit: « Ad I. Affirmative, nisi ab Ordinario aliter statuatur ex officio vel ad instantiam partium. Ad II. Affirmative », (*Acta Apost. Sed.*, vol. XXIV, pag. 284).

Ordinarius proinde modus procedendi est forma administrativa, seu processus administrativus, in quo omissis solemnitatibus iudicialibus Ordinarius vel eius Vicarius Generalis veritatem de accusata causa separationis summarie eruere statuit atque decisionem suam aliquo decreto publicat, a quo non datur nisi recursus ad S. Congregationem de Disciplina Sacramentorum. Sin autem Ordinarius loci, v. g. quia causa videtur esse implicata, censeat causam decernendam esse via iudiciaria, vel si partes hanc viam postulent, separatio tam in primo quam in secundo gradu definienda est per viam iudiciariam et per formalem sententiam. At « in Hispania omnes causae divortii (scl. semipleni) tractantur via iudiciali, ad

obtinendos effectus civiles. Nam iudex ecclesiasticus debet communicare iudici civili primae instantiae tum admissionem libelli introductorii litis, tum sententiam, ut iudex civilis effectus civiles decernat (Cod. civ. a. 80-82) » (Regatillo, *Interpretatio et iurisprudentia Codicis Iur. Can.*, ed. 3, pag. 482).

9. In Facto. - Ad recte iudicandam hanc causam praeprimis advertatur oportet eam ortam esse atque crevisse inter acerrimas contradictiones, et quidem in regione A., de qua Petrus ante introductionem causae in suis litteris die 5 augusti 1947 ad suum socerum missis animadvertit: « A. è un nido di pettegolezzi, che ora sono molto cresciuti fino al punto di dire vere bestialità; la gente, pur di parlare, è soddisfatta ». Deinde, lite inter coniuges Lauram et Petrum incensa, rumores contradictorii serpserunt de moribus coniugum. Ita D.nus A. N., Iudex apud Tribunal provinciale X, ad rem deposuit: « Riguardo alla vita attuale di Donna Laura ho sentito differenti versioni — e, più che differenti, contraddittorie — dato che, mentre alcuni lodavano e esaltavano la sua esemplarità di vita, altri, al contrario, parlavano di fatti e di particolari, che rivelano una condotta irregolare ed impropria di una donna maritata anche se non convivente col marito... Il signor Pietro, parlando con me, é arrivato a dirmi che sua moglie mena a B. una vita di scandalo e di vitupero. Io non ho sentito confermare questo da altre persone ». Et D.nus I. N. refert: « Mi sono pervenuto dicerie di ogni genere sul conto di Don Pietro, senza che io sia in grado di formarmi un esatto giudizio. Sotto l'aspetto religioso e morale, egli, forse, deve essere, a quel che apparisce, di costumi un po' moderni ed un tantino liberi, ma può essere anche che il mio criterio sia troppo rigoroso ». Iamvero multi testes inducti secuti non sunt viam prudentiae quam tenet D.nus A. N., Alcade, primus civis oppidi A., qui in iudicio declaravit: « Io non ho data importanza (a quei rumori), perchè non sono portato a credere facilmente a queste cose ». Quibus praemissis, iam de merito causae agendum est.

De primo dubio.

10. - I. *De periculo animae.* Actrix in prima sua depositione de periculo suae animae, quod durante vita coniugali subiit, asseruit virum primis mensibus vitae communis nunquam rectum usum matrimonii fecisse. « Così continuammo — prosequitur Laura — fino a che mia cognata un giorno mi chiamò da parte, ed avendole io raccontato la mia vita matrimoniale, mi aprì gli occhi, dicendomi che non potevamo comportarci così e che tutte le volta, che ci comportavamo in quel modo, commettevamo un peccato mortale.

In questo senso io e sua sorella parlammo a Pietro, il quale ci rispose che queste erano sciocchezze. E di fronte alla fermezza delle nostre ricriminazioni, all'autorevolezza che io davo alle mie parole, dopo aver letto un libro e consultato un confessore di A., Pietro, nel mese di febbraio, fece due o tre volte usò normale del matrimonio. A questa decisione di Pietro contribuì anche mio padre, il quale gli manifestava il suo veemente desiderio di avere un nipote. Nacque il figlio, che fu concepito in quelle due o tre volte, in cui facemmo retto uso del matrimonio ». Sed « dopo tre o quattro mesi da quella nascita » vir iuxta actricem rediit ad non rectum usum matrimonii. « Tutto questo — ait actrix — mi produsse una ripugnanza così invincibile che concepii il proposito di separarmi da lui », se propterea Matriti plures sacerdotes consultasse, deinceps ad suos parentes rediisse, ipsamque et suos parentes manifestasse Petro intentionem instituendi separationem. « Questi colloqui — concludit Laura — furono violenti, ed egli mi minacciò che, se lo avessi diffamato, egli avrebbe gettato il mio nome per terra ».

Actrix igitur affirmat se ob abusum matrimonii ex parte mariti versari in periculo animae ideoque petiisse separationem a viro.

11. - Vir conventus in prima sua depositione ad rem haec dixit: « Fino al mese di novembre (anni 1946), in cui nacque il bambino, nulla avenne tra noi coniugi, nessun incidente sgradevole, che io ricordi. Le prime discordie ebbero quest'origine: la mia signora aveva avuto un parto molto doloroso e molto lungo, per cui rimase molto impaurita e, forse per questo, evitava per quanto poteva l'uso normale del matrimonio; la cosa si aggravò, perchè un giorno... sentii che mia suocera diceva a mia moglie: « Spero che non rimarrai un'altra volta incinta ». Et alibi ait: « Quanto all'uso del matrimonio, da parte di lui o della moglie, niente di anormale o di contrario all'adimplemento sacro del dovere. Mia moglie non mi ha mai rimproverato nulla riguardo all'uso del matrimonio ».

Vir proinde ait usque ad nativitatem filii nihil iniucundi inter coniuges accidisse, post natum vero filium uxorem, quantum potuerit, evitasse « l'uso normale del matrimonio ». Sed statim quaerendum est: si ipsa uxor noluerit peragere rectum usum matrimonii, quare vir in sua actione reconventionali eam de hoc non accusavit? Insuper in altero interrogatorio vir asseruit filium novem mensibus post nuptias natum esse (« avemmo il nostro figlio nove mesi dopo la celebrazione del matrimonio »), aliis verbis, se ab initio recte usum esse matrimonio. Sed sicuti supra vidimus, vir in primo interrogatorio admisit filium demum mense novembri (anni 1946) natum esse, seu 14 mensibus post nuptias: quamobrem

patet virum in sua secunda depositione manifesto falsum dixisse. Unde apparet virum non loqui ad ipsam legem veritatis. Statim insuper apparebit positive probatum esse factum occultum, difficilis proinde probationis, ab actrice assertum.

12. - Ante omnia dicendum est de veracitate Laurae rationabiliter dubitari non posse. Ipsa enim est oriunda ex optima familia atque a suis genitoribus accepit bonam educationem religiosam, moralem, civilem. Audiatur Rev. D.nus M. N., a 20 annis parochus in civitate D., qui in sua attestatione dicit: « Attestiamo che conosco da moltissimi anni i miei parrocchiani i genitori di donna Laura e mi consta che hanno sempre vissuto e vivono al presente da veri cattolici e da ferventi cristiani, e sono tra i parrocchiani che più prendono parte agli atti di culto. Mi consta della cura perfettissima ed esemplare che hanno avuto nell'educazione cristiana della loro figlia Laura, la quale realmente é stata allevata in un ambiente completamente religioso e morale, sempre in compagnia dell'istitutrice signorina Josefina N., donna veramente fervorosa e dalla vita incensurabile ». Pariter Rev. P. R. N,. curatus oeconomus in oppido B., qui in iudicio de Laura refert: « Ho potuto rilevare la sua religiosità, perchè l'ho vista accostarsi alla santa Comunione in parrocchia con relativa frequenza. Mi consta con certezza che donna Laura ha fatto gli Esercizi spirituali nel mese di maggio 1948. Ho la convinzione che donna Laura a B., da un anno e più che la conosco, ha tenuto una condotta correttissima, perchè così ho notato, sia in chiesa che per la strada, sempre circondata di persone oneste e vere signore. Io la ritengo incapace di mentire nelle cose che la riguardano ». Similia habet D.na Josephina N., « istitutrice in casa di donna Laura, da quando essa aveva dieci anni fino ai suoi dicannove anni ».

Porro Laura in priore suo examine moderationem servavit laudabilem atque confessa est se a Petro non fuisse diffamatam: « Non posso dire che abbia lanciato contro di me parole diffamatorie di nessun genere »; at in altero examine, cum interea magna inter coniuges orta esset controversia de custodia filii, fassa est se graviter a suo marito accusatam fuisse: « Soltanto nel circolo delle sue amicizie a A. mio marito mi ha molto diffamata. Per ciò sono stata mal giudicata e non mi sono diffesa perchè mio padre non vuole alimentare chiacchere ».

Postremo, uti infra dicetur, haud probata est vita scandalosa Laurae a marito adscripta; ad summum, iuxta plures testes a Petro inductos, Laura aliquando se praebuit aliquatenus levem, minime vero uxorem matremve indignam.

13. - Argumentum grave pro periculo animae desumitur ex epistula a Laura Petro data, de cuius authenticitate constat. In hac

enim epistula Laura suo marito scripsit: « Sono andata a confessarmi e comunicarmi; é come se mi fossi tolto di dosso un peso enorme; tu sai perché dico questo. Sono senz'altro soddisfatta che tu abbia cambiato, perchè quelle situazioni spiacevoli, che avevi iniziato, non avrebbero potuto avere lunga vita; mi conosco, conosco le mie reazioni ed ora ti dico: quante volte ho dovuto superare la repulsione ed il disprezzo, che in simili momenti tu mi ispiravi. Se ti dico questo, si é perchè tu non possa pensare a incorrere di nuovo nelle stesse cose, perchè ciò verrebbe a costituire il motivo che ci separerebbe; a me sembra insopportabile. E' dovuta arrivare alla mia coscienza la voce del Padre per farmi comprendere ben chiaro quello che io avevo già avvertito. Per il tuo bene e per il bene mio, pensa che tutto questo appartiene ad un passato oscuro, ed ora tu hai dinanzi a te orizzonti nuovi e sconosciuti ».

Huic epistolae Laura diem ascripsit « Lunedì 21 », quae dies non est, ut asserunt, dies 21 decembris 1947, quoniam haec dies erat dies Dominica, sed dies 21 ianuarii 1946. Ista sane dies plane respondet illi tempori, ante conceptionem et nativitatem filii, de quibus nullum habetur vestigium in epistola; respondet insuper notitiis de gravitate mali, quas Laura, legendo respectivum aliquod librum et consultando aliquos sacerdotes, brevi ante acceperat; respondet interventui patris Laurae apud Petrum; seu plene respondet circumstantiis, quas Laura descripsit in primo interrogatorio: « E di fronte alla fermezza delle nostre recriminazioni, all'autorevolezza che io davo alle mie parole, dopo aver letto un libro e consultato un confessore di A. (consultazione che credo di aver fatta anche a D.) Pietro, nel mese di febbraio, fece due o tre volte uso normale del matrimonio. A questa decisione di Pietro contribuì anche mio padre, il quale gli manifestava il suo veemente desiderio di avere un nipote ». Et revera vehementer instante Laura, interveniente huius patre, Petrus tandem consensit in rectum usum matrimonii: ex quo conceptio et nativitas filii habita est.

14. - At contra, filio nato, Petrus ad non rectum usum matrimonii obstinate reversus est; Laura autem de illa ratione agendi cum pluribus personis locuta est, consilia capiendi suosque sensus aperiendi causa, partim ante partim post conceptionem filii, sed semper ante causae separationis introductionem.

Conventi soror Maria, quae iuxta actricem est prima persona cui ipsa abusum matrimonii manifestavit, in sua depositione iudiciali potius Lauram quam suum fratrem accusavit; sed in fine interrogatorii, ad speciale quaesitum respondens, fateri dubuit: « E' vero che, dopo la conversazione di cui ho parlato sopra (in qua Laura dixisset: « La donna, quando é incinta, perde l'estetica e la linea »), ne avemmo un'altra fra noi due. Questa avvenne nella

stanza di lei ad E., durante il periodo di tempo, che i novelli sposi passarono in questo capoluogo. Io, nell'intimità, le comunicai il sospetto che avevo, dopo la conversazione precedente, che essi cioè non facessero retto uso del matrimonio. Io vedevo che essa era molto ignorante e indifferente in queste cose. Le dissi che, se usavano male del matrimonio, commettevano una mancanza molto grave ». Soror conventi igitur, quae antea totis viribus fratrem suum defendere sategerat, demum ad explicitum quaesitum locuta est de illo colloquio, ab actrice commemorato. Et postquam audivit, quomodo coniuges in usu matrimonii sese gerebant, clare suae cognatae dixit agi de gravi abusu. Et cum ipsa Lauram declaraverit « molto ignorante » in re matrimoniali, indirecte admisit culpam abusus matrimonii attribuendam esse Petro. Ceterum ex particularibus, ab actrice et testibus de auditu ab actrice expositis (quae tamen particularia consulto omisimus), patet uni viro adscribenda esse quae contra castitatem coniugalem acciderunt.

Matertera magna actricis, D.na M. N., deposuit: « Durante la permanenza ad E., Laura entrò in relazioni colla sorella di Pietro, e, parlando colla cognata colla confidenza di donna maritata, avendole la cognata rimproverato che non si vedevano indizi che stesse per avere famiglia, Laura le manifestò ingenuamente il modo con cui facevano uso del matrimonio, la cognata allora le disse che quello non si poteva fare perchè era peccato mortale: questo fece comprendere a mia nipote la realtà del matrimonio, e queste sono confidenze sue, fatte a me ». Haec testis proinde confirmavit dicta actricis et eius cognatae. « Allora Laura — prosequitur testis — approfittando di un viaggio a D., si consigliò su questi punti della sua vita coniugale da un confessore, che le fece vedere la gravità del peccato che commetteva e gli obblighi che, come coniugati, dovevano osservare. Tutto questo mi fu riferito da mia nipote nel viaggio a Madrid, nel mese di maggio dell'anno 1947 », seu antequam actrix Matriti consultaverat illos sacerdotes, qui ei suggerebant causam separationis.

Actricis mater refert: « La prima notizia, che io ne ebbi, mi venne da mio genero, il quale mi disse a F., nel settembre del 1947: « Comprendo che tua figlia non può vivere con me, ci separeremo; sono stato anche preso da una ripugnanza e sono disposto a facilitarle in tutti i modi la separazione ». A tutto questo io gli risposi di non agire affrettatamente e che io avrei trattato la questione con Laura e con mio marito. Parlai, effettivamente, con mia figlia ed essa, senza darmi molti spiegazioni, mi disse che la vita fra loro si era resa impossibile, ed io notai, prima del ritorno di mio marito, che i coniugi non dormivano insieme, ma dormivano in camere separate ». Et postquam rettulit filium suum iam postridie

diei nuptiarum invenisse Lauram « contrariata », sic prosequitur: « Laura, dopo essersi consultata con alcuni Religiosi, ci riferì il comportamento vizioso di suo marito. A me lo stesso Pietro riferì che, in seguito ai desideri ed agli scherzi di mio marito, egli si era deciso ad avere un figlio, ma dopo Pietro continuò nel suo vizio... ». Ergo mater admittit se solum paulatim a sua filia modum sese gerendi eius mariti novisse.

Et Laurae pater ad rem exponit quae sequuntur. « I primi sospetti — ait — che l'armonia del matrimonio non era completa, io li ebbi nella primavera od al principio dell'estate del 1947, quando notai che i coniugi dormivano in camere separate. Nell'agosto od ai primi di settembre di quello stesso anno, mia signora mi scrisse una lettera, nella quale si riferiva che Laura aveva gravi dispiaceri nel suo matrimonio ». Et deinde, « già informato da parte della mia signora del fatto che la causa fondamentale dei dissenzi derivava dagli abusi di Pietro nell'uso del matrimonio », pater narrat se generum ad se vocasse. « Avemmo — dicit pater — un colloquio di questo tenore (che ricordo esattamente, data la grande importanza dell'argomento trattato): « Ti ho chiamato — gli dissi — per parlare dei dissensi nel vostro matrimonio, che — da uomo ad uomo — tu mi dica se è vero che hai fatto un cattivo uso del matrimonio »; a questo egli rispose affermativamente senza nessuna esitazione. Avendolo io rimproverato per la sua condotta ed avendogli fatto riflettere sugli obblighi impostici da Dio, quando si contrae matrimonio, egli rspose che, se si era comportato in quel modo, lo aveva fatto perchè sua moglie voleva conservare la linea, Io allora cercai di fargli capire che, anche ammesso che fosse vero quanto egli affermava di sua moglie, egli, come marito, aveva l'obbligo di non consentire, per un semplice capriccio, all'inosservanza dei doveri santi e sacri del matrimonio. In seguito ho saputo (et una cum eo Patres de turno id noverunt) che quella scusa non corrispondeva a verità, ma che era stato lui, col suo vizio e colla sua depravata abitudine, a portare su quel terreno la moglie, la quale, ignorando la gravità della cosa, era stata ingannata da Pietro ed aveva creduto che in quello consistesse il matrimonio ». Et postquam dixit suum consilium restituendi vitam communem coniugum et evitandi causas dissensus mansisse sine effectu, ait filiam Matritum petiisse et consultasse plures Religiosos de tristi suo statu. Magni momenti in hac denositione est, quod Petrus nullatenus abusum matrimonii pro solis primis mensibus vitae coniugalis admisit, sed absolute sine restrictione; unde habemus illum abusum etiam recenti tempore durasse.

D.na I. N. haec narrat in sua depositione: « Quando Laura stette a Madrid, venne insieme con me in treno, col permesso di

suo marito, che ci accompagnò fino alla stazione. Mi espose la difficile situazione, nella quale si trovava con suo marito, ed i suoi propositi di separarsi giudiziariamente da lui. Io allora la consigliai come una madre può consigliare la figlia, ma, non fidandomi del tutto del mio consiglio, le dissi che doveva consultare il P. V., del quale sapevo che era ricercato da molte persone per consiglio. Ed, effettivamente, andammo tutte e due a far visita al detto Padre ». Et postquam colloquium inter hunc Religiosum et Lauram finitum erat, « Laura — refert testis — entrò nella chiesa ed io, nell'accomiatarmi dal P. V., ne approfittai per domandargli la sua impressione sul caso; egli mi rispose che già aveva detto a Laura che essa aveva tutta la ragione e che non v'era da far altro che separarsi dal suo marito ».

Sed audiamus ipsum P. V., ex cuius depositione sufficit adducere haec: « Quando essa mi riferì la serie di atti immorali, a cui la induceva suo marito, e dato che il sig. Pietro perseverava nelle sue cattive abitudini, io le dissi che non poteva continuare a convivere con lui e che aveva il diritto e l'obbligo di introdurre la sua causa di separazione. Dai colloqui che io ho avuti con donna Laura e dalle consultazioni che essa mi fece (alibi enim ait testis Lauram post primum colloquium cum ipso habitum adhuc pluries venisse una cum suis parentibus), la ritengo incapace di menare una vita licenziosa e rilassata e la ritengo persona di moralità e religiosità ineccepibili ».

Laura eiusque parentes praeterea consilio usi sunt Rev. P. R., qui pariter ac testis antecedens declaravit se nunquam confessionem sacramentalem Laurae aut eius genitorum audivisse, sed eorum consiliarium et hortatorem fuisse « in frequenti visite, da essi fattimi qui a Madrid, negli anni 1947 e 1948 ». « Le cause — ait — per le quali si addivenne alla separazione furono gli abusi matrimoniali. Io istruii donna Laura sulla fine di novembre del 1947 sul grave peccato, costituito da tutti gli abusi che avevano commessi, per cui non doveva seguitare a vivere con suo marito e che era in diritto di chiedere la separazione coniugale ». Immo iste sacerdos commemorat semetipsum elaborasse, ut causa apud Tribunal Rotae Hispaniensis introduceretur. Siquidem « alla relativa domanda il teste risponde che raccomandò all'Ecc.mo Mons. Vescovo di X., di pregare l'Ecc.mo sig. Nunzio di affidare al Tribunale della Rota la trattazione di questo processo. Ho fatto questo perché pensavo che, se il processo si fosse svolte a A., — dove il sig. Pietro ha amicizie — poteva correre pericolo la giustizia ».

15. - Quamvis in adductis depositionibus testium res graviores cogitate reticuerimus, tamen ex allatis iam plene constat Lauram

reapse in continua et gravi periculo animae versatam esse, ideoque ad primam partem prioris dubii *affirmative* respondendum esse.

Neque quidquam huic argumento ex depositionibus testium desumpto detrahitur ex eo, quod inter testes pro actrice non recensetur Laurae frater Paulus. Nam etsi non impossibile, tamen haud verisimile est Lauram postridie diei nuptiarum iuniori suo fratri manfestasse non rectum usum matrmonii a marito perpetratum. Ceterum mater Laurae in sua depositione commemoravit, quod filius Paulus iam illa die « la trovò contrariata », scl. Lauram. Quare exclusum non est Paulum notitias postea acceptas transtulisse ad illam « contrarietatem ». Quidquid sit, prudenter Patres de turno abstinuerunt adhibere dictum huius fratris tamquam argumentum.

Neque obiiciatur Lauram die 17 octobris 1945 ex itinere nuptiali scripsisse epistolam laetitia refertam, animadvertens v. g.: « Mi sto divertendo più che in tutta la mia vita, perchè ci troviamo a G., senza assolutamente nessuno del personale di servizio ». Etenim brevi post eius laetitia deferbuit, quoniam a sorore mariti audivit, quid in usu matrimonii sit licitum, quid illicitum. Ob Petri sermones contrarios Laura utique adhuc aliquatenus de re dubitabat, ideoque legit respectivum librum de usu matrimonii atque consilia cepit, uti constat ex epistola diei 21 ianuarii 1946, supra (n. 13) relata.

16. - II. *De saevitiis.* Secundo quaeritur, an constet etiam de saevitiis a marito uxori inflictis. Statim dcendum est Lauram suum maritum non accusasse de saevitiis physicis durante vita coniugali commissis; eius patroni quoque loquuntur nonnisi de saevitiis moralibus, quae utique graves sunt, at demum durante causa a viro perpetratae sunt, praesertim ob falsas accusationes factas, durante praeparatione causae in secunda instantia, in libello ad Tribunal tutelaris pupillaris a viro misso, et ob non paucas calumnias a testibus viri prolatas, qui testes manifesto a convento instructi erant; immo saltem unus ex eis, D. N., evidenter subornatus apparet .Gravitas harum saevitiarum augetur ex eo, quod non solum actrix, sed plures testes in iudicio declararunt virum ante introductionem causae minatum esse se uxorem diffamaturum esse, si ea causam separationis institueret. Nihilominus Patres de turno censent contumelias durante processu factas non posse ab eis considerari, ne ultra petita iudicare videantur. Actrix nempe in suo libello et in concordatione dubiorum in mente habebat nonnisi saevitias praeteritas, durante vita coniugali a viro commissas, non autem futuras, quas ne praevidere quidem poterat. Quod autem saevitias ante introductionem causae viro adscriptas spectat, eas

(praeter non rectum usum matrimonii, de quo decisio iam lata est) non erant eiusmodi gravitatis, ut propter eas separatio pronuntiari posset. Quare ad secundam partem prioris dubii Patres de turno respondent negative.

De altero dubio.

17. - Inquirendum adhuc est, an Laura reapse duxerit vitam ignominiosam, de qua vir in sua actione reconventionali eam arguit. Vir Lauram imprimis accusat de quadam relatione, habita cum aliqua muliere suspectae famae. De facto huius relationis per paucos dies fotae constat quidem, sed probatum non est Lauram tunc cognivisse famam non bonam illius mulieris, cum qua in diversorio conversata est et forse etiam quandam excursionem fecit. Ceteroquin in publico diversorio facile accidere potest, ut persona honestissima inducatur ad conversandum cum aliqua persona, quin antea examen instituere possit de moribus istius personae, et quin propterea ipsa quoque de vita ignominiosa accusari possit.

Praecipuum argumentum viri est modus sese gerendi uxoris occasione festi popularis, vulgo « fiera », in parvo oppido A. celebrati. Materlera magna Laurae hoc festum sic descripsit: « Famiglie nobili e borghesi affittano una casetta e lì merendano e ballano. Partecipare a queste fiere non è cosa mal vista, quando vi prendono parte persone di rango, e mia nipote mi narrò (et alii id confirmarunt) che prese parte alle fiere di A. in compagnia del marito, fatta eccezione di una notte in cui egli era andato a B. a casa dei genitori di Laura (scl. vocatus a patre Laurae, qui Petro improbare voluit modum sese gerendi quoad usum matrimonii). Quella notte essa fu alla fiera accompagnata dai coniugi N. N., che erano molto di casa. Nulla ho sentito contro la condotta che mia nipote teneva in quelle fiere ». Similiter Laurae mater: « In quel torno di tempo si celebrarono le fiere di A. che hanno luogo nel mese di ottobre, e Laura vi andò con suo marito; questi mancò soltanto una giornata, perchè fu chiamato da mio marito per parlare seriamente del caso di nostra figlia. Passate le fiere di A., Laura venne a Madrid, invitata da sua zia C., ed in quel viaggio doveva essere accompagnata dal marito; ed infatti avevano preso perfino i biglietti per due », sed ultimo momento vir noluit facere hoc iter, et Laura se contulit ad suam materteram magnam, quae Matriti habitabat. Quamvis autem nemo Lauram accusare valeat de quopiam delicto occasione illius « fiera » commisso, tamen Nos Iudices dicere debemus, quod Laura melius egisset, si illo die absentiae mariti non amplius intervenisset illi festo populari. Verum-

tamen de vita ignominiosa sermo esse nequit ob eius praesentiam absente viro.

18. - Ea autem, quae amici Petri rettulerunt in ista causa adversus Lauram, *aut* sunt generice dicta, ex auditu alieno relata, quin adducantur certa adiuncta; *aut* apparent valde ampliata vel prorsus foedata, quando conferuntur cum attestationibus testium a Laura inductorum et de propria scientia deponentium. Accedit quod etiam plures testes a viro inducti explicite declararunt Lauram non commisisse quodpiam grave. Exempli gratia D.na M. N. ait: « Essa commetteva qualche leggerezza, pur non trattandosi di cose gravi »; et D.na A. N.: « Per quel che riguarda la fama, di cui la signora Laura gode ad A. presso le persone per bene, è di persona... che le piaceva divertirsi, senza che consti alcuno fatto grave »; et D.na I. N.: « Io ho sentita qualche voce che essa menava una vita un po' allegra, ma senza che si formulassero accuse gravi contro di lei ».

19. - Ipsa Laura in prima sua excussione admisit: « Ho bevuto e fumato dopo il matrimonio: mio marito mi insegnò a fumare. Ho bevuto bevande comuni per le persone della mia classe e senza abusi, e mai in locali di cattiva fama. Ho frequentato la piscina municipale di A. per la durata di un mese o poco più, con l'autorizzazione di mio marito; mai mi ci son trattenuta in maglietta, perchè non ho mai posseduto questo costume e, tanto nell'entrata quanto nell'uscita, mi sono attenuta all'orario stabilito per le signore. Mai sono andata in automobile sola, con persone di altro sesso ».

Iamvero si haec dicta Laurae comparantur cum depositionibus testium utriusque partis, apparet Lauram ad summum manifestasse quandam levitatem, sed nihil grave commisisse, ex quo reprehendi possit, sive uti uxor sive uti mater.

20. - Quibus omnibus in iure et in facto perpensis, Nos infrascripti Auditores de turno, pro tribunali sedentes et solum Deum prae oculis habentes, Christi nomine invocato, decernimus et definitive sententiamus, sic ad dubia proposita respondentes: Ad I. « Affirmative, quoad periculum animae; negative, quoad saevitias », seu concedendam esse Dñae Laurae separationem contra maritum, ob solum periculum animae, non autem ob saevitias. Ad II. « Negative », seu Dño Petro concedendam non esse separationem contra uxorem, ob vitam ignominiosam. Quoad filium partium autem statuimus eum manere debere interea in custodia matris.

21. - Iuxta normam generalem, iam spectat ad Nos Iudices exsecutionem huius sententiae mandare Ordinario loci et Decano

Rotae Nuntiaturae Apostolicae. Sed ante exsecutionem sententiae partes rogantur ut perpendant quae sequuntur.

Ante omnia, Iudices constituti ab Ecclesia, cui ipse Deus commisit morum integritatem honestatemque defendendam, censuerunt satis esse ad effectum de quo agitur, substantiam causae quam brevissime exponere atque comprobare, ad normam iuris certitudine hausta ex omnibus actis et probatis (cfr. can. 1869); quin ad validitatem sententiae requiratur ut a Iudicibus explicite recenseantur cuncta argumenta hinc inde congesta; idque eo magis, quod in casu eiusmodi argumenta, sub specie defensionis, conducunt ad fomitem praestandum « inventionibus, calumniis, diffamationibus », quae ista in causa, eundo, atrociter creverunt.

Attento insuper causam istam non esse de matrimonii nullitate, sed de mera separatione coniugum, inter duos catholicos, devinctos sacramento matrimonii, quod non est simplex ritus cum externo apparatu, sed verus ac proprius actus religionis vitaeque supernaturalis (can. 731, § 1; 1012, § 1; 1013), ex quo profluit coniugibus, faciendo quod in se est, quasi ius quoddam ad obtinendas omnes gratias ad coniugalis status *onera* perferenda, officia adimplenda, difficultates devincendas, seu ad vitam christiano modo degendam, sicuti Pius XII gloriose regnans pronuntiavit in suo sermone diei 12 iulii 1939, neo-coniugibus destinato, praeclare docuit: « Riflettete, dilecti sposi novelli, a quello che vi insegna lo stesso catechismo, e Noi desideriamo di ricordarvi in questa udienza; che cioè a base della famiglia cristiana sta un sacramento. Il che vuol dire che non si tratta di un semplice contratto, di una semplice cerimonia o di un tal quale apparato esterno per segnare una data importante della vita; ma di un vero e proprio atto religioso di vita soprannaturale, dal quale profluisce quasi un diritto costante ad impetrare tutte quelle grazie, tutti quegli aiuti divini che sono necessari ed opportuni a santificare la vita matrimoniale, a compiere i doveri dello stato coniugale, a superarne le difficoltà, a mantenere i propositi, a raggiungere i più alti ideali » (*Discorsi e radiomessaggi di S. S. Pio XII*, vol. I, Milano 1941, pag. 247); attento praeterea, quod causa ista est causa separationis, non quidem in perpetuum, sed ad certum incertumve tempus (can. 1131, § 2), ex quo sequitur, quod via non praecludatur ad imminuendum animorum certamen atque interiecto tempore componendum, ita ut, ad normam cit. can. 1131, § 2, « causa separationis cessante, vitae consuetudo restauranda est » in unitate et concordia « che sono frutto di mutua comprensione, di sincera umiltà e mansuetudine, di frequenti volenterosi sacrifizi del proprio io e dei propri interessi » (S. S. Pio XII, loc. cit., pag. 249): iidem Patres de

turno, ad mentem Legislatoris de litibus pacifice componendis (can. 1925), ardenter exhortant coniuges in casu ad debitorum dimissionem atque ad officia vitae coniugalis et familiaris iuxta legem divinam implenda. Idque maxime *propter filium* ab utroque coniuge dilectissimum, et consequenter propter gravissimam iuris divini et ecclesiastici obligationem (can. 1113), qua genitores tenentur curare filiorum educationem, cui penitus obstat malum publicarum dissentionum inter genitores exemplum, quod maiorem in dies vim habet noxiam in mentem filiorum!

Neque deest in casu spes, tam ex parte uxoris, attentis dictis plurium testium de eius religione atque vita bene morata; quam ex parte viri, attentis declarationibus plurium testium, eum scl., non obstante ratione qua raptus sese adversus uxorem haud recte gesserit, esse « un buon cristiano ed un buon gentiluomo », uti Archiepiscopus Z. dicit.

Interea, uti iam supra diximus, iuxta praescriptum legis (can. 1132) filius educetur penes matrem, usque dum, iudicio Ordinarii X., virum non recti usus matrimonii vere poenituerit et, saltem declaratione, congruam satisfactionem dederit pro verbis diffamatoriis contra uxorem prolatis, serioque promiserit se vitam coniugalem christianam ducturum esse. Quae reconciliatio coniugum impediet quoque, quominus sententia nostra iuxta legem hispaniensem communicari debeat Tribunali civili, ad obtinendos effectus civiles.

Romae, in Sede Tribunalis S. R. Rotae, die 25 iunii 1955.

ANDREAS JULLIEN, *Decanus.*
ARCTURUS WYNEN, *Ponens.*
RAYMUNDUS LAMAS.

Ab hac sententia appellatum est quidem, sed deinde tam partes quam Promotor iustitiae renuntiaverunt prosecutioni causae, ideoque sententia facta est exsecutiva.

II°

Coram R. P. D. PETRO MATTIOLI, *Ponente*
Sententia diei 29-3-1950
(*de impotentia viri*)

IN JURE. - **Praescripta**, quibus impotentia regitur, perstringi, jure nostro, can. 1068 C. J. C., notum est. Qui ad ipsum jus naturae expresse provocat.

Sed, quia omnis definitio in jure periculosa est, neque de « po-

tentia sexuali », neque de « impotentia », neque de sterilitate, in Codice, conceptus traditur: unde, quaestiones nec paucae nec leves, de natura et ambitu huiusmodi vitiorum seu morborum, sive relate ad marem, sive ad foeminam.

Ad impotentiam virilem, in casu, rem perstringentes, jam tempore Sixti V dubitari, ut omnes norunt, coeptum est an materia quaelibet, in actu carnalis agglutinationis, a viro emissa, satis fuerit ad constituendum actum illum per se aptum ad prolis generationem. Nam, non ignorabatur etiam utroque teste carentes capaces fuisse, saltem ad tempus, aliqualis penetrationis et ejaculationis. Rem dirimens, praelaud. Pontifex, per documentum motu-proprio datum « Cum frequenter » diei 27 junii 1587, jussit ut matrimonia eunuchorum in posterum prohiberentur, atque contracta nulla declararentur, eo quod eunuchi *verum semen* emittere non possunt, et ex spadonum huiusmodi et eunuchorum nuptiis nulla utilitas provenit, sed potius tentationum illecebrae et incentiva libidinis oriuntur.

Exinde, theologi « verum semen » tuto distinguere coeperunt ab humore, semini simili, illudque, quod absque testiculis obtineri non potest, necessarium ad matrimonii validitatem edixerunt.

At, saeculorum decursu ac profectu scientiae, iterum quaesitum fuit quid proprie sit « verum semen », seu quibus essentialibus constituentibus efformetur. Aliquorum sententia docuit semen non teneri pro vero, si spermatozoidorum expers certo sit, i. e. carens elementis activis generationis, quae praecise a testiculis conficiuntur; unde, semen verum idem esse, ac semen spermaticum seu prclificum, sententiarunt. Sic verbigr. Alberti (De sexto et nono Decal. praecept., p. 3): « Impotentia habetur... quando elementa essentialia ad generationem, nempe nemaspermata, in viro omnino desunt, neque vero conficiuntur ».

Similia leguntur in una coram Cattani, diei 8 januar. 1913: « semen, quod spermatozoidorum est expers, utpote quod de se capax non est generationem operandi, verum semen dici nequit. Esset enim suapte natura non generativum, quod est contradictio in terminis ».

Sed ex hac opinione non levia incommoda sequi videntur. Enimvero:

a) - Azoospermia ex innumeris, quae magis in dies cognoscuntur, causis verificari potest, in perpetuum vel ad tempus: i. e. non solum ob viarum spermaticarum obliterationem (ex morbis quibusdam vel ex traumate repetendam), sed et ob ingestionem certi generis medicamentorum, ob febrim vehementem, ob alchoolismum, ob radiationes nonnullas, ob processus inflammatorios, qui

aliquando contingunt etiam sine apparente mutatione glandulae genitalis.

Exinde, quot matrimoniorum invalidorum (si defectus agnoscitur antecedens et perpetuus) causae, ac pariter quot motiva illiceitatis in usu matrimonii (si temporaneus) cum anxietatibus et scrupuiis sine fine.

b) - Haud raro, praesertim cum glandulae et viae spermaticae ut normales examini resultant, impotentia huiusmodi esset de se occulta, nam nonnisi per pollutionem, quod est malum intrinsecum, et eiaculati examen revelari posset.

c) - Si semen certo prolificum exigitur ad validum coniugium, quomodo explicatur praxis Ecclesiae, quae constanter masculos etiam pubertati proximos, ac senes, in quibus, ut plurimum, eiaculatum est nemaspermatum expers, matrimonio admisit?

d) - Et quomodo adhuc teneretur licitus usus matrimonialium jurium in iis qui, juvenili aetate copulati, ad extremam senectutem pervenerunt?

Unde, hoc Apostolicum Tribunal jam anno 1918, per decisionem quamdam coram Sebastianelli, diei 4 julii, suam jurisprudentiam tutiori viae direxit: « Impotentia coeundi ex parte viri duplici ex capite haberi potest...: quando nempe vas foemineum vir penetrare nequit, vel quando, data penetratione, nequit in eo verum semen effundere. Quo tamen in casu, confundi nequit verum semen cum semine prolifico; est enim semen verum etiam semen quod caret spermatozoide, dummodo a testiculis fuerit elaboratum... Hac in hypothesi, habetur simplex impotentia generandi seu sterilitas. Si vero vir in copula humorem emittit similem quidem virili semini, sed minime a testiculis elaboratum, quem cowperianum et prostaticum appellant, hic impotentia laborat coeundi. Hoc accidit in eunuchis et spadonibus, et etiam in iis, quorum testiculi ita informes sunt, ut semen ex peritorum judicio elaborare nequeant ».

Hoc et in posterum pacifice receptum fuit: v. coram Rossetti, 1920, dec. XXIII, nn. 4-5; coram Massimi, 1924, dec. V, n. 2; coram Quattrocolo, 1930, dec. XLII, nn. 4-6 et n. 10; coram Wynen, 1940, dec. XIII, n. 2.

Ceterum, Gasparri in suo praecl. opere « De Matrimonio », jam anno 1904, eadem docebat: « Licet autem — ibi legitur — senile vel juvenile semen saepius non sit prolificum, quia spermatozoida in eodem aut desunt aut languescunt, tamen est eiusdem rationis seu naturae cum vero semine foecundo, utpote in suis organis naturalibus, nempe testiculis, elaboratum » (n. 566). Quod ipsissimis verbis retulit in nova operis editione a. 1932 (n. 504) exarata.

Obiicitur a quibusdam praelaud. sententiam non sibi cohaerere: tum quia *testiculi nonnisi spermatozoida elaborant*, dum liquor, quo eadem continentur, et quo moventur, ab aliis prorsus glandulis secernitur; cum quia frustra exigitur semen, quod necessario infoecundum erit, quodque evidenter *actum per se aptum ad generationem nullimode constituere potest.*

At non difficile respondetur. Primum, enim, quam longe distet a scientifica certitudine, sequentia mirifice ostendunt:

Cl. Borri, in « Nozioni di Medicina legale » (348-349), haec de sperma constituentibus tradit: « Lo sperma (liquido seminale maschile) viene elaborato nei testicoli, i quali sono vere e proprie ghiandole, che entrano in funzione verso il 13°-14° anno di età, in media, e che secernono ininterrottamente un umore biancastro, denso, lattiginoso... Lo sperma consta di una parte liquida, a produrre la quale, *oltre il testicolo*, contribuiscono altri organi (prostata, veschichette seminali ecc.), di costituzione chimica ben definita, e di una parte essenziale, morfologica, i nemaspermi (filamenti spermatici) ».

Accedit praeclara quaedam sententia Rotalis (coram Wynen, 1941, dec. XXVIII, passim), in qua citantur plures auctores germani, ac dein ita egregie disceptatur: « Ex adductis igitur textibus apparet non posse proclamari ut scientifice certum quod testiculi non elaborent ullum liquidum. Si reapse ita esset, testiculi non aliud producerent, nisi exiguissima illa corpuscula, singula singillatim sumpta oculorum aciem fugientia, et tantum ope michroscopii sub aspectum cadentia, quae nemaspermata vocantur, atque haec sola corpuscula michroscopica constituerent verum semen, quo, secundum jurisprudentiam hucusque in S. Rota constanter, et sine haesitatione servatam, praeditus sit oportet vir ut potens sit ad contrahendum matrimonium... Sin autem testiculi non elaborarent nisi nemaspermata, defectus nemaspermatum idem esset ac exsistentia impotentiae in sensu canonico, quae, si sit antecedens et perpetua, dirimat matrimonium; at hoc est principium quod cum jure et communi doctrina et constanti jurisprudentia pugnat ».

Alterum quod attinet, maxime attendi debet ad rectum sensum illius expressionis « per se aptum », cui opponitur alia « per se ineptum ». Sunt enim qui putant actum *per se* ineptum ad foecundandum seu generandum, quoties obstaculum, foecundationem impediens, est absolutum et perpetuum; *per accidens*, vero, cum non est absolutum, ita ut, eo non obstante, generatio sequi possit, vel non est perpetuum.

Sed hanc interpretationem impugnat cl. Gasparri, his lucidis verbis: « Illud *per se*, *ex se*, *de se*, *natura sua* monet nos considerare debere ipsum actum seu ipsam copulam, quae perficitur in vagina; si ex eadem copula, attentis elementis quibus constat. secundum communem speciem actus generatio ex eadem sequi potest, erit per se apta ad generationem; si, attentis elementis quibus constat secundum communem speciem actus generatio sequi nequit, ut est, ex. gr., copula spadonum..., erit per se inepta ad generationem, demum, si attentis elementis quibus constat, secundum communem speciem actus generatio ex eadem sequi potest, sed impeditur per particulare aliquod accidens, sive intrinsecum, sive a fortiori extrinsecum, etiam perpetuum et absolutum, erit inepta per accidens ad generationem, sed apta per se. Ita, ex. gr., nos dicimus sacramentum rite confectum esse per se aptum ad gratiam conferendam. Quid si in subiecto est obex, etiam perpetuus et absolutus, e. gr. si sacramentum Ordinis conferatur mulieri? Sacramentum est semper aptum per se, et solum per accidens ineptum, quia causa impediens gratiae productionem, licet absoluta et perpetua, est tamen extrinseca eidem sacramento; esset autem ineptum per se si quod elementum intrinsecum eidem deesset, e. g. intentio ministri. Pariter, eodem sensu sculptor est per se aptus ad statuam conficiendam; si supponamus instrumenta eidem deesse, etiam perpetuo et absolute, erit semper aptus per se, et solum per accidens ineptus, quia causa ineptitudinis est eidem extrinseca; esset autem ineptus per se si, praecisione facta ab instrumentis, nesciret statuam conficere... Sed idem etiam dicendum si particulare accidens, impediens generationem, est intrinsecum.

Ita, e. g. supponamus semen viri, ratione senectutis, nulla aut languida spermatozoida habere, ita ut sit certo sterile; et quoniam hic defectus procedit ex senectute, est quoque perpetuus. Juxta datas notiones copula per se seu secundum communem speciem actus est apta ad generationem, quia adest verum semen modo naturali in vase debito depositum, et solum est inepta per particulare accidens senectutis » (O. c., 1932, vol. I, pagg. 319-20, n.).

Haec est doctrina, quam Domini acceptandam esse existimarunt, nec ab ea esse recedendum judicarunt.

III°

Coram R. P. D. Dino Staffa, *Ponente*

Nullitatis Matrimonii

SENTENTIA DEFINITIVA

6 iulii 1956

(*De gravitate metus*)

Species Facti. - Postquam sex annis Caiam, honesto loco natam, amaverat et in eo erat ut in uxorem duceret, repente Titius eidem valedixit. Psycasthenia enim affectus, scrupulis indulgens et perpetua haesitatione laborans in omnibus decidendis, timuit juvenis ne, sibi nupta, sponsa dilecta evaderet infelix. Statim ac sponsalia cum Caia fuerant abrupta, Titio alia puella ut sponsa oblata est, nomine Sempronia, quam non amavit neque respuit vir, ita ut, novem mensibus elapsis a primo occursu, matrimonium celebratum sit.

Post tresdecim menses haud laetae vitae communis, mulier ad suos rediit. Vir autem die 16 iulii a. 1945 matrimonium nullitatis accusavit ob metum reverentialem sibi a parentibus incussum, apud Tribunal Ecclesiasticum N. N. Quod iuxta actoris vota sententiam protulit affirmativam die 14 augusti a. 1950, dum Tribunal A. A. in gradu appellationis edixit assertam nullitatem probatam non esse.

Re delata ab actore ad N. S. T. et suppletiva inquisitione confacta, Nobis hodie respondendum est dubio rite concordato: « An constet de nullitate matrimonii, in casu ».

In Jure. - Quaeri potest utrum gravitas metus aestimanda sit obiective an subiective, ex malo nempe comminato ab incutiente, an potius ex trepidatione illius cui dirigitur, id est utrum ex *vi*, an ex *metu*.

Jus romanum temperando, quo vis requirebatur cadens « in homine *constantissimo* » (D. IV, 2, 6, 4) ut negotium irritaretur, Decretales validum edixerunt consensum matrimonialem « nisi metu coactus, qui posset in *virum constantem* cadere » (c. 15, X, IV, 1; cfr. etiam c. 28, X, IV, 1. Item pro negotiis in genere: cc. 4 et 6, X, I, 40. Cfr. etiam Azo, *Summa*, in II lib. Cod., tit. 19 *De his, quae vi metusve causa gesta sunt*, n. 3; *Glossa Ordinaria in Decretum Gratiani*, c. 1, C. XV, q. 6 ad v. *Per metum; Glossa Ordinaria in Decretales*, ad c. 28, X, IV, 1, ad v. *In constantem;* Instructio S. C. S. Officii 20 junii 1883 - *Fontes Cod. J. Can.* vol. IV, p. 403, n. 36 -).

Constans iuxta *S. Thomam* est vir normalis seu « medius inter incostantem et pertinacem » (*Summa Theologica*, Suppl. partis III, q. 47, art. 2). Latius notionem examinat *D. Soto*, dicens tria esse capita, e quibus iudicium de gravitate metus sumendum est: « Primum ex parte obiecti... Secundo... ex parte modi quo metus incutitur... Tertio... ex parte subiecti. Etenim virorum ista constantia non consistit in indivisibili, sed suam habet latitudinem... Est nihilominus linea, extra quam non esset constantia. Metus ergo, qui secum illam compatitur constantiam, quae intra illam includitur latitudinem, est cadens in constantem virum. Quo circa metus qui feminam excusaret, aut senem calore sanguinis jam destitutum, non excusaret virum alium. Unde nomine viri intelligitur animi robur *pro cuiusque conditione* » (*De Justitia et Jure*, L. VII, q. II, art. 1). Similia tradit *Th. Sanchez* qui, postquam dixerat « non satis esse, ut dicatur metus cadens in virum constantem, ut vir illud malum constanter caveat, sed debere esse timorem *gravis mali in se considerati* » (*De S. Matrimonii Sacramento*, L. IV, disp. 1, n. 12), praeterea « ut aestimatione mali quod timetur, (vir constans) sit fortis id est, ut timens non vane, leviterque credat malum illud sibi imminere, sed probabiliter et rationabiliter » (ibid. n. 14), concludit: « metum cadentem in virum constantem, dici *respective*, et proinde metum, qui respectu unius est cadens in virum constantem, non esse talem respectu alterius, qui fortior, et robustior est: unde minor metus desideratur in femina, quam in viro... Idem... inter ipsos viros... attendenda est aetas, ut si senex, vel puer sit, cui metus incutitur: similiter eius fortitudo, innataque animi magnitudo, aut parvitas, aut fragilitas: quare dum dicitur metus cadens in virum constantem intelligitur nomine viri, animi robur *pro cuiusque conditione* » (*o. c.*, L. IV, disp. 3, nn. 2 et 4). Gravitatem vero metus esse aestimandam inspecta qualitate seu conditione personae, id est respective ad subiectum patiens, fere omnes docuerunt post *Ph. Decium* (*Commentaria in Decretales*, L. II, tit. 28, c. 73 *Si iustus*, nn. 2 ss.; cfr. etiam Th. Sanchez, *o. c.*, L. IV, disp. 3, n. 1; B. Pontius, *De Matrimonio*, L. IV, cap. 2, n. 10; C. R. Billuart - *Cursus Theologiae - Tractatus de Matrimonio*, dis. III, art 3; etc.). Quidam tamen animadvertere non omiserunt, quamvis classes seu conditiones personarum sint plures, esse limitem ultra quem subiectum nequit constans vocari (cfr. *D. Soto*, *l. c.;* Th. Sanchez, *o. c.*, L. IV, disp. 17, n. 6; B. Pontius, *o. c.*, L. IV, cap. 18, n. 7), ideoque « ad irritandum matrimonium talis metus requiritur et sufficit qui eiusdem cum contrahente conditionis homines solet communiter graviter concutere » (Al. de Coninck, *De Sacramentis et censuris*, disp. XXVIII, dub. 2, n. 32; item C. R. Bil-

LUART, *l. c.*): lex enim respicit quae communiter evenire solent (F. SUAREZ, *De Legibus*, L. I, cap. 6, n. 12; *Eiusdem, De Religione.* Tr. VII, L. VI, cap. IV, n. 13; AL. DE CONINCK, *l. c.;* C. R. BILLUART, *l. c*).

In can. 1087, § 1 juxta gramaticam gravitas respicit metum, id est trepidationem subiecti; non vim seu malum obiective comminatum, ita ut sufficere videretur elementum subiectivum, id est timorem contrahentis, etsi levi aut levissima, vana vel nulla causa ab extrinseco determinatum. Juxta tamen ea quae diximus in sententia diei 20 aprilis a. 1956 — *coram infrascripto Ponente* —, metus de quo loquitur can. 1087 non est nisi ille qui procedit a vi, seu infertur a causa extrinseca, libera et humana: secus enim metus iniustus esse non posset (cfr. G. DOSSETTI, *La violenza nel matrimonio in D. C.*, Milano 1942, p. 406 ss.). Ad hoc ergo ut metus irritet nuptias utrumque elementum requiritur, id est obiectivum, seu malum reapse comminatum, et subiectivum, seu apprehensio ex parte subiecti passivi; vis nempe et metus, imo gravis vis et gravis metus (cfr. e. gr. DECISIONES S. R. ROTAE, vol. XX, p. 385, n. 2, decisio 8 augusti 1928 *coram Morano;* vol. XXIV, p. 118, n. 2, decisio 23 martii 1932 *coram Heard;* decisio 21 decembris 1951 *coram infrascripto Ponente*). Jus enim libertatem contrahentis tueri intendit, qua propria determinatione matrimonium eligat, ac ideo effectum irritat coactionis alienae. Quapropter irritatio non habetur ubi non adest vis gravis, talis nempe quae obiective sufficiat ad ita concutiendum animum contrahentis eiusmodi conditionis ut ipse cogatur ad nuptias; neque habetur si metus inde conceptus gravis non sit, talis nempe ut libertatem determinationis graviter non minuat. In primo casu deest externa rerum condicio quae concordet cum interno animo subiecti ad hoc ut contractus irritetur; in altero deest status internus animi subiecti, qui concordet cum externa rerum condicione ad eumdem effectum determinandum: in utroque casu deest elemenum requisitum a jure ut matrimonium sit irritum (cfr. O. GIACCHI, *Il consenso nel matrimonio canonico*, Milano, 1950, pp. 119-120).

Necessitas metus et vis gravis non tantum in apprehensione metuentis, sed etiam in sua causa, id est non solum in subiecto passivo sed et in malo comminato, confirmatur veteri jure, ex quo aestimanda est norma can. 1087, § 1, quatenus necessitatem decernit metus gravis (can. 6, n. 3): sane jus vetus metum exigebat, ut vidimus, qui caderet in virum constantem. Praeterea, dum in can. 2205, § 2 inter causas excludentes aut minuentes imputabilitatem delicti, recensetur expresse: « Metus quoque gravis, etiam relative tantum », qui ab interpretibus accipitur quoque pro metu mere subiectivo, in can. 1087, § 1 eadem extensio non invenitur (cfr. G.

Dossetti, *o. c.*, p. 432 ss.), quam legislator si inducere volebat non omisisset, quia discordabat a veteri jure. Concludendum est jure C. J. C. metu matrimonium non invalidari, nisi incutiatur vi quae cadat in virum constantem: « Igitur metum cadere in constantem virum, est metum illum hominem ita movere, ac percellere, ut eum concutiat et de proposito dimoveat » (J. Pignatelli, *Consultationes Canonicae*, t. IX, cons. CLXXXII, nn. 12-13). Pro viro autem constanti intelligendus est, uti vidimus, homo medius, normalis, communis, iuxta sexum, aetatem, conditionem socialem, institutionem, experientiam, mores, munera, officia, relationes, id est qualitates corporis et animi quibus fruitur, et propter quas ipse ad unam vel aliam e plurimis categoriis in quibus humanitas dividitur pertinet. Hae tamen categoriae obiective et abstracte considerandae sunt, sicut generales et abstractae sunt leges (cfr. O. Giacchi, *o. c.*, p. 121; G. Dossetti, *o. c.*, pp. 414-416), neque ultra limites qui componi valeant cum rationabili firmitate normalis personae eiusdem conditionis, in iisdem adiunctis. Metus proinde sub respectu gravitatis matrimonium irritat, quoties pro subiecto eiusdem categoriae seu conditionis in iisdem versanti circumstantiis rationabiliter gravis aestimatur; metus e contra qui, vel in seipso, vel in sua gravitate, non causatur nisi morbosa indole subiecti trepidantis, id est ipsius corrupta imaginatione, matrimonium non irritat (D. IV, 2, 7, 11; Th. Sanchez, *o. c.*, l. IV, disp. 1, n. 13, disp. 3, n. 3 et disp. 17; F. Suarez, *De Religione*, L. VI, cap. 4, n. 13; Ferd. de Castro Palao, *Opera Moralia*, tr. II, disp. I, punct. VII, n. 10; C. R. Billuart, *l. c.;* A. Reiffenstuel, *Jus Canonicum*, L. I, tit. 40, n. 19; etc. - Cfr. etiam Decisiones S. R. Rotae, vol. IV, p. 268, n. 7, decisio 16 maji 1912 *coram Lega;* vol. XVII, p. 17, n. 2, decisio 9 ianuarii 1925 *coram Jullien;* vol. XX, p. 36, n. 3, decisio 30 ianuarii 1928 *coram Mannucci;* vol. XXI, p. 77, n. 2, decisio 31 januarii 1929 *coram Florczak;* vol. XXIV, p. 320, n. 2, decisio 16 julii 1932 *coram Mariano*); idem dicendum est de metu qui ex « authosuggestione » vel ex mythomania (cfr. Decisio 18 februarii 1955 *coram infrascripto Ponente*), hystherismo, scrupulis, psychastenia, vel alio morbo psychico oritur, aut aliqua huiusmodi causa ex omnino levi fit gravis, itemque de omni timore qui, saltem in sua gravitate, tantummodo phantasiae, irrationabili apprehensioni, stultae opinioni (cfr. Decisiones S. R. Rotae, vol. XIV, p. 76, n. 10, decisio 24 martii 1922 *coram Rossetti*), aut vanae imaginationi adscribendus est, juxta dictum S. Scripturae: « trepidaverunt timore ubi non erat timor ». (Ps. 13, 9).

Obiicitur jam ab antiquis: matrimonium plena debet libertate gaudere; si ergo ob nervorum morbum vel vanam imaginationem

metus inexistens aut levis in viro incostanti eundem effectum coactionis et privationis plenae libertatis operatur ac metus reapse gravis in viro constanti, eundem effectum obtinere debet invalidandi coniugium (cf. e. gr. apud Th. Sanchez, *o. c.*, L. IV, disp. 17, nn. 2-3; B. Pontius, *o. c.*, L. IV, cap. 18, n. 7; F. Suarez, *o. c.*, *De Religione*, Tr. VII, L. VI, cap. IV, nn. 11-13; praesertim vero J. B. de Lugo, *De Justitia et Jure*, disp. XXII, sect. VII, n. 135; etc.). Respondetur metum, qui in se ipso vel in sua obiectiva gravitate, non causatur vi extrinseca, dicendum esse in se ipso vel in sua gravitate ab intrinseco, quia procedit ex sola interna subiecti imaginatione vel vana apprehensione (cfr. e. gr. Th. Sanchez, *o. c.*, L. IV, disp. 1, n. 13; B. Pontius, *o. c.*, L. IV, cap. 18, n. 7; J. A. Bossius, *De matrimonii contractu*, cap. XII, n. 20 ss.; Decisiones S. R. Rotae, vol. XVII, p. 17, n. 2, decisio 9 ianuarii 1925 *coram Jullien;* vol. XIX, p. 236, n. 8, decisio 28 junii 1927 *coram Guglielmi*). Praeterea si metus in seipso aut in sua gravitate non innitatur nisi in subiectiva aestimatione metuentis, metus in seipso aut in sua gravitate neque erit iniustus. Animadvertit G. Dossetti (*o. c.*, p. 443) logice can. 2205, qui momentum tribuit etiam merae apprehensioni subiecti, una cum metu recensere necessitatem et grave incommodum.

In Facto. - Agitur de viro psychice anormali, qui suetis negotiis gerendis, utpote in docendo, idoneum apparet, dum in rebus gravioris momenti, sicut in matrimonio ineundo, timoribus errandi, scrupulis, perplexitatibus ita vexatur ut easdem superare non posse videatur.

Caia amatissima derelicta, Semproniam ut sponsam prius acceptat, postea sensus aversionis ita in eam ostendit, ut familia eius consilium sponsalia abrumpendi puellae significet; dein suasionibus cedit parentum, qui instanter eum monent de opportunitate ducendi Semproniam, tum ob eius praeclaras qualitates, tum propter solacium matrimonio sibi obventurum, quod maximam utilitatem suae quoque valetudini fuisset allaturum; interim sive laetatiae sive tristitiae praebens evidentia signa.

Concedimus ultro contrarietatem in matrimonium cum Sempronia pluries manifestasse Titium, qui numquam corde dimiserat Caiam, saepissime postea invocatam, sed negamus hanc aversionem metu ab extrinseco, gravi et iniusto, fuisse superatam. Etenim actor ipse minas cuiuscumque generis excludit ex parte patris: « Je ne redoutais rien de sa part » et ex parte matris: « Je n'avais rien à craindre pour moi de la part de ma mère ». Item pater actoris quamcumque vim in filii voluntatem excludit, etiam ex futura in-

dignatione sua matrisque provenientem: « nous nous serions inclinés l'un et l'autre, devant la décision de notre fils ». Quae omnia confirmantur a testibus B. C. et Rev. P. R. Prior, rogatus quid accidisset si filius parentum consiliis non obtemperasset, respondit: « Il les aurait probablement contrariés; cette contrariété n'étant pas susceptible d'amoindrir l'affection des parents à l'égard de leur fils »; alter autem, cui actor animum suum aperiebat: « jamais il ne m'a fait état d'une pression exercée par ses parents ».

Quid ergo fregit actoris reluctantiam in matrimonium, de qua passim in actis? Ait Titius: « J'étais finalement converti à subir comme un rémède le mariage qui m'était proposé », postea haec ita declarat: « J'entends par là d'une part qu'il m'était impossible de me dégager de l'emprise dans laquelle je me trouvais en raison de mon état physique, et d'autre part que j'espérais naïvement, d'après ce qu'on me disait, que ce mariage procurerait une amélioration a mon état » (Cfr. etiam E. F.; Rev. P. R.). Circa quae animadverterunt Patres difficultates quas superare non poterat vir ratione suae infirmae valetudinis, cum in metu ab extrinseco non consisterent, nullum habere momentum in casu; opinionem autem erroneam valetudinem matrimonio recuperandi, etsi contractui causam dederit, vinculo non nocere — Addit quidem Titius: « Si je me suis marié, c'est un peu à cause de mes parents »: quibus verbis ipse sibi imputat determinationem ad matrimonium, licet suadentibus parentibus. Nec aliter Titius dicere poterat. Quaesitus enim utrum suas haesitationes sponsae confiderit, actor affirmative respondet et addit: « Ma fiancée pour sa part était tourmentée à ce sujet, au point de s'en ouvrir à un religieux de M. M.; elle me dit ce fait ensuite, que nous pourrions retarder le mariage étant donné mes dispositions. Ce à quoi je répondis en substance: — il faut éxécuter ce que nous avons décidé — »: poterat igitur vir, hac nactus occasione, voluntatem effugere parentum, sponsae tribuendo retardationem et recusationem nuptiarum.

Quia: « il y a eu de la part de lui des hauts et de bas » et « il ne savait ce qu'il voulait », parentes « ont insisté beaucoup pour l'amener à ce mariage dont ils espéraient qu'il l'équilebrerait au point de vue psychique », sed hoc faciendo parentes jus suum non sunt praetergressi, nam munus eis incumbebat in hoc filio consilia praebendi, idque magis quod indoles istius tantum erat incerta (cfr. etiam Decisiones S. R. Rotae, vol. XXII, p. 444, n. 8, decisio 24 julii 1930 *coram Mannucci*).

De timore quidem loquitur actor: « c'était surtout par crainte de déplaire à mes parents », sed de timore agitur non iniusto, ex pietate et amore profluens, propter quem morem gessit ipse suis

parentibus; alter autem timor: « vu son état de santé, et les crises nerveuses aux quelles elle avait été sujet (syncopes), je craignais pour sa vie », « j'en étais venu à craindre d'être responsable de la mort de mes parents, de mon père surtout, si je n'acceptais pas le mariage », timor nempe mortis matris et patris, scaenis excitatus quae tamen « étaient fréquentes pour d'autres motifs », quatenus fundamentum habebant in infirma valetudine parentum, erat ab intrinseco, (cfr. DECISIONES S. R. ROTAE, vol. XV, p. 43, n. 8, decisio 5 martii a. 1923 *coram Jullien;* ibid p. 252, n. 11, decisio 27 octobris 1923 *coram Jullien;* vol. XVIII, p. 47, n. 7, decisio 24 februarii 1926 *coram Jullien;* vol. XIX, p. 513, n. 10, decisio 7 decembris 1927 *coram Jullien;* vol. XXII, p. 518 ss., nn. 5, 8, 14; etc.); item quatenus causabantur infirma imaginatione Titii, iuxta jam dicta in jure.

Discordiae tandem quae convictum coniugalem impossibilem reddiderunt, sive deceptioni tribuendae sunt quam statim Titius animadvertit: « j'étais furieux parce que le mariage n'avait pas été pour moi le rémède que l'on m'avait fait espérer », sive imprudentiae matris viri, quae negotiis coniugum se immiscebat, animum filii ita sibi alliciens ut nurum summopere fastidiret, sive moribus viri qui illicite coniugio uti volebat contra voluntatem uxoris. His non obstantibus, pro sua varia et incerta voluntate, cum « nous doutions déjà de la validité de notre mariage il avait un bon moment et me dit, mulier enarrat: — Si notre mariage était nul, peut — être je me remarierai avec toi — ».

Decisio fuit negativa.

VICARIATUS URBIS TRIBUNAL PRIMAE INSTANTIAE ROMANA

NULLITATIS MATRIMONII

(*ex capite impotentiae*)

(Sententia diei 29 nov. 1956, E. CANZONERI, O. P., *Ponente*)

(*Omissis*)

4. - Si ex Actis impotentia aut eius perpetuitas certo non probatur, emerserit vero probatio inconsummati matrimonii, tunc, utraque aut saltem alterutra contrahentium parte petente, succurrit remedium Apostolicae Dispensationis super matrimonio rato et non consummato (can. 1119). Quod ut fiat, « duo sibi constare ne-

cesse est: matrimonium revera non fuisse consummatum et iustam exstare causam pro dispensatione concedenda » (Decretum *Catholica Doctrina* S. C. de disc. Sacramentorum, diei 7 maii 1923).

5. - In Regulis, citato Decreto *Catholica Doctrina* adiectis, quinque enumerantur argumenta « ad detegendam veritatem in his causis: a) utriusque coniugis iurata confessio; b) testes septimae manus ex utroque latere; nec non testes ex officio inducti, prout res ferat; c) inspectio corporum per peritos facta; d) authentica documenta etiam extraiudicialia, cuiuscumque generis, veluti litterae, itemque acta iudicialia in foro civili confecta, quatenus ad rem faciunt; e) indicia et praesumptiones » (Regulae cit., n. 20).

Attamen in iurisprudentia sive oeconomica S. C. de disc. Sacramentorum, sive iudiciaria S. R. Rotae, praecipua argumenta, illo omisso quod « per coarctata tempora » audit, ad duo reduci solent, i. e. ad morale et physicum.

Illud quidem, seu *morale*, nititur iurata utriusque partis confessione, perficitur vero testimonio septimae manus « quod robur addit depositionibus coniugum » (can. 1975, § 2), et aliis, si quae sint, adminiculis indiciis et praesumptionibus; istud vero, seu *physicum*, consistit in hymenis integritate, ratione habita etiam tum de natura et forma tum de maiori minorive elasticitate ipsius hymenis, tum denique de foraminis hymenalis amplitudine sive absolute inspecta, sive relative ad crassitudinem, si fieri possit per peritos comprobatam aut saltem praesumptam, erecti membri virilis compartis.

6. - Moralis ac physici argumentorum utrum maiori vi polleat probativa, quaestio est quae theoretice in favorem argumenti moralis solvenda est, quamvis contrarium in una *coram* Grazioli habeatur expressum: « Evidenter ex duobus hisce argumentis quod praevalet est alterum seu physicum, utpote ex ipso genitalium statu haustum » (S. R. Rotae *Decisiones*, vol. XXX (1938), dec. 72, n. 4, p. 660). Etenim argumentum physicum « *natum est* complere probationem per partium confessionem et per testes septimae manus aliosque testes exhibitam » (Regulae cit., n. 65); proinde si quandoque argumentum physicum ita, omnibus bene perpensis, firmum sit ut plena ex eo habeatur probatio inconsummati matrimonii, hoc est veluti per exceptionem, non per regulam. Unde, ne plura citemus, in una *coram* Felici: argumentum physicum, « quod ex integritate hymenis desumitur, etsi multum valeat cum solido argumento morali, solum vix quicquam proficit, nam compertum est coitum, hymene quoque integro, perfici posse (cfr. A. Dalla Volta, *Trattato di medicina legale*, Milano 1933, vol. I, p. 381; V. Pal-

mieri, *Medicina legale canonistica*, Città di Castello 1946, p. 179); argumentum morale quod fide partium et testium septimae manus nititur, talis est momenti ut, etiam sine physico, inconsummationem probare valeat: dummodo, tamen, in hoc casu, certissimum et validissimum sit » (*coram* Felici, diei 30 iulii 1949, in: Roman Szenwic, *L'impotenza nella recente giurisprudenza rotale*, in: *Il Dir. Eccl.*, a. LXV (1954), fasc. 1, p. 135). Quod et ex Decreto S. C. S. Officii diei 12 iunii 1942 (A. A. S., vol. XXXIV (1942), pp. 200 ss.) confirmatur: « Examen physicum coniugum, praesertim vero mulieris, utpote inutile, omittitur iuxta « *Regulas servandas* in processibus super matrimonio rato et non consummato » editas a S. C. de disciplina Sacramentorum, die 7 Maii 1923 (art. 86): a) si consummatio haberi non potuit quia nec tempus nec locus nec modus adfuerunt matrimonii consummandi; b) si iam constat de mulieris defloratione. His casibus alii duo addendi sunt,nempe: c) omitti poterit inspectio si, attenta partium et testium morali excellentia, ac serio pensatis eorum animi dispositionibus necnon ceteris adminiculis aut argumentis, Ordinarii iudicio, plenissima iam habeatur probatio de impotentia vel de inconsummatione; d) omittatur mulieris inspectio, si ex inspectione viri plene constiterit de huius incapacitate ad matrimonium consummandum ». Duorum vero a S. C. S. Officii additorum casuum duae assignandae sunt rationes, *iuridica* quidem quae sic in Reg. 31, R. J. , in VI exprimitur: « Eum, qui certus est, certiorari ulterius non oportet », *moralis* vero, quam praecipuam fuisse ex toto citato Decreto clare apparet, i. e. ne, salva veritate, verecundia quae mulieres, praesertim christianas, quam maxime decet, offendatur.

7. - Sed et aliud ex citato Decreto S. C. S. Officii consequitur, quod magis praesentem causam spectat, i. e. eatenus processuales leges de muliere a *duobus* saltem peritis ex officio inspicienda in causis matrimonialibus impotentiae aut inconsummationis (can. 1976, cuius verba « per peritos » confer cum Reg. 40, R. J., in VI: « Pluralis locutio duorum numero est contenta ») esse religiose servandas, si et quatenus et quantum prudenter necessarium habetur ad moralem certitudinem, quae necessaria est (can. 1869), gignendam ut matrimonium vel nullum ex capite impotentiae a collegiali iudice per sententiam definitivam declaretur, vel, per votum « pro rei veritate », non consummatum aut a iudice in casu de quo in can. 1963, § 2 et art. 206 Instructionis S. C. de disciplina Sacramentorum, diei 15 augusti 1936, aut ab Episcopo iuxta can. 1985, aut tandem a Consultoribus S. C. de disciplina Sacramentorum iuxta regulas ab eadem S. C. traditas in « Regolamento », die 28 octobris 1927 edito. Ideo corporalis mulieris ins-

pectio omitti potest vel debet, aut una tantum facienda est aut duae, etc., prout vel plena aliunde habeatur probatio impotentiae aut inconsummati matrimonii, aut semiplena aut adhuc minorem prae se ferens vim probativam (cfr. etiam Orationem a Pio Papa XII habitam ad Uditores Rotales, die 1 octobris 1942, in nn. 3 et 4).

8. - Quod autem de numero dictum est, valet et de qualitate peritorum. Sane peritos ex officio, quos scilicet iudex legitime elegerit ad utramque vel alterutram contrahentium partem inspiciendam, « praesumptive tenendum est sive congruam scientiam callere, sive probitate eosdem esse praestantes, licet utraque qualitas non articuletur in actis. Eorumdem propterea declarationibus et attestationibus deferendum est » (S. R. Rotae *Decisiones*, vol. XXXV (1943), dec. 45 (*coram* Quattrocolo), n. 9, p. 438). Quod regulariter de peritis ex parte, peritiam conficientibus ad petitionem partis iam paratae ad causam introducendam, dici nequit. Attamen si peritia confecta fuit utique ad petitionem partis, sed a perito cuius scientia ac probitas aliunde compertae sunt — ut puta quia peritus ille soleat in ecclesiasticis Tribunalibus ad periti munus a iudice eligi in aliis causis impotentiae aut inconsummationis —, si adhuc peritia ex parte iuramento firmatur ac summa diligentia confecta fuisse appareat, si tandem motiva seu rationes conclusionis, ad quam peritus pervenit, cogentia sint nec discrepant cum conclusione alterius periti, praesertim ex officio, qui forte compartem inspexit, tunc peritia ex parte eundem fere valorem habere dicenda est ac peritia ex officio. Ceterum moralis certitudo ex omnibus, complexive sumptis, allatis ac probatis hauriri debet.

STUDIA
ET
CONSULTATIONES

DE LINGUA ET CATECHESI LITURGICA JUXTA LITTERAS ENCYCLICAS « MUSICAE SACRAE DISCIPLINA » [1].

1. Inter quaestiones, quae non solum Liturgiam sed etiam musicam sacram callentium quam maxime interest nostris praesertim temporibus, illa profecto principem habet locum, quae exigentiam dogmaticam unitatis atque universalitatis S. Liturgiae componere studet cum exigentiis pastoralibus pluralitatis ac diversitatis mediorum, quibus populus fidelium, pro suo quisque ingenio, uti possit ad pleniorem Divinorum Mysteriorum participationem ad efficacioresque ex eisdem spirituales fructus capessendos.

Non est hic locus quaestionem praedictam sub aspectu historico pertractandi vel ad trutinam revocandi solutiones theoreticas ac practicas, quae hinc inde propositae vel impositae sunt fidelibus.

Cum enim finis huius Internationalis Congressus de Liturgia Pastorali [2] ille praecipue sit illustrandi nempe quae in subiecta materia S. P. Pius XII, vestigia premens praedecessoris Sui S. Pii X, statuerit ut omnes filialiter ac fideliter obtemperare possimus praescriptis S. Sedis cui unice competit sacram ordinare Liturgiam, in hisce nostris adnotationibus ea enucleare studebimus quae in Litt. Enc. « Musicae sacrae disciplina » sollemniter praefiniuntur ad duplicem illam exigentiam — dogmaticam sc. ac pastoralem — in S. Liturgia Ecclesiae Latinae atque in cantu sacro recte componendam.

2. Quo clarius id fiat, in primis dicendum exigentiam, quam dogmaticam diximus, et exigentiam pastoralem in S. Liturgia ad duos respective eiusdem S. Liturgiae fines ordinem dicere, latreuticum nempe (qui in gloria Dei consistit) ac soteriologicum (qui salutem animarum respicit). Ad constabiliendum igitur quomodo exigentia pastoralis cum exigentia dogmatica componenda sit, necesse erit attente inquirere qua ratione finis latreuticus et finis soteriologicus inter se ordinentur in S. Liturgia.

---

[1] E textu Pontificiae Allocutionis, quam alibi suo loco integram referimus die 22 Sept. 1956 habitam E.mis Cardinalibus, Exc.mis Praesulibus ac Sacerdotibus, qui in Congressu Internationali de Liturgia Pastorali Assisii partem babuerunt, hic fragmenta tantum citamus quae ad res pertinent in praesentibus adnotationibus tractatas.

[2] Agitur de Congressu Assisii habito diebus 18-22 Septembris 1956.

Revera gloria Dei (quae ad finem latreuticum spectat) in S. Liturgia primum tenet locum. Etenim finis ultimus totius creationis est gloria Dei; quare S. Liturgia, quae absque dubio opus ceteris praestans in tota creatione est considerandum, legi praedictae plenissime obtemperare debet.

Quidquid igitur Dei gloriae quomodocumque detrahit vel detrahere potest, admitti in S. Liturgia certe nequit, etsi sub specie salutis animarum proponatur. Quamobrem a genuina S. Liturgiae natura absonum est dicendum quidquid vel uni ex catholicis veritatibus quoad Fidem vel mores haud cohaereat. Ut enim Pius XII in Litt. Enc. « Mediator Dei » concinne scripsit: « Fidei autem ac morum integritas peculiaris esse debet norma sacrae huius disciplinae, quae sapientissimis Ecclesiae eloquiis consona sit omnimode oportet » (n. 9). Ac paulo infra (n. 46): « Liturgia igitur omnis catholicam fidem continet, quatenus Ecclesiae fidem publice testatur ». Unde concludit: « Lex credendi legem statuat supplicandi ».

Praeterea, verum quidem est S. Liturgiam esse christocentricam — ut aiunt; — attamen verum pariter est terminum ultimum divini cultus esse ipsam SS. Trinitatem.

Christus autem est quidem Salvator Noster, Mediator Dei et hominum; at idem Christus est in primis Divinum Verbum, Secunda Persona SS.mae Trinitatis atque ideo Patri ac Spiritui Sancto aequalis, cui igitur omnis honor et gloria debetur.

Quare a veritate aberrant qui in S. Liturgia finem soteriologicum tantum vident atque missionem Christi uti Salvatoris extollunt; in Eodem vero Personam Verbi negligunt ac finem latreuticum postponunt vel deprimunt [3]. Revera finis latreuticus ac finis soteriologicus minime opponuntur inter se; quinimmo arctissime ad invicem coniunguntur, ut patet. Attamen finis soteriologicus, utpote secundarius, fini latreutico, qui est primarius, subordinetur necesse est; et non viceversa.

---

[3] « Certes le Verbe incarné est Seigneur et Sauveur des hommes; mais il est et reste le Verbe, le Dieu infini. Dans le symbole de Saint Athanase on dit: « Dominus noster Jesus Christus Dei Filius, Deus et homo est ». L'humanitè du Christe a droit aussi au culte de latrie à cause de son union hypostatique avec le Verbe, mais sa divinité est la raison et la source de ce culte. Aussi la divinité du Christ ne peut-elle rester en quelque sorte à la périphérie de la pensée liturgique. Il est normal que l'on aille « ad Patrem per Christum », puisque le Christ est Médiateur entre Dieu et les hommes. Mais Il n'est pas seulment Médiateur; Il est aussi, dans la Trinité, égal au Père et au Saint-Esprit... » (Allocutio cit.).

3. Ad dogmaticam exigentiam quod attinet, unitatis sc. ac universalitatis S. Liturgiae sacrique cantus, normas a S. Sede pluries saeculorum decursu datas atque a S. Pio X in Eius Chirographo « Tra le sollecitudini dell'officio pastorale » (n. 7) denuo promulgatas circa latinae linguae usum in Divinorum Mysteriorum celebratione, S. P. Pius XII tum in Litt. Enc. « Mediator Dei » (n. 59), quum praesertim in recentibus Litt. Enc « Musicae sacrae disciplina » (nn. 21-24), iterum iterumque confirmavit atque omnino definivit [4].

Etenim, postquam de primis duabus musicae sacrae qualitatibus in Cantu Gregoriano eminentibus locutus est (quae quidem sunt sanctitas ac verae artis specimen), Summus Pontifex haec habet: « ...et si in totius terrarum orbis catholicis templis Gregorianus cantus incorrupte et integre resonuerit, ipse quoque, sicut Romana Liturgia, universitatis prae se fert notam, ita ut christifideles, ubicumque terrarum versantur, familiares sibi ac quasi domesticos percipiant concentus, atque adeo miram Ecclesiae unitatem, vero cum animi solacio experiantur ».

Quod probe, hodie praesertim, non parvi est momenti, attenta nimia facilitate ac frequentia in dies magis magisque succrescente qua homines ab una ad alteram regionem transeant; ex quo oritur intima ac universalis illa hominum adspiratio ad limites cuiusvis generis inter Nationes auferendos et ad communitatem internationalem, imo et totius orbis, instaurandam.

Mirum igitur esset, ne dicam absurdum, si hisce in adiunctis Ecclesia, quae a Suo Divino Fundatore una et universalis constituta fuit ac talis tot saeculorum decursu permansit et in aevum permanebit, ab hac unitate et universalitate, quae in S. Liturgia perspicue manifestatur quamque in cantu liturgico jucunde fideles experiuntur, vel paulisper hodie discederet. Huiusmodi nempe di-

---

[4] « *La liturgie et le temps présent*... - La liturgie confère à la vie de l'Eglise, et même à toute l'attitude religieuse d'aujourd'hui, une empreinte caractéristique. On remarque sourtout une participation active et consciente des fidèles aux actions liturgiques. De la part de l'Eglise, la liturgie actuelle comporte un souci de progrès, mais aussi de conservation et de défense. Elle retourne au passé sans le copier servilement, et crée du nouveau dans les cérémonies elles-mêmes, dans l'usage de la langue vulgaire, dans le chant populaire et la construction des églises. Il serait néanmoins superflu de rappeler encore une fois que l'Eglise a de graves motifs de maintenir fermement dans le rite latin l'obligation inconditionnée pour le prêtre célébrant d'employer la langue latine, et de même, quand le chant grégorien accompagne le saint Sacrifice, que cela se fasse dans la langue de l'Eglise ». (Alloc. cit.)

rectio anti-unitaria, non solum anti-dogmatica esset, sed etiam anti-historica et anti-socialis.

« Haec quidem — prosequitur Summus Pontifex (ibid. n. 21) — una est ex praecipuis rationibus, cur Ecclesia tantopere exoptet ut cum latinis sacrae Liturgiae verbis eorundem verborum cantus gregorianus arcte connectatur ».

Quod non obscure arguit [5] haud probari a Summo Pontifice experimenta alicubi facta gregorianum cantum connectendi cum verbis diversis ab illis, quibus ille cantus antiquitus efformatus fuit, ac praesertim cum lingua vulgari.

Alteram rationem, quae ad exigentiam dogmaticam S. Liturgiae spectat, idem S. Pontifex innuerat in citatis Litt. Enc. « Mediator Dei », ubi haec ad rem leguntur (n. 59): « Latinae linguae usus, ut apud magnam Ecclesiae partem viget, perspicuum est venustumque unitatis signum ac remedium efficax adversus quaslibet germanae doctrinae corruptelas ».

Etenim hodie etiam valent argumenta, quae Sforza Pallavicini [6] jam exposuerat contra Protestantes in favorem unitatis ac universitatis linguae liturgicae.

Praeterea, attenta infinita fere sermonum vulgarium quantitate atque earundem rapida ac profunda evolutione tum quoad lexicon et morphologiam ac syntaxim tum quoad stylum et formas litterarias, rationes praedictae pariter multiplicantur.

Nec obliviscendum aequivocationes ex translationibus exortas haeresibus non semel occasionem dedisse!

Ex his omnibus facile intelligitur latinam linguam, uti linguam liturgicam, notam unitatis ac universalitatis Ecclesiae et S. Liturgiae non ex seipsa induere, quasi una esset lingua sacra; sed

---

[5] Quodque clare aperteque edicitur in tractu supra allato Alloc. Pont. citatae.

[6] Sforza Pallavicini, *Istoria del Concilio di Trento*, Lib. XVIII c. X, n. 2, Milano 1844; t. V, p. 78. « La prima è, perocchè bene spesso un linguaggio non può affatto esprimere i sentimenti dell'altro: onde, se in varie regioni, o anche nella medesima in vari tempi, si dovesse celebrare in differenti idiomi, riuscirebbe difficile il mantenere l'identità de' sensi, e per conseguente l'unità della Chiesa, e sempre si ponerebbe in gravissimo travaglio ed inestricabili controversie per la necessità d'esaminar e corregger le nuove interpretazioni, le quali di tempo in tempo si converrebbon fare in tanta diversità di paesi e di volgari... La seconda cagione si è la communicazione de' sacerdoti in diverse provincie: imperocchè se ciascuno celebrasse nel suo idioma, i sacerdoti per lo più non potrebbono sacrificare fuori che del paese natio.., La terza è il rispetto dell'eresie, e specialmente delle moderne, le quali, siccome è uso di chi litiga a torto. desiderar giudici ignoranti, sollevar la moltitudine degli idioti a voler sentenziare delle cose divine; e però è gran senno impedir che i misteri di nostra fede non s'odano tutto il giorno dal volgo in favella comune, se non quanto sien temperati alla sua capacità dalla esplicazione e della prudenza de' sacri predicatori ».

quatenus per eiusdem linguae unitatem ac universalitatem ipsam unitatem ac universalitatem Ecclesiae ac S. Liturgiae exhibet, tuetur, firmat ac confirmat.

Profecto verum quidem est Deum, qui latinam linguam creavit, ceteras quoque linguas creasse. Attamen verissimum pariter est, et ab omnibus semper ac omnino tenendum, hanc vel illam linguam ad Divina Mysteria in Ecclesia celebranda non cuique Deum determinandam reliquisse, sed uni Ecclesiae Hyerarchicae unique S. Pontifici.

Unde, sicut lingua latina pro latino ritu, ita etiam lingua orientalis pro ritu orientali et lingua slavonica pro ritu slavonico, huiusmodi officium linguae liturgicae pariter adimplent in suo quisque ambitu a S. Sede praefinito. Quare quaestio de lingua latina uti lingua liturgica non respicit linguam in seipsa, ut sic; sed quatenus eadem a competenti Ecclesiastica Auctoritate electa fuit uti signum certum, unum ac universale eorum, quae per linguam in S. Liturgia exprimi debent.

Revera cum huiusmodi rationes (ut cetera relinquamus [6a] et theoreticas et practicas) ad dogmaticam exigentiam S. Liturgiae explendam pertineant, nil mirum si S. Pontifex in his tam firmiter ac sollemniter institit: agitur enim de ipso fine primario S. Liturgiae tutando, sc. de fine latreutico, cui cetera subordinentur oportet.

4. Attamen, idem S. Pontifex recolit (n. 22) « quasdam, sed omnino definitas exceptiones ob graves causas hac in re ab ipsa Sede Apostolica concessas » fuisse; quibus sane videretur praefato principio de latina lingua in S. Liturgia adhibendi derogatum esse atque inde derogatum iri.

Agitur, ut notum est, de Ritualibus, ut aiunt, bilinguis, de quibus jam audistis, necnon de concessione in Missa sollemni seu cantata Epistulam et Evangelium vulgari sermone legendi postquam eadem latina lingua cantata fuerint.

Si rem autem penitius investigemus, facile eruimus huiusmodi concessiones (quae autem novae non sunt) ad illas S. Liturgiae partes praecipue pertinere, quae vel ad cathechesim immediate praeparant (ut sunt e. g. lectiones Epistulae ac Evangelii, quae materiam fere semper praestant — et semper praestare possunt, ne di-

---

[6a] Liceat hic unam prae aliis indigitare, quae suum habet momentum. Motiones contra latinam linguam ex profunda aversione - patenti vel latenti - contra culturam catholicam oriuntur, cuius ingens ac pretiosum patrimonium in litteratura latina christiana continetur et asservatur; quod proinde, excluso latinae linguae studio ac usu apud civiles populos, exclusum pariter erit a moderna hominum cultura: cuius deleteria consectaria neminem fugiunt.

cam debent — homiliae ad populum) vel ipsae cathechesim constituunt (ut sunt e. g. partes quaedam integrantes rituum Sacramentorum ac Sacramentalium). Quae vero ad « formulas, exorcismos, unctiones, et, in Sacramentalibus, id omne quod ad eorum essentiam pertinet, latina lingua sunt servada »: prouti edixit S. Rituum Congregatio in Rituali lingua indica approbando (Die 8 Iulii 1949).

Quare, citatis exceptionibus non obstantibus, integrum semper manet principium, vi cuius, in S. Liturgia, quae ad ipsam Sacramentorum vel Sacramentalium administrationem pertinent, lingua latina a Ministro ordinario sunt dicenda; quae, contra, naturam induunt homiliae vel cathechesis ad populum, lingua vulgari.

Praeterea citatae exceptiones, quae ob graves causas concessae fuerunt, non solum omnino definitae sunt, sed insuper ex expressa S. Pontificis voluntate (ibid.) haud licet « latius proferri vel propagari, nec sine debita eiusdem S. Sedis venia ad alias regiones transferri ». Unde, attentis praescriptis cc. 25 sqq. CJC, consuetudo contraria, generali legi usus latinae linguae in S. Liturgia, forte inducta, irrationalis est dicenda atque ideo legitime praescribere nequit.

« Quinimo — monet S. Pontifex (ibid.) — « ibi etiam, ubi eiusmodi concessionibus frui licet, locorum Ordinarii ceterique sacri pastores sedulo curent, ut christifideles inde a pueris saltem faciliores et magis usitatas modulationes gregorianas (quas supra cum latinis S. Liturgiae verbis arcte connectendas edixit) addiscant eisque etiam in sacris ritibus liturgicis uti sciant, ita ut hac quoque re Ecclesiae unitas et universitas in dies magis effulgeat ».

Quae quidem exhortatio praedictas exceptiones magis magisque coarctatur atque praefata principia de lingua latina iterum confirmat ad eaque omnes omnino fideles in Sollemnibus seu Cantatis Sacris Functionibus conducere satagit, ut exigentia dogmatica unitatis ac universalitatis Ecclesiae integre adimpleatur, ibi etiam ubi aliquantenus est derogatum.

5. Sed et altera adest exceptio — ut videtur —, praefatis principiis de lingua liturgica derogans vi cuiusdam consuetudinis centenariae vel immemorabilis, qua « in Sollemni Sacrificio Eucharistico, post sacra verba liturgica latine cantata, nonnulla popularia vulgaris sermonis cantica inseruntur » (n. 23).

Consulto diximus « ut videtur »; nam in casu nullimode agitur de vera et propria exceptione, quatenus illa popularia vulgaris sermonis cantica minime verba liturgica latine cantata substituunt; haec enim, ut iterum iterumque S. Pontifex confirmat (ibid.), vulgari lingua nequaquam cani possunt. Illa vero popularia vulgaris

sermonis cantica tantummodo « post sacra verba liturgica latine cantata » adiunguntur » [7].

Praeterea, huiusmodi consuetudo, ut tolerari possit, centenaria vel immemorabilis esse debet. Recentiores ergo huiusmodi consuetudines reprobatae censentur.

Demum huiusmodi consuetudinem Ordinarii locorum tolerare poterunt, « si pro locorum ac personarum adiunctis existiment eam prudenter submoveri non posse » (n. 23; can. 5 CJC): secus eamdem consuetudinem submoveant.

Ex quibus item non obscure eruitur S. Pontificis voluntas, vi cuius locorum Ordinarii ad huiusmodi consuetudines opportuno tempore ac prudenter submovendas invitantur, ut principium generale de lingua liturgica integre restauretur ac ubique vigeat.

Ad clariorem autem rei illustrationem dicendum, quae hucusque exposuimus, referri ad ipsam Missam Sollemnem seu Cantatam, in qua probe textus liturgicus a Celebrante, a sacris Administris, a Cantoribus vicem Levitarum gerentibus atque ideo munus liturgicum vere habentibus vel, horum defectu, a virorum ac mulierum coetu Scholam Cantorum supplente, latine canendus est vel recitandus [8].

---

[7] Cfr. Anglés I. - *Il canto del testo liturgico in volgare durante la Messa Solenne* in *Bollettino degli Amici del Pont. Istituto di Musica Sacra.* Roma. Giugno 1955. Anno VII. n. 2, pag. 1-16.

[8] In textu Alloc. Pont., jam supra cit. in nota 4, dicitur: ... « l'Eglise a de graves motifs de maintenir fermement dans le rite latin l'obligation inconditionnée pour le prêtre célébrant d'employer la langue latine... ». Quod quidam, praeiudiciis moti, ita interpretati sunt quasi praedicta obligatio sacerdotem celebrantem tantum teneat, non vero Sacros Administros nec Scholam neque eo minus populum. Praeterea S. Pontifex in eadem Allocutione inter alia dicit: « ... l'élément central du sacrifice eucharistique est celui où le Christ intervient comme « se ipsum offerens », pour reprendre les termes mêmes du Concile de Trente (Sess. XXII, cap. 2). Cela se passe à la consécration où, dans le même acte de la transsubstantiation opérée par le Seigneur (cfr. Conc. Trid. Sess. XIII, cap. 1 et 3), le prêtre célébrant est « personam Christi gerens ». Ex hoc iidem interpretes ad hanc miram conclusionem pervenerunt, ipsum sc. sacerdotem celebrantem per se in verbis consecrationis tantum latina lingua uti debere!

Atqui falsum consequens, ergo et antecedens! In primis enim nomine Celebrantis intelligitur non solum Sacerdos, qui principaliter sacris operatur, sed etiam SS. Administri, qui ex S. Ordinatione vel ex munere liturgico ab Ecclesia sibi commisso, ipsum Sacerdotem adiuvant, atque ideo Diaconus, Subdiaconus, Lectores et Cantores, qui munus liturgicum vere habent. Coetus vero virorum ac puellarum vel populus, qui Scholam Cantorum aliquando supplent vel textum liturgicum cum Schola alternatim cantat, nonnisi lingua liturgica uti debet; accessorium enim sequitur principale.

Praeterea, in materia liturgica, Missae celebratio (de qua est sermo) comprehendit non solum actum consecrationis, sed ea omnia, quae juxta rubricas Sacerdos Celebrans operari debet in sacris peragendis. Profecto huiusmodi veritates obviae omnino sunt; at quidam, praeiudiciis ducti ac fanatismo tumentes, easdem ita pervertunt ac detorquent!

Unde — ut notum est — extra Missam Sollemnem seu Cantatum (immediate ante vel post eam) licet fidelibus popularia cantica promere.

Item in Missa privata, in qua nempe sacerdos celebrans textum liturgicum Missae latina lingua integre legit, fideles possunt popularia cantica singulis Missae partibus accomodata lingua vulgari canere; quinimo ad id Ecclesia eosdem exhortatur.

Praeterea, in SS. Functionibus extra-liturgicis longe lateque patet aditus populi cantui in lingua vulgari.

Quare Sancta Mater Ecclesia, sicut sollicita est unitatis ac universalitatis S. Liturgiae atque ideo unius ac vere universalis linguae in latino ritu adhibendae — sc. linguae latinae —, non minore studio fovet populi cantum in lingua vulgari.

De novis Propriis.

6. Sed, firmo etiam latinae linguae ut linguae liturgicae principio (quod nimis vehementer in praesenti Congressu a quibusdam concussum, ne dicam conculcatum fuit, quamvis et S. Pius X liturgiae pastoralis eximius propugnator, et S. P. Pius XII praesentis reformationis liturgicae augustus Auctor, et E.mus Praeses huius Congressus, Card. Cicognani, in sua oratione inaugurali principium illud iterum iterumque confirmaverint), peculiaris quaestio exurgit — ad sacram musicam quod attinet, imo ad cantum proprium Ecclesiae ac S. Liturgiae —, quando nempe agitur de textu litterario latino in novis Officiis adhibendo: utrum scilicet standum sit antiquioribus versionibus an recenti Psalterii translationi, necnon futuris Sacri Textus versionibus.

Nulla est quaestio pro novis Officiis, quorum textus notis ornatus haud inveniatur in venerando patrimonio gregoriani cantus: tunc reapse textus litterarius ex nova Psalterii translatione desumendus erit atque gregoriano cantu noviter confecto ornandus juxta regulas a S.Pontifice in dictis Litt. Enc. « Musicae sacrae disciplina » praefixas; ita nempe « ut propriis genuini cantus Gregoriani legibus fideliter obtemperetur et novae modorum compositiones cum vetustioribus virtute ac puritate digne concertent » (n. 20): quod quidem haud facile est, ut ex recenti experientia satis constat. Revera regulas technicas monodiae gregoriane cognoscere idem non est ac afflatum sacrum possidere veterum illorum artificum, qui genuinum cantum gregorianum composuere. Etenim modum componendi cuiusdam musici perspectum habere idem non est ac eiusdem artem possidere; ad summum pervenitur ad exteriorem quamdam imitationem — quae tamen non est ars vera —, minime autem ad verae creationis opus, ut verae artis proprium est.

Praeterea, si huiusmodi novae compositiones multiplicarentur, sensim sine sensu thesaurus genuinae monodiae gregorianae deperderatur atque eius loco — ut ex hucusque factis conicere fas est — habebimus centonem quemdam satis informem, in quo, paucis exceptis, multa erunt mediocris vel nullius valoris.

Unde cautissime recurrendum erit ad huiusmodi novas compositiones; eo vel magis quod — praeter cantum liturgicum jam in editionibus typicis contentum — ingens adhuc exstat thesaurus sacrorum textuum, qui, juxta regulas classicas in formulariis liturgicis servandas compositi, genuino cantu gregoriano exornati fuerunt. Opportunum igitur erit huiusmodi thesauri materiam adhibere ad formularia novorum Officiorum paranda.

Si vero in dicto thesauro nullus inveniatur textus, qui novo Festo apte respondeat (quod difficile erit, attenta mira huiusmodi thesauri varietate), tunc certe necessarium erit novum textum aptare (qui tamen formam usualem ac proportiones consuetas servet) eumdemque gregoriano cantu noviter sed rite, ut diximus, confecto exornare.

7. Quando vero textus litterarius gregoriano cantu jam ornatus invenitur, et quidem juxta antiquas Sacri Textus translationes, tunc tres dantur solutiones:

1) melodia gregoriana originaria contrahitur, mutilatur vel interpolatur ut novo textui accomodetur;

2) integra manente genuina melodia gregoriana, textus litterarius juxta novam Psalterii versionem adhibetur; et, cum id non semper possibile sit:

3) genuinus cantus gregorianus integre servatur cum antiquo textu litterario, ex quo cantus ille exortus est.

Nemo non videt primam solutionem (quae in melodia gregoriana originaria contrahenda, mutilanda vel interpolanda consistit) ad deformationem ac brevi temporis lapsu ad ipsam deperditionem venerandi patrimonii ducere gregoriani cantus, quod tot saeculorum decursu S. Sedes integrum custodivit atque ad codicum tandem fidem restituit.

Etenim, ut notum est [9] atque in Litt. Enc. « Musicae sacrae disciplina » perspicue notatur (n. 20), gregorianus cantus « ob intimam modulationum convenientiam cum sacro verborum textu, non solum iisdem arctissime accommodatur, sed eorumdem etiam vim atque efficacitatem quasi interpretatur ». Revera monodia gre-

[9] Cfr. *Dom* Cardine *O. S. B. Paroles et médodie dans le chant grégorien* in *Bollettino degli Amici del Pont Istituto di Musica Sacra.* Settembre 1954, p. 1-9.

goriana potius quam externe adiuncta, incorporata dicenda est sacro textui cum huius peculiari accentu ac syllabarum quantitate ac mensura, attentis etiam ipsarum consonantium vi ac vocalium colore necnon in eadem verborum successione, cesurarum ac cursus infinita fere diversitate; ita ut impossibile sit verba aliqua substituere vel eorundem ordinem mutare quin destruatur architectura illa melodica, quae ex illis verbis fere naturaliter exurgit.

Quare praedictam solutionem (melodiam sc. gregorianam contrahendi, mutilandi vel interpolandi), utpote oversivam genuini cantus gregoriani atque ideo S. Liturgiae et musicae arti quam maxime infensam, acceptari non posse non ego tantum opinor, sed fere omnes piissimi viri, qui Divino Officio sollemniter persolvendo totam suam vitam consecrarunt, atque insuper plerique musicae sacrae praecones ac magistri cuiusvis Nationis unanimiter tenent, ut ex quodam memoriali S. Rituum Congregationi exhibito atque a dictis viris subsignato constat.

8. Altera solutio (qua sc., integra manente genuina melodia gregoriana, textus litterarius juxta novam Psalterii translationem adhibetur) omne tulit punctum; qua tamen non in omnibus casibus, sed in quibusdam tantum, uti possumus; et quidem:

1) in recitativis, ut sunt Psalmodia, dummodo tamen versiculorum ac emistichiorum cuiusque versiculi distributio talis sit, quae permittat ipsius Psalmodiae cantum juxta regulas classicas: quare, e. gr., flexa in altero versiculi emistichio numquam adsit; et ita porro. Revera in Psalmodia forma melodica, utpote simplex, optime aptatur omni textus generi, quatenus chorda recitationis est unisona atque accentus tonici textus unica nota vel neumate in parte superiore subsignantur;

2) in nonnullis formulis typicis, quae, juxta regulas classicas constructae, propter peculiarem earundem elasticitatem, diversis textibus de facto aptantur atque ideo aliis etiam aptari possunt, dummodo id fiat a viris in arte peritis;

3) quando textuum differentia tam levis sit ut ipsam verborum structuram substantialiter servet atque ideo consectaria alicuius momenti evitet vel ad minimum reducat; ut e. g. in Graduali novi Officii Assumptionis, in quo loco « *concupiscet pulchritudinem* » habetur in novo textu « *concupivit speciem* »: sufficit in casu duas notulas antetonicas adiungere vel in formam recitativi ad unisonum praecedentis notae inclinare.

9. Ceteris in casibus adhibendam esse puto tertiam solutionem, quae nempe consistit in genuino cantu gregoriano integre servando

cum integro textu litterario, ex quo cantus ille exortus est: et hoc dico pro libris choralibus tantum, exclusis ceteris, qui simplici recitationi inserviunt. Nec in casu obstat discrimen, quod inter antiphonam juxta veteres versiones intercederet, ac totius psalmi textum juxta novissimam Psalterii versionem.

Revera huiusmodi discrimen jam adfuit saeculis antcactis. Etenim antiphonae, ut notum est, compositae non fuerunt super textum Psalterii Gallicani (sc. Vulgatae) sed praecedentis Psalterii Romani. Ut habet Righetti in sua *Storia Liturgica* (vol. I ed. II, 1950, pag. 164): « Altre e frequenti divergenze fra il testo liturgico (quello sopratutto dei pezzi in canto dell'Antifonario) e il testo della Volgata si debbono ascrivere all'uso di una versione anteriore. Quando, intorno al VII secolo, si introdusse nella pratica liturgica la Volgata di S. Girolamo, non si volle, per un riguardo alla melodia, toccare quei testi che seguivano lezioni più antiche e generalmente la cosidetta « Italia ». S. Pio V li conservò nella sua riforma del Messale, e Clemente VIII dichiarò solennemente che dovessero sempre essere rispettati come resti preziosi di una antichissima e venerabile tradizione... » [10]. Quam quidem normam tenuerunt, sub ductu S. Sedis, redactores quoque editionis Vaticanae Gradualis et Antiphonarii, qui probe manuscriptorum textum sequuti semper sunt, quamvis ille a textu Missalis vel Breviarii differens esset.

Praeterea gregoriani cantus artifices non semper psalmi textum integre adhibuerunt, sed in simplicibus etiam antiphonis fragmenta plurium versiculorum, aliquando inter se valde dissitorum, conjunxerunt vel etiam mutaverunt, ut compositionem vere novam atque ab ipso Psalmo realiter independentem efficerent, quae tamen Mysterio vel Festo celebrando melius accomodaretur: ita, e. gr. « Secus decursus aquarum » Comm. Plurimorum Martyrum; « Beatus vir qui in lege » Comm. Confessoris, etc.

Insuper ipsi gregoriani cantus artifices textum litterarium aliquando mutaverunt, illum nempe coarctantes vel ampliantes juxta melodiae exigentias, ut proprium est artificis creatoris.

Demum Ecclesia ipsa, versiculum seligens alicuius psalmi ad antiphonam parandam, huiusmodi textum interpretans ampliavit, et aliquando ad sensum specificum vel universalem reduxit, ut scite adnotat praelaudatus Righetti (ibid. pag. 163): « Giova ancora avvertire che talvolta il compilatore liturgico, nel derivare un testo dalla Scrittura, ci apportò qualche leggera variante, sia per ra-

---

[10] Cfr. Bulla *Cum sanctissimus* d. 6. Iulii 1604 initio Missalis relata.

gioni musicali, sia per adattarlo meglio al senso da lui voluto ». Ita, e. gr. antiphona « Exultabunt ossa humiliata » in Officio Defunctorum significationem habet quae non coincidit cum illa Ps. « Miserere »; item « Deus in adiutorium » initio cuiusque Horae canonicae.

10. Tandem, ad praxim quod attinet, nihil impedit quominus in Breviariis, ac ceteris liturgicis libris apparandis, qui simplici recitationi inserviunt, nova Psalterii versio tam in psalmis quam in antiphonis ceterisque sacris textibus adhibeatur; in libris vero choralibus, qui cantui tum Missae quum Officii peculiariter destinantur, temperamenta supra exposita adhibeantur: nec aliquod inconveniens video vel inelegantiam in hac duplici textus litterarii versione adhibenda, attentis et distincto usu (recitandi sc. vel cantandi) et substantiali sensus convergentia utriusque textus.

Attamen hac solutione salvae fiunt rationes et genuinae monodiae gregorianae et translationum Sacri Textus.

Si quis vero dixerit in hac solutione rationes monodiae gregorianae praevalere rationibus Sacri Textus, respondebo in primis non agi in casu de ipso Sacro Textu, sed tantum de Sacri Textus translationibus, quae temporis decursu mutare poterunt ac revera mutaverunt.

Praeterea si qua Sacri Textus translatio ab Ecclesia probatur ac commendatur, utpote ad pietatem fovendam valde utilis, monodiae gregorianae genuinitas Ecclesiae cordi pariter est, atque ideo melodia illa integra servanda ac custodienda, quamvis cum altera Sacri Textus translatione cohaereat, quae tamen ab ipsa Ecclesia haud reprobata est ac tot saeculorum cursu fidem fecit.

Insuper, cum in casu agatur de usu plane distincto, nullus revera alteri praevalet; nam rationes monodiae gregorianae genuinae in cantu praevalent; rationes vero novae translationis in recitatione absque cantu.

Et quoniam libri liturgici, qui privatae inserviunt recitationi, etiam in chorali servitio adhiberi aliquando poterunt (nisi in Missa Conventuali, certe in psalmodia Horarum canonicarum), necesse erit ut libri praedicti, simul cum novissima Psalterii translatione, textus etiam antiquos, qui in libris choralibus servabuntur, semper referant.

Quas quidem conclusiones humiliter submitto S. Sedis judicio, cui unice competit hac in re normas praefinire.

De catechesi liturgica.

11. Nunc vero ad quaestionem generalem redeuntes, inaequivoca apparet S. Pontificis voluntas de latina lingua servanda, imo et

restauranda, in S. Liturgia, ad exigentiam dogmaticam in tuto ponendam atque ideo ad finem primarium S. Liturgiae integre servandum.

Sed inaequivoca simul apparet et est voluntas S. Pontificis de intima et efficaci fidelium participatione actioni liturgicae: uti jam satis superque hic dictum est.

Attamen in primis dicendum diversimode huiusmodi participationem evenire posse.

Ut enim habet Pius XII in Litt. Enc. *Mediator Dei* (n. 106 s): « Animadvertendum quoque est eos veritatem egredi rectaeque rationis iter, qui fallacibus opinationibus ducti, haec rerum adiuncta (Missae sc., quam communitariam vocant) tanti faciant, ut asseverare non dubitent, iisdem praetermissis, rem sacram statutum sibi finem assequi non posse.

Haud pauci enim a christifidelibus « Missali Romano », etiamsi vulgata lingua exarato, uti nequeunt; neque omnes idonei sunt ad recte, ut addecet, intellegendos ritus ac formulas liturgicas. Ingenium, indoles ac mens hominum tam varia sunt atque absimilia, ut non omnes queant precibus, canticis sacrisque actionibus, communiter habitis, eodem modo moveri ac duci. Ac praeterea animorum necessitas et propensa eorum studia non eadem in omnibus sunt, neque in singulis semper eadem permanent. Quis igitur dixerit, praeiudicata eiusmodi opinione compulsus, tot christianos non posse Eucharisticum participare Sacrificium, eiusque perfrui beneficiis? At ii alia ratione utique possunt, quae facilior nonnullis evadit; ut, verbi gratia, Iesu Christi mysteria pie meditando, vel alia peragendo pietatis exercitia aliasque fundendo preces, quae etsi forma a sacris ritibus differunt, natura tamen sua cum iisdem congruunt » [11].

Quod in cit. Alloc. idem S. Pontifex adhuc confirmat, dicens: « Les fidèles de leur côté se préoccupent de répondre aux mesures prises par l'Eglise, mais ils adoptent en cela des attitudes profondément différentes: certains montreront de la promptitude, de l'enthousiasme, parfois même une passion trop vive qui motive des interventions de l'autorité; d'autres témoigneront de l'indifférence et même de l'opposition. Ainsi se manifeste la diversité des tempéraments, comme aussi des préférences pour la piété individuelle ou pour le culte communautaire » [12].

Praeterea, ut optime adnotat E.mus Card. Lercaro: « Infatti è

---

[11] Cfr. Bugnini A. *Documenta Pontificia ad instaurationem liturgicam spectantia.* Romae 1953; pag. 133 s., n. 106.

[12] L'*Osservatore Romano*, 1956, v. 96, n. 222, 24-25 Sett. 1956, p. 2.

errata l'opinione non infrequente che, per participare alla Messa, si debba leggere sul proprio messalino tutto quanto dice il sacerdote; perchè il sacerdote nella Messa ha compiti e azioni proprie, che i fedeli non hanno, nè possono avere: la partecipazione, come in qualunque altra azione collettiva, è anche qui varia e ciascuno vi concorre, con la parte che a lui spetta. Senza dire che quell'opinione potrebbe pure riuscire, se non si sta avvertiti, pericolosa; nel senso che in quel modo ci si può anche isolare dal resto della comunità, chiudendosi in un interiore atteggiamento individualistico, che è quanto mai lontano dal senso della Liturgia » [13].

Nunc ergo quaeritur quomodo, stante ac perseverante lege de latina lingua in S. Liturgia — quae quidem lingua ignota imo et impervia est apud populos maxima saltem ex eorum parte — quomodo, dico, exigentiae pastorali satisfieri possit qua nempe fideles et Mysteria, quae in S. Liturgia aguntur, intelligant et intellecta gustent et appetant.

Clarissime respondet S. Pontifex in Litt. Enc. « Musicae sacrae disciplina » (n. 24): « Ut autem cantores populusque christianus recte intelligant quae Liturgica verba modulationibus musicis illigata significent, placet Nobis hortationem usurpare a Patribus Concilii Tridentini adhibitam praesertim « pastoribus et singulis curam animarum gerentibus, ut frequenter inter Missarum celebrationem vel per se vel per alios ex iis quae in Missa leguntur, aliquid exponant, atque inter cetera sanctissimi huius sacrificii mysterium aliquod declarent, diebus potissimum dominicis et festis » [14]; idque praesertim eo tempore agant, cum nempe cathechesis plebi christianae traditur. Id hac nostra aetate facilius et expeditius, quam anteactis saeculis, fieri poterit, propterea quod verba Liturgiae in vulgarem sermonem conversa eorumque explanationes in manualibus libris et libellis prostant, qui in omnibus fere nationibus a peritis scriptoribus confecti, christifideles efficaciter juvare et illuminare possunt, ut ipsi quoque ea intellegant et quasi participent quae a sacrorum administris lingua latina proferuntur ».

Habemus profecto solutionis principia quaestionis nostrae in cathechesi liturgica.

Etenim verba alicuius textus audire in proprio sermone idem

---

[13] Lercaro, G. Card. *A Messa, figlioli.* Bologna 1956. II ed. p. 13.

[14] Conc. Trid. Sess. XXII *De sacrificio Missae*, c. VIII. - Quoad Sacramenta autem cfr. Sess. XXIII *De Reform.* c. 7: « Praecipit S. Synodus episcopis, ut non solum,. prius illorum (Sacramentorum) vim et usum pro suscipientium captu explicent, sed etiam idem a singulis parochis pie prudenterque, etiam lingua vernacula, si opus sit et commode fieri poterit, servari studeant ».

non est ac eorumdem verborum genuinum sensum plane intelligere. Verba enim sunt signa tantum conceptuum, qui igitur explicandi atque illustrandi semper erunt juxta rerum difficultatem et audientium captum.

Quod si pro textibus humanis id valet, eo vel magis tenet pro Sacro Textu, cuius Auctor primarius est ipse Deus cuiusque igitur interpretatio non in cuiusvis hominis facultate est, sed ad eos tantum ex divina institutione pertinet, quibus munus docendi in Ecclesia commissum est [15].

---

[15] Ad rem optime faciunt quae S. Pontifex illustravit eis, qui partem habuerunt VI Hebdomadae sic dicti « Aggiornamento Pastorale » (cfr. *Bollettino del Clero Romano*, 1956, vol. 37, n. 9-10; pp. 365-366*s*; 368-369): « Dal classico testo sopra la facoltà e l'obbligo della Chiesa d'insegnare « Euntes docete omnes gentes... docentes eos servare omnia quaecumque mandavi vobis » (Mt. 28, 20), vogliamo rilevare un solo punto: gli Apostoli (e in essi la Chiesa) debbono annunziare quel che il Signore ha annunziato, e debbono insegnare ad osservare tutto ciò che Egli aveva loro comandato di credere e di operare »... « Essi ebbero tutto ciò che avrebbero dovuto insegnare dalla forza e dall'autorità del Padre, del Figlio e dello Spirito Santo. - E in tal guisa voi avete, dilettisimi figli, una chiave per la comprensione e per l'apprezzamento della predicazione della Chiesa; predicazione della dottrina di Cristo mediante i maestri della Chiesa, il Papa, e i Vescovi in comunione con lui. E' il Dio uno e trino, che attraverso il magistero ecclesiastico comunica verità, luce e vita ».

Atque in fine ita conclusit: « Un altro punto non potremmo nemmeno lasciare sotto silenzio. Particolari circostanze nel più recente periodo della vita ecclesiastica C'indussero a dire, nelle Nostre due Allocuzioni al Sacro Collegio e all'Episcopato del 31 Maggio e del 2 Novembre 1954 (*Discorsi e Radiomessaggi*, vol. XVI. pp. 41-46 e 245-256), una parola sul fondamento del Magistero *iure divino* del Papa e dei Vescovi e sull'insegnamento dei Teologi, i quali non per diritto divino, ma per delegazione della Chiesa, esercitano il loro ufficio e quindi rimangono sottoposti all'autorità e alla vigilanza del legittimo Magistero. Se essi come Teologi sono attivamente interessati nell'« Orientamento » e adducono argomenti teologici scientifici, avrebbe potuto presentarsi il quesito, se la parola dei Teologi o quella del Magistero della Chiesa offre maggiore peso e garanzia di verità. Al quale proposito nella Enciclica « *Humani generis* » si legge: « Quod quidem depositum (fidei)... nec ipsis theologis divinus Redemptor concredidit authentice interpretandum, sed soli Ecclesiae Magisterio... Quare Decessor Noster imm.mem. Pius IX, doces nobilissimum theologiae munus illud esse, quod ostendat quomodo ab Ecclesia definita doctrina contineatur in fontibus, non absque gravi causa illa addidit verba: eo sensu, quo ab Ecclesia definita est » (l. c. pag. 518). Decisiva dunque per la conoscenza della verità è non già la « opinio theologorum », ma il « sensus Ecclesiae ». Altrimenti sarebbe un fare i Teologi quasi « magistri Magisterii »; il che è un evidente errore.

Ciò non toglie certamente che i teologi e gli scienziati si adoperino per dare un fondamento scientifico a tutta una serie di acute questioni della vita. Certamente la S. Sede ama, loda e promuove le erudite ricerche e le alte speculazioni dei Teologi, che approfondiscono le verità rivelate e che non esitano di considerare, spiegare e sostenere le dichiarazioni del Magisterio ecclesiastico con serietà scientifica, al lume della ragione illustrata dalla fede (*Conc. Vat. Sess. III, cap. 4*), vale a dire, come affermava Pio IX, « in sensu Ecclesiae ».

Fideles igitur, postquam litteram Sacri Textus audierint, res quae in illo continentur addiscere debent ab iis, quibus ex divina ordinatione id commissum fuit.

Revera S. Liturgia est prae ceteris res Ecclesiae hyerarchicae uti summa cum claritate a S. Pontifice Pio XII illustratum fuit in Litt. Enc. « Mediator Dei » (Pars III, n. 38 sqq.). Ecclesiastica autem Hyerarchia, non solum ratione S. Liturgiae, sed etiam ratione studiorum ac negotiorum, familiaritatem habet et habere debet cum lingua latina ecclesiastica, cuius venerandum patrimonium dogmaticum, morale, asceticum et juridicum apprime possidet [16]. Un-

---

[16] Praestat hic referre quae non semel S. Sedes statuerit de latinae linguae studio apud clericos.

« In primis, quod maximi momenti et ponderis est, notari atque animadverti volumus, linguam latinam iure meritoque dici et esse linguam Ecclesiae propriam. Et profecto hac lingua, si quando necessitas exigat, Sacerdotes disiunctarum diversarumque civitatum colloqui et scribere inter se solent ad sensa mentis pandenda, quae aliter inter se pandere non possent. Hac lingua, in quam sacri libri veteris novique Testamenti versi sunt, Clerus canonicas recitat precationes, Sacrum facit omnesque sacros ritus et caeremonias, quas Liturgia praescribit, exequitur. Quin etiam hac lingua Summus Pontifex et sacra Consilia Ecclesiae negotiis curandis in litteris actisque omnibus edendis utuntur. Accedit quod doctissimos libros sancti Patres Ecclesiaeque Doctores latini scripsere, eos et huic linguae commendarunt ». (*Enchiridion Cleric.* n. 820. Ep. S. C. Studiorum *Vehementer sane,* ad Episcopos universos, 1 iul; 1908).

« ... Quam (latinam) linguam scientia et usu habere perceptam non tam humanitatis et litterarum, quam religionis interest. Etenim Ecclesia, ut quae et nationes omnes complexu suo contineat, et usque ad consummationem saeculorum sit permansura, et prorsus a sui gubernatione vulgus arceat, sermonem suapte natura requirit universalem, immutabilem, non vulgarem. Huiusmodi cum sit sermo latinus, divinitus provisum est ut is mirifico esset usui Ecclesiae docenti, idemque Christifidelibus doctioribus ex omni gente magnum ministraret vinculum unitatis; iis dando scilicet non solum unde, vel locorum intervallo disiuncti vel in unum locum congregati, facile inter se sensa mentis et consilia conferrent, sed etiam, quod maius est, unde, quae Ecclesiae matris sunt, altius cognoscerent et cum Ecclesiae capite arctius cohaererent. Utraque de causa, ut cetera omittamus, liquet clerum, ante alios, latinae linguae perstudiosum esse oportere; neque enim hic laudes persequimur, quibus hoc commedatur loquendi genus pressum, locuples, numerosum, maiestatis plenum et dignitatis quod mire dixeris comparatum ad serviendum Romani Pontificatus gloriae, ad quem ipsa Imperii sedes tamquam hereditate pervenerit. Quod si in quopiam homine laico, qui quidem sit tinctus litteris, latinae linguae, quam dicere *catholicam* vere possumus, ignoratio quemdam amoris erga Ecclesiam languorem indicat, quanto magis omnes clericos, quotquot sunt, decet eiudem linguae satis gnaros esse atque peritos! Horum profecto est latinitatem tanto tueri constatius, quanto a sapientiae catholicae adversariis qui saec. XVI Europae in una Fidei doctrina consensionem labefactarunt, acrius eam norunt oppugnatam. (Ibidem, n. 1154, p. 606 s. Ep. Ap. *Officiorum omnium,* ad C. Card. Bisleti Sacri Concilii. Seminariis et Studiorum Universitatibus curandis Praefectum, 1 aug. 1922).

« Quanti autem momenti sit, iuvenes religiosos latini esse bene gnaros sermonis,

de Sacerdos, qui, alter Christus, Mediator exstat « Dei et hominum », quae in S. Liturgia latine habentur, optime intelligit atque non solum nomine proprio, sed etiam totius populi fidelium ad Deum dirigit.

Attamen id certe non sufficit; Liturgia enim — ut idem S. Pontifex in iisdem Litt. Enc. perspicue statuit (n. 20) — « integrum constituit publicum cultum mystici Jesu Christi Corporis, Capitis nempe membrorumque eius ». Quare, salva semper substantiali distinctione divinitus instituta Sacerdotes inter ac populum fidelium, quicumque per Baptismatis Sacramentum Mystici Christi Corporis membra fiunt, iidem profecto in S. Liturgia partem habent suae naturae propriam [17]. Ut ideo fideles hanc participationem consequi possint, S. Pontifex, doctrinam resumens Patrum Sacrosancti Concilii Tridentini, cathechesim liturgicam peragendam statuit, quae et exigentiae dogmaticae et exigentiae pastorali plenissime satisfacit.

Etenim — ut clare edicitur in Litt. Enc. « Mediator Dei » (n. 39) — « si omnia Mystici Corporis membra eadem participant bona et ad eadem diriguntur proposita, non omnia tamen eadem fruuntur facultate neque omnia possunt eosdem elicere actus ». Attenta igitur arcta connexione Liturgiae et Dogmatis (cf. « Mediator Dei » n. 44), necesse est ut ii, quibus munus concreditum est docendi catholicam fidem, S. Liturgiam populo explicent. Qui vero existi-

---

id non modo declarat, quod eo ipso Ecclesia utitur veluti ministro et vinculo unitatis, seu etiam quia latine Biblia legimus, latine et psallimus et litamus et sacris ritibus pene omnibus perfungimur. Huc praetereà accedit, quod Romanus Pontifex latine universum alloquitur docetque catholicum orbem, neque alium sane adhibet Romana Curia sermonem cum negotia expedit ac decreta conficit quae fidelium communitatis intersunt. Qui autem linguam latinam non calleant, iis quidem ad copiosa Patrum Doctorumque Ecclesiae volumina difficilior est aditus, quorum plerique non alia usi sunt scribendi ratione ut christianam sapientiam proponerent ac tuerentur ». (Ibid. pag. 637 n. 1189. - Ex Epist. Ap. *Unigenitus Dei Filius* ad Summos Moderatores Regularium aliarumque Sodalitatum religiosorum virorum ; 19 mart. 1926).

« Quorum (catholicae veritatis hostium) conatus et fallacias dignoscere penitus et repellere nemo potest, nisi dogmatum Fidei sensum retineat et formulam, qua sunt expressa, adeoque nisi sermonem ipsum, quo Ecclesia filios suos alloquitur, apprime calleat. « Ibid. p. 582, n. 1125. - Litt. S. C. de Sem. et Stud. Univ. *Vixdum haec Sacra Congregatio,* ad Germaniae Episcopos, 9 oct. 1921, ad III, A).

Cfr. etiam : A. Springhetti. *Lingua latina gloria Sacerdotum* in *Monitor Eccles.* a. 1951, vol. LXXVI - Fasc. IV, pag. 659-676).

Videsis quae in subiecta materia nuperrime praeclare scripsit Decanus S. R. Rotae, Exc.mus Andreas Jullien. *Cultura cristiana nella luce di Roma per giudicare umanamente.* Desclée, Roma 1956.

[17] Quod mire exponitur in I Parte Alloc. cit. « La Liturgie et l'Eglise » quodque in adnotationibus ad eandem Alloc. suo loco illustratur.

ment fideles, sine catechesi ab Ecclesia Docenti tradita, sed ex simplici auditione lectionis vel cantus lingua vulgari textuum S. Liturgiae, eosdem textus plane intelligere ac plene gustare posse, qui ita cogitant — dico — vel seipsos illudunt vel cum iis colludunt, qui, negata divina institutione Ecclesiae Hyerarchicae atque Ecclesiastici Magisterii, errorem tenent liberae interpretationis Sacri Textus.

Facile enim evenire potest ut fideles, litteram percipientes huiusmodi textuum, eo ipso praesumant eosdem ad libitum se interpretari posse, atque ideo in errores incidant.

Praeterea in hodiernis circumstantiis vitae liturgicae, in quibus nempe non pauci adstant fideles, sed multi, atque in amplis templis, difficile erit sacerdoti celebranti textum, etiam in lingua vulgari, ita recitare in Missa privata ut ab omnibus fidelibus clare ac distincte percipiatur.

In Missa vero Sollemni vel Cantata, sive agatur de monodia gregoriana neumatica ac praesertim melismatica, eo magis si agatur de musica polyphonica et quidem cum organo vel instrumentis, impossibile erit, textum — etiam in lingua vulgari — clare ac distincte ita simul percipere ut sensus saltem litterarius intelligatur, nisi accedat eiusdem textus explicatio vel lectura.

Insuper augusta Divinorum Mysteriorum verba, quae in S. Liturgia habentur, si in lingua vulgari proferuntur vel cantantur, non parum suae dignitatis amittunt, imo irreverentiae occasionem aliquando praebere possunt.

Demum perutile est, ad debitam venerationem erga sacra servandam et augendam, ut non solum formae templi, vestium sacerdotalium aliorumque quae in Divinis Officiis peragendis inserviunt, omnino distincta sint a forma aedificiorum atque indumentorum, quibus laici utuntur, sed lingua etiam liturgica — juxta constantem et universalem Ecclesiae traditionem — nobilitate praestet nec vulgarem sermonem sapiat atque universalitate, sicut Ecclesia, catholica sit. Et quoniam musica, ut experientia constat, lingua vere universalis est, in Liturgia Sollemni seu Cantata fideles omnes sensum generalem Sacri Textus jam immediate percipiunt a musica seu cantu, qui eosdem textus interpretantur.

Ad cuius explicationem placet hic referre quae cl. Le Guennant praeclare dixit in II Congressu Internationali de Musica Sacra [18]. « Mais, dira-t-on peut-être, comment expliquer que Pie X puisse

---

[18] Le Guennant A. - *Le chant grégorien dans l'oeuvre pastorale de Pie X* in *Zweiter Internationaler Kongress für Katholische Kirchenmusik Bericht.* Wien. 1954. p. 102.

parler de textes proposés à l'intelligence des fidèles, et affirmer que le rôle de la musique sacrée est de leur faciliter cette intelligence, puisque la liturgie est tout autre chose qu'un catéchisme, qu'elle ne suit aucun plan didactique et suppose le dogme connu, qu'elle n'est pas, au moins directement, un moyen d'apostolat, et qu'elle est, au contraire, « un intime service de Dieu, une concentration sur le terrain de Dieu, une absorption en Dieu? » [19].

On peut répondre, tout d'abord, que bien qu'étant en effet centrée sur Dieu et, essentiellement, louange, la liturgie n'en oublie pas pour autant l'homme, et demeure adaptée à sa mesure et à ses nécessités.

Participer par le chant à la prière liturgique, c'est, pour un chrétien, se dépasser lui-même, s'insérer tout entier dans le puissant courant vital qui anime l'Eglise, qui a sa source en l'Esprit-Saint, et duquel procède ce qu'on appelle la Communion des Saints...

Il faut aussi se souvenir que la liturgie est un poème débordant de lyrisme et que, si la prière liturgique a pour fondement solide le dogme, elle est affective dans son principe, dans ses modes d'expression et dans ses effets.

Il s'ensuit que nous devons aller à la liturgie davantage peut-être avec notre coeur qu'avec notre esprit. Car si la liturgie est contemplation, — comme je viens de le dire il y a un instant — elle n'est pas contemplation spéculative, mais cette autre forme de contemplation dont l'amour est à la fois le principe et le terme, et que Pie X appelle « la dévotion ».

Entretenir dans les coeurs la charité, telle est la fin. Le reste, texte ou musique, n'est que moyen.

« La vérité divine et les influences divines », écrit le P. Sertillanges, « ont des chemins en nous vers les profondeurs, et de ces mêmes profondeurs elles peuvent remonter avec la réponse et avec les ferveurs de notre âme [20].

Or, ce mystérieux va-et-vient ne peut avoir comme unique principe le sens littéral des textes sacrés, même en admettant — ce qui est loin d'être toujours le cas — que ce sens littéral puisse être exactement précisé et clairement défini.

Il s'agit en réalité de tout autre chose. Il s'agit de dépasser la lettre, de se porter à la rencontre de Dieu, de pénétrer jusqu'aux mystères de son opération en nous, à travers la spiritulité des Ecritures; donc de quelque chose qui ne s'explique pas par les mots, encore que ce soit à travers ceux-ci que nous percevions l'appel du Seigneur.

[19] P. Sertillanges, *Prière et musique*, p. 27

[20] P. Sertillanges, Op. cit., p. 27.

« La simple intelligence des mots apporte peu d'utilité », dit Dom Guéranger, « tant que l'affection en Dieu n'est pas excitée » [21].

Je viens de parler de mystère... Qui ne voit, par conséquent combien la musique est ici efficace, puisqu'il est de l'essence de la musique — de la vraie, de la seule qui compte — d'être « un moyen d'ascèse d'introduction à la contemplation » [22], et de se situer au-delà des choses, « dans cette zone mystérieuse où l'âme humaine s'arrache au tumulte et s'épure dans le silence » [23].

L'intelligence des textes sacrés doit donc s'entendre de ce qu'elle précise, en tant que facteur déterminant, l'orientation générale de la vie du chrétien: ce qui revient à dire que celui-ci se nourrit de leur substance.

Il y faut donc la grâce? dira-t-on. — C'est évident. Mais, cette grâce, la liturgie la porte en elle, parce qu'elle est elle-même l'oeuvre de l'Esprit, et qu'elle a pour mission de nous en rendre participants.

Et s'il est vrai que si « l'architecture enveloppe la multitude des fidèles, la musique les relie au dedans », cette fusion des âmes dans l'unité du corps mystique se réalise à l'état parfait par le chant grégorien, dont l'impersonnalité complète et renforce le caractère éminent de sainteté ».

* * *

Sub respectu pastorali autem, nihil efficacius cathechesi liturgica, dummodo debitis tradatur modis, quos S. Pontifex in textu supra relato innuit atque breviter hic explicare volumus.

12. Ratione subiecti, cathechesis liturgica in primis tradenda erit cantoribus, dein populo.

Cantoribus quidem, utpote qui Levitarum vices gerunt atque munus liturgicum vere habent, accuratius huiusmodi cathechesis est tradenda, sive remote, in cathechetica institutione ipsis specialiter tradenda, in qua Sacra Liturgia uti synthesis Theologiae Dogmaticae ac Moralis exhibeatur atque explicetur; sive praesertim proxime, quando sc. parantur sacri cantus, cuius verba et ipsa eorundem musica efficacissimam praebent occasionem explicandi intimum sensum eorundem verborum ac rituum, quibus sacra illa musica dicatur. Quo non raro evenit ut huiusmodi cantores, sacris ita initiati, divinam vocationem ad Sacerdotium accipere mereantur, ut experientia etiam recenter habita comprobat.

---

[21] Dom Gueranger, *Institutiones liturgique*, t. 3, cap. 3, p. 124.

[22] Davenson, H. *Traité de la musique selon Saint Augustin*, p. 114.

[23] P. Sertillanges, op. cit. p. 14.

13. De cathechesi liturgica ad populum, in primis dicendum S. Liturgiam, utpote praeclaram ac concretam synthesim doctrinae catholicae, optimam praebere materiam ad fideles in Religione instituendos, et quidem juxta eorum captum atque attentis omnibus rerum, locorum ac personarum adiunctis: quod velim ne excidat a mente eorum, qui linguam vulgarem in S. Liturgia propugnant tamquam eminens ac praecipuum medium pastorale.

Etenim fideles miram praeseferunt inter se diversitatem quoad intelligentiam, culturam, temperamentum, traditiones, exigentias spirituales ac psychologicas, et cetera huiusmodi. Quare idem Textus sacer diversimode aptari atque explicari convenit, si eiusdem efficaciam apud fideles experiri volumus. Secus littera Sacri Textus — etsi vulgari sermone praecepta — littera mortua erit ac remanebit. Hic enim valet illud: « Spiritus est qui vivificat, littera autem occidit ». Spiritus autem est verbi Dei praedicatio in sensu Ecclesiae, ut diximus.

Certe cathechetica instructio, quam systematicam vocant, in abstractismum facile inclinat atque ideo fidelium attentionem parum attrahit. E contra, cathechetica instructio, quam liturgicam vocamus (quatenus complexum veritatum, praeceptorum, affectuum et cetera quae in S. Liturgia continentur, explicat), catholicam doctrinam organice, concrete ac vitaliter exhibet atque fidelium mentes praeclare illuminat eorumque voluntates efficaciter ac jucunde movet.

Quoad modum, cathechesis liturgica oralis esse potest vel scripta; oralis autem, et quidem remote sed principaliter, in ordinariis lectionibus Cathechismi, in quibus « praesertim » — ut monet S. Pontifex in textu citato — liturgica populi instructio est peragenda [24], cum omnibus probe auxiliis didacticis hodie in usu atque S. Liturgiae illustrandae apprime accomodatis; proxime vero ac secundario, in homilia sc., quam vel ante vel inter Divinorum Mysteriorum celebrationem habetur, vel etiam ea durante, si alter sit qui simul ac ritus perficiuntur et textus leguntur vel cantantur, eosdem populo explicet: quod hodie novis inventis ad vocem in templa propagandam adhibitis facile ac utiliter fieri potest, ut in Missa per Televisionem, quae dicitur, transmissa fructuose experimur.

---

[24] « Mais Nous devons ajouter: la Liturgie n'est cependant pas toute l'Eglise; elle n'épuise pas le champ de ses activités... ... Nous pensons surtout à ses tâches d'enseignement et de pastorale, au « Pascite qui in vobis est gregem Dei » (I Petr.). 5, 2). Nous avons rappelé le rôle que le Magistère dépositaire de la verité du Christ exerce par la liturgie... Mais les fonctions d'enseignement et de gouvernement s'étendent encore bien au delà...» (Alloc. cit.).

Quamvis vero cathechesis liturgica, sive remota sive proxima, medium praecipuum constituat exigentiam pastoralem adimplendi, attamen, attenta fere totali analphabetismi disparitione in omni Natione, etiam cathechesis scripta optimos dare potest fructus, cum omnibus omnino fidelibus cuiusvis Nationis facile permittat non solum verba S. Liturgiae in vulgarem sermonem conversa intendere, sed etiam eorundem explanationes ab Ecclesiastica Auctoritate probatas simul meditari.

Cathechesis liturgica scripta dupliciter fieri potest; voluminibus sc., in quibus versio in linguam vulgarem cum opportunis explanationibus Missalis, Divini Officii, Ritualis etc. habetur, et libellis ac foliolis, in quibus singuli ritus vel peculiaris actio liturgica illustrantur.

Revera si haec ultima media cathechesis liturgicae (quamvis probe ob eorundem in dies excrescentem quantitatem severior disciplina atque accuratior selectio desideretur) populi captui generatim accomandata sint, libri vero ac volumina institutionalia de S. Liturgia potius ecclesiasticis vel delectis fidelium coetibus quam maiori populi parti destinata videntur.

Exoptandum igitur ut litteratura liturgica pastoralis sequentibus operibus ad rem vere conducentibus augeatur et perfectior evadat; nempe:

1) Voluminibus, in quibus institutio liturgico-musicalis cantoribus peculiariter tradatur;

2) Textibus cathechisticis, qui catholicam doctrinam integre quidem illustrent, sed juxta ordinem ac methodum in S. Liturgia adhibitum;

3) Homiliis, quae non obiter, sed organice materiam explicent S. Liturgiae;

4) Didascaliis liturgicis, quas vocant, ut eas opportune inserere quis possit durante Divinorum Mysteriorum celebratione.

* * *

14. Quae autem superius analytice, quamvis breviter, exposuimus, liceat nunc claritatis atque perspicuitatis gratia synthetice hic perstringere, praetermissa peculiari quaestione de novis Propriis, cuius conclusiones sat clare jam exposuimus.

Quaestio nostra ita ponitur:

Unitas ac universalitas S. Liturgiae Latinae Ecclesiae exigit unitatem ac universalitatem linguae liturgicae, quae ex lege ecclesiastica est lingua latina.

Populus autem fidelium, qui partem habere debet in S. Liturgia, ab hoc impeditur propter linguam latinam eisdem ignotam.

Huiusmodi conflictum ita solvit S. P. Pius XII in Litt. Enc. « Musicae sacrae disciplina »:

Integra maneat, imo et restauretur ibi etiam ubi derogatum fuit, unitas ac universalitas linguae liturgicae, quae est lingua latina, ad unitatem et universalitatem S. Liturgiae servandam.

Populus autem fidelium, ut partem eidem propriam habere possit in S. Liturgia, cathechesi liturgica lingua vulgari instruatur ab iis quibus munus docendi in Ecclesia commissum est.

Huiusmodi institutio primario ac principaliter fiat in ordinariis praelectionibus catecheticis populo tradendis extra S. Liturgiam; secundario ac subsidiarie ante vel inter Divinorum Mysteriorum celebrationem, servatis servandis.

* * *

His terminis igitur S. Pontifice quaestionem linguae liturgicae nobis definiente, officio adstringmur Supremi Pastoris voluntati sincere obtemperandi, ut omnes concordi animo per S. Liturgiam et gloriam Dei et animarum salutem vere, recte ac proficue quaerere possimus.

Datum Romae, die 7 Augusti 1956.

FLORENTIUS ROMITA

MATRIMONIUM PUTATIVUM SEU CELEBRATUM CORAM ECCLESIA (c. 1015, § 4).

Marcus, catholicus, natus et baptizatus Catanae, tempore iuventutis insufficienter in doctrina catholica instructus, in schola media obtinet educationem fidei et Ecclesiae adversam. Vix maiorennis non curat amplius de fide et religione. Aetate 22 annorum Marcus a directore societatis industrialis cui addictus est in Sinas mittitur. Ibi amare coepit puellam paganam, bonam et honestam, quam uxorem ducit, contrahens coram magistratu et duobus testibus seu in forma lege civili statuta, ne cogitans quidem de matrimonio religioso aut de valore actus in foro ecclesiastico. Revera provincia ubi degit versatur in circumstantiis de quibus agit canon 1098 § 1.

Ex hoc matrimonio quinque nascuntur filii. Anno decimo a matrimonio celebrato Marcus a suo directore Catanam revocatur, ut ibi praesit sectioni quae curat commercium societatis cum Sinis. Redux in patria cum sua familia, influxu matris, quae filium, nurum et nepotes peramanter recepit et tenero amore prosequi non destitit, Marcus, gratia Dei succurrente, cupit conscientiae consulere et vitam ducere boni christiani. Etiam uxor non est huic mutationi extranea.

Nam mater Marci affabilitate sua ita nurus cor et fiduciam sibi est lucrata, ut haec libenter eam audiat loqui de religione catholica; imo post brevis temporis spatium se paratam declarat amplectandi fidem catholicam et recipere baptismum. Quodam die Marcus adit parochum petens quid faciendum sit ut possit quantocius ad praxim religionis redire.

Parochus cum vicario suo casum Marci examini subiicit, ut audiat etiam eius iudicium. Mihi videtur, ait Parochus, quod duae dantur viae quibus pervenire possum ad convalidationem huius matrimonii. Possum petere a S. Sede dispensationem ab impedimento disparitatis cultus et ea obtenta curare ut partes renovent consensum ad normam canonis 1135 § 1; possum etiam prius baptizare mulierem, quo facto cessat impedimentum disparitatis cultus et post baptismum statim curare ut partes renovent consensum.

Secunda via mihi videtur praeeligenda. Nam si petetur dispensatio, partes debent praestare cautiones et deinde expectanda est responsio a S. Sede, quo multum tempus teritur. Mulier e contra post breve tempus iam praeparata esse potest ut recipiat baptismum, cum iam quoad multa praeparata est a socru. Quid tibi videtur?

Ni fallor, respondet vicarius, solutio tua esset recta, si non haberentur quinque filii. Curare debemus etiam legitimationem prolis. Hi filii sunt illegitimi; proinde legitimari debent. Haec legitimatio non fit solo subsequente matrimonio cum parentes tempore nativitatis non erant habiles ad contrahendum (c. 1116). Legitimatio autem ipso facto efficitur vi obtentae dispensationis ab impedimento disperatatis cultus, utpote dirimente (can. 1051) [1]. Si impedimentum ex se cesset, hic effectus non obtinetur. Quare, melius videtur petere dispensationem a S. Sede.

Quaeritur: quis recte iudicat?

Dubio obnoxium non est utroque modo perveniri posse ad convalidationem matrimonii. Insuper clarum est, processum quo prius mulieri confertur baptismum et deinde, cessato impedimento, curatur ut partes statim renovent consensum, esse longe faciliorem et magis expeditum. Petitio et obtentio dispensationis secumferunt incommoda maiora quam petitio legitimationis prolis post matrimonium convalidatum. Haec enim legitimatio, rescripto principis ut aiunt, semper peti potest et in casu certo obtinebitur.

Notandum insuper est dispensationem ab impedimento a S. Sede obtentam tunc tantum efficere legitimationem prolis, si petatur et detur in forma *gratiosa*. Si simpliciter petatur, dispensatio dari solet in forma commissoria, ita ut dispensatio proprie datur ab Ordinario, cui negotium committitur. Hic tunc non dispensat ex potestate *ordinaria* neque ex potestate delegata *per indultum generale*, sed ex potestate delegata *per rescriptum in casu particulari*. In tali casu dispensationi non ipso iure adnexa est legitimatio prolis, ut expresse dicitur in can. 1051.

Estne tamen verum filios esse legitimandos, a. v. filios non esse iam legitimos a nativitate? Haec quaestio, aliqualiter intricata, est magni momenti pro recta solutione casus nostri. Si enim filii sint legitimi, evanescit ratio quam vicarius adducit pro sua solutione et certissime eligenda est convalidatio post baptismum mulieris. Insuper, tunc post convalidationem sic factam nihil amplius erit agendum.

In Iure. - Legitimitas prolis natae e matrimonio *invalido* pluribus regitur canonibus, praeprimis canone 1114, cuius applicatio fit ope canonis 1015 § 4 et proinde etiam regitur interpretatione au-

---

[1] Vide L. Bender: « *Legitimatio prolis sola dispensatione quin sequatur matrimonium* », in *Monitor Eccl.*, 1953, fac. 1.

thentica huius canonis, data die 26 Jan. 1949. Textus qui respiciunt materiam nunc disceptatam sunt:

1) C. 1114: Legitimi sunt filii concepti aut nati ex matrimonio valido vel putativo.

2) C. 1015 § 4: Matrimonium invalidum dicitur putativum, si in bona fide ab una saltem parte celebratum fuerit, donec utraque pars de eiusdem nullitate certa evadat.

3) Interpretatio authentica: an sub verbo: « celebratum » in canone 1015 § 4 intelligi debeat dumtaxat matrimonium coram Ecclesia celebratum. R. Affirmative.

Ut matrimonium invalidum sit putativum duo igitur requiruntur, scilicet: 1. ut sit saltem ab una parte celebratum *in bona fide;* 2. ut sit celebratum *coram Ecclesia.* Circa utramque conditionem quaedam sunt dicenda, ut habeamus doctrinam applicandam casui proposito.

I. Ab una saltem parte celebratum in bona fide.

Matrimonium ab aliqua persona celebratur in bona fide, si ipsa contrahat matrimonium ignorans ignorantia inculpabili eius invaliditatem. Canon quo haec norma statuitur utpote lex ecclesiastica non respicit personas non baptizatas, ut natura rei constat et canone 12 expresse enuntiatur. Fieri autem potest ut persona non baptizata relate ad aliquem actum regatur lege ecclesiastica *indirecte.* Lex indirecte regit personam legi non subiectam ratione sui, quoties regat personam ratione sui legi subiectam; vi autem relationis qua illa alia persona refertur ad personam ratione sui subiectam etiam regit illam. Sic canon 1099, qui statuit matrimonium inter personam baptizatam et personam non baptizatam valide celebrari in forma canonica, in re matrimoniali directe regit personam baptizatam, indirecte regit personam non baptizatam. Nam et ipsa valide contrahit servans formam canonicam, etsi negligat formam quam ius civile pro infidelibus eorumque matrimoniis iuste et merito statuit.

Praecipitanter igitur ageret canonista qui statim seu absque ulteriori inquisitione concluderet matrimonium mixtum non posse esse putativum propter bonam fidem *partis infidelis.* Nam haec persona infidelis relatione vinculi matrimonialis iuncta est personae baptizatae, quae in re matrimoniali regitur iure canonico. Propterea regimen normae canonicae ad hoc matrimonium quod attinet indirecte se extendit ad partem infidelem. Hic nihil aliud facimus nisi applicare doctrinam quae communiter tenetur et in Codice admittitur seu consacratur: matrimonium inter personam baptizatam et personam infidelem regitur iure Ecclesiae. Verba hic sumuntur in sensu non omnino proprio. Id enim quod regitur proprie non est

matrimonium, sed sunt personae. Utentes verbis in sensu proprio eandem doctrinam sic enuntiamus: si agatur de matrimonio inter personam baptizatam et personam non baptizatam, partes in actibus hoc matrimonium spectantibus reguntur iure canonico. Pars baptizata directe, pars infidelis indirecte. Concludendum igitur est normam canon 1015 § 4 statutam etiam, licet indirecte tamen vere, regere seu se extendere ad partem infidelem matrimonii mixti, ideoque matrimonium huiusmodi invalidum esse putativum, si ab alterutra parte sit contractum seu celebratum in bona fide, etiamsi haec pars sit infidelis.

II. Celebratum coram Ecclesia.

Interpretatio authentica adhibet terminologiam quae non invenitur in Codice Iuris canonici. Statuens quid fieri debeat quoad modum manifestandi consensum Codex non dicit: « celebrare coram Ecclesia », sed « coram Ordinario loci, parocho vel sacerdote delegato et duobus testibus » aut, in determinatis adiunctis de quibus agit canon 1098 § 1, « coram solis testibus ». Deinde, si agatur de personis baptizatis ideoque de Ecclesiae subditis in re matrimoniali sed quae non sunt baptizatae *in Ecclesia catholica* neque ad eam conversae, excipiens eas ab obligatione servandi formam canonicam, implicite statuit earum matrimonia esse valida si contrahant seu consensum manifestent quocumque modo natura rei seu contractus matrimonialis requisito, independenter a qualibet forma iuridica.

Sensus obvius verborum « celebratum coram Ecclesia » est « celebratum coram persona ab Ecclesia deputata ut tamquam testis qualificatus assistat ». Sed hunc sensum verba prout leguntur in textu interpretationis authenticae habere nullatenus possunt. Etenim tunc matrimonium invalide celebratum coram sacerdote non recte delegato, sive errore, sive negligentia sacerdotis delegantis, non esset matrimonium putativum, quia non celebratum coram Ecclesia. Hunc esse sensum interpretationis authenticae a nullo canonista admittitur et contra hunc sensum etiam clamat ius antiquum, sub quo huiusmodi matrimonia habebantur matrimonia putativa. Neque sensus potest esse: « matrimonium celebratum in forma ab Ecclesia statuta ». Etenim, tunc e categoria matrimoniorum putativorum excluderentur matrimonia omnium baptizatorum, qui sive lege generali (c. 1099) sive dispensatione particulari non tenentur ad formam servandam. Etiam hoc non videtur esse voluntas legislatoris textu interpretationis authenticae manifestata.

Ni fallor, conatus perveniendi ad interpretationem rectam textus interpretationis authenticae nequeunt habere effectum felicem

si velimus positive determinare seu circumscribere: quid sit « matrimonium celebratum coram Ecclesia ». Origo difficultatis videtur esse quod canonistae, qui textum huius interpretationis composuerunt, attenderunt ad solum casum regularem seu ad casum in quo agitur de matrimonio *catholicorum* seu de matrimonio in quo utraque vel saltem alterutra pars contrahens est catholica. Qui legit textum et nonnisi cogitat de matrimoniis catholicorum viventium in circumstantiis ordinariis seu ubi normaliter datur possibilitas habendi vel adeundi sacerdotem praeditum potestate assistendi ad normam canonis 1094, pro eo sensus verborum « celebratum coram Ecclesia » est simplex et limpidus.

Attamen, sicut iam diximus, non omnes qui reguntur canone 1015 § 4 sunt catholice baptizati neque omnes catholici vivunt in circumstantiis ordinariis relate ad possibilitatem praestandi consensum coram sacerdote potestate assistendi praedito.

Meo iudicio necessarium est omittere conatus positive determinandi sensum verborum « celebratum coram Ecclesiae » et procedere *modo negativo*, scilicet quaerere quid legislator voluerit excludere insertione verborum « coram Ecclesia » in textu canonis 1015 § 4? Nam nullo dubio obnoxium est insertione horum verborum in textum canonis 1015 legislatorem voluisse excludere e categoria matrimoniorum putativorum aliqua matrimonia invalida, quae solo textu canonis non, vel saltem non clare et certe, excluduntur. Quaerendum nunc a nobis est: quaenam sunt haec matrimonia? Responsio obtineri potest tam consulendo iuris de matrimonio invalido historiam quam comparationem instituendo inter hanc interpretationem authenticam et interpretationem authenticam datam ad canonem 1078 [2].

1. *Ex historia iuris* constat conceptum « matrimonium invalidum » antiquitus fuisse magis restrictum quam hodie in Codice, saltem in aliquibus canonibus. Antiquitus sub verbo « matrimonium invalidum » non comprehendebatur matrimonium initum absque ullo actu lege ecclesiastica praescripto tamquam forma iuridica servanda, sive hoc fiebat reciproca consensus manifestatione omnino privata, sive actu ut aiunt civili, dummodo ageretur de personis quae ad formam canonicam servandam erant obligatae. Matrimonium invalidum propter hanc rationem seu quia celebratum neglecta *prorsus* forma canonica iure requisita, non habebatur nec vocabatur matrimonium invalidum seu ut eleganter dici solet non erat *matrimonium nullum*, sed *nullum matrimonium*. Erat

---

[2] Datam die 12 Martii, 1929 (A. A. S. 1929, p. 170).

nihil in re matrimoniali ideoque ei adnexi non erant effectus iuridici adnexi matrimonio invalido. Cohabitatio partium post celebrationem habebatur *concubinatus;* quod sane neque tunc neque nunc est matrimonium invalidum. Canonice status istarum duarum personarum erat idem ac si nihil fecissent et nullum dedissent consensum. Pro ipsis igitur non valebat prohibitio ineundi matrimonium cum alia persona nisi prius legitime constaret de invaliditate matrimonii iam celebrati (can. 1069 § 2); neque in casu bonae fidei alterutrius saltem partis prolis erat legitima (can. 1114); neque his matrimoniis applicabatur institutum iuridicum quod vocatur convalidatio matrimonii invalidi, sive convalidatione simplici sive sanatione in radice. Status irregularis istorum coniugum reparabatur simplici *celebratione* in forma iuridice praescripta. Celebratio enim est processus qui incipit a nihilo; convalidatio e contra est processus qui incipit a matrimonio invalido.

Paulatim autem haec doctrina est aliqualiter immutata in favorem matrimonii civiliter tantum initi. Et doctrinam subsecuta est praxis. Nunc, sub iure Codicis, non amplius generaliter sustinetur matrimonium civiliter tantum contractum esse *nullum matrimonium* et non *matrimonium invalidum* ob defectum formae. Codex admittit matrimonium invalidum ob defectum formae [3] et ab hac categoria hodie doctores non excludunt matrimonia celebrata actu civili tantum. Nam admittunt Ecclesiam posse haec matrimonia sanare in radice et huic doctrinae conformis est praxis S. Sedis, quae non raro huiusmodi matrimonia in radice sanat. Ex hoc patet huiusmodi matrimonia comprehendi sub canone 1137 seu esse matrimonia invalida. Hucusque nullum inveni auctorem qui a potestate dispensandi ab impedimentis, canone 1045 § 2 concessa, scilicet a potestate dispensandi in ordine ad matrimonium *convalidandum* excludit casus in quibus agitur de matrimonio civiliter tantum celebrato ab iis, qui ad formam canonicam tenentur. In ordine ad convalidationem etiam haec matrimonia habentur matrimonia invalida, ita ut etsi ratione publicitatis requiratur quidem ut utraque pars renovet consensum *in forma iuridica*, statui partium non providetur *celebratione* sed *convalidatione* et in casu urgentis periculi dispensatio ab impedimento dari potest ad normam canonis 1045 § 2 et non § 1. Et differentia est notabilis, quia in § 1 requiritur ut impedimentum sit detectum post momentum quod describitur: « cum omnia parata sunt ad nuptias »; in § 2 seu ubi agitur de convalidatione, hoc non exigitur [4]. Neque exigi posset, *cum non habeantur nuptiae.*

[3] Canon 1137.

[4] Diferentia inter § 1 et § 2 hic designata secumfert ut si agatur de *convalidatione* matrimonii, Ordinarii loci possint, si adsit grave periculum in mora,

Codex de matrimonio invalido agit etiam in ordine ad alios effectus canonicos et non solummodo in ordine ad convalidationem. Habetur canon de quo nunc agimus, scilicet 1015 § 4; habetur canon 1114; habetur canon 1078. In istis canonibus statuuntur aliqui effectus iuridici, qui e matrimonio invalido sequuntur: legitimitas prolis si matrimonium invalidum sit putativum (c. 1114); impedimentum publicae honestatis (c. 1078) [5]. In textu istorum canonum legimus verba « matrimonium invalidum » absque additione aut restrictione. Non deerat igitur ratio dubitandi de sensu verborum. Estne sensus et ambitus termini « matrimonium invalidum » idem ac hic terminus habebat in iure veteri et in doctrina veterum canonistarum? Hoc dubium sane erat positivum et fundatum. Pro responsione enim affirmativa militat principium: iuris immutatio non est facile admittenda; pro responsione negativa militat ratio: non facile admittendum est in canonibus eiusdem Codicis eundem terminum adhiberi in duplici sensu [6].

---

dispensare ab impedimentis etsi huismondi impedimenta sint publice nota ab initio. Si e contra agatur de *celebratione* matrimonii (a personis quae vixerunt e. g. in concubinatu seu in aliquo statu qui non est matrimonium invalidum) requiritur ut impedimentum non sit notum a longo tempore sed ut sit detectum cum omnia parata sint ad nuptias.

[5] Implicite aliquis effectus iuridicus adnectitur matrimonio invalido in canone 93 § 1: « uxor a viro legitime non separata necessario retinet domicilium viri sui ». Nam uxor hic sumitur pro muliere alicui viro coniuncta matrimonio sive valido sive etiam invalido, donec de invaliditate *legitime* constet.

Michiels (*Principia generalia de personis*, [2] p. 165) scribit: « hoc intelligitur de uxore vera, matrimonio valido vel saltem putativo ». Haec verba negligentiam in dicendo sapiunt. Nam: 1. matrimonio putativo mulier non est uxor *vera*; 2. norma canonis etiam valet pro uxore ratione matrimonii invalidi etsi non putativi seu matrimonii cuius invaliditas est utrique parti certe nota. Saepe contingit ut processus de nullitate utrique parti certe nota celebretur coram tribunali dioeseseos in qua vir habet domicilium, etiamsi vir sit actor et mulier sit rea conventa. Et hoc tribunal est competens quia rea conventa seu haec uxor retinet domicilium viri donec de nullitate matrimonii constet *legitime*.

[6] M. Conte a Coronata scribit: « Ante Codicem communiter doctrina requirebat ut matrimonium putavivum saltem speciem haberet seu figuram veri matrimonii seu in forma ab Ecclesia praescripta celebratum fuisset. Id Codex non amplius praescribit et proinde putativum haberi posset matrimonium ad normam iuris vigentis etiam sine assistentia parochi ».

His verbis auctor docet sub iure Codicis conceptum matrimonii invalidi et proinde etiam matrimonii putativi esse aliqualiter immutatum.

Ceteroquin verba non eminent claritate. Et causa videtur esse illa, quae frequenter occurrit. Auctor natus est et semper vixit in regione ubi omnes sunt catholici et docens attendit ad sola matrimonia catholicorum. Haec matrimonia celebrari debent in forma ab Ecclesia praescripta. Sed dantur etiam baptizati non in Ecclesia catholica. Etiam ante Codicem et ante decretum « Ne temere » habebantur personae non paucae quae ad nullam formam in celebratione matrimonii servandam tenebantur, cum plures erant regiones ubi lex tridentina non vigebat. Quid de istorum matrimoniis celebratis mere civiliter vel omnino privatim?

Duplici interpretatione authentica legislator approbavit sententiam eorum, qui tenebant in cc. 1015 § 4; 1114 et 1078 seu in canonibus qui statuunt effectus iuridicos matrimonio invalido adnexos, verba « matrimonium invalidum » habere sensum quem in iure veteri habebant. Et quis est iste sensus? Ille, quo excluditur a matrimonio invalido matrimonium quod prorsus neglecta forma canonice praescripta celebratum est actu civili (vel etiam omnino privatim, puta coram solo ministro religionis vel sectae acatholicae). Hoc ducit ad conclusionem verba in interpretatione authentica ad canonem 1015 § 4, scilicet « matrimonium celebratum coram Ecclesia catholica » esse sic interpretanda, ut excludant e categoria matrimoniorum invalidorum et proinde putativorum huiusmodi matrimonia et nihil amplius. Utrum terminologia ipsa sit feliciter electa est quaestio cuius responsio nullum momentum habet pro nostro casu.

2. *Ex comparatione cum interpretatione canonis 1078.*

Haec nostra interpretatio etiam eruitur comparatione instituta inter textus utriusque interpretationis authenticae, scilicet ad c. 1015 § 4 et ad c. 1078. Videtur certum Legislatorem utraque interpretatione authentica voluisse declarare idem, scilicet in dictis canonibus verbum « matrimonium invalidum » intelligi debere in sensu, quem iste terminus habebat iam ante Codicem promulgatum. Ad hoc idem statuendum Legislator adhibet duos modos loquendi diversos, scilicet: « matrimonium celebratum coram Ecclesia » et matrimonium invalidum quod celebratur solo actu civili inter eos de quibus in c. 1099 § 1 ». Secundus loquendi modus est magis clarus. Cum autem agatur de interpretatione eiusdem conceptus, nempe « matrimonium invalidum » possumus methodo interpretandi optima et commendata hic uti, scilicet procedere a verbis clarioribus ut perveniamus ad sensum verborum quae minus clara sunt. Et tunc pervenimus ad conclusionem matrimonium invalidum celebratum non coram Ecclesia significare matrimonium celebratum solo actu civili inter eos de quibus in c. 1099 § 1. Tam logica iuridica quam historia iuris nos cogit ut matrimonium istorum celebratum omnino privatim vel solummodo coram ministro acatholico aequiparetur matrimonio celebrato mero actu civili. A. v. habetur matrimonium invalidum *non celebratum coram Ecclesia* et proinde nec quidem putativum etsi celebratum in bona fide saltem alterutrius partis, si matrimonium ab iis de quibus in c. 1099 § 1 celebratum sit, neglecta prorsus forma ab Ecclesia praescripta. Haec forma est, secundum diversitatem circumstantiarum, vel forma ordinaria (c. 1094) vel forma extraordinaria (c. 1098 § 1).

Sequitur e categoria matrimoniorum putativorum non esse excludenda, dummodo conditio de bona fide sit adimpleta:

1) Matrimonium invalidum duarum personarum, quarum neutra vi c. 1099 tenetur ad servandam formam canonicam, canonibus 1094-1099 statutam.

2) Matrimonium invalidum eorum, qui, versantes in circumstantiis de quibus agit canon 1098 § 1, contrahunt coram duobus testibus; quod etiam fieri potest in forma civili, si ratione huius formae servatae adsint duo testes. Nihil autem refert utrum contrahentes sciant se sic agentes servare formam canonicam an utrum hoc intendant facere. Nam in talibus casibus matrimonium si sit invalidum non est invalidum *ratione formae neglectae.*

3. Matrimonium celebratum cum dispensatione a lege de forma servanda in casu particulari contrahentibus concessa. Ratione dispensationis huiusmodi personae catholicae versantur in iisdem adiunctis ac personae non catholicae, de quibus sub n. 1.

4. Matrimonium a personis catholicis celebratum actu mere civili quod deinde convalidatur sanatione in radice, sive perfecta, ad normam canonis 1138, sive imperfecta seu improprie dicta, i. e. sola dispensatione a lege de renovando consensu absque retroactione effectuum ad praeteritum, quod tamen non est vere convalidatum seu remansit invalidum propter impedimentum dirimens non detectum et proinde non dispensatione sublatum.

Principium generale hoc applicatum est: si matrimonium concretum est quidem invalidum ob alias rationes, sed ex parte formae esset validum, hoc matrimonium dici nequit *non celebratum coram Ecclesia* [7].

In Facto. - Inquirendum nunc est utrum matrimonium Marci satisfaciat utrique conditioni, ut sit matrimonium putativum?

Ad bonam fidem quod attinet.

In dubium vocari nequit uxorem Marci paganam contraxisse matrimonium in bona fide seu praeter ullam culpam persuasum sibi habuisse ab initio usque ad tempus saltem quo venit Catanam matrimonium suum cum Marco esse matrimonium verum. Hoc iam sufficit ut habeatur illa bona fides, quae canone 1015 § 4 requiritur et qua matrimonium huius mulieris cum Marco dici debet matrimonium *putativum.*

Sed etiam in Marco videtur adfuisse haec bona fides. Sane, non quilibet error et quaelibet ignorantia in rebus religiosis, qua

[7] Vide i. a. J. McCarchy *Problems in Theology.* I *The Sacraments*, Dublin 1956.

Marcus laboravit tempore suae commorationis in Sinis vocari potest inculpabilis. Ipse sat graviter culpabilis esse videtur ratione suae negligentiae relate ad fidem et religionem in qua est baptizatus et educatus. Attamen, haec culpa non videtur extendenda ad *omnes* errores et ignorantias, quibus tunc laboravit. Ut aliquis cognoscat invaliditatem matrimonii inter personam catholicam et personam non baptizatam requiritur ut sciat huiusmodi matrimonio obstare impedimentum *dirimens*. Sane, non requiritur ut haec cognitio sit theoretica vel scientifica, sed debet modo vago adesse. Sed quot catholici, etiam boni et ferventes in religionis praxi hoc sciunt?; praecipue in aliqua civitate Siciliae, ubi omnes sunt catholice baptizati et ubi homines fere numquam attendunt ad matrimonia mixta? Si autem Marcus, ut moraliter certum videtur, non scivisset matrimonium inter personam catholicam et personam non baptizatam esse invalidum, etiamsi *fuisset* bonus catholicus *siculus*, sed solummodo scivisset matrimonia cum personis non catholicis esse vitanda utpote periculis plena, eius ignorantia impedimenti disparitatis cultus tamquam impedimenti *dirimentis* et consequenter eius ignorantia circa invaliditatem sui matrimonii nequit vocari culpabilis. Non tam numerosi sunt fideles, praecipue in regionibus catholicis, qui sciunt certa matrimonia esse non tantum *prohibita* sed etiam *invalida*. Communiter tantum sciunt matrimonium celebratum a catholicis actu mere civili non esse verum matrimonium.

Cum autem Marcus matrimonium suum celebraverit absque praesentia sacerdotis seu non coram Ecclesia in sensu *vulgari* huius verbi, sciens etiam bonos catholicos in regione suae habitationis hoc facere propter impossibilitatem habendi sacerdotem, ex hac parte non habetur error culpabilis circa validitatem matrimonii. Concludendum igitur est etiam ex parte Marci non defuisse bonam fidem, de qua agit canon 1015 § 4.

Celebratum coram Ecclesia.

Marcus utpote catholice baptizatus tenebatur servare formam canonicam quae tamen propter adiuncta notoria huius regionis non erat forma canone 1094 statuta, sed forma statuta canone 1098 § 1: « Coram duobus solis testibus ». Hanc formam revera servavit, etsi ipse de formae vel legis observatione non curaverit, imo ne cogitaverit quidem. Celebravit coram duobus testibus, quin sic agens voluerit vel intenderit servare formam ipsi obligatoriam vi legis ecclesiasticae. Hoc ultimum autem non requiritur ut matrimonium sit celebratum coram Ecclesia. Haec ultima assertio iam apparet vera ex hoc quod matrimonium sic celebratum fuisset validum, nisi obstetisset alia ratio quae nullam relationem habet cum celebratio-

nis modo. Ex parte formae matrimonium tale ab Ecclesia agnoscitur validum.

Idem etiam probatur sic. Si matrimonium Marci habendum esset tamquam non celebratum coram Ecclesia seu tamquam nullum matrimonium et non tamquam matrimonium invalidum in sensu quo verba sumuntur in textu interpretationis authenticae, Marcus potuisset inire matrimonium cum alia persona quin servare teneretur canonem 1069 § 2 seu quin prius *legitime* seu interventu superioris ecclesiastici statuta esset invaliditas seu Marci status liber. Tunc enim matrimonium suum esset *actus mere civilis* personae catholicae. Ni fallor, nullus invenitur canonista qui hoc admittit.

Conclusio.

Matrimonium a Marco celebratum est matrimonium invalidum ab utraque parte bona fide celebratum coram Ecclesiam; et haec bona fides perstitit tempore quo filii sunt concepti et nati. Ideoque filii sunt legitimi.

Sequitur nullam dari rationem qua parochus non eligeret modum convalidandi quem ipse proposuit, et qui sic absolvitur. Prius baptismum conferat uxori, quo facto cessat impedimentum disparitatis cultus; deinde curet ut statim post baptismum collatum partes renovent consensum matrimonialem coram parocho et duobus testibus (c. 1135 § 1); denique filios praeparet ut fructuose recipiant baptismum eosque baptizet.

Dr. L. Bender O. P.

RECENSIONES

RECENSIONES

Dizionario di Teologia Morale, diretto da F. Roberti. Segretario di redazione P. Palazzini. Con la collaborazione di illustri docenti universitari, Roma, Editrice Studium, 1954.

Lexicon huiusmodi, jam abhinc aliquot menses in usu lectorum, magno gaudio receptum fuit, tanquam res diu expectata et quam maxime perutilis.

Lectoribus, qui adhuc librum prae manibus non habuerint, commodum erit rescire quaenam fuerint ideae operis directivae, rationes materiae disponendae ac pertractandae, necnon defectus, si adfuerint, in elaboratione operis deprehensis.

Expedit recolere in progressu disciplinarum theologicarum, ex multiplicibus causis, ultimum fere locum usque ad nostra circiter tempora tenuisse theologiam moralem. Ipsa theologia positiva, quae magnam habuit evolutionem recentiori tempore, tota fuit in evolutione dogmatum describenda, praetergressis quasi omnino problematibus moralibus.

Insuper theologia moralis usque ad nostram fere aetatem disciplina clericis reservata et laicis fere ignota (extra notiones cathecheticas) permansit; itemque semper magis ad casuisticam versa est. Decem vel quindecim abhinc tantum annis, Pius XII, feliciter regnans moralia problemata, hodiernis praesertim temporibus respicientia, magis ac magis pertractavit in suo supremo magisterio, sive per litteras, sive per decreta ac maxime per allocutiones.

Quam ob rem quaecumque opera, quae thesaurum huius doctrinae ex parte colligat, et pungat ex altera parte theologorum pigritiam, est hodie quam maxime utilis. Praesertim si haec opera ita aptetur, ut non tantum clericis inserviat, sed omnibus laicis excultis eisque faciliorem reddat quaestionum reperitionem.

Hos fines intendit huiusmodi Lexicon, quoad annuntiamus et lectoribus desideratissimis ostendere percupimus.

Sub clarissimorum virorum ductu opus elaboratum, concursu fere quinquaginta auctorum instructum, nonnullos laboris annos requisivit. Sufficiat inter tot tantaque nomina nomen tum directoris, Francisci Roberti, recolere, inter celebriores iuris cultores nostrae aetatis nec disciplinae theologiae moralis ignari, quum secretarii P. Palazzini in Athaenaeo Lateranensi professoris theologiae moralis.

Quis velit profundius videre naturam huius lexici legat, quaeso, quae idem Director rescripsit in claris paginis, quae lexicon ipsum praecurrunt, tanquam « Prefazione » vel « Introduzione » huius voluminis. Nostra tantum erit nonnullas animadversiones ostendere.

Ordo tractationis talis exhibetur: ordine alphabetico in primis disponuntur omnes voces, quae quamdam relationem habere possint cum morali theologia. Theologia moralis sensu lato sumitur, loco theologiae

practicae. Ne mireris proinde, si inveniens in libro voces, quae ius, liturgiam, sociologiam etc. respiciunt.

Hoc fine auctores ducti fuisse videntur ea omnia evolvere ac pertractare quae viro laico vel ecclesiastico inservire possint ad christianam vitam ducendam.

Viro laico, diximus, prius quam ecclesiastico, quia opus in primis pro laicis compositum esse videtur, attenta etiam lingua italica, qua Auctores usi sunt. Nihilominus et ecclesiasticis opus quam maxime perutile invenitur, quia ibi plura invenient, quae in usitatis theologiae moralis manualibus haud reperiuntur; plura, inquam, de re sociali, de medicinae notionibus, de iure civili italico etc.

De singulis vocibus, quae ordine alphabetico disponuntur, traduntur notiones essentiales, aliquando etiam historicae; recoluntur quaestiones adnexae, factis opportunis relationibus ad alias voces. In calce aliqua brevis bibliographia de singulis argumentis additur, praeter bibliographiam generalem in fine voluminis.

Quis animadvertere posset voces non semper aequalem evolutionem habere, cum aliae aliis breviores vel longiores appareant, quin attendatur ad argumenti momentum tantum. Sed eiusmodi defectus proportionis difficilius vitari valent, quando agitur de operibus plurium auctorum concursu concinnatis. Longiora videntur prae aliis vocabula, quae medicinam tangunt. Sed in hoc casu repeti potest « oh felix culpa », quia, huiusmodi notiones clericos vel laicos, medicinae non addictos, saepe latent, nec facile reperiri possunt absque nimio labore; hic in promptu opportune inveniuntur in horum lectorum bonum.

Multae voces revera enumerantur: infra mille quingentae, ita ut de omnibus in re morali quaestionibus aliquid invenies, saltem in corpore cuiusdam vocis, si proprium vocabulum deest. Adsunt insuper voces, quae res tangunt omnino modernas et controversas, de quibus alibi non facile catholicam doctrinam invenies.

Inspice, ut diximus, plures voces spectantes artem medicam, ut « *Cibernetica*, *Costituzione biotipologica*, *Innesti e trapianti*, *Medicina aeronautica*, *assicurativa*, *Riflessi incondizionati* » etc.

Inspice voces de ethica et iure quoad quaestiones et institutiones internationales, ut « *Arbitrato internazionale*, *Genocidio*, *Organizzazione delle Nazioni Unite* (O. N. U.) » etc.

Inspice voces quae notiones ethicae tradunt de singulis religionibus in Orbe nunc existentibus, ut « *Buddismo*, *Confucianesimo*, *Giainismo*, *Parsismo* » etc. Quae voces a viro in re peritissimo, Nicolao Turchi subscribuntur.

Inspice voces de ethica professionum, ut « *Deontologia farmaceuica*, *medica*, *Dicolomia*, *Farmacista*, *Ingegnere*, *Medico*, *Notaio* » etc.

Inspice demum voces quibus de associationibus actionis catholicae breves notiones traduntur ut « *Associazioni cristiane dei Lavoratori Italiani* (A. C. L. I), *Azione Cattolica* », etc.

Nihilominus nonnullas quaestiones quis forsitan vellet sub propria voce pertractatas, quas reperire non datur, ut. e. gr. « *Concorsi di*

bellezza, *Corruzione di minorenni*, *Magistero ecclesiastico*, *Regalie*, *Sacrificio*, *Teosofia* » etc.

Item quis forsitan vellet alias voces sub proprio nomine invenire ut e. gr. « *Polluzione* », quas item reperiri non datur nisi sub nomine immutato. Videntur tamen huiusmodi voces consulto auctores omisisse, alias minus usitatas adhibendo, cum agatur de rebus valde lubricis, quas tractari oportet, quasque nihilominus expedit in abscondito potius retinere. Ita et de voce « *Polluzione* » materiam relativam invenies sub voce *Onanismo*.

Diximus de diversa aliquando proportione in unius vel alterius vocis elaboratione. Plerumque vero omnes voces sat bene pertractatae inveniuntur. Niholominus aliquod exemplum in contrarium adduci potest. Videas, quaeso, vocem « *Vocazione* (*ecclesiastica* vel *religiosa*) ». Uti notum est plures adsunt vel adfuerunt quaestiones de natura efficaciaque huius divinae vocationis et circa obligationem eam sectandi. E contra auctor huiusmodi quaestiones negligit vel evadit.

Eiusmodi parvi defectus facile corrigi possunt in nova editione, quae, ni fallimur, quam celerrime paratur, cum iam praesens editio sit omnino exhausta. Interim duae versiones quoque parantur in lingua anglica et hispanica.

Potius quam nostra verba, hae notitiae sat dicunt favorem quo liber receptus est ipsiusque libri pondus ac dignitas.

(r. p.)

JULLIEN, A. - *Cultura cristiana nella luce di Roma per giudicare umanamente*. Desclée Ed. 1956. Pag. 110. L. 600.

Vi sono libri che hanno valore quasi di rivelazione per gl'insospettati orizzonti che vi aprono, per la lucidità di certe felici intuizioni, per la ricchezza dei temi e per la organica concatenazione delle idee.

Ricordo ancora la profonda impressione e la feconda fermentazione spirituale che produsse a vent'anni la lettura de *Le Sorgenti* di GRATRY, presentate da un'intelligente prefazione di P. Semeria, il più caratteristico rappresentante dell'ideale della cultura cattolica sognato dall'Oratoriano francese in quel libro.

Ecco adesso un altro libro (anche questo di un francese e di un Sulpiziano), che, pur presentando una sostanziale diversità di orientamenti dal Gratry, ricorda però di questi, oltre alla stretta relazione del tema trattato, la finezza tutta francese di osservazione e l'ampio umano respiro, col quale i problemi sono visti e risolti.

Ma, lasciamo da parte le analogie (e le antinomie) col volume del Gratry, e vediamo piuttosto la struttura e il contenuto del volume del Jullien, il quale ha qui raccolto le prolusioni che annualmente, come Decano della S. R. Rota, ha tenuto agli alunni dello Studio Rotale.

Se si volesse configurare architettonicamente il contenuto del vodume di Jullien (giacchè lo sforzo costruttivo predomina nel complesso dell'opera e in tutti i suoi dettagli) si potrebbe dire che il volume ha

la forma di un arco a sesto acuto, i cui due pilastri convergenti sono costituiti dai due elementi « Cultura cristiana - nella luce di Roma », e il cui vertice sta nel fine, cui tutto il volume tende: « per giudicare umanamente ».

E poichè il fine è il primo nell'intenzione, a questo è dedicato appunto il I Capitolo, nel quale l'A. precisa il senso genuino del giudicare umanamente, ossia « non nel senso errato di un così detto sentimentalismo umanitario che, di fronte alla debolezza del reo, sarebbe una debolezza peggiore perchè fondato sul presupposto di una legge disumana, ma umanamente, cioè secondo le esigenze della natura dell'uomo, creato ad immagine di Dio, ragionevole e libero, capace di governarsi e, dunque, responsabile dei propri atti e del proprio destino.

« Il giudice — chiarisce l'A. — non è chiamato a registrare passivamente i fatti, nè a risolvere equazioni o problemi di meccanica, con formule prestabilite e calcoli preliminari, ma problemi umani complessi, con molteplici dati, variabili volta per volta. Il giudice è un uomo, che applica a un uomo determinato una legge fatta per gli uomini. Pertanto la sana critica giudiziaria esige che colui che giudica, o coopera al giudizio di un uomo, conosca e valuti secondo verità le disposizioni intime dello spirito e del cuore di quell'uomo; che ricerchi, oltre l'elemento esteriore, l'elemento psichico, intenzionale, decisivo della consapevolezza e della volontarietà, l'*affectus animi*, che difficilmente si palesa direttamente, ma bene spesso bisogna dedurre dalle circostanze. Nelle cause « Iurium », quando avrete da verificare conti o da fissare somme, ricordate che dietro le cifre si nascondono uomini; e nelle cause matrimoniali, che cosa c'è di più umano e di meno materiale del consenso, che, tuttavia, spesso, frutto della passione, sfugge alla logica? »

Verità di una chiarezza solare, che equivoche interpretazioni vorrebbero confondere, come ha lamentato recentemente *L'Osservatore Romano* (2 Marzo 1957) a proposito di un articolo, pubblicato da un settimanale a rotocalco, dal titolo suggestivo « I coniugi infelici sperino nella Rota »; quasi che questa fosse incline ad attenuare il principio dell'indissolubilità del matrimonio; quasi che non più l'invalidità del contratto coniugale, ma l'infelicità dei coniugi possa essere riconosciuta titolo sufficiente per la libertà di convolare a nuove nozze.

Dal principio rettamente inteso, di giudicare umanamente, il Jullien deduce i seguenti principi basilari: « 1) Non si giudica umanamente coll'*automatismo* o metodo meccanico. Mai il lavoro dei giudici e degli avvocati potrà ridursi ad operazioni di misura e di controllo con macchine, per quanto perfette Voi sorridete, così evidente vi pare la cosa! Eppure, lasciando da parte codeste macchine, che si dicono inventate per misurare la veridicità dei testimoni e l'attendibilità delle prove, per qualcuno, purtroppo, il lavoro giudiziario non si ridurrebbe forse ad una registrazione passiva, ad un computo meccanico di peso e misura, secondo il numero dei testi e il numero delle loro nude affermazioni? »

« 2) Per giudicare umanamente non si deve ricorrere nè alla tortura fisica o psichica, nè alla narco-analisi. Oltre a dare spesso risul-

tati erronei, violano il diritto naturale. L'uomo non è una cosa, un automa. L'uomo è libero; la confessione di un delitto deve essere libera (can. 1750, 1751, 1743, § 2) »;

« 3) Neppure giudica umanamente uno spirito meramente speculativo e sistematico, che applica i principi colla stessa misura e uniformità di conseguenze, senza avvedersi della sinuosità della realtà umana. Difetto purtroppo non infrequente, allorchè il giudice valuta il fatto non secondo le circostanze particolari, *in casu*, ma *abstracte!* »

Fissati così i supremi principi del giudicare umanamente, l'A. indica i mezzi con i quali si raggiunge questa meta.

Da una parte la cultura umana e cristiana, alla quale si arriva con l'educazione religioso-classica fondata sulla studio della Religione, della storia, delle matematiche, delle scienze naturali, della lingua latina (nella sua forma e nel suo spirito universale), della lingua greca, della lingua patria, della filosofia, della letteratura mondiale; studio non statico, ma dinamico, ossia contimanamente aggiornato, anche con la conoscenza diretta di genti e costumi per mezzo dei viaggi. E come tutto questo concorra specificamente alla formazione del giurista ecclesiastico non è qui possibile dire, a meno di non riportare tutto il contenuto della parte centrale del lavoro denso di ragionamenti e osservazioni di acuto interesse: e dunque rimando il lettore alla meditata lettura del libro.

L'altra componente del giudicare umanamente è l'assimilazione viva della romanità cristiana attraverso le molteplici esperienze spirituali, intellettuali, artistiche, che Roma offre a ogni passo, ogni giorno; e qui il discorso dell'A. ha tutto il sapore di un'alta meditazione, che richiama da vicino la Città di Dio di S. Agostino.

Basti questa visione panoramica del contenuto del volume (fitto di citazioni di classici latini, degl'insegnamenti pontifici, di particolari caratteristici) per intenderne la grande sua rcchezza.

Ci consenta l'A. qualche osservazione.

Perchè ha scritto in italiano questo volume, che per ragione del tema e dei destinatari meritava di essere scritto in latino? Tanto più che l'A., come tutti sanno, è un ottimo latinista e ha perorato con estremo vigore la causa del latino proprio in queste pagine! Ergo.

Ancora: l'A., con una visione veramente ampia, ha additato al giurista lo studio, oltre che delle discipline giuridiche, anche di molte altre che tutte concorrono a far « giudicare umanamente ». E mentre ha ricordato storicamente che la musica era una delle discipline del *Quadrivium* (pag. 24), nessun cenno di essa ha fatto nell'attuale formazione del giurista. Eppure, in una sua conversazione, l'A., partendo dalla nota definizione della musica come « concordia discors », deduceva che tale è anche l'opera del giudice, il quale, pronunciando una sentenza, altro non fa che stabilire la concordia tra punti di vista discordanti. E se fosse stato presente il Prof. Le Bras, chissà quante interessanti considerazioni avrebbe aggiunto sul ruolo della musica nella storia dell'umana civiltà.

Chiude il volume una duplice Appendice sullo Studio Rotale e sull'origine e significazione della nota formula « Solum Deum prae oculis habere ».

(F. R.)

Roberto Bortolotti, S. J. - *La formazione degli effetti civili del matrimonio nel regime concordatario italiano.* - « Analecta Gregoriana », vol. LXXXIV, Roma, 1956 - pag. VII-191.

Il problema che l'A. affronta e intende risolvere è lo stabilire come gli effetti civili del matrimonio concordatario italiano, in quanto sanciti dall'ordinamento giuridico dello Stato, siano aggettivamente validi anche nell'intendimento della Chiesa, e quindi vincolanti in coscienza.

Per giungere a questo risultato l'A. ricostruisce l'esatta struttura giuridica degli effetti civili del matrimonio canonico, così come essi sono intesi e voluti dall'ordinamento italiano. Premesso un necessario chiarimento sul valore del testo del Concordato e conseguentemente sui criteri interpretativi da applicarsi agli altri testi di legge, in particolare alla Legge Matrimoniale 27 maggio 1929, n. 847, l'A. analizza le varie intepretazioni del sistema vigente in Italia finora proposte. Valutandone il peso e criticandone la consistenza, l'A. giunge a concludere che, secondo la volontà della legge italiana, la causa adeguata e proporzionata del porsi in essere degli effetti civili va identificata nella celebrazione canonica del matrimonio; non potendo avere la trascrizione alcun valore costitutivo ma semplicemente condizionante, che, appunto in quanto tale, non entra nella serie delle cause giuridiche operanti. Inoltre, sempre attraverso l'analisi e la critica delle ipotesi prospettate, l'A. stabilisce che la celebrazione canonica non viene considerata dalla legge come un negozio giuridico specifico, cioè come la stipulazione del contratto matrimoniale analoga a quella del matrimonio civile, ma soltanto come « fatto giuridico », dal quale la volontà della legge intende far scaturire gli effetti civili. In questo senso quindi risultano superate le proposte teorie del rinvio e del cosidetto « matrimonio concordatario », che già in passato ebbero una certa fortuna.

Delineato in tal senso il genuino intendimento della legislazione italiana, l'A. passa logicamente alla conclusione finale: a queste condizioni la Chiesa è in grado di accettare la legislazione italiana, potendone sanare le deficienze dell'impostazione sistematica. E questa accettazione la Chiesa l'ha attuata colla volontà espressa nella stipulazione del Concordato. Per questa positiva accettazione della Chiesa, la volontà della legge civile, per questa materia degli effetti del matrimonio, risulta oggettivamente valida e vincolante anche in coscienza.

Il lavoro, condotto con severo metodo scientifico, costituisce perciò un sostanziale contributo in una questione che è stata, ed è ancora, tra le più dibattute tra civilisti e canonisti anche per la differente impostazione idelogica degli uni e degli altri.

(R. F.)

DOCUMENTA
ET
CHRONICA

DOCUMENTA

ALLOCUTIO

Iis qui interfuerunt Conventui internationali Moderatorum Sodalitatis ab Apostolatu Orationis. *

Gaudio afficimur, dilectissimi filii, cum vos circa Nos congregatos conspicimus: moderatores et fautores adiutoresque piae illius Consociationis ab « Apostolatu Orationis » ex diversissimis regionibus mundi Romam convenistis, et primo quidem ut disquireretis, an Statutis Sodalitatis vestrae ante quinque annos renovatis et a Nobis approbatis, quatenus horum quinque annorum experientia docuit, vis insit qua actio vestra penitius arctiusque cum cura pastorali coniungatur. Deinde quibus auxiliis et quo agendi modo finis, quem cura animarum prosequitur, perfectius comparari possit. Tertio, qua ratione ipse Cultus Sacratissimi Cordis Iesu incrementum habere possit, maxime postquam Nos ipsi per Encyclicas Litteras « Haurietis aquas » ad eum augendum omnes excitare studuimus.

Placet Nobis vehementer deliberationes vestras non paucos tulisse fructus. Nos ipsi pluries, praesertim Litteris die 28 Octobris 1951 ad Moderatorem vestrum supremum datis opus et proposita vestra approbavimus et confirmavimus. Hodie nonnulla potius generalia, quae spiritum Apostolatus Orationis et eius rationes cum aliis consociationibus in Ecclesia respiciunt, attingere Nobis libet.

1. Exordiamur a peculiari ratione explicanda, quae inter « Apostolatum Orationis » et « apostolatum laicorum » generatim intercedit:

Certum Nobis videtur christifidelium animos ad exercendum apostolatum vix unquam tam propensos fuisse, sicut hodie sunt. Sunt imo non pauci, quos asseverare novimus christianos omnes huic apostolico operi nomen dare debere. Qua in re tamen moderatione et prudentia utamur oportet. Ad apostolatum nempe exercendum peculiares et intimae animi dotes, et etiam quaedam vitae conditio requiruntur, quibus non omnes fruuntur: non enim omnes boni catechistae vel oratores et propagatores doctrinae fidei catholicae sunt; non omnes animos illorum cum quibus una vivunt, attrahere et ad suam causam allicere valent; insuper plurimi cura familiae, ad quam sibi constituendam vocati sunt et quae semper primum locum habeat oportet, ita detinentur, ut pro operibus peculiaribus apostolatus tempus et vires non iam ipsis suppetant.

---

* Habita die 27 Septembris mensis a. 1956.

Attamen duo genera vel duas formas apostolatus omnes exercere valent: apostolatum scilicet boni exempli et apostolatum orationis. Haec enim genera apostolatus nec tempus nec vires peculiares requirunt. Hoc tantummodo requirunt, ut quisquis nempe se christianum sincerum praebeat et cum Christo coniunctissimus vivat. His vero praeceptis atque propositis christifideles instruere, in his eos exercere finis vestrae consociationis est. Industria vestra potest igitur eos omnes attingere, qui spiritu apostolico ferventes tamen apostolatus operibus peculiaribus impares sunt.

2. Sed non solum illos: nam si apostolatus orationis et boni exempli ex se fructum fert et quasi sibi sufficit, hoc idem de ceteris generibus apostolatus non valet: haec enim in eo qui eadem amplectitur, spiritum orationis et exemplum egregium vitae christianae iam esse requirunt, ut Constitutiones Religionis vestrae [1] enuntiant: « Illa enim (sc. virtutes solidae et rerum spiritualium studium) interiora sunt, ex quibus efficaciam ad exteriora permanare ad finem nobis propositum oportet », et ut omnium dierum usus luculenter docet.

Haec est ratio, qua enixe optamus, ut ii omnes, qui in externa apostolatus opera incumbunt, apostolatui orationis adhaereant eiusque spiritu imbuantur: clerici et laici, viri et feminae, qui in « Actione Catholica » vel in aliis consociationibus apostolatum hierarchicum adiuvant.

3. Et quidem enixe optandum est, ut adhaereant apostolatui orationis secundum eam formam quam vestra pia Sodalitas praebet. Si enim, sicut in aliis piis Consociationibus praescribitur, proficuum et laudandum est, ut cotidie certae preces recitentur ad certas indulgentias lucrandas vel ad certa opera apostolica adiuvanda, vestra Sodalitas ne talia quidem pia opera a fidelibus iubendo postulat, et tamen eos ad formam perfectam apostolatus orationis educat, ut scilicet cotidie omnes suas et preces et actiones, ea quae faciunt et quae patiuntur, quae eis accidunt bona et mala, immo se ipsos Deo et Christo offerant, et ut Iesu Christi Sacrificio, cui quam saepissime possunt, assistant, se iungant, ad imitandum exemplum Beatissimae Virginis Mariae et ad mentem Summi Pontificis, pro bono et incremento totius Ecclesiae.

In libro « *De Imitatione Christi* » [2] Dominus animam fidelem sic alloquitur: « Sicut ego meipsum, expansis in Cruce manibus et nudo corpore, pro peccatis tuis Deo Patri sponte obtuli, ita ut nihil in me remaneret, quin totum in sacrificium divinae placationis transiret; ita debes et tu temetipsum mihi voluntarie in oblationem puram et sanctam, cotidie in Missa, cum omnibus viribus et affectibus tuis, quanto intimius vales, offerre »; quibus verbis adiungamus: Pro salute mundi; en medulla et essentia Apostolatus Orationis! Ex quo pro iis qui eum

---

[1] P. X, n. 2 - *Epitome* n. 847 § 2.
[2] l. IV, c. 8, 1-2.

exercent, fere necessario consequitur ut eorum vita semper purior et sanctior fiat, Christo conformentur, ita ut non possint non affici amore Iesu Christi in eoque crescere et eo ipso etiam in cultu Sacratissimi Cordis Redemptoris. Hic enim aliud non est ac devotio studiosissima erga amorem divino-humanum Iesu secundum totam suam amplitudinem, ab amore increato et infinito usque ad palpitationes cordis sui humani creati, quae sunt veluti undae adspectabiles et patentes ex mari magno illius amoris ad nos translatae. Quo magis ultro illa devotio exsurgit et evolvitur, — et hoc, secundum naturalem cursum rerum, effectus Apostolatus Orationis erit —, eo sincerior censenda est esse, et eo altiores radices in animo aget.

4. Ex iis quae hucusque dicta sunt, facile patet Apostolatum Orationis non esse consociationem vel membrorum ordinationem compositionemque, quae cum aliis similibus piis sodalitatibus concertet; non cum eis concertat, sed eis ita se iungit, ut eas quasi penetret veluti aër purus et sanus, quo vita supernaturalis et actio apostolica semper et ubique renoventur et confirmentur.

Quapropter, quamquam Apostolatus Orationis, propagationis causa, certa membrorum ordinatione compositioneque carere nequit, tamen eius « organizatio technica » ut aiunt, si tandem ipse apostolatus vivus a singulis iam exerceatur, eo magis recedere poterit, quo fusius Apostolatus Orationis veluti res communis et exercitium commune omnium operum apostolicorum totius Ecclesiae effectus erit.

Quod ut Deo Uno et Trino favente et gratia Christi adiuvante fiat, ex animo optamus et in Apostolatus Orationis incrementi auspicium, vobis, dilectissimi filii, et omnibus operis sociis et Consociationis vestrae sodalibus Apostolicam Benedictionem peramanter impertimus.

(*A.A.S.*, vol. 48, pag. 674-677).

NUNTIUS RADIOPHONICUS

MULIERIBUS PEREGRINATIONIS CAUSA AD SANCTUARIUM LAURETANUM B. MARIAE VIRGINIS E TOTA ITALIA COADUNATIS, AD FAUSTA ANNIVERSARIA SUMMI PONTIFICIS PII XII PIE CELEBRANDA.*

Dilette figlie del Centro Italiano Femminile!

Con vivo gradimento accogliamo la instante vostra richiesta di una Nostra parola a voi, convenute con significativo auspicio nell'insigne e caro Santuario di Loreto, che ridesta nei cuori dei fedeli il ricordo dell'adorabile mistero della Incarnazione nel seno di Colei che l'Arcangelo salutò « piena di grazia » e « benedetta fra le donne » [1]. Vi siamo grati per le fervide preghiere, che vi proponete di innalzare alla Madre

* Datus die 14 Octobris mensis a. 1956.

[1] Luc. 1, 28.

di Dio per la Nostra persona, ed anche per la nuova occasione che Ci offrite di pellegrinare spiritualmente e di far echeggiare la Nostra povera voce là dove risuonarono già i passi e la parola di piissimi Nostri Predecessori e di non pochi Santi e Sante, tutti ferventi devoti di Maria.

Oh, come vorremmo che, insieme con voi e animate dal medesimo spirito ed ardore, si stringessero intorno al trono della Vergine tutte le donne d'Italia e del mondo, per apprendere dai suoi eccelsi esempi il segreto di ogni grandezza e il modo di attuare in sè stesse i divini disegni, rispondenti mirabilmente alle più profonde e pure aspirazioni dei cuori! Se la costante tradizione della Chiesa suole proporre alle donne cristiane Maria, quale sublime modello di Vergine e di Madre, ciò dimostra l'alta stima che il Cristianesimo nutre verso la donna, l'immensa fiducia che la stessa Chiesa pone nel suo benefico potere e nella sua missione a vantaggio della famiglia e della società.

Le elette schiere delle donne italiane, unite e concordi nel vostro Centro, ne sono intimamente consapevoli, anche perchè Noi stessi avemmo a suo tempo cura di ridestare la coscienza della grande dignità della donna in momenti assai gravi della vita nazionale, allorchè una torbida parentesi di decadimento, dovuta specialmente alle conseguenze della guerra, aveva scosso la fiducia di molti. « Siate le restauratrici del focolare, della famiglia, della società »: fu il Nostro grido in quell'ottobre di ansie del 1945, in un discorso, ove ampiamente parlammo dei « doveri della donna nella vita sociale e politica » [2]. Alla distanza di undici anni Ci torna a conforto il riconoscere che il Centro Italiano Femminile, allora modesto ma promettente germoglio, non meno generosamente delle Donne di Azione Cattolica presenti in quella circostanza, raccolse sollecitamente i Nostri voti, ponendo quella Nostra esortazione a fondamento e norma del suo fattivo organismo, il cui influsso è risentito ora in tutta la Penisola e si esplica in numerose opere di assistenza e di servizio sociale.

S'intepidirà forse l'antico ardore, solo perchè una luce alquanto più serena è tornata a splendere sulla vostra patria? E' cessato forse il bisogno di estendere, rafforzare e perfezionare l'opera intrapresa per rinvigorire nelle vostre sorelle la coscienza della loro dignità e della loro alta missione? Le false teorie, le frivole usanze e anche le perverse associazioni hanno forse desistito dall'insidiare la donna, ossia dal deprimere ciò che Dio ha sublimato, demolire quel che la Chiesa edifica, disgregare quanto voi stesse vi sforzate santamente di unire? Purtroppo no. La donna, coronamento della creazione, di cui in un qualche senso rappresenta il capolavoro; la donna, questa dolce creatura, nelle cui delicate mani Dio sembra aver affidato in tanta parte, come ausiliatrice dell'uomo, l'avvenire del mondo; la donna, espressione di quanto vi è di più buono, amorevole e gentile quaggiù, è tuttora, nonostante un'apparenza ingannatrice di esaltazione, spesso

---

[2] *Act. Apost. Sedis*, vol. XXXVII (9145) pag. 284 ss.

oggetto di disistima e talora di positivo quanto sottile dispregio da parte del mondo paganeggiante. E' dunque necessario che perseveriate nella vostra nobile fatica, facendo sì che la vostra compagine sia veramente, come amate definirla, un « movimento », una « scuola », una « forza », in una parola, un centro propulsore di pensiero e di azione, inteso ad affermare e difendere il valore della donna col determinarne, accanto ai doveri, anche i diritti.

1. Il vostro Centro vuol essere innanzi tutto un « *movimento* » nel significato moderno di questa parola, e cioè, un'attività che si propone di attrarre quante più anime femminili è possibile ad un ideale, scuotendo dal letargo le coscienze, agitando i loro problemi e giudandole all'attuazione di speciali scopi. Alla base di ogni movimento deve essere dunque una idea veramente feconda ed avvincente, un ideale, la cui brama, a guisa del cuore, trasmetta un impulso vitade e irresistibile a tutte le membra. Qual è e deve essere l'idea-base del vostro movimento, se non quella che già vi spinse fin dal principio a fondare il vostro Centro e Noi indicammo a suo tempo: « la conservazione e l'incremento della dignità che la donna ha ricevuta da Dio »? [3] La dignità della donna!

Benchè spesso se ne parli, non sempre si mostra di possederne un concetto esatto e veritiero, tale da prevenire errate illazioni, ingiustificati lamenti e talora rivendicazioni infondate.

Anzitutto, neppure al presente mancano voci, che tendono a sminuire o ad ignorare totalmente l'indiscutibile merito spettante alla Chiesa per aver restituito alla donna la primitiva dignità, che anzi ripetono essere proprio la Chiesa intimamente avversa alla cosiddetta « emancipazione della donna dal regime feudale ». Adducendo talvolta false o alterate testimonianze, oppure interpretando con superficialità consuetudini e leggi ispirate da necessarie convenienze pratiche, si vuole da taluni attribuire alla Chiesa ciò che essa ha invece risolutamente abrogato fin dal suo nascere, ossia quel complesso d'ingiusta inferiorità personale, a cui il paganesimo non di rado condannava la donna. Occorre forse ricordare la nota sentenza di S. Paolo, nella quale si rispicchiano la sostanza e il volto di tutta la civiltà cristiana? « Non vi è più Giudeo nè Greco, non vi è schiavo nè libero, non uomo nè donna, ma tutti voi siete un solo in Cristo Gesù » [4]. Ciò non toglie che la legge cristiana stabilisca talune limitazioni o soggezioni volute dalla natura, dalla convenienza umana e cristiana o dalle esigenze stesse della vita associata, che non potrebbe sussistere senza un'autorità, neppure nel nucleo più ridotto, qual'è la famiglia.

Altre volte si avanzano paragoni insostenibili tra la ignorata dottrina cattolica circa il fondamento di quella dignità, e alcune errate teorie, nelle quali si pretende di vedere una più « larga base », susci-

---

[3] *Ib.* pag. 227.
[4] *Gal.* 3, 28.

tando in tal modo, anche tra le donne ben pensanti, qualche sospetto verso le associazioni femminili promosse o incoraggiate dalla Chiesa. Occorre forse anche qui ripetere in che consista il fondamento della dignità della donna? E' esattamente il medesimo che sorregge la dignità dell'uomo: l'uno e l'altra figli di Dio, redenti da Cristo, con l'identico destino soprannaturale. Come si può dunque parlare di personalità incompleta della donna, di menomazione del suo valore, d'inferiorità morale, e derivare tutto ciò dalla dottrina cattolica?

Vi è inoltre un secondo identico fondamento di dignità per l'uno e l'altro sesso: infatti sia all'uomo che alla donna la Provvidenza divina ha assegnato anche un comune destino terreno, il destino cui tende l'intera storia umana, e al quale accenna il precetto del Creatore, dato, per così dire, in solido, ai due progenitori: « Prolificate e moltiplicatevi e popolate la terra e sottomettetela e abbiate potere... » [5]. In virtù di questo destino temporale comune nessuna attività umana resta per sè preclusa alla donna, i cui orizzonti pertanto si estendono sulle regioni della scienza, della politica, del lavoro, delle arti, dello sport; subordinatamente però alle primarie funzioni a lei fissate dalla natura stessa. Infatti il Creatore, mirabile nel trarre l'armonia dalla moltiplicità, pur stabilendo un comune destino a tutti gli uomini, ha voluto ripartire tra i due sessi uffici differenti e complementari, quasi vie diverse che conducono ad un'unica mèta.

Ed ecco la differente struttura fisica e psichica dell'uomo e della donna; ecco le diverse attitudini, qualità, inclinazioni, le quali, equilibrate dalla mirabile legge del compenso, integrano armonicamente l'opera dell'uno e dell'altra. Eguaglianza dunque assoluta nei valori personali e fondamentali; ma funzioni diverse, complementari e mirabilmente equivalenti, dalle quali scaturiscono i differenti diritti e doveri dell'uno e dell'altra.

Non vi è dubbio che la primaria funzione, la sublime missione della donna, sia la maternità, la quale, per l'altissimo fine proposto dal Creatore nell'ordine da Lui prescelto, predomina intensamente ed estesamente nella vita della donna. La sua stessa struttura fisica, le sue qualità spirituali, la ricchezza dei suoi sentimenti, convergono a fare della donna una madre, in tal modo che la maternità rappresenta la via ordinaria, per la quale la donna raggiunge la propria perfezione anche morale, e nello stesso tempo il suo duplice destino terreno e celeste. La maternità, benchè non costituisca il fondamento assoluto della dignità della donna, le dona tanto splendore e le assegna una parte così ampia nell'attuazione del destino umano, che basta essa sola a indurre ogni uomo sulla terra, grande o piccolo che sia, a chinare con riverenza ed amore la fronte davanti alla propria madre.

Altre volte tuttavia esponemmo come la perfezione della donna, che dalla natura è ordinata alla maternità fisica, può essere altresì con-

---

[5] *Gen.* 1, 28.

seguita, ove questa venga a mancare, con le multiformi opere di bene, ma soprattutto col volontario ossequio ad una superiore vocazione, la cui dignità è commisurata dalle altezze divine della verginità, della carità e dell'apostolato cristiano.

Da queste considerazioni scaturisce la luminosa verità che la donna, sia come persona che come madre, deriva ogni sua dignità da Dio e dalle sue sapienti disposizioni. Dignità pertanto, secondo la legge di natura, inalienabile ed inviolabile, che le donne sono tenute a conservare, difendere, incrementare.

Sia dunque questa l'idea-base da diffondere e a cui attrarre le vostre sorelle; questo l'ideale, cui deve ispirarsi il vostro Centro e che è il più retto criterio di valutazione dei vostri diritti e doveri. Nell'accostarvi alla società e alle sue istituzioni per accertare quale sia il vostro posto, per determinare in concreto il vostro raggio di azione, rivendicare le vostre prerogative, fate valere prima di ogni altro titolo la vostra dignità cristiana. Le altre questioni, particolarmente quella della cosiddetta « parità di sessi », fonte di spirituale disagio, e perfino di amarezze per le donne che non abbiano la chiara visione del loro particolare valore, restano secondarie, nè possono essere risolte che sul fondamento dei princîpi ora esposti.

2. Il vostro Centro vuol essere inoltre una « *scuola* », ossia una istituzione che non soltanto promuova lo studio dei problemi riguardanti il ceto femminile, ma soprattutto illumini le vostre sorelle e le guidi nell'adempimento dei loro doveri.

Ora, quale dev'essere l'insegnamento di questa scuola, da voi giustamente ritenuta utilissima a tante, o impedite per varie circostanze dal conoscere il buon cammino, o nel percorrerlo pavide per la solitudine in cui si vedono, o non di rado disorientate dagli errori, disseminati apertamente o con subdola arte nei libri, nei giornali, nei films, o professati in pubbliche adunanze?

Sia il vostro insegnamento diretto innanzi tutto alla formazione interiore della persona secondo lo stato di ciascuna, e poi all'avviamento verso l'azione esteriore e sociale; in ogni caso, conforme alla dottrina e alle esortazioni della Chiesa. Non che si debba negare in principio la fiducia a ciò che la moderna coltura ha acquisito ed insegna nelle questioni che vi riguardano e sugli indirizzi ormai accettati; tuttavia, se bramate la sicurezza della verità e della rettitudine e la certezza del buon risultato, vi è un solo mezzo: assicurarvi che quegl'insegnamenti non siano in disaccordo con la dottrina e la prassi della Chiesa. Nell'immenso tesoro della coltura cattolica i problemi della donna hanno, per lunga tradizione e per l'opera di insigni maestri, un posto di meritata importanza; mentre non è facile incontrare altrove un ideale di donna più elevato e perfetto di quello che il Cristianesimo ha frequentemente attuato in tante schiere di giovani, di spose, di madri, di vedove, vanto e vera speranza di un popolo.

Inserendovi in questa solida tradizione, l'insegnamento del vostro Centro consisterà soprattutto nell'impartire, mediante la persuasione e l'esem-

pio, lezioni di vita. Voi siete certamente meglio di altri in grado di conoscere quanto sia grande tale bisogno in molte vostre sorelle, quali siano le cause ed i rimedi a quella certa stanchezza dimostrata dalla donna di oggi nella vita coniugale, come infondere loro coraggio e perseveranza nelle lotte quotidiane, vigore per affrontare serenamente i molteplici e radicali mutamenti propri delle diverse età della vita femminile.

A questo fondamentale insegnamento del « saper vivere » nel senso più cristiano della parola, seguiranno con profitto gli altri, di natura, diremmo, tecnica, e cioè, dei buoni metodi per governare la casa, educare i figli, scegliersi un lavoro opportuno, provvedere all'avvenire, operare nella società circostante. Una donna illuminata, salda nelle sue persuasioni, interiormente serena, certa del consenso e della cooperazione di un largo stuolo di altre simili a sè, potrà sperare con fondamento di arrecare un valido contributo al miglioramento della società.

3. Voi, infine, vi adoperate affinchè la donna s'inserisca pienamente nella vita della nazione, quale « *forza* » benefica a vantaggio di tutti.

Benchè l'accostamento dei concetti di donna e di forza sembri una caratteristica dei tempi moderni, è opportuno ricordare che fu sempre presente alla tradizione cristiana la descrizione della donna virtuosa ed energica, quale si legge nel libro sacro dei Proverbi. Alla domanda: « Chi troverà la donna forte? » [6] — l'agiografo risponde col tracciarne il vivo modello, frequentemente rievocato poi attraverso i secoli.

Ma in che cosa deve consistere la forza, che voi auspicate dall'intesa e dalla cooperazione delle donne di una stessa nazione? Verso quali fini deve tendere? Quale è il segreto del suo incremento e della sua efficacia? Per le donne stesse, che prendono parte attiva al vostro movimento, la forza si mostrerà primieramente nell'influsso trascinatore dell'esempio, senza il quale nè i programmi nè le scuole riscuoteranno credito, nè susciteranno entusiasmo per il proclamato ideale.

Riguardo alla sua estensione e alla sua efficacia, la forza del ceto femminile si manifesterà in una azione risolutiva, esercitata senza esclusione di terreno, quindi anche nel campo politico e giuridico, affinchè le istituzioni, le leggi, le consuetudini riconoscano e rispettino le particolari esigenze della donna. E' ben vero che gli Stati moderni hanno compiuto notevoli progressi nel corrispondere alle sostanziali aspirazioni della donna; tuttavia permane ancora una certa trascuratezza per le esigenze, vorremmo dire, psichiche e di sentimento, quasi non meritino seria considerazione. Eppure anche queste esigenze, benchè indefinibili e quasi inafferrabili dal calcolo e dalla statistica, sono reali valori che non possono rimanere negletti, poichè fondati nella natura e diretti a temperare nell'umana società l'asprezza delle leggi,

---

[6] *Prov.* 31, 10.

a moderare le tendenze estreme nelle grandi risoluzioni, a stabilire una più equa distribuzione dei vantaggi e dei sacrifici tra tutti i cittadini. Come il sentimento della donna ha una gran parte nella famiglia e spesso ne determina il corso, così dovrebbe operare, in più vasta proporzione, nella vita della nazione e della stessa umanità. Non sarebbe ragionevole che nella grande famiglia umana si trovasse a suo agio, anche in ciò che concerne la vita psicologica, soltanto una patre di essa, gli uomini. In concreto, ove si rispettassero maggiormente le ansie del sentimento muliebre, l'opera di consolidamento della pace sarebbe più alacre, più ospitali e generosi i popoli meglio forniti di beni verso quelli che ne sono privi, più cauti spesso gli stessi amministratori della pubblica ricchezza, più fattivi e provvidi gli organi preposti ad aiutare le comunità bisognose di case, di scuole, di ospedali, di lavoro, poichè dietro tali deficienze si celano sovente gl'indicibili dolori di madri e di spose, che vedono languire nella miseria i loro cari, seppure le lontananze forzate e la stessa immatura morte non li abbiano già strappati al loro affetto.

Anche riguardo al lavoro la conformazione fisica e morale della donna esige una sapiente discriminazione, sia nella quantità che nella qualità. Il concetto della donna dei cantieri, delle miniere, dei lavori pesanti, come è esaltato e praticato in alcuni paesi che vorrebbero ispirarsi al progresso, è tutt'altro che una moderna conquista; è, al contrario, un triste ritorno verso epoche, che la civiltà cristiana aveva seppellite da lungo tempo. La donna è bensì una forza ragguardevole nella economia della nazione, però condizionatamente all'esercizio delle elevate funzioni a lei proprie; certamente non è una forza, come suol dirsi, industriale, al pari dell'uomo, dal quale si può richiedere un maggiore impiego di energia fisica. Quel premuroso riguardo, che ogni uomo bennato dimostra alla donna in ogni incontro, dovrebbe essere praticato anche dalle leggi e dalle istituzioni di una nazione civile.

Vi abbiamo così accennato alcuni scopi concreti, verso i quali potrete indirizzare la forza costruttiva del vostro movimento, a immediato vantaggio del vostro ceto e indirettamente a favore della patria. Conservate e accrescete questa forza benefica, il cui risolutivo potere non consiste nelle agitazioni convulse delle piazze, ma nella persuasione e nella fiducia, che saprete infondere, e che già riscuotete in mezzo a un popolo, come il vostro, dall'animo naturalmente aperto alla giustizia, alla bontà, alla tenerezza dei sentimenti e dei valori familiari.

Dilette figlie, che ascoltate la Nostra parola sulle verdi balze del Santuario di Loreto, e voi tutte, raccolte nella intimità parimente sacra delle vostre case, non sapremmo congedarCi da voi senza ritornare alla spirituale presenza della Benedetta fra le donne, Maria, per raccogliere dal suo Cuore materno, a suggello di questa Nostra esortazione, le sue ispirazioni e la promessa della sua efficace assistenza.

Allorchè l'Arcangelo Gabriele svelò all'umile Ancella del Signore l'eccelsa missione cui Dio l'aveva destinata, la profonda umiltà di Lei non ravvisò in se stessa alcuna proporzione con la grandezza dell'an-

nunziato destino. Ed Ella, con la voce dell'Ancella, disposta bensì a servire, ma ignara di come avrebbe potuto farlo, pronunziò il suo « *Quomodo fiet istud* — come avverrà questo? » [7]. L'Arcangelo la rassicurò, ricordandoLe la potenza dell'Altissimo e che nulla è impossibile a Dio [8].

Anche per voi, dilette figlie, alle quali il programma ora delineato potrebbe sembrare superiore alle vostre forze, o apparire non in tutto gradito alla presente società, o contrastato da correnti avverse, ripeteremo: Lasciate che l'Onnipotente Iddio, come si è degnato d'ispirare alle vostre menti alti ideali e ai votsri cuori generosi impulsi, così, da voi implorato per la intercessione della sua Santissima Madre, vi dia coraggio e perseveranza per pienamente attuarli. Cominciate senza indugio ad operare in voi stesse e nelle vostre famiglie, per poi estendere, quasi insensibilmente ma profondamente, la vostra azione in cerchie sempre più vaste. Siate fiduciose nell'opera vostra, sulla quale Noi stessi grandemente contiamo, e con Noi, la società e la patria.

Invocando pertanto su tutte voi del Centro Italiano Femminile e su tutte le donne d'Italia, particolarmente le più provate dalle sventure, i favori di Dio e della benedetta Sua Madre, affinchè per mezzo vostro il mondo conosca giorni migliori , v'impartiamo di gran cuore la Nostra paterna Apostolica Benedizione.

(*A.A.S.*, vol. 48, pag. 779-786).

---

[7] Luc. 1, 34.
[8] Cfr. *ibid.* 35 e 37.

CHRONICA

ACTA PII PP. XII

CONSTITUTIONES APOSTOLICAE:

29 Maii 1956 — *Const. Ap.* Quondocumque amplo, *distrahit ab archidioecesi Bogotensi, in Columbia, ob amplum eterritorium et ingentem fidelium numerum tres et triginta curias expresse nominatas et in dioecesim Girardotensem erigit cum omnibus iuribus et honoribus, quae competunt sedibus episcopalibus. Residentia in urbe vulgo Girardot; nova dioecesis est suffraganea Bogoten.* (*A.A.S.*, - 23 Februarii 1957, vol. 49, pp. 49-52).

2 Iulii 1956 — *Const. Ap.* Qui, volente Deo, *in utilitatem rei catholicae, auditis Ordinariis provinciae ecclesiasticae Olidensis et Recifensis, in Brasilia, dismembrat a dioecesi Pesqueirensi quaedam municipia expresse nominata et erigit novam dioecesim* AFOGADENSEM DE INGÁZEIRA *cum omnibus honoribus et privilegiis et iuribus ecclesiae cathedralis. Residentia in urbe « Afogados da Ingázeira ». Nova Sedes suffraganea metropolitanae Olindensis et Recifensis* (*A.A.S.*, - 28 Decembris 1956, vol. 48, pp. 809-811).

2 Iulii 1956 — *Const. Ap.* Ex quo die, *distrahit ab archidioecesi S. Ludovici aliisque ecclesiis in Statibus Unitis Americae Septentrionalis quaedam territoria et ea erigit in duas dioeceses, sc.* « CIVITATIS JEFFERSONIENSIS » ET « CAMPIFONTIS-CAPITIS GIRARDEAUENSIS », *cum iisdem privilegiis ac caeterae dioeceses per orbem. Territorium reliquum dioecesis S. Iosephi cum dioecesi Kansanopolitana in perpetuum unitur, ita ut in posterum sive Sedes sive Episcopus coniuncto nomine Kansanopolitano-S. Iosephi ornantur; aucto templo S. Iosephi, Sponsi B. M. V. in eadem Urbe, concathedrali titulo* (*A.A.S.*, - 23 Februarii 1957, vol. 49, pp. 52-55).

LITTERAE APOSTOLICAE:

14 Inauarii 1956 — *Litt. Ap.* Bonna, Germaniae urbs, *templum Sanctorum Cassii. Florentii et Sociorum*, « qui per vulnera effuso sanguine Christum testati, saeculo III p. Chr. n. ibidem conditi sunt ». *in archidioecesi coloniensi exstans, titulo Basilicae Minoris honoribus privilegiisque ornatur* (*A.A.S.*, - 23 Februarii 1957, vol. 49, pp. 56-57).

16 Martii 1956 — *Litt. Ap.* Vinea Domini, *per quas ecclesia S. Martini, Ep. et Conf. in oppido « Weingarten », dioecesis Rottenburgensis, in Germania, Basilicis Minoribus accensetur ob eius celeberrimam*

traditionem fidelitatis erga S. Matrem Ecclesiam, ob pretiosam reliquiam Sanguinis D. N. Iesu Christi inibi conservatam et solemni pompa quotannis Feria VI post Ascensionem Domini ducendam (*A.A.S.*, 25 Februarii 1957, vol. 49, pp. 57-59).

6 Aprilis 1956 — *Litt. Ap.* Augustae Trinitati, *paroeciale templum in urbe Berna, dioecesis Basileensis et Luganensis, Sanctissimae Trinitati dicatum, ad preces Ordinarii loci, ob praecipuum religionis pietatisque sedem, ad dignitatem et honorem Basilicae Minoris evehitur, omnibus adiectis iuribus ac privilegiis, quae sacris aedibus eodem nomine insignibus rite competunt* (*A.A.S.*, - 23 Februarii 1957, vol. 49, pp. 59-60).

20 Aprilis 1956 — *Litt. Ap.* Honesta quaelibet ars, *Sancti Martyres Claudius, Nicostratus, Symphorianus, Castrorius et Simplicius qui olim artem apud Sirmium in marmoreis lapicinis utpote summi sculptores professi sunt, omnium Italiae lapicidarum et marmorariorum caelestes apud Deum Patroni declarantur cum omnibus adiectis honoribus ac privilegiis liturgicis, quae praecipuis coetuum seu ordinum Patronis competunt* (*A.A.S.*, - 23 Februarii 1957, vol. 49, pp. 61-62).

5 Maii 1956 — *Litt. Ap.* Extat in Reipublicae Argentinae, *Beata Maria Virgo Immaculata, cuius laus a saeculo XVI uti ab exordio dominationis Hispanorum in australi America, maxima fuit, totius Resistenciae dioecesis praecipua Patrona instituitur; Sanctus Ioseph eiusdem Sponsus, Opificum Patronus caelestis secundarius Patronus renuntiatur* (*A.A.S.*, - 25 Ianuarii 1957, vol. 49, pp. 28-29).

5 Maii 1956 — *Litt. Ap.* Haud parvum Nobis, *dioecesis nuper erectae, Ketaënsis in Africa Occidentali ob tantam cleri fideliumque pietatem, Beata Maria Virgo Immaculata praecipua Patrona et Sanctus Michaël Archangelus eidem dioecesi Patronus aeque principalis, constituuntur, eliguntur atque renuntiantur* (*A.A.S.*, - 25 Ianuarii 1957, vol. 49, pp. 29-30).

25 Maii 1956 — *Litt. Ap.* « Ad gratias Sanctae Mariae », *templum Deo in honorem Beatae Mariae Virginis in Coelum Assumptae in pago « Novacella », intra Brixinensis dioecesis fines, consecratum, ad preces Patrum Canonicorum Regularium S. Augustini et Episcopi Brixinensis, ad dignitatem et honorem Basilicae Minoris evehitur, omnibus adiectis iuribus ac privilegiis, quae sacris Aedibus eodem nomine insignibus rite competunt* (*A.A.S.*, - 25 Ianuarii 1957, vol. 49, pp. 30-33).

EPISTULAE:

22 Septembri 1956 — *Ep.* Hiberniae gentis, *ad E.mum P. D. Ioannem Card. D'Alton, Archiepiscopum Armachanum; ob tertium saecu-*

lum ab obitu Lucae Wadding, Ordinis Fratrum Minorum; Summus Pastor tot tantaque opera enumerat ab hoc Viro durante eius vita terrestri gesta tum pro Ecclesia quum pro eius Patria Hibernia, quae illo tempore affecta fuit atrocibus insectationibus religiosis propter infractam fidem ad Christum eiusque Ecclesiae fidelitatem (*A.A.S.*, - 28 Decembris 1956, vol. 48, pp. 812-813).

1 Novembris 1956 — *Ep.* In tanta difficultate, *Ad E.mum Antonium Card. Caggiano, Episcopum Rosariensem, qui Legatus mittitur Congressui Eucharistico Bolivariano in Urbe Capiti Caracensi sita, in foederali Venetiola Republica, celebrandum, ubi agendum erit de officiis iurisque servandis in societate domestica, in civili ipso consortione* (*A.A.S.*, - 23 Februarii 1957, vol. 49, pp. 62-63).

7 Decembris 1956 — *Ep.* Tibi nonagesimum, *Ad E.mum Ioannem Card. S. R. E. Mercati eiusdemque Bibliothecarium et Archivarium, nonagesimum aetatis annum peragentem; in epistula Pius PP. XII extollit Cardinalis assiduum studium impensum palaeographicis disciplinis, Sanctorum Patrum operibus, rei liturgicae, Graecorum Latinorumque scriptis, Byzantino quoque aevo pervestigandis; insuper eiusdem paene innumeras lucubrationes, merita circa Bibliothecam Vaticanam, artis criticae specimina, gravia volumina et plura opuscula* (*A.A.S.*, - 28 Decembris 1956, vol. 48, pp. 816-817).

ALLOCUTIONES:

23 Octobris 1956 — *Alloc. Ad Exc.mum Virum Iosephum Lauretum Arismendi, Ministrum ab Exteris Negotiis Reipublicae Statuum Foederatorum Veneliolae; Summus Magister exprimit gaudium de praesentia Ministri, extollit Rempublicam ob suas dotes naturales et firmam fidem catholicam, ob amicalem inter Ecclesiam et Statum collaborationem* (*A.A.S.*, - 28 Decembris 1956, vol. 48, pp. 817-819).

28 Octobris 1956 — *Alloc. Ad operarios Pratensis dioecesis, qui peregrinationis causa ad B. Petri Sedem convenerunt in solemnitate Christi Regis. In hac sublimi oratione Augustus Pontifex enucleat quattuor puncta ad mentem Praefationis diei. « Nelle vostre menti venga il regno della verità; nei vostri cuori regni la grazia e la vita; nelle vostre fabbriche regni la giustizia; col regno della verità, della grazia e della giustizia, venga il regno dell'amore e della pace »* (*A.A.S.*, - 28 Decembris 1956, vol. 48, pp. 819-824).

3 Novembris 1956 — *Alloc. Ad Virum Albertum Martin Artajo, Ministrum ab Exteris Negotiis Hispaniae habita. Summus Pastor congaudet manifesto progressui publico-oeconomico Hispaniae simulque paterne commendat in hoc arduo negotio summam prudentiam ac iustitiam christianam* (*A.A.S.*, - 28 Decembris 1956, vol. 48, pp. 825-826).

18 Novembris 1956 — *Alloc. Ad operarios Interamnensis dioecesis peregrinationis causa Romae coadunatos. In qua Angelicus Pastor iis exoptat rapidissimam reconstructionem provinciae post belli calamitates, certo securiorem ob evidentem progressum mediorum technicorum quae amplas possibilitates laboris praestant; ne fidant tamen fallacibus inimicorum fidei ac ordinis christiani susurribus* (*A.A.S.*, - 28 Decembris 1956, vol. 48, pp. 826-831).

8 Decembris 1956 — *Alloc. Iis qui interfuerunt Consilio Foederationis internationalis Catholicorum Virorum, Romae habito. Summus Pastor, gavisus de duplicato post sexennium numero membrorum (speciatim ex America congregatorum) elludit ad tesseram Foederationis « Unum Omnes », commendat unitatem spiritus in diversitate linguarum ac methodorum, particulariter quod attinet integritatem familiae christianae* (*A.A.S.*, - 25 Ianuarii 1957, vol. 49, pp. 25-27).

31 Decembris 1956 — *Alloc. Docentibus Sodalitatum pro schola catholica in Bavaria, in qua Sanctissimus Dominus extollit axioma: quo magis, prout in Bavaria, schola ligata est Statui, eo magis ipse Status debet haberi respectum ad genitores catholicos, qui gaudent iure, ut filii in scholis educationem catholicam recipiant; regnet unitas mentis inter magistros et iuvenes, inter familiam et scholam. Ecclesia Catholica, quae fruitur saeculari experientia, adiuvat omnes honestos nisus magistrorum* (*A.A.S.*, 23 Februarii 1957, vol. 49, pp. 63-65).

16 Ianuarii 1957 — *Alloc. Docentibus atque alumnis Universitatis Studiorum Ibero-Americanae in Mexico. Pastor Angelicus numerando celebres doctores mexicanos, fundatores Superiorum Studiorum in Nova Disciplina, enixe praesentes exhortatur, ut lumen scientiae et fidei teneant incensum in favorem totius Australis et Meridionalis Americae* (*A.A.S.*, - 23 Februarii 1957, vol. 49, pp. 65-68).

19 Ianuarii 1957 — *Alloc. Ad Virum Selwyn Lloyd, Ministrum ab Exteris Negotiis Magnae Britaniae habita, in qua Augustus Pontifex gratias exprimit Ministro pro bona relatione inter S. Sedem et Regnum M. Britaniae laudetque Ministrum pro eius forti animo in promovendo bono communi* (*A.A.S.*, - 23 Februarii 1957, vol. 49, pp. 67-69).

NUNTIUS RADIOPHONICUS:

28 Octobris 1956 — *Nunt. Radioph. Ad christifideles die dominico 28 Octobris 1956, in Festo Christi Regis, in Urbe Regiensi in Aemilia coadunatos ob consecrationem Aemiliae regionis SS.mo Cordi Iesu.*

Summus Sacerdos Christi, alludendo ad Encyclicam « Haurietis Aquas » exponit divitia SS.mi Cordis Iesu atque fideles congregatos

admonet ad totalem, sine haesitatione vel subterfugio, SS.mo Cordi Iesu consecrationem, ut inde zelus corroboretur apostolicus in ista regione, particulariter exposta invasioni inimicorum Dei (*A.A.S.*, - 28 Decembris 1956, vol. 48, pp. 831-834).

2 Decembris 1956 — *Nunt. Radioph. ad christifideles datus Insularum Philipporum ob alterum Conventum Eucharisticum nationalem in urbe capite Manilensi coadunatos.*

Vicarius Christi congregatis ferventissime exoptat, ut Christus non solum ab iis celebretur, sed vivus in cordibus eorum formetur atque remotas Pacifici Insulas fide flagranti irradiet; Romano Pontifici sunt cordi: scholae, athenaea, Universitates, missio pro afflictis, Actio catholica, Instituta socialia (*A.A.S.*, - 28 Decembris 1956, vol. 48, pp. 834-838).

16 Decembris 1956 — *Nunt. Radioph. ad christifideles ob Conventum alterum Eucharisticum nationalem Bolivarianum in urbe Capite Caracensi coadunatos, in quo Supremus Pastor extollit vocationem sacerdotalem, quaeque nutriri debet iam in domo paterna per vitam pietatis intensam, alitum pane eucharistico, per educationem religiosam in familia, per spiritum supernaturalem viventem intra parietes domus* (*A.A.S.*, - 23 Februarii 1957, vol. 49, pp. 68-76).

23 Decembris 1956 — *Nunt. Radioph. universis orbis episcopis et christifidelibus datus, pridie pervigilium Nativitatis D. N. Iesu Christi, anno MCMLVI.*

Pius PP. XII initium sermonis facit ex tristi condicione huius mundi sub fine anni 1956; nihilominus spes est in verbis S. Scripturae: « erunt prava in directa, et aspera in vias planas ». Primo Papa loquitur de « la contraddizione che grava sulla umanità di oggi; deinde de « attitudine di fronte ad essa dei cristiani »; tandem: « e dei senza religione ». Post hanc introductio evolvitur triplex punctum cum suis subdivisionibus: I. « Dignità e limiti della natura umana » cum decem expositionibus; deinde II. « Libero atto e la realtà umana » cum sex declarationibus; III. « La verità assoluta luce e vita dell'uomo » cum undecim argumentis (*A.A.S.*, - 25 Ianuarii 1957, vol. 49, pp. 5-22).

6 Ianuarii 1957 — *Nunt. Radioph. in festo Epiphaniae D. N. I. Christi 1957 datus, die « Pro Matre et Puero », ab nationali Italico pro maternitate et infantia indicto.*

Pius XII desiderat « dare un più vivo splendore a un dovere primordiale degli adulti di oggi: assicurare al bambino a tutti i bambini, la possibilità di conseguire il pieno sviluppo fisico e morale, a cui hanno diritto, e renderli così capaci di divenire un giorno utili alla società ». *Imprimis commendatur* « bambini orfani, abbandonati e totalmuti » (*A.A.S.*, - 23 Februarii 1957, vol. 49, pp. 72-76).

4 Decembris 1956 — *Nunt. Scriptus datus, iis qui interfuerunt Coetui Tertio ex Foederatione internationali Iuvenum ab Actione Catholica, Romae habito. Pastor Bonus exaltat heroicas virtutes quas iuvenes catholici in hodierna morum depravatione ac nationum motibus saepius demonstrarunt, iisque vehementer gratulatur, ut vestigia et monita pro Congressu Iuventutis Faeminilis data sectantes, vitam suam spiritualem necnon professionalem culturae modernae extollant* (A.A.S., - 25 Ianuarii 1957, vol. 49, pp. 23-25).

ACTA SACRARUM CONGREGATIONUM

S. CONGREGATIO S. OFFICII:

31 Ianuarii 1957 — Decretum. *Ad propositum dubium, utrum affinitas in infidelitate contracta possit esse impedimentum pro matrimoniis ineundis post baptismum, etsi solum unius partis, die 16 Ianuarii commissio E.morum ac Rev.morum DD. Cardinalium respondit affirmative et in audientia die 24 eiusdem mensis ianuarii Ss.mus Pontifex Pius XII huic S. Congregationi S. Officii publicari iussit* (A.A.S., - 23 Februarii 1957, vol. 49, p. 77).

30 Ianuarii 1957 — *Decretum. Quo in lucem publicato proscribuntur duo libri a Michaële de Unamuno conscripti (1. Del sentimiento tragico de la vida; 2. La agonia del Cristianesimo) et in Indicem librorum prohibitorum inserendam mandantur post emissum generalem consensum Supremae Sacrae Congr. S. Officii die 23 Ianuarii 1957 atque in audientia E.mi Pro-Secretarii ab Augusto Pontifice Pio XII die 24 eiusdem mensis ianuarii approbatum et publicari iussum fuit* (A.A.S., - 23 Februarii 1957, vol. 49, pp. 77-78).

S. CONGREGATIO CONSISTORIALIS:

18 Iulii 1956 — Portalegrensis — *Anno 1881 dioecesis Castri Albi in Lusitania a Leone XIII suppressa dioecesi Portalegrensi unita fuit. Crescente ultimis temporibus urbe vulgo Castelo Branco, et christifidelium numero et industria ac negotiis de novo templum in honorem S. Michaëlis Archangeli dedicatum ad dignitatem Concathedralisevehitur et dioecesis Portalegrensis, priore retento novo quoque Castri Albi augetur et appellabitur abhinc Portalegrensis-Castri Albi. Insuper Ss.mus Dominus iussit episcopum pro aliquot temporis spatium quolibet anno Castri Albi residere* (A.A.S., - 25 Ianuarii 1957, vol. 49, pp. 35-36).

23 Novembris 1956 — Terracinensis, Privernensis et Setinae — *pagus « Frasso » a dioecesi Privernensi dismembratur et dioecesi Ter-*

racinensi aggregatur; nova erecta paroecia « Frasso » melius consultet bono spirituali fidelium (*A.A.S.*, - 23 Februarii 1957, vol. 49, pp. 78-79).

21 Maii 1957 — *Decretum — Sacerdos Recaredus Horvath, S. O. Cist. in Hungaria, qui contra legitimas Ecclesiasticas Auctoritates machinatus atque earum potestatem subvertere conatus fuit, in excommunicationem speciali modo Sedi Apostolicae reservatum incurrit.*

Insuper eadem S. Congregatio de speciali mandato decernit:

1) Sacerdotes saeculares vel religiosi, qui in Hungaria illegitimo modo officia et beneficia ecclesiastica usurpaverint et ab Ordinariis loci ab officio vel beneficio quomodocumque remoti vel suspensi, vel ab Ordine prohibiti sint, nisi prius definitive et absolute ea dimiserint et Auctoritati Ecclesiasticae in omnibus paruerint, absolvi vel dispensari nequent.

2) Iidem sacerdotes inhabiles declarantur ad officia Curiae dioecesanae, aliaque officia.

3)Si vero iidem parere renuant, ipso facto in excommunicationem S. Sedi speciali modo reservatam incurrunt (*A.A.S.*, - 25 Ianuarii 1957, vol. 49, pp. 38-39).

S. CONGREGATIO RITUUM:

13 Maii 1956 — Bonaëren. — *Promulgatur decretum reassumptionis Causae pro Canonizatione Beatorum Martyrum Rochi Gonzales de Santa Cruz, Alfonsi Rodriguez, Ioannis del Castillo, sacerdotum Societatis Iesu* (*A.A.S.*, - 28 Decembris 1956, vol. 48, pp. 842-843).

13 Maii 1956 — Augustana. — *Decretum reassumptionis Causae pro Canonizatione Beatae Mariae Crescentiae Höss, Virginis, monialis professae Tertii Ordinis S. Francisci* (*A.A.S.*, - 28 Decembris 1956, vol. 48, pp. 843-844).

19 Iulii 1956 — Secovien. — *Decretum introductionis causae pro Beatificatione S. Dei Mariae Lichtenegger, iuvenis saecularis* (*A.A.S.*, - 25 Ianuarii 1957, vol. 49, pp. 40-42).

8 Octobris 1956 — Pampilon. seu Hispalen. — *Introductio Causae pro Beatificatione Servi Dei Stephani ab Adoain, Sacerdotis Professi Ordinis minorum Capucinorum* (*A.A.S.*, - 23 Februarii 1957, vol. 49, pp. 82-85).

8 Octobris 1956 — Barcinonen. — *Decretum Introductionis Causae pro Beatificatione Servae Dei Franciscae a Vulneribus Iesu* (*A.A.S.*, - 23 Februarii 1957, vol. 49, pp. 85-87).

31 Octobris 1956 — *Duae formulae benedictionis lapicidinarum et marmorariae Officinae* (*A.A.S.*, - 28 Decembris 1956, vol. 48, pp. 844-845).

25 Novembris 1956 — Barcinonen. — *Decretum Introductionis Causae pro Beatificatione Servi Dei Iosephi Mañanet y Vives, Sacerdotis, Fundatoris Congregationis Filiorum S. Familiae et Congregationis Missionalium Filiarum a S. Familia de Nazareth* (*A.A.S.*, - 23 Februarii 1957, vol. 49, pp. 88-90).

1 Februarii 1957 — *Ad varias preces Ordinariorum locorum promulgantur Ordinationes et Declarationes circa Ordinem Hebdomadae Sanctae instauratum sub quique capitibus:*

1) De ritu solemni vel simplici in celebranda liturgia hebdomadae sanctae adhibendo;

2) De dominica II Passionis seu in Palmis;

3) De feria V in Coena Domini;

4) De feria VI in Passione et Morte Domini;

5) De Sabbato Sancto et Vigilia Paschatis (*A.A.S.*, - 23 Februarii 1957, vol. 49, pp. 91-95).

S. CONGREGATIO DE SEMINARIIS ET STUDIORUM UNIVERSITATIBUS:

21 Iunii 1956 — *Universitas Studiorum Niagarensis cum artium liberalium canonice erigitur* (*A.A.S.*, - 28 Decembris 1956, vol. 48, p. 846).

2 Iulii 1956 — *Erectio Instituti Philosophici in Theologia Facultate Universitatis Catholicae Andegavensis cum iure gradum academici baccalaureatus philosophiae conferendi* (*A.A.S.*, - 23 Februarii 1957, vol. 49, p. 97).

25 Novembris 1956 — *Erectio Facultatis Philosophiae in Pontificia Universitate Salmanticensi cum iure gradus academicos conferendi* (*A.A.S.*, - 25 Februarii 1957, vol. 49, pp. 97-98).

S. PAENITENTIA APOSTOLICA:

13 Ianuarii 1957 — Officium de Indulgentiis — *Oratio pro christianis familiis a Summo Pontifice Pio XII exarata atque indulgentia 1000 dierum ditata, quae incipit: « Signore, Dio di bontà e di misericordia »* (*A.A.S.*, - 25 Ianuarii 1957, vol. 49, pp. 43-44).

9 Februarii 1957 — *Officium de Indulgentiis — Publicatur textus orationis ad religiosas vocationes impetrandas a Summo Pontifice Pio XII exaratus et indulgentiis plenariis ditatus. Oratio incipit in lingua vulgari Italica: « Signor Nostro Gesù Cristo »*. (*A.A.S.*, - 23 Februarii 1957, vol. 49, pp. 100-101).

* * *

Direttore Responsabile Mons. FIORENZO ROMITA - Largo S. Rocco, 1 (Tel. 65.786)
Autorizzazione del Tribunale di Roma N° 1373 del 15 / 2 / 1950